Les Temps Modernes

6e année REVUE MENSUELLE n° 64

DIRECTEUR : JEAN-PAUL SARTRE

Février 1951



Rédaction, administration : 30, rue de l'Université, Paris

Les Temps Modernes

revue mensuelle

paraît le premier du mois sur 192 pages

Directeur

JEAN-PAUL SARTRE

o

La Revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont adressés

La rédaction reçoit sur rendez-vous

o

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

30, rue de l'Université, Paris-7e - Tél. LITtré 27-37

o

PRIX DE VENTE AU NUMÉRO

France : 160 fr.

o

TARIF D'ABONNEMENT

	SIX MOIS	UN AN
France et Union Française	900 fr.	1.750 fr.
Étranger	1.100 fr.	2.100 fr.

Les abonnements peuvent se régler par chèque bancaire, mandat-carte, mandat-poste, chèque postal (compte Paris 6999-04)

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE
Envoyer la dernière bande et joindre la somme de 20 fr.

Les Temps Modernes

UNE POIGNÉE DE MÛRES

I

— En d'autres termes, tu me tiens pour un salaud, dit l'homme au chapeau de paille. Sais-tu ce que je te répondrai? Que tu as peut-être raison. Suis-je sincère? Et as-tu jamais vu un salaud sincère, un salaud qui avoue? Donc, je ne suis pas aussi salaud que tu le crois. A présent, dis-moi ce que tu penses de mon raisonnement.

— Rien, murmura l'ingénieur. J'ai mal à la tête.

— C'est peut-être que tu digères mal, fit l'homme au chapeau de paille. A moins que ce ne soit la nausée de la désillusion. D'autre part, tu ne voudras quand même pas prétendre qu'il soit toujours blâmable de toujours s'aligner sur la majorité? Et si c'était par amour du peuple? A présent, essaye un peu de m'expliquer ce que tu penses de cette idée que je viens d'émettre.

— Rien, murmura l'ingénieur.

— Tu couperais l'appétit à un saint, fit l'homme au chapeau de paille. Patronne, voudrais-tu nous apporter à boire?

Devant le « Café Mazzini, anciennement de l'Impero », les deux hommes étaient assis à l'unique table abritée du soleil par un parasol vert. Le reflet du parasol donnait à l'ingénieur, naturellement pâle, l'aspect d'un noyé, tandis que le chapeau de paille protégeait le teint rubicond de son ami. Autour des autres tables étaient rassemblés des groupes de paysans presque tous vêtus de sombre, leur besace ou un baluchon sur les genoux, le regard fixé sur leurs verres, insensibles au soleil et aux mouches. Parmi eux, il y avait une jeune paysanne portant sur les bras un bébé si petit et si fragile qu'on l'aurait dit à peine sorti de l'œuf. Tout ce monde attendait le car.

— Je disais..., poursuivit l'homme au chapeau de paille.

Mais l'ingénieur ne l'écoutait plus. De la gare venait d'arriver un

voyageur retardataire, une grande valise sur l'épaule. Il avait la mine d'un ouvrier. Ce n'était pas facile de se rendre compte s'il était de la contrée ou d'ailleurs. Tout de suite, il s'était informé des heures d'un certain car, sans dire cependant où il voulait aller, ni retenir de place au comptoir. A un certain moment, l'ingénieur le perdit de vue et se leva pour le retrouver. Impossible de savoir où il avait pu passer. La patronne, entre temps, avait apporté à boire.

— Je t'en supplie, ne parle pas par énigmes, dit l'homme au chapeau de paille tout en emplissant le verre de l'ingénieur. Explique-toi, s'il se peut, en termes compréhensibles.

— Voilà : j'ai une vague impression que tout va finir, dit l'ingénieur. C'est tout.

— Diable, fit l'homme au chapeau de paille. Mais ton optimisme inné t'égare. Ici, soit dit pour ta gouverne, rien ne finit jamais. Comment trouves-tu ce vin?

— Pardon d'avoir écouté, fit, alarmée, la patronne. Qu'est-ce qui va finir, selon vous?

— Tout, dit l'ingénieur, et il vida son verre. Mais, je le répète, c'est seulement une impression.

— Dans les tremblements de terre, reprit la patronne, ce qui se remet toujours en dernier, c'est le commerce. Les champs, les jardins, les prés restent tels quels, c'est clair. Mais pour racheter les tonneaux, les dames-jeannes, les verres, les étagères et tout le reste, vous savez combien il en coûte?

— Tu as saisi, fit l'homme au chapeau de paille en s'adressant à l'ingénieur. Tout au plus, c'est une question de frais. Mais pour ce qui est de finir, ici, rien jamais ne finit, jamais. Bois, c'est un petit vin qui clarifie la cervelle.

La route qui passait devant le café était bordée d'un canal empli d'une eau d'un vert opaque, eau paresseuse, presque stagnante, et d'une file de hauts peupliers d'argent. L'ombre, peu à peu, avait aussi gagné les autres tables, qu'elle surplombait comme d'un vaste baldaquin violet. La patronne se hâta de fermer le parasol vert et de le rentrer. En ce même instant se mit à souffler un petit filet d'air subtil, si subtil qu'il passait à travers les murs, allant repérer les cuisines les plus à l'écart et en faisant sortir, par intervalles, des odeurs de poivrons, d'oignons et de mouton. Depuis une demi-heure, la patronne annonçait : « Il va arriver d'un moment à l'autre, ça ne peut plus tarder », lorsque soudain l'on entendit le vrombissement du car. C'était un autobus mastodonte, dispro-

portionné aux modestes dimensions de la route provinciale. Les paysans, leurs ballots sur l'épaule ou dessous le bras, furent debout aussitôt, groupés en masse compacte et résignés d'avance à l'inévitable bousculade. De fait, le car était déjà encombré de passagers, surchargé de paniers, de valises et de sacs. Une grande femme maigre, vêtue de noir et portant sur la tête une vaste corbeille, prit à partie le chauffeur pour réclamer une place assise. « J'ai payé une place assise, disait-elle, je veux l'avoir. — Montre-moi ton billet, fit le chauffeur. Montre-moi voir un peu où c'est écrit place assise. » Les passagers assis à l'intérieur riaient. Alors la femme, plus furieuse encore, tourna contre eux son exaspération. « Mais pardon, lui dit par la portière une vieille, si tu étais assise, est-ce que tu ne rirais pas, toi aussi? Alors? » L'homme au chapeau de paille, lui aussi, riait.

— Pourquoi ris-tu? lui demanda l'ingénieur. Ce vin est la seule chose digne de respect que j'aie rencontrée jusqu'ici. Patronne, une autre bouteille !

— Je ris parce que je suis assis, répondit l'homme au chapeau de paille. Tu as tort de ne pas rire, vu que toi aussi, tu es assis. Ce serait ton droit. Mais toi, tu n'as jamais eu l'esprit de corps.

Le car reparti, l'on put constater que, par miracle, pas un seul voyageur n'avait dû renoncer à monter. Mais sur la porte du café reparut l'homme à la grande valise.

— Vous n'avez pas trouvé de place? lui demanda l'ingénieur.

L'homme ne répondit pas, ne bougea pas, une épaule appuyée au chambranle de la porte. Il regardait les peupliers, l'eau, les quelques gamins qui jouaient avec des bateaux en papier. Il était difficile d'imaginer ce qu'il pouvait bien attendre.

— Le car dont vous avez demandé l'horaire tout à l'heure, lui expliqua l'homme au chapeau de paille, n'existe plus depuis au moins quinze ans. Tant d'autres choses ont changé. Jadis, le moindre village avait sa diligence, mais à présent, l'autobus que vous avez vu suffit pour toute la vallée.

— Asseyez-vous avec nous, lui dit l'ingénieur en souriant. Aidez-nous à vider cette bouteille. Le vin n'a pas changé.

L'homme s'assit, dit, avec un geste courtois, « à votre santé », et vida son verre. C'était un homme peut-être dans les quarante ans, très robuste. Ses mains étaient fortes et propres, mais profondément crevassées, comme chez les maçons et les tailleurs de pierre. Mais ce qui, chez lui, frappait avant tout, c'était le regard, un

regard direct, tout ensemble franc et méfiant. Il n'avait pas l'air le moins du monde embarrassé de se trouver assis à côté de personnes d'une autre condition que la sienne.

— Ce beau chandail que vous portez là, vous ne l'avez pas acheté par chez nous, fit l'homme au chapeau de paille. Il est d'un genre ici tout à fait inconnu. De même que votre valise.

— Buvez, dit l'ingénieur. Au moins le vin est-il encore le même.

— A la vôtre, dit le nouveau venu. Oui, le vin est encore le même, mais conservé dans une dame-jeanne et non dans un fût. La prochaine bouteille, c'est moi qui l'offre. Patronne, une autre bouteille.

— Si vous voulez, plus tard je vous ramènerai au pays, dit l'ingénieur. J'ai une voiture. Moi aussi, je devrais aller de ce côté-là.

L'homme au chapeau de paille protesta.

— Tu renonces à la rencontre avec le fournisseur? Je ne te comprends pas.

L'ingénieur lui répondit par un haussement d'épaule.

— Je ne te comprends pas, répéta, découragé, l'homme au chapeau de paille.

— Vous aussi, vous êtes de la vallée? demanda l'autre à l'ingénieur. De quelle famille?

L'ingénieur sourit et remplit les trois verres.

— Bizarre, fit-il. D'ordinaire, les gens réservés ne sont pas curieux.

L'homme rougit, s'excusa d'un geste un peu gauche.

— Ce n'était pas curiosité, dit-il.

— Rien de mal à cela, dit l'ingénieur. Les gens réservés ont le droit d'être méfiants. Eh bien, vous avez deviné. Mon acte de naissance dit que, moi aussi, je viens de la même vallée.

— Quant aux noms de famille, dit l'homme au chapeau de paille, ils existent toujours. On n'a pas encore pensé à les supprimer. Mais, pour juger les gens, ils ne servent plus. Ils rappellent le temps des diligences.

Le nouveau venu tenait levé son verre et examinait à contre-jour la couleur du vin; son visage avait une expression lasse et grave. L'ingénieur observait l'homme, incapable de détourner de lui les yeux. « Où l'ai-je connu? » semblait-il se demander. Il devait y avoir une chose importante, mais dont il n'arrivait pas à se souvenir.

— Tu veux vraiment partir? demanda encore l'homme au chapeau de paille. Pourquoi donc m'avoir fait fixer ce rendez-vous avec le fournisseur?

L'ingénieur ne faisait plus attention à ce qu'il disait.

— Il n'est pas nécessaire que vous me meniez jusqu'au pays, dit le nouveau venu à l'ingénieur. Vous n'aurez qu'à me laisser sur la route nationale, avant la montée.

— Et la valise? dit l'homme au chapeau de paille en faisant une moue. Vous voudriez gravir la montagne et arriver au pays votre valise sur le dos?

Le nouveau venu le regarda comme de très loin; comme un sourd. Et sous ce regard, l'homme au chapeau de paille frissonna. Mais, depuis un bon moment, la patronne, pour ne pas perdre le fil de la conversation, astiquait la table voisine, passant et repassant son chiffon toujours sur cette même table. Enfin, elle put placer son mot.

— Cet homme, dit-elle, vient de me demander de lui garder sa valise. Est-ce qu'il y a du mal à cela?

Du regard, elle semblait demander l'avis de l'homme au chapeau de paille.

— Pardon, faites excuse, déclara celui-ci en reculant sa chaise. Par les temps qui courent, un chrétien n'a pas le droit de s'étonner de quoi que ce soit.

— A peine séchée cette bouteille, dit l'ingénieur, nous partirons. L'homme qui est mon hôte descendra où bon lui semble. Il ne manquerait plus que cela.

L'homme au chapeau de paille avait hâte de s'expliquer. Il ne pouvait souffrir que l'on doutât de lui. L'ingénieur s'efforça de le suivre un bout de temps, puis y renonça dès qu'il s'aperçut que cela exigeait un trop gros effort. Le nouveau venu, en revanche, n'y prêta pas la moindre attention; il restait là assis, inerte, impassible, regardant l'ingénieur verser à boire.

— A la vôtre, fit-il ensuite, avec un geste cérémonieux, puis, une dernière fois, il vida son verre avant de monter dans l'auto.

II

Pendant un bon bout de chemin, aucun des deux hommes ne dit mot, sans que leur silence trahît la moindre gêne. Chacun suivait

ses pensées. La route était poussiéreuse et déserte. Ce n'est qu'à l'entrée de la vallée que la voiture croisa de petits groupes de femmes vêtues de noir et revenant du marché avec leurs provisions, telles de lentes et silencieuses processions de fourmis. Çà et là, sur les pentes pierreuses et comme cendrées des collines, près de quelque maigre buisson, peinait une forme humaine, abeille ouvrière isolée. Plus loin, la route se fit plus étroite, avec, de part et d'autre, de nombreux tas de pierres et de minuscules troupeaux de moutons broutant l'herbe desséchée et poudreuse des talus. L'automobile dut ralentir. Un gros mâtin au poil blanc et au collier hérissé de clous, jaillit soudain d'une haie et courut au-devant de la voiture.

— L'été, il n'y a pas de loups à craindre, dit l'ingénieur. Pourquoi n'ôte-t-on pas leur collier à ces bêtes?

Mais son voisin ne répondit pas, il ne fit même pas mine d'avoir entendu. Les mains sur les genoux, impassible, immobile, il regardait la route. A un certain moment, toutefois, il dit :

— Il y a encore loin jusqu'au Pont du Moulin?

— Nous l'avons déjà passé, répondit l'ingénieur. Il y avait des cantonniers en train d'y travailler et j'ai dû ralentir. Vous ne vous en êtes pas aperçu?

L'ingénieur s'était déjà fait une idée de la destination probable de son hôte. Un village que lui aussi connaissait. De la route, il était impossible de le voir. Mais on pouvait distinguer la fumée blanchâtre de ses cheminées, montant au-dessus d'une échancrure de la montagne.

— Je m'arrêterai un moment au Casal, au-dessous de la fromagerie, dit l'ingénieur. Je dois reprendre de l'essence.

— Moi aussi, ça m'arrange de descendre là, fit aussitôt l'homme. J'allais même le dire.

L'ingénieur mit une certaine ostentation à ne pas s'occuper du chemin pris par son compagnon dès qu'ils furent descendus de voiture. Il vit que trois camions faisaient déjà queue au fond de la place, devant la pompe à essence. Aussi se dirigea-t-il vers la taverne. Il marchait droit devant lui, par excès de loyauté, comme au jeu de colin-maillard. La taverne était une maison à deux étages, dont la façade, criblée de balles, portait la salissure de gigantesques inscriptions au goudron. Un grand noyer se dressait près de la porte. Dépassant le toit, sa frondaison qu'illuminait la lueur du couchant mettait au-dessus de la sombre maison comme une coupole dorée. Sous l'arbre, dans un fauteuil de jonc, était assis le

patron de la taverne, le vieux Zaccharie. Gros, corpulent, sanguin, il n'en tenait pas moins la tête bien droite, une tête majestueuse dont les yeux restaient clos. Il continuait à porter la salopette, bien qu'une paire de béquilles appuyées à l'arbre à portée de sa main montrassent assez qu'il n'avait plus le libre usage de ses jambes. La salopette, d'ailleurs, ne l'empêchait pas d'arborer sur la poitrine une décoration réservée aux braves.

— Zaccharie, lui dit l'ingénieur en enflant la voix, comment est la route de montagne? On peut passer de nuit?

Le vieux ne répondit pas. Il restait là inerte, les yeux clos. Difficile de savoir s'il dormait ou non. Mais de la remise accourut aussitôt, des outils à la main, un jeune gars en salopette grise.

— Pourquoi ton grand-père dort-il comme les lièvres? lui demanda l'ingénieur. D'ailleurs, je ne suis pas pressé. Ma bagnole a aussi besoin d'un lavage.

— Si tu n'es pas pressé, attends que j'aie servi le camion, répondit le jeune homme. Tu veux passer la montagne ce soir?

Sur le seuil de la taverne, l'ingénieur céda à la curiosité. Le temps conventionnel du colin-maillard était certainement passé. Il se retourna brusquement, puis regarda dans toutes les directions. L'homme avait disparu. Le Casal présentait son aspect habituel.

L'ancienne bâtisse rustique qui donnait encore son nom à l'endroit [1] n'existait plus depuis une trentaine d'années. Il n'en restait qu'un vaste rectangle de décombres couverts d'orties, de pavots, de graminées et de squelettes d'animaux. Le peu qu'en avait laissé subsister un tremblement de terre. Sous les ruines, la famille des propriétaires était restée ensevelie. Il faut dire que les automobilistes et les voituriers qui fréquentaient le Casal avaient jugé ce châtiment céleste un peu dur, certes, mais mérité. Si, par la suite, les bâtiments — une fromagerie — n'avaient pas été reconstruits, ce n'est point que l'entreprise eût été déficitaire, mais parce que les héritiers n'avaient pu se mettre d'accord. Telle n'est point cependant la raison pour laquelle le lieu faillit demeurer désert. A bien des égards, il est vrai qu'il a toujours passé pour à peu près inhabitable : l'endroit est venteux, découvert, battu par les bourrasques, spécialement pendant la saison froide. Mais c'est aussi un important croisement de routes, à l'écart de tous les centres urbains. D'où la garantie d'un certain gain pour quiconque y assure le

1. En italien, *il casale*, devenu ici nom propre, mais qui désigne un groupe de maisons en pleine campagne.

ravitaillement des personnes et des véhicules. Ce n'est point un hasard, cependant, si cet argent durement gagné n'a jamais attiré qu'une sorte décidée d'individus.

Malgré les transformations imposées par les séismes et les guerres, la réputation du Casal était donc restée des plus mauvaises. Les individus désespérés qui venaient s'y établir étaient généralement redoutés pour leur violence et leur effronterie. La blanche bâtisse d'une fromagerie construite au cours des dernières années n'avait ajouté qu'en apparence à un lieu aussi louche une note d'ordre et de propreté. En réalité, même le traditionnel trafic de mulets et de chevaux volés, non plus que leur maquillage, destiné à les rendre méconnaissables, n'avaient point tant exalté l'audace, l'ingéniosité et l'imagination des hommes du Casal que le marché noir des divers produits du lait. Et de par l'une des circonstances humaines les plus bizarres, ce marché noir avait fini par s'attirer l'éloge du gouvernement. Il advint en effet que, durant la brève occupation de la région par une armée étrangère, ce négoce clandestin, jusque-là condamné du haut de la chaire et poursuivi par la loi, fut brusquement déclaré vertueux, digne d'émulation et patriotique. Et ce fut justement autour d'un camion chargé de caisses de fromages que, certaine nuit, sur la route de montagne avait eu lieu une rencontre sanglante entre les habitants du Casal et une troupe de soldats ennemis. Plusieurs soldats furent tués, les autres mis en fuite, mais Zaccharie paya la bonne affaire de la perte de ses jambes, criblées par une raffale de mitrailleuse.

Depuis, pour la bravoure dont il avait fait preuve au cours du combat, Zaccharie fut décoré d'une médaille dont il resta justement fier. Les habitudes et la réputation du Casal ne s'en trouvèrent point modifiées pour autant, il n'est que trop vrai, mais la décoration devait susciter un certain nombre de complications imprévues. Tout compte fait, ce fut une date importante que celle de la cérémonie au cours de laquelle un envoyé royal épingla la médaille sur la salopette du vieux Zaccharie. Le monsieur venu de la capitale eut pour lui des mots d'une touchante bienveillance. « Vous êtes, dit-il, un éclatant exemple de ce dont l'homme, fût-il le plus ordinaire, est capable chaque fois que ses instincts naturels sont temporairement proclamés vertueux. — Tu as oublié de dire, répliqua Zaccharie, que le camion et ses caisses sont restés entre nos mains. »

La perte de ses jambes fut, pour un homme de cette condition,

un inconvénient irréparable, aggravé par la vieillesse. L'infirmité n'avait cependant amoindri ni son pouvoir ni son prestige sur les gens du Casal, encore que les étrangers ne pussent que malaisément en distinguer les manifestations. Par tous les temps, il passait la journée assis sous le noyer, gardant presque toujours, qu'il dormît ou non, les yeux fermés. Mais nul des siens ne s'y était jamais trompé : impossible, ils en avaient la certitude, de faire à son insu le moindre pas. Et son immobile présence sur la place, soulignée par les béquilles debout contre l'arbre et le bout de ruban sur la salopette, suffisait pour intimider les clients et pour imposer le respect, même aux gendarmes en quête de quelque objet volé.

Pour entrer dans la taverne, il fallait descendre trois marches. On se trouvait alors tout d'un coup dans une grande pièce occupant tout le rez-de-chaussée et servant à la fois de cuisine, de salle d'auberge et de magasin. Il y avait là des caisses et des tonneaux entassés dans tous les coins, tandis que des restes de sciure recouvraient les parties du sol demeurées libres. Aux crochets et aux clous fichés dans les murs pendaient cordes, colliers, harnais et chaînes. Quelques peaux de mouton étaient jetées sur un tas de bois. Dans l'air flottaient des odeurs de fromage, de morue, de sardine.

— As-tu toujours ce même vin? demanda l'ingénieur à la vieille Judith debout près des fourneaux.

— Le vin est déjà bu, bien sûr qu'il n'est plus là, dit la femme. Mais pourquoi diable es-tu toujours par monts et par vaux? Enfant de mon cœur, le monde est en tous lieux le même. Zaccharie dit que des gendarmes, il y en a partout.

L'ingénieur ayant choisi une place près d'une fenêtre, Judith lui apporta à boire. Tous deux, un certain temps, restèrent à se regarder, à la fois curieux et méfiants. Quel âge Judith pouvait-elle bien avoir? Qui sait, elle n'était même peut-être pas tellement âgée, malgré toutes les apparences d'une très vieille femme : chenue, ridée, édentée, et cette salive qui lui coulait aux coins de la bouche, tandis que ses gestes, sa voix, son regard trahissaient encore une exceptionnelle énergie.

— Je suis comme l'ail, dit-elle en riant. Tête blanche et queue verte.

— Montre voir ta queue. Tiens, assieds-toi et bois un verre avec moi.

— M'inviter chez moi, cela je le reconnais, tout le monde n'en

fait pas autant, repartit la femme riant toujours, et elle alla à l'évier prendre un second verre.

De sa place, l'ingénieur ne pouvait voir qu'un flanc de la colline avec, la taillant de biais, un tronçon de route poussiéreuse, et le côté de la fromagerie que surmontait la cheminée. Dans un enclos se tenait, immobile, un cheval blanc. La route était déserte. Une carriole tirée par un âne et où avaient pris place trois femmes vêtues de noir, descendit la pente et disparut sans s'arrêter. Judith revint avec son verre et un tablier propre.

— A ta santé, dit-elle en levant son verre. Enfant de mon cœur, guéris-moi d'une curiosité. Pourquoi t'appelle-t-on ingénieur? As-tu jamais construit une maison? Non, ce n'est pas cela, maintenant, que je voulais te demander. Les gens qui passent au Casal et qui ne boivent pas debout ont toujours, si j'en crois mon expérience, quelque chose en tête. Voilà ce que je voulais savoir.

— Personne ne s'est jamais arrêté pour toi? J'ai entendu raconter l'histoire d'un gars qui y a laissé la peau.

— Ce sont là satisfactions auxquelles je ne peux plus prétendre. Il y a beau temps que je pourrais être la bonne d'un curé.

— Alors, dis-moi s'il y a plus d'un raccourci pour monter d'ici au village.

— Pas pour quelqu'un qui, comme toi, circule en auto.

— En allant à pied par le raccourci le plus rapide, combien de temps met-on?

— Ça dépend des péchés qu'on a sur la conscience. Mais, avant que j'oublie, enfant de mon cœur, voici ce que je voulais te dire. Pourquoi est-ce que tu ne t'installes pas ici, avec nous? Note que l'idée n'est pas de moi. Je ne sais pas si Zaccharie t'en a déjà parlé.

— Zaccharie me voudrait ici? Pourquoi faire?

— Il a une idée, peut-être qu'il t'en parlera. Il s'est mis dans la tête que tu es un homme — un vrai.

— Il me croit capable de voler des chevaux?

— Et même de pire. En tout cas, penses-y. Mais ce n'est pas cela que je voulais te dire. Pour le quart d'heure, il faut que je m'occupe d'autres clients.

III

Par la fenêtre, l'ingénieur avait, lui aussi, vu sortir les ouvriers occupés à la fromagerie. Certains étaient tout de suite partis dans

un camion, d'autres à bicyclette, tandis que trois d'entre eux se dirigeaient vers la taverne. L'un des trois, un vieux coiffé d'une casquette, était le gardien de la fromagerie.

— Martin est revenu, dit le gardien à Zaccharie d'une voix altérée par l'émotion. Tu l'as vu aussi? Tu lui as parlé? Quelles sont ses intentions?

Judith et l'ingénieur étaient venus sur le seuil de la taverne. Et ce n'est qu'à ce moment-là que l'ingénieur s'aperçut de la disparition de sa voiture. Il allait protester, mais la vieille lui fit signe de se taire. « Zaccharie l'a fait mettre derrière le pailler, fit-elle tout bas. Là où tu l'avais laissée, elle sautait tout de suite aux yeux. »

— Mais je ne l'ai pas volée, fit remarquer l'ingénieur.

— N'empêche, un jour comme aujourd'hui, elle sautait aux yeux reprit la femme. Enfant de mon cœur, ne fais pas ta sainte nitouche.

L'insolite gesticulation du gardien avait fait accourir aussi les deux petits-fils de Zaccharie, occupés jusque-là à réparer un camion.

— Martin est revenu, Martin le fils du charbonnier, répétait le gardien à tout le monde. Vous l'avez vu arriver? Il vous a parlé?

— Quel Martin? demanda l'un des jeunes. Celui qu'il y a des années et des années on a forcé à boire une bouteille d'huile de ricin en l'obligeant à rester sur la place publique jusqu'à ce que la chose fasse son effet?

— Non, celui-là en était un autre, fit Judith. Martin le fils du charbonnier, c'est celui des lettres. On n'avait plus entendu parler de lui.

— Quelles lettres? demanda l'ingénieur.

— Une vieille histoire, fit le gardien. Moins méchanceté que bonne blague. Pourquoi y penser encore?

— Les histoires ne vieillissent que pour qui n'y pense pas, dit Judith. Mais si quelqu'un y pense toujours?

— Pour un coup de tête, il s'était attiré une perquisition chez lui, expliqua le gardien à l'ingénieur. Comme on n'avait rien trouvé de compromettant, de dépit on lui a pris ses lettres, des lettres à sa fiancée, quatre ou cinq en tout.

— Non, c'étaient des lettres de sa fiancée à lui, rectifia l'un des ouvriers de la fromagerie. Des lettres d'Hermine, la fille du gardien de chevaux, celle qui, depuis, s'est mariée avec un cheminot. Quatre ou cinq lettres en tout, rien de spécial, des lettres habituelles.

— Et on les a lues en place publique, à haute voix, devant un tas de monde, dit Judith. Je me le rappelle comme si c'était d'aujourd'hui. C'était le mois de Marie. Tous les après-midi, on allait à l'église pour les dévotions à la sainte Vierge.

— Le mois de Marie? fit l'ingénieur. Et qui les a lues?

— Pour commencer la lecture on a même attendu la sortie des femmes et des enfants qui étaient dans l'église, continua Judith. Je n'étais pas encore au Casal, de ce temps-là. D'ailleurs, le mois de Marie n'a pas continué. Le curé est tombé malade.

— C'était une blague, une occasion de rigoler, fit le gardien. Tout de même, c'est une chance que le patron n'ait pas été à la fromagerie aujourd'hui.

— Vous aimez les plaisanteries? demanda l'ingénieur. Vous aimez rire?

— Pour ce qui est des intentions de Martin, aucun doute à avoir, dit l'un des fromagers. Vous auriez dû voir ce visage, ces yeux!

— Peut-être voulait-il plaisanter, fit l'ingénieur; peut-être qu'il voulait rire.

— Le regard d'un vrai fou, déclara le gardien. Mais nous, nous avons tout de suite envoyé au village un camion qui arrivera avant lui.

Pendant tout ce temps, Zaccharie, inerte sur son fauteuil et les yeux clos, avait gardé le silence. Quand les autres se tournèrent vers lui pour entendre son impression ou l'énoncé d'un conseil, il demanda au gardien :

— Tu peux m'expliquer pourquoi tu as tenu à me la raconter à moi, cette histoire?

— Tu es notre seul voisin, répondit le gardien. A qui d'autre en aurais-je parlé?

— Ça ne m'intéresse pas, fit Zaccharie. Ça ne me regarde pas.

— Tu es notre seul voisin, répéta le gardien.

— Combien de fois avez-vous oublié que vous avez un voisin? demanda Zaccharie.

— Et si Martin met le feu à la fromagerie? fit le gardien.

— Ça ne me regarde pas, répéta Zaccharie.

— Notre patron court un danger, insista le gardien.

— Judith, cet homme est sourd, dit Zaccharie. Lâche les chiens.

La voix de Zaccharie était dure et indifférente. Il pouvait être cruel sans cesser d'être impassible.

IV

Sous le noyer, pour ne pas obliger Zaccharie à changer de place, Judith avait installé une grossière table de planches. L'ingénieur s'était assis en face de l'infirme. Sur la table, la vieille avait mis une fiasque de vin rouge, un pain long et un gros morceau de fromage de brebis. Elle-même s'était accroupie tout auprès, sur l'une des marches de la porte, mangeant sa soupe dans une écuelle sur ses genoux.

— Comment vous êtes-vous mis d'accord? dit Zaccharie, trempant son pain dans le vin.

— Qui ça?

— Toi et Martin.

— Entre moi et Martin, il n'y a aucun accord. Mais tu n'es pas obligé de me croire.

— Et pourquoi es-tu resté au Casal? Pour faire la cour à Judith?

— Pourquoi pas?

— Mange et bois, dit Zaccharie. Nous en reparlerons plus tard.

Au fur et à mesure que tombait la nuit, les yeux de Zaccharie, lentement, s'ouvraient. L'ingénieur les regardait à la dérobée, non sans appréhension. Des yeux énormes, bovins.

— Somme toute, mon petit enfant, ta méfiance est outrageante, dit Judith à l'ingénieur. Tiens compte que j'ai renoncé à découvrir avec quel argent tu as acheté ta voiture. As-tu jamais construit une maison?

— Ce fromage est affreux, énonça l'ingénieur. Où l'avez-vous volé? A la fromagerie là en face?

— Mon rayon d'action a toujours été plutôt restreint, avoua Zaccharie. Je suis un homme à l'ancienne mode.

— Quelle espèce d'animal est le propriétaire de la fromagerie? demanda l'ingénieur.

— Une bête de pâturage, répondit Zaccharie.

— Un mouton?

— Précisément. Don Vincenzo Tarocchi est un monsieur qui, toute sa vie durant, à commencer par les années d'enfance passées dans la maison de son grand-père, ne s'est jamais occupé que de moutons et de brebis, de lait de brebis, de fromage de brebis, de viande et de peaux de mouton.

— Je ne suis pas du même avis, intervint Judith. Tu l'as observé pendant qu'il mange? Tu as fait attention à ses dents? Ce ne sont pas des dents de mouton.

— Il vient souvent chez moi se plaindre de vols, reprit Zaccharie. Chaque fois, je lui propose de me vendre la fromagerie. Sais-tu comme il me répond? « Bè-è-è » [1], qu'il me fait, « bè-è-è », exactement comme un mouton. Peut-être en est-il un pour de bon, sous une apparence presque humaine. En tout cas, il pue comme un véritable vieux mouton sale.

— Je ne suis pas du même avis, s'entêta Judith. Tu l'as jamais vu dormir? Il dort les lèvres retroussées sur ses crocs aigus, comme s'il grinçait des dents. Ce ne sont pas des dents de mouton.

— Je n'ai jamais couché avec lui, assura Zaccharie.

— Faut se méfier, insista Judith. Ce n'est pas une bête de boucherie, c'est un loup.

— Avec toute la graisse qu'il a sur le dos? Tu as une curieuse idée des loups.

— C'est un loup qui a fait fortune, bien sûr, un loup engraissé. Mais il n'est que de regarder ses dents.

— Avec toute cette peur qui ne le lâche pas une minute? Avec toute sa lâcheté?

— C'est un loup prudent, un loup déguisé en mouton. Mais il n'est que de l'observer pendant son sommeil. Méfiez-vous, je vous dis.

L'ingénieur ne parvenait pas à détacher les yeux du haut de la colline, tout invisible que fût, même du Casal, le pays de Martin et de don Vincenzo.

— Si Martin est monté au pays, à présent il aura déjà été arrêté, fit l'ingénieur.

— Il n'est pas monté au pays, affirma Zaccharie.

— Et pourtant, le gardien de la fromagerie m'a juré l'avoir vu se diriger vers le village.

— Tu vois là-haut ce petit pont de bois au-dessus du ravin? De la fromagerie, on ne peut pas le voir. Arrivé là, Martin a disparu également à mon regard. Ce qui veut dire qu'il est descendu dans le ravin, pour ensuite gagner vers le haut de la montagne en remontant le lit du torrent. De l'eau, en cette saison, il n'y en a pas, ou presque. Ça fait un chemin très raide et creusé profond. Au point

1. « Bè », pour « bene », et correspondant à peu près à notre « ben » populaire.

qu'on y pourrait cacher des troupeaux entiers de vaches ou de chevaux. Qui a de bonnes jambes peut, en un rien de temps, arriver à ce bois de hêtres — on le voit d'ici — qui est au-dessus du village.

— Au milieu du bois, il y a une clairière herbue et toute plate, la Charbonnière qu'on l'appelle, précisa Judith. Une espèce de terrasse. De cette clairière, sans être vu soi-même, on peut voir qui s'approche. Là, Martin est comme chez lui. Tout gamin, il aidait son père à faire le charbon de bois.

— Mais s'il veut affronter l'autre, mouton ou loup comme on voudra, il faudra bien qu'il descende au pays, dit l'ingénieur. Avec un peu de retard, il finira tout de même dans la souricière.

— Don Vincenzo n'est pas à la maison, dit Zaccharie. Le gardien de la fromagerie, dans sa moutonnière bêtise, ne te l'a donc pas raconté? Son patron est allé passer la journée au chef-lieu, où des tas de démarches et de rendez-vous doivent le retenir jusqu'à une heure avancée. En bon homme d'ordre incapable de découcher, il a même précisé qu'il sera sûrement de retour un peu passé minuit.

— Enfant de mon cœur, dis-moi à présent si tu crois à la Providence, demanda Judith.

— Ce serait par trop bête, dit encore Zaccharie, de s'en aller provoquer sous son toit quelqu'un que le destin t'offre en pleine nuit sur une route de montagne solitaire et sans qu'il soit aucunement besoin de faire du bruit ou de provoquer un scandale.

Les deux vieux, maintenant, étaient tout excités. On eût dit deux bêtes dont le poil se hérisse.

— Et si un pauvre chrétien caché dans un bois ignore les sages desseins de la Providence? observa l'ingénieur.

— Martin les connaîtra dans une demi-heure, assura Zaccharie, au plus tard dans une heure.

Judith avait mis sur la table des saucisses crues, toutes minces et très dures, hautement poivrées.

— Avec ce vin émoustillant, les saucisses au poivre font merveille, déclara l'ingénieur. Elles excitent l'imagination.

— Je les ai faites de mes mains, dit Judith.

— Veux-tu prétendre par là qu'elles n'ont pas été volées? demanda l'ingénieur.

— Je n'ai pas dit que je les ai faites avec la chair de quelqu'un de ma famille, rectifia Judith.

— Tu devrais dire aux jeunots de se tenir prêts avec leur moto, dit Zaccharie à sa femme. Parlons clair, ajouta-t-il en s'adressant

à l'ingénieur. Si tu veux reculer, il est encore temps. Ces vingt dernières années, vous étiez à l'étranger ensemble?

— Je n'ai pas l'habitude de me dérober, répondit l'ingénieur.

— Je me suis laissé dire que tu es un homme non privé d'audace, fit Zaccharie. Mais pour forcer un automobiliste, même si c'est un gros mouton, à faire halte; pour l'attaquer et se mettre ensuite en sûreté, le bachot ne suffit pas, il faut la pratique. Or j'ignore jusqu'où va la tienne.

— Tu commences à te faire vieux, dit Judith d'un ton de reproche à son mari. Je comprends que tu veuilles aplanir la voie à Martin; mais qu'est-ce que ça peut te faire si, après, il s'en tire?

Ignazio SILONE.

(*A suivre.*)
(*Traduit de l'italien par Jean-Paul Samson.*)

E.-N. Dzelepy.

LE « PEARL HARBOUR » DE MAC ARTHUR

L'intervention chinoise en Corée a complètement changé l'aspect extérieur du conflit coréen. Elle constituait cependant l'« événement fatal » auquel l'on devait s'attendre — après le franchissement du 38e parallèle — aussi bien à Washington qu'à Lake Success, si l'affaire de Corée avait été envisagée avec tout le sérieux qu'elle méritait. Ç'eût été demander l'impossible à la Chine communiste que de rester en spectatrice passive alors que les forces américaines s'approchaient de ses frontières en Mandchourie.

Le sens de l'« avertissement » de la contre-attaque chinoise du 1er novembre était clair : Pékin faisait comprendre à l'Amérique — et aux Nations Unies — qu'il ne tolérerait pas une avance de leurs forces jusqu'au Yalou, et qu'il était résolu à se battre pour empêcher cette avànce. En revanche le gouvernement chinois avait en même temps manifesté son désir de conciliation, par une série de gestes aussi éloquents que son « avertissement ». Après avoir repoussé d'une centaine de kilomètres, en trois jours, les forces américaines, les Chinois rompirent le combat et se retirèrent sur leurs lignes de départ.

A partir de ce moment il ne pouvait pas y avoir de doute sur cette double détermination des communistes chinois : se battre pour tenir à distance de la frontière mandchoue les Américains, mais négocier aussi pour atteindre pacifiquement ce but, notamment par l'établissement d'une « zone de sécurité » couvrant cette frontière et les installations hydro-électriques du Yalou qui fournissent le courant aux usines de Mandchourie, la région la plus industrielle de la Chine. Et ces intentions du gouvernement de Pékin étaient connues dans les

capitales occidentales avant l'« avertissement » de la contre-attaque chinoise du 1er novembre [1].

Le gouvernement de Washington semblait avoir saisi le sens de ces événements. Sa première réaction à la contre-attaque chinoise a été de demander que les avant-gardes des unités américaines les plus avancées s'arrêtent à 20 kilomètres du Yalou, pour éviter des « complications diplomatiques » avec la Chine communiste. C'était certes une mesure de « précaution » entièrement gratuite puisque les Américains battaient à ce moment en retraite, mais assez caractéristique quand même.

D'autre part, le projet de résolution présenté le 9 novembre au Conseil de sécurité par les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et trois petites nations — dit résolution des « Six » — était loin d'avoir le caractère d'une mise en demeure à l'égard de la Chine et encore moins d'une dénonciation de son « agression ». Ce document, tout en demandant aux Chinois de retirer leurs troupes de Corée, leur offrait des garanties pour la protection de leurs « intérêts légitimes » — ainsi que de ceux des Coréens — dans la zone frontière.

Bref, après l'alerte du début de novembre, tout semblait indiquer qu'on s'acheminait vers une solution « diplomatique » de la « crise coréenne » malgré sa métamorphose en « crise chinoise ».

C'était donc avec un véritable soulagement qu'on apprenait le 11 novembre que la délégation chinoise, officiellement invitée par le Conseil de sécurité, quitterait Pékin le 14 pour Lake Success. Dans les milieux de l'O. N. U. on était persuadé que la Chine communiste ne désirait pas être entraînée dans une guerre générale, et l'on enregistrait avec optimisme l'attitude modérée et conciliante du gouvernement de Pékin.

Quant à l'attitude du gouvernement américain, elle n'était pas moins encourageante. Dans une lettre adressée le 12 novembre à un sénateur démocrate qui avait protesté d'avance

1. Le 11 octobre United Press mandait de Londres que, selon des informations parvenues dans les milieux de la capitale britannique, « il serait possible que la Chine communiste occupât une bande de territoire nord-coréen le long de la frontière mandchoue ».

contre toute mesure tendant à l'admission de la Chine communiste au sein des Nations Unies, M. Jack Mac Fall, secrétaire d'État adjoint, déclarait que le gouvernement américain entendait ne négliger aucune démarche légitime pour empêcher l'installation de la Chine communiste à l'O. N. U., mais qu'il n'avait aucun droit de veto à cet égard. Ce qui signifiait, remarquait l'Associated Press, que le secrétaire d'État adjoint faisait savoir que les États-Unis s'inclineraient devant la majorité si les Nations Unies décidaient d'admettre la Chine parmi elles.

Le 15 novembre M. Acheson, prenant la parole au département d'État devant les représentants des syndicats agricoles, déclarait que les États-Unis devaient faire tout leur possible pour empêcher que l'intervention armée de la Chine en Corée ne plonge le monde « dans une tragédie de caractère absolument colossal ». « L'une des premières choses à faire, précisait-il, c'est de dissiper tout malentendu qui pourrait exister dans l'esprit des communistes chinois au sujet des objectifs des États-Unis et de l'O. N. U. ». « S'ils croient, ajoutait M. Acheson, que les États-Unis et l'O. N. U. ont des visées sur la Mandchourie, alors il convient de faire tout le possible pour apaiser leurs craintes. S'ils redoutent de voir léser leurs intérêts dans la région frontière où se trouvent les installations hydro-électriques du Yalou, alors il faut tout mettre en œuvre pour les assurer et pour leur faire savoir que leurs intérêts sont et seront sérieusement protégés. »

*
* *

Le lendemain le président Truman disait dans une déclaration écrite lue au cours de sa conférence de presse habituelle : « Parlant au nom du gouvernement et du peuple des États-Unis, je veux donner l'assurance... que nous n'avons jamais à aucun moment eu la moindre intention de porter les hostilités en Chine. En ce qui concerne les États-Unis, je tiens à déclarer sans équivoque qu'en raison de notre profond dévoue-

ment à la cause de la paix mondiale et de notre longue amitié avec le peuple de Chine, nous prendrons toutes les mesures dignes de nous pour empêcher toute extension des hostilités en Extrême-Orient. Si les autorités communistes chinoises ou si le peuple chinois ne nous croient pas, cela ne peut venir que du fait qu'ils sont dupés par ceux qui ont intérêt à prolonger et à étendre les hostilités en Extrême-Orient contre les intérêts mêmes de tous les peuples asiatiques ».

« Washington croit possible un accord avec Mao Tsé Toung, si celui-ci le veut », concluait M. James Reston dans le *New York Times* du 19 novembre. Le « premier objectif » des milieux dirigeants américains était, d'après M. Reston, d'éviter une rencontre entre les forces américaines et chinoises dans le nord de la Corée, ne fût-ce que pour quelque temps afin de permettre aux deux parties de chercher un « accord honorable ». L'administration — toujours selon le correspondant diplomatique du *New York Times* — serait prête : *a*) à rechercher les moyens les plus propres à assurer la protection de la frontière chinoise; *b*) à régler équitablement la question du partage des ressources hydro-électriques du Yalou; *c*) à reconnaître que les Chinois ont légitimement intérêt à ce que le Japon et la Corée ne soient pas transformés en bases de départ d'hostilités contre la Chine; *d*) à faire la preuve de sa volonté, en temps opportun et avec toutes les garanties adéquates de stabilité, de retirer de Corée les forces américaines. »

Et les dépêches de Washington confirmaient : « Que le gouvernement... souhaite une entente avec Pékin, cela ne saurait plus faire l'ombre d'un doute depuis les déclarations de MM. Truman et Acheson [1]. »

***

Cependant, depuis la victoire des républicains aux élections du 7 novembre, le gouvernement américain avait perdu le peu d'indépendance qu'il possédait jusqu'alors. Le président

1. *Le Monde*, 20 novembre 1950.

Truman se trouvait à présent dans une « prison sans barreaux [1]». Les républicains entendaient exploiter à fond leur succès en renforçant le contrôle qu'ils exerçaient sur la politique américaine, en particulier en Asie. D'où le renouvellement de leurs attaques contre M. Acheson. « Je crois que l'opinion publique forcera le secrétaire d'État à s'en aller, pour le bien de l'Amérique », déclarait le 9 novembre le leader républicain M. Harold Stassen.

Les démagogues de la réaction s'étaient littéralement déchaînés. Les partisans de la « guerre préventive » brandissaient — si l'on peut dire — maintenant la bombe atomique; seulement il ne s'agissait plus, dans leur pensée, de l'employer contre les Chinois en Corée ou en Chine, pour mettre un terme à cette guerre qui allait si bien et qui tourna si mal. Faire la guerre atomique contre les Chinois n'était qu'une « illusion ». L'arme atomique, disait-on, est inutilisable en Chine, car elle ne peut pas offrir de « solution rapide », la vie y étant « à bon marché » [2]. C'est pourquoi se laisser impliquer dans une guerre avec la Chine ce serait faire le jeu des Russes. « Il en résulterait une situation que les États-Unis ne peuvent pas se permettre d'accepter d'une manière permanente », concluaient les frères Alsop [3]. Mais, pour éviter cette guerre « impossible », on n'envisageait pas, comme les gens raisonnables, un règlement pacifique du conflit coréen; il fallait déclencher la guerre atomique contre la Russie. « Il faut frapper le mal à sa racine », proclamait M. Harold Stassen [4].

Ce délire réactionnaire n'avait rien d'étonnant. Mais le plus inquiétant était que des organes modérés de l'opinion, tel le *Washington Post*, considéré au surplus comme un organe officieux, faisaient chorus. « Si le pire arrivait à la frontière coréo-mandchoue — écrivait le 8 novembre ce journal, reprenant la thèse de M. Stassen — la stratégie la plus sage (*sic*)

1. *Daily Mail* (Londres), 8 novembre 1950.
2. *Washington Post*, 8 novembre 1950.
3. *New York Herald Tribune*, 11 novembre 1950.
4. M. Stassen est ce leader républicain qui, à la veille des élections de novembre, avait demandé à être reçu par Staline pour discuter avec lui le problème des rapports russo-américains et de la paix...

serait de mettre cartes sur table avec les Russes, pas avec les Chinois. » Le nouveau slogan était : « La Chine n'est pas l'ennemie. » A tel point que M. Acheson, dans un discours prononcé le 10 novembre à Washington, dut s'élever énergiquement contre ceux qui parlaient de « guerre préventive », les Américains devant fusionner en eux-mêmes « le but moral et le pouvoir physique »...

Sur le plan coréen, la victoire électorale des républicains se traduisait par le renforcement — s'il en était encore nécessaire — de la politique du général Mac Arthur. Les républicains estimaient que le commandant en chef — qui avait entraîné les États-Unis et les Nations Unies dans l'aventure coréenne — devait, comme disait M. Stassen, « avoir plus grande liberté d'action pour l'exécution de ses plans militaires ». Cela voulait dire qu'il fallait lui permettre de « totaliser » sa politique asiatique en portant la guerre sur le territoire chinois.

Alors qu'à Lake Success et à Washington on cherchait une solution « diplomatique » du conflit coréen, le général Mac Arthur, profitant de la tactique de retraite et d'attente des Chinois, poussait en avant vers le Nord. Le 11 novembre — le jour même où l'on apprenait à Lake Success le départ de la délégation chinoise de Pékin — les « Marines » de la 10e armée arrivaient à proximité du barrage du Changjin, sur la frontière mandchoue; ils voulaient l'atteindre à tout prix, alors que l'on savait qu'il était défendu par des forces chinoises. Le 15 novembre — le jour où M. Acheson assurait les Chinois des bonnes intentions du gouvernement américain et des Nations Unies à leur égard — les frères Alsop indiquaient dans le *New York Herald Tribune* qu'une nouvelle offensive du général Mac Arthur comprendrait à coup sûr les installations et les lignes de communication chinoises en Mandchourie.

Il était pourtant évident que l'action des forces des Nations Unies en Corée risquait de compromettre les efforts déployés à Lake Success et que, d'autre part, cette action ne resterait pas sans réplique de la part des Chinois [1]. Mais n'était-ce pas

1. Dans une note remise le 16 novembre à l'O. N. U., le gouvernement de Pékin déclarait : « Le peuple chinois aime ardemment la paix, mais ne

précisément ce que voulait Mac Arthur? Son intention en tout cas était de devancer les diplomates en donnant une solution *militaire* au conflit coréen. Dans les milieux militaires américains on insistait sur le fait que, quelle que fût la solution diplomatique adoptée, les forces des Nations Unies occuperaient tout le territoire coréen quitte à se retirer ensuite aux termes d'un accord, qui ne pouvait intervenir que lorsque la solution militaire serait acquise [1].



A Lake Success, où l'on ne connaissait que trop les intentions du commandant en chef des Nations Unies, on se rendait compte que la diplomatie risquait de faire faillite « devant les engagements majeurs sur les rives du Yalou » [2]. La nouvelle action militaire entreprise par le général Mac Arthur démentait toutes les promesses et les garanties données par M. Acheson et le président Truman à la Chine dans leurs déclarations des 15 et 16 novembre, et rendait inévitable « la tragédie et le désastre », dont parlait le secrétaire d'État, puisque la guerre de Corée devait forcément se prolonger ainsi en une guerre entre la Chine et les États-Unis.

Les délégations s'efforçaient alors d'éviter que des décisions « irrémédiables » fussent prises avant l'arrivée de la délégation chinoise, ayant déjà à lutter contre le gouvernement américain qui, dans une de ses contradictions habituelles, insistait — sous la pression de l'opposition républicaine — sur la convocation du Conseil de sécurité en vue d'examiner la résolution des « Six » (intervention chinoise) sans attendre les représentants de Pékin. Enfin les Nations Unies étaient soucieuses d'assurer toutes les chances du succès au plan de paix que leur secrétaire général, M. Trygve Lie, avait exposé le 18 novembre devant l'assemblée. Le premier point de ce plan prévoyait

craindra pas de prendre des mesures contre les agresseurs, et aucun agresseur ne peut l'intimider. Si l'agression ne cesse pas, la lutte contre l'agresseur ne cessera jamais. »

1. Agence France-Presse, 15 novembre 1950.
2. Dépêche de Lake Success, au *Monde* du 13 novembre 1950.

des réunions périodiques du Conseil de sécurité, et soulevait ainsi de biais la question de l'admission de la Chine communiste à l'O. N. U., étant donné que ce plan ne serait jamais pris en considération par l'Union soviétique si cette question n'était pas réglée.

A Londres les réactions « pacifistes » étaient plus spectaculaires encore. A la chambre des lords, le leader conservateur, lord Salisbury, déclarait qu'en aucun cas la guerre ne devait être portée au-delà des frontières mandchoues, tout en considérant que les forces des Nations Unies étaient déjà allées trop loin. Le 16 novembre M. Shinwell, ministre de la guerre, déclarait de son côté aux Communes : « L'Angleterre fera tout ce qui est en son pouvoir pour limiter et terminer les hostilités en Corée ». Le 18 novembre vingt-deux députés travaillistes déposaient au Parlement deux motions demandant, l'une que l'on impose une limite précise à l'offensive des Nations Unies en Corée, et l'autre que le gouvernement britannique prenne l'initiative d'une conférence à quatre. Parmi les signataires de cette motion étaient deux membres du comité exécutif du parti travailliste.

Mais le plus curieux est que les nouvelles venant de Tokio et concernant l'attitude des Chinois donnaient raison aux « pacifistes » de Lake Success et de Londres. Le 17 novembre le service de renseignements du 1er corps américain — celui qui avait poussé le plus profondément vers la frontière mandchoue — annonçait qu'il semblait se confirmer que les communistes chinois étaient en train d'établir « une zone de défense tampon » de 25 kilomètres de profondeur au sud du Yalou. Les communistes chinois auraient occupé cette bande de territoire dès le mois d'août, lorsque l'espoir changea de camp. Mais le dispositif défensif n'avait été terminé qu'au début de novembre, « lorsque les avant-gardes des Nations Unies, s'approchant trop près du Yalou », avaient « *obligé les Chinois à contre-attaquer*, contraignant les Alliés à rompre pour consolider leurs positions [1] ».

1. Reuter, 17 novembre 1950.

***

Ainsi, pratiquement, on assistait à ce moment à une étrange course de vitesse entre les diplomates à Lake Success et dans les chancelleries, d'une part, et le commandant en chef des Nations Unies, d'autre part. Les premiers croyaient qu'il serait possible d'arriver à un accord avec les Chinois avant que l'action du général Mac Arthur le rendît impossible; tandis que le commandant en chef cherchait à placer les diplomates devant le fait accompli d'une solution militaire du conflit coréen. Il eût été certes plus normal de voir les Nations Unies imposer leur volonté à leur commandant en chef; mais les « mandants » de ce dernier s'étaient depuis longtemps habitués à l'idée qu'ils n'avaient rien à dire. Aussi essayaient-ils de sauver la situation contre les agissements de leur « mandataire », avec d'autres moyens désespérés — voués d'avance à l'échec.

Le 20 novembre le Foreign Office annonçait que le gouvernement britannique consultait les États-Unis, la France et le Commonwealth sur la possibilité de trouver une solution au problème coréen, notamment par la création d'une zone frontière démilitarisée. Les Anglais pensaient que la meilleure façon d'entamer des conversations avec les Chinois serait de présenter à leur délégation, dès son arrivée à Lake Success, un accord des Alliés sur cette question soulevée par le gouvernement de Pékin. C'était une tentative *in extremis* pour éviter le pire. A Londres — où l'on devait connaître les projets militaires immédiats de Mac Arthur — on craignait qu'« une forte concentration de forces américaines à la frontière chinoise » pût « précipiter un conflit avec la Chine [1] ».

Le projet britannique était fondé sur les mêmes principes que le gouvernement américain considérait comme acceptables pour servir de base aux négociations avec Pékin, aussi avait-il des chances d'être favorablement accueilli à Washington. Dans les milieux officiels de la capitale américaine on affirmait en

1. *New York Herald Tribune*, 24 novembre 1950.

effet que le gouvernement était disposé à accepter toute proposition raisonnable que les Chinois pourraient faire en faveur d'un tel projet [1].

Le 21 novembre M. Acheson déclarait à la presse qu'il avait discuté de la question avec d'autres membres du cabinet, mais qu'« aucun accord » n'était intervenu. Cela montrait que le projet britannique était retenu par le gouvernement américain, mais que des divergences de vue existaient en son sein quant à l'acceptation de ce projet. M. Acheson et le général Marshall, secrétaire à la Défense, étaient parmi les ministres qui s'étaient déclarés entièrement favorables à la proposition britannique, considérant qu'elle constituait une base pour un accord entre les puissances occidentales et la Chine communiste [2].

En réalité, si aucune décision n'avait été prise, c'était parce qu'il fallait d'abord l'« approbation » du général Mac Arthur. La condition préalable pour toute discussion sur le projet britannique avec Pékin était l'arrêt, ne fût-ce que momentané, des opérations militaires sur le front coréen. Le projet, avec les vues favorables du département d'État et du secrétaire à la Défense, étaient communiqués au G. Q. G. de Tokio. Mais, comme il fallait s'y attendre, il y rencontra « une forte opposition ». La réponse de Mac Arthur fut qu'une offensive victorieuse renforcerait la position des puissances occidentales. Et « les vues de Tokio prévalurent à Washington [3] ».

A Londres on devait se faire si peu d'illusions sur le sort du projet du gouvernement britannique, à partir du moment où le gouvernement américain s'en remettait à Mac Arthur, que, vue l'urgence du cas, on intervint directement à Pékin. Le 22 novembre M. Bevin adressait un message au gouvernement chinois dans lequel le gouvernement britannique affirmait que l'action des Nations Unies en Corée ne saurait menacer d'aucune façon les intérêts légitimes de la Chine dans cette région, ni sa sécurité. « L'objet de ce message — disait une note du Foreign Office remise à la presse — était de réaffirmer les

1. Associated Press, 22 novembre 1950.
2. *New York Herald Tribune*, 23 novembre 1950.
3. *New York Times*, 3 décembre 1950.

objectifs poursuivis par les Nations Unies en Corée... en vue de donner à la Chine une nouvelle assurance que la réalisation de ces objectifs ne constitue pas une menace pour la sécurité de la Chine et ne saurait en aucune manière porter préjudice aux intérêts légitimes chinois dans cette région. » C'était en somme une façon assez singulière de se « désolidariser » du commandant en chef des Nations Unies. L'Angleterre avait l'air de dire à Mao Tsé Toung que ce que Mac Arthur faisait en Corée n'engageait pas le gouvernement britannique et l'O.N.U., parce que ceux-ci le désapprouvaient; par conséquent le gouvernement chinois ne devait pas y prêter attention...

Les craintes des Anglais n'étaient que trop fondées. L'avance des forces américaines se poursuivait « irrésistiblement » dans le vide que faisaient les Chinois en se retirant systématiquement. Le 21 novembre on annonçait de Tokio que la 7e division américaine avait atteint le fleuve Yalou, à Changjin. « Ce sont les Américains qui, les premiers, atteignent la Chine », soulignait-on triomphalement. Et c'était en effet le « grand événement » qui effaçait tous les autres et devait faire taire les diplomates. « Le projet britannique est déjà dépassé par les événements », affirmait-on à Washington. Les événements rendaient « inutile » une solution « diplomatique » du conflit coréen. Car on escomptait la fin victorieuse des opérations militaires. « Il serait maintenant difficile, disait-on, aux Chinois de contre-attaquer soudainement en masse. L'aviation américaine contrôle les ponts de passage sur le Yalou et elle serait en mesure d'inonder de napalm la plupart des concentrations qui pourraient chercher à franchir le fleuve...[1] »

***

Le 24 novembre on attendait à Lake Success, dans l'après-midi, l'arrivée de la délégation chinoise. Cet événement devait marquer l'ouverture de négociations directes entre les Nations Unies et le gouvernement de Pékin. L'atmosphère était à

1. Agence France-Presse, 21 novembre 1950.

l'optimisme. L'avant-veille, sur le front de la 8e armée américaine, les Chinois avaient libéré 27 prisonniers de guerre américains, dans des conditions qui avaient plongé les milieux militaires de Tokio dans la perplexité. Depuis quelques jours plusieurs prisonniers américains avaient été libérés individuellement par les soldats chinois [1], mais on pensait qu'il s'agissait d'initiatives locales. Cette fois le groupe avait été libéré d'un coup, amené dans des camions sous escorte et déposé devant les lignes américaines avec le message verbal suivant : « Les Chinois ne veulent pas combattre les Américains [2] ». « Nombre d'observateurs croient — disait une dépêche de Tokio de l'agence Reuter — que l'action des Chinois constitue une tentative sincère visant à convaincre le monde qu'ils ne s'intéressent qu'au maintien d'une zone-tampon le long du fleuve Yalou pour protéger les installations hydro-électriques. » Telle était également l'interprétation qu'on donnait au geste chinois dans les milieux de Lake Success, où l'on soulignait que celui-ci avait suivi une sorte de trêve tacite sur le front qui durait depuis quelques jours, manifestée par l'absence presque complète de participation de soldats chinois aux combats.

On comprend donc la perplexité des milieux militaires de Tokio. Interdiction était faite aux correspondants de guerre d'interviewer ou de photographier les rescapés. Sans autre explication l'information fut immédiatement classée *Top Secret* (secret absolu) et ordre fut donné à tous les militaires de ne pas divulguer la nouvelle. Pendant 48 heures, la publi-

1. Le 21 novembre le correspondant de l'agence Reuter mandait du front coréen : « Après avoir blessé deux G.I.'s avec une grenade, un soldat communiste s'est fait leur vigilant protecteur. Au lieu d'achever les deux G.I.'s blessés, le communiste les a soignés, les a nourris et les a protégés du froid pendant 14 jours à l'arrière des lignes... et les a conduits sans encombre jusqu'à une patrouille américaine. »

2. D'après les déclarations de ces prisonniers, l'interprète chinoise qui s'était chargée d'eux, leur avait déclaré que les Chinois ne voulaient pas combattre les Américains, mais que ceux-ci n'avaient pas tenu leur promesse de s'arrêter au 38e parallèle ou tout au moins sur la ligne Mac Arthur. Les communistes chinois, avait encore affirmé cette interprète, ne combattent que pour protéger les installations hydro-électriques du Yalou.

cation par la presse fut même interdite par les services d'information américains [1]. Précautions bien compréhensibles; le commandant en chef des Nations Unies préparait à ce moment une offensive générale sur le front coréen [2]; et le geste chinois avait donné lieu à des rumeurs qui avaient circulé à Tokio, d'après lesquelles les Chinois étaient prêts à négocier la paix [3].

* * *

L'offensive générale de Mac Arthur était déclenchée à l'aube du 24 novembre. L'ensemble des forces des Nations Unies, quelque 190.000 hommes, étaient lancées à l'attaque, sous la protection d'une « gigantesque ombrelle aérienne ». Venant de Tokio par avion, le général Mac Arthur s'était rendu sur le front pour diriger personnellement les opérations. Mais ce vol, effectué à une altitude de 4.500 mètres, et qui n'avait duré que quelques heures seulement, avait plutôt un caractère symbolique. L'avion du général avait survolé le Yalou; « et le front appuyé contre son hublot, Mac Arthur regardait intensément la Mandchourie [4] »... Et lorsque l'avion reprit la route du Japon, le général envoya par radio aux chasseurs américains qui l'avaient escorté un message disant : « Merci pour cette magnifique promenade [5] ».

Le communiqué spécial publié le 24 novembre par le G. Q. G. de Tokio disait : « Le mouvement massif des Nations Unies tendant à encercler et à restreindre sur un espace limité les

1. Agence France-Presse, 23 novembre 1950.
2. C'était à cette offensive que pensait le général Mac Arthur lorsqu'il déclarait le 22 novembre aux membres de la nouvelle Commission de l'O. N. U. pour la Corée, qu'il croyait personnellement que la guerre serait terminée le 31 décembre (Agence France-Presse, 22 novembre 1950).
3. Reuter, 24 novembre 1950.
4. Selon la description de ce vol faite par le correspondant de l'United Press Earnest Hobert, qui était du nombre des journalistes accompagnant le général Mac Arthur.
5. D'ailleurs ce retour avait revêtu le caractère d'une fête. Un gâteau avait été servi pour célébrer les 60 ans du général George Stratemeyer. Mac Arthur s'était joint au chant du traditionnel « *Happy birthday* » en l'honneur du commandant des forces aériennes américaines d'Extrême-Orient (United Press, 24 novembre).

nouvelles armées communistes combattant dans le Nord de la Corée approche maintenant de son ultime effort. » A en croire le texte de ce document, les opérations étaient engagées dans les meilleures conditions. « Notre aviation, y lisait-on, chargée d'isoler les forces ennemies, a réussi, en trois semaines d'assauts remarquablement ordonnés et efficaces, à couper les lignes d'approvisionnement ennemies venant du Nord. L'arrivée de nouveaux renforts a été ainsi fortement réduite et les réserves de l'ennemi en matériel de première nécessité sont très limitées. » Et le communiqué terminait ainsi : « Si cette offensive aboutit, elle mettra pratiquement fin à la guerre, rétablira la paix et l'unité en Corée, permettra le départ rapide des forces armées de l'O. N. U. et donnera l'occasion au peuple coréen d'assumer sa souveraineté entière et son égalité internationale. Tel est le but de notre combat. » Au cours d'une visite que le général Mac Arthur avait rendue, le jour du déclenchement de son offensive, au général John Coulter, commandant du 9e corps américain, il avait déclaré qu'il espérait tenir sa promesse d'envoyer les G. I.' s dans leurs foyers pour la Noël. « Je veux, dit-il, en finir le plus vite possible. »

Les forces des Nations Unies avaient mis à profit l'accalmie qui régnait sur le front depuis quelques jours — depuis que les Chinois avaient rompu le combat — pour amener à proximité du front des milliers de tonnes de munitions, d'armement et de ravitaillement. Aussi à Tokio les observateurs militaires s'accordaient pour prévoir que l'offensive évoluerait rapidement, et que les cent kilomètres qui restaient encore pour atteindre la frontière de la Mandchourie seraient vite franchis, les renseignements de l'aviation confirmant les mouvements de repli des forces communistes vers le Nord [1]. Ce qui revient à dire que le général Mac Arthur avait lancé sa « grande offensive » contre un adversaire qui avait manifesté de toutes manières sa volonté d'éviter le combat.

Le second communiqué du G. Q. G. de Tokio, publié dans la

1. La veille de l'offensive un porte-parole de la 8e armée américaine avait annoncé qu'on avait signalé un « repli général » des forces chinoises (Agence France-Presse, 23 novembre 1950).

matinée du 24 novembre, annonçait que les forces des Nations Unies, poursuivant leur offensive, progressaient « en ne rencontrant qu'une légère opposition ».

A la tombée de la nuit le contact avec les Chinois n'avait pas encore été établi, et les forces des Nations Unies avaient progressé de 18 kilomètres en treize heures. Bref on ne voyait nulle part les « nouvelles armées communistes » mentionnées par le général Mac Arthur dans son communiqué spécial du 24 novembre — et dont la présence en face des forces des Nations Unies justifiait sa « grande offensive ».



Au département d'État on affirmait, bien entendu, que cette opération avait été entreprise de plein accord avec les supérieurs du commandant en chef des Nations Unies à Washington, et l'on écartait toute idée que le général Mac Arthur eût pu agir de sa propre initiative. A en croire même les dépêches de la capitale américaine, dans les milieux officiels on affichait un enthousiasme débordant. Sans doute on ne dissimulait pas dans ces milieux — selon les mêmes dépêches — que la partie qui venait de s'engager était dangereuse. Mais on s'était habitué à ce genre de « risques calculés », et l'on faisait confiance au commandant en chef. « Mac Arthur est un risque calculé, calculé au plus près, de nature à permettre une solution rapide et pacifique (*sic*) du conflit coréen », disait-on à Washington [1].

En vérité on s'accommodait une fois de plus d'un événement qui, comme tant d'autres depuis le commencement de la guerre de Corée, dépassait les hommes responsables américains. « Si l'offensive réussit, tant mieux », pensait-on. Son succès placerait le gouvernement américain dans une position bien meilleure pour négocier avec Pékin un règlement du problème de Corée. On était même allé jusqu'à dire que la tension diplomatique avait diminué depuis le déclenchement de l'offensive de Mac Arthur ! « Au département d'État — lisait-on dans une

1. Dépêche de Washington au *Monde*, du 26 novembre 1950.

dépêche de la capitale américaine — où l'on craignait énormément une guerre sino-américaine il y a dix jours, les inquiétudes sont maintenant disparues. Aujourd'hui on parle de la zone-tampon comme d'une idée de cerveaux poltrons franco-anglais. Une fois que le général Mac Arthur aura gagné nous aurons une situation de force et il sera bien temps de se retourner pour négocier avec les communistes chinois [1]. »

De son côté l'agence Associated Press mandait le 24 novembre de Washington : « Des personnalités diplomatiques estiment que l'offensive générale... ne nuira pas aux chances d'un règlement pacifique du problème des frontières septentrionales de la Corée avec les communistes chinois. » De toute façon on jugeait que l'opération était engagée « au moment psychologique », alors que les délégués de Pékin arrivaient à Lake Success. Les Chinois devaient compter maintenant avec la « certitude » que la guerre de Corée serait « terminée pour Noël », et montrer tacitement qu'ils avaient « compris », en laissant Mac Arthur atteindre ses objectifs sans intervenir [2].

Le sentiment profond des milieux responsables de Washington en présence de la nouvelle « initiative » du général Mac Arthur, était cependant traduit par M. George McMahon, président de la sous-commission des crédits de la Chambre des représentants, déclarant le jour même où la nouvelle de l'offensive était parvenue à la capitale américaine, qu'une guerre générale avec la Chine rouge était « inconcevable », car elle « épuiserait »

1. *France-Soir*, 26 novembre 1950.

2. *Le Figaro* du 25 novembre 1950. Voici ce qu'on pouvait lire d'autre part à ce sujet dans une dépêche datée du 25 novembre du correspondant du *Monde* à Washington : « Si Mac Arthur avait stoppé son armée, placé ses divisions en posture d'attente dans un climat polaire, les Nations Unies et Washington auraient dû aborder les Chinois en demandeurs... Une fois celui-ci (l' « agresseur chinois ») refoulé au delà du fleuve (Yalou), les États-Unis hisseront en guise d' « avertissement solennel » le drapeau des Nations Unies sur ses rives méridionales, s'interdiront de passer le Yalou, continueront de dispenser aux Chinois l'eau et l'électricité auxquelles ils ont normalement droit à la condition qu'ils cessent les hostilités... Mais il reviendra alors aux représentants de Pékin de se porter en demandeurs... C'est donc tout à la fois pour sauver le prestige de l'institution internationale (l'O. N. U.), remplir jusqu'au bout le « mandat » des 25 et 27 juin et s'asseoir du bon côté à la table des négociations que les Américains ont pris la responsabilité de lancer l'assaut final contre les occupants « illégaux » des derniers lambeaux du territoire coréen... »

l'Amérique et tendrait à « laisser à la Russie les mains libres ».

Si l'« enthousiasme » des milieux officiels américains était sincère, alors il fallait admettre que la Maison Blanche et le département d'État étaient les complices du général Mac Arthur; ce qui semblait en effet plausible, à tel point que dans les milieux de Lake Success l'inquiétude se mêlait à l'étonnement, car on croyait que l'arrivée de la délégation chinoise « aurait marqué en même temps la fin des grandes opérations militaires et le début d'une ère de négociations, ayant interprété en ce sens les déclarations récentes du président Truman et de M. Acheson [1] ».

Or rien ne serait plus injuste que de soupçonner le département d'État d'avoir joué la comédie lorsqu'il discutait sérieusement avec le Foreign Office et le Quai d'Orsay le plan britannique pour la création d'une « zone-tampon » le long de la frontière mandchoue. Le fait qu'on essayait d'expliquer à présent la pause d'une quinzaine de jours qui avait ainsi précédé l'offensive du général Mac Arthur, comme n'ayant d'autre but que de donner au commandant en chef le temps nécessaire pour regrouper ses forces et pour équiper ses hommes avec des vêtements chauds, ne prouvait rien. La Maison Blanche et le département d'État préféraient être accusés de « machiavélisme », plutôt que d'avoir l'air d'être placés une fois de plus devant le fait accompli par Mac Arthur [2].

*
* *

L'offensive du 24 novembre était la réplique directe et brutale à la politique de conciliation des Nations Unies, politique à laquelle s'était également associé le gouvernement américain — et que les amis de Mac Arthur à Washington dénonçaient comme un « Munich asiatique ». Cette politique promettait

1. Dépêche de Washington au *Monde* du 26 novembre 1950.
2. « Le général Mac Arthur, qui n'est pas toujours d'accord avec le département d'État, en a sans doute pris l'initiative (de l'offensive) », pouvait-on lire dans l'éditorial du *Monde* du 26 novembre 1950.

de prendre un nouvel essor avec l'arrivée de la délégation de Pékin à Lake Success. La nouvelle « initiative » de Mac Arthur faisait échec à toute solution *politique* du conflit coréen. A partir de ce moment les opérations militaires effaçaient les négociations de Lake Success où l'on ne pouvait pas s'empêcher de remarquer que la décision du général Mac Arthur avait été prise « trop hâtivement », juste au moment où des négociations diplomatiques très importantes allaient être menées [1].

Le gouvernement américain, lui, ayant désormais pris son parti, essayait maintenant de freiner les négociations ; il était intervenu à Londres pour demander au gouvernement anglais de ne pas pousser trop loin ses conversations avec les communistes chinois jusqu'au moment où l'issue de l'offensive des Nations Unies serait « éclaircie » [2].

De là l'inquiétude des Anglais qui n'avait d'égale que leur surprise de voir les forces des Nations Unies se lancer à l'« assaut final », alors que le gouvernement britannique venait d'entamer une négociation directe avec Pékin. Londres avait été informé de l'offensive Mac Arthur, avait-on dit. S'il en fut vraiment ainsi, le Foreign Office n'a été averti par le département d'État qu'après que M. Bevin eut envoyé son message du 22 novembre à Pékin. Ce qui ne signifiait point que le gouvernement britannique avait approuvé la décision du commandant en chef des forces des Nations Unies. Le Foreign Office n'a pas précisé en tout cas si l'Angleterre était au courant des projets militaires du général Mac Arthur.

Toujours est-il que la tournure prise par les événements militaires en Corée, allait à l'encontre des efforts du gouvernement britannique. Son projet de « zone-tampon », qui était à la base des négociations avec les Chinois, n'avait plus de raison d'être, si les troupes des Nations Unies parvenaient effectivement jusqu'à la frontière mandchoue. D'ailleurs quel crédit pouvait-on trouver désormais auprès du gouvernement de Pékin, malgré l'assurance donnée par le gouvernement

1. *France-Soir*, 25 novembre 1950.
2. James Reston, dans le *New York Times* du 27 novembre 1950.

américain à la Russie et à la Chine que les forces des Nations Unies n'avaient aucune visée sur les territoires au-delà des frontières de Corée? De même on voyait mal comment le message adressé par M. Bevin à Pékin sur les intentions des puissances occidentales à l'égard des intérêts de la Chine dans la région de Yalou pouvait s'accorder avec une décision militaire visant à porter la guerre à proximité de la frontière mandchoue — sinon plus loin encore.

D'autre part à Londres on craignait une violente réaction des Chinois, réaction qui aurait pu conduire à un conflit ouvert entre les États-Unis et la Chine, avec toutes ses conséquences redoutables. C'est pourquoi Mac Arthur était, une fois de plus, l'objet de commentaires acerbes dans la presse britannique, qui se demandait en outre si le général n'avait pas réussi à faire prévaloir définitivement sa politique à Washington.

***

Pour tout dire l'offensive du général Mac Arthur avait tout d'une entreprise personnelle du commandant en chef des Nations Unies, qui comptait sur elle pour « totaliser » une fois pour toutes sa politique asiatique. Seulement les événements allaient montrer très vite que dans ce nouveau « risque calculé », le « risque » était très grand et le « calcul » très mauvais. Au troisième jour des opérations, l'entreprise avait tourné à la défaite. De fortes contre-attaques des Chinois sur le front du nord-ouest avaient obligé les armées américaines à reculer. Dès le 28 novembre les nouvelles du front annonçaient que la 8e armée battait en retraite sur tout le front. A partir de ce moment on n'entendait plus parler que de la « menace d'encerclement » qui pesait continuellement sur les forces des Nations Unies et qui les obligea finalement à reculer jusqu'au 38e parallèle dans l'espace de quelques jours.

On a dit que ces revers étaient les plus sévères que les Américains eussent subis en Corée. Il serait peut-être plus exact de dire : les plus *mystérieux*. Cette « défaite » américaine est

en effet couverte de mystère. Si on la regarde de près, on a l'impression que tout s'est passé comme s'il s'agissait d'un *Pearl Harbour* plus ou moins artificiel, destiné à provoquer le « choc psychologique » aux États-Unis pour forcer la main au président Truman, et permettre au général Mac Arthur — et à ses amis politiques au Congrès — d'appliquer leur politique asiatique, c'est-à-dire de porter la guerre sur le territoire chinois. La question a été posée un peu partout de savoir comment le général Mac Arthur avait pu aussi mal engager une offensive qui devait être « décisive », surtout après tout ce qu'il avait dit dans ses premiers communiqués — ou avait fait dire par ses services — sur la façon dont il l'avait préparée.

Et d'abord, pour expliquer ce « mystère », on est allé chercher un « bouc émissaire » bien commode : les services de renseignements américains. Les forces du général Mac Arthur se seraient heurtées à une formidable armée chinoise dont elles ne soupçonnaient pas l'existence. Ce serait là — selon le *New York Herald Tribune* — « la gaffe militaire colossale » commise par le G. Q. G. du commandant en chef des Nations Unies. Dans une de ses nombreuses déclarations apologétiques faites plus tard, le général Mac Arthur lui-même avait parlé de « surprise ».

Or rien n'est plus faux. Dans le rapport qu'il avait adressé le 6 novembre au Conseil de sécurité pour dénoncer l'intervention chinoise, Mac Arthur disait déjà que les forces des Nations Unies devaient faire face à une « nouvelle guerre »; et dans le communiqué personnel publié le même jour, le général parlait d'« importantes concentrations » auxquelles le nouvel ennemi avait pu procéder pour tendre un « piège » aux forces des Nations Unies et entraîner leur destruction. Et cette « nouvelle armée de troupes fraîches » — toujours selon le même document — avait pu se dresser devant les forces des Nations Unies « ayant derrière elle le soutien possible d'importantes réserves et d'approvisionnements appropriés aisément accessible pour l'ennemi ».

Depuis lors il n'était question dans les informations venant de Tokio ou du front — toujours des mêmes sources militaires

— que des « concentrations » de troupes chinoises en Corée du Nord et derrière le Yalou [1].

Mais pourquoi chercher si loin ? Dans son premier communiqué du 24 novembre Mac Arthur parlait de « nouvelles armées communistes » qui faisaient face à ses forces.

Il n'en faudrait pas plus pour conclure qu'il ne pouvait pas être question de « piège » ou de « surprise ». Lorsque le général Mac Arthur lança son offensive pour « en finir » avec la guerre de Corée, il savait parfaitement qu'il rencontrerait un adversaire numériquement supérieur. Aussi sa décision ne pouvait s'expliquer autrement : ou il croyait toujours, malgré l'« avertissement » chinois du 1er novembre, que Pékin « bluffait » encore ; ou il voulait *provoquer* une intervention massive des forces chinoises. Et à s'en tenir à certaines déclarations de Mac Arthur et de son entourage — et en tenant compte de sa politique — on serait plutôt enclin à opter pour la seconde hypothèse.

Une dépêche de Tokio relatait le 25 novembre que, selon les observateurs militaires de la capitale nippone, la décision du

1. On lisait à ce sujet dans une dépêche de l'Agence France-Presse datée du 7 novembre de Tokio : « Selon les informations recueillies par les milieux militaires, dix à douze armées communistes (chinoises), sous le commandement du fameux général Lin Piao, se trouvent maintenant entre la ville-frontière d'Antung, à l'embouchure du Yalou, et les gigantesques barrages du Supung... L'armée du général Lin Piao comprendrait donc au total de 300 à 400.000 hommes, et ces chiffres sont considérés comme très modérés... »

Le 9 novembre, un porte-parole du G. Q. G. de Tokio affirmait que quatre armées communistes chinoises, composées de trois divisions, avaient été identifiées en Corée du Nord. Le même porte-parole estimait que les forces communistes concentrées en Mandchourie pouvaient totaliser une cinquantaine de divisions (Agence France-Presse, 9 novembre 1950.)

Le 13 novembre on apprenait à Tokio que « la Mandchourie aurait été placée sur le pied de guerre à la fois par le gouvernement de Pékin et par la Russie ». Selon ces mêmes informations, « les routes, les voies d'eau et les voies ferrées voyaient passer d'incessants convois de troupes et de ravitaillement, et on apercevait même des uniformes soviétiques dans toutes les villes importantes », le « grand quartier général sino-soviétique » étant installé à Tchang-Tchoung, capitale de la Mandchourie (Agence France-Presse, 13 novembre 1950).

Le 5 décembre le correspondant du *New York Herald Tribune* télégraphiait de Séoul les déclarations du général Willoughby, chef des services de renseignements de Mac Arthur, disant que ses services étaient informés que dix armées chinoises se trouvaient massées sur les deux rives du Yalou, au moment où le général Mac Arthur avait lancé son offensive.

général Mac Arthur était un « *défi* » aux leaders communistes chinois : lancer dans le combat les masses de troupes qu'ils avaient concentrées sur le Yalou; ou abandonner la Corée [1]. Voici d'autre part ce que déclarait un des adjoints du général Mac Arthur aux correspondants de guerre qui avaient accompagné le général lors de son vol au-dessus du Yalou, le jour où il avait déclenché son offensive : « L'aventure est d'importance. Il s'agit de voir ce que les Chinois ont dans le ventre. Les jeux sont faits. Ou bien... Ou bien... Ce sera la fin de la guerre à bref délai; ou, au contraire, l'entrée en guerre massive de la Chine communiste. Nous savons en effet que le commandement communiste a concentré de quatre cent mille à cinq cent mille hommes de troupes dans la zone du Yalou. Cette situation est intolérable. Il fallait savoir à quoi s'en tenir [2] ».

Il résulte au contraire des informations concernant les forces chinoises et des documents officiels — ainsi que des propres déclarations de Mac Arthur, dont il sera question plus loin — qu'au moment où fut déclenchée l'offensive du 24 novembre on avait plutôt tendance, au G. Q. G. de Tokio, à *exagérer* l'importance des forces chinoises; ce qui était tout naturel. Il s'agissait alors de justifier la décision de Mac Arthur, prise sans tenir compte de ce qui se passait à ce moment à Lake Success, en lui prêtant un caractère « préventif » : attaquer les Chinois pour « désorganiser » leurs plans d'« agression ». Le fait que les Chinois avaient massé leurs armées sur le Yalou — disait-on dans les milieux militaires de Tokio — indiquait que la Chine avait des visées plus lointaines et plus importantes que la simple défense de la frontière mandchoue.

***

Cependant le fait le plus curieux est qu'on n'a pu constater nulle part et en aucune circonstance la présence sur le front de cette « formidable » armée chinoise, dont l'« écrasante

1. United Press, 25 novembre 1950.
2. United Press, 24 novembre 1950.

supériorité numérique » expliquerait l'échec de l'offensive de Mac Arthur, et qui « menaçait » constamment d'« encerclement » la 8e armée américaine, l'obligeant à reculer sans cesse. La « supériorité numérique » des Chinois n'a jamais été aussi importante qu'on l'affirmait. Leurs effectifs sur le front coréen ne dépassaient pas — selon les communiqués du G. Q. G. de Tokio — les 200.000 hommes ; et cette supériorité numérique très relative était amplement compensée par la supériorité vraiment écrasante des Américains en aviation et en puissance de feu.

A s'en tenir aux communiqués officiels et aux dépêches du front, la force qui « a sauvé la 8e armée de l'encerclement [1] », fut la brigade turque, forte de 5.000 hommes. Quant aux combats qu'a livrés cette force pour accomplir cet exploit, on en connaît aujourd'hui les détails, d'après le récit qu'en a fait le général Walker, commandant de la 8e armée, en rendant le 10 décembre hommage à la brigade turque. Les Turcs, selon le général Walker, ont été attaqués par l'équivalent d'une division, et ils se sont battus en corps à corps, à la baïonnette, après avoir été divisés en petits groupes, ayant ainsi tué « plus de 200 Chinois »...

Bref, les nouvelles venant du front ou de Tokio et décrivant pendant des jours la situation comme « très mauvaise », « critique » ou « désespérée » — au point de se demander si les forces des Nations Unies réussiraient à se maintenir en Corée, et s'il ne fallait pas envisager un « Dunkerque gigantesque » — étaient manifestement disproportionnées par rapport à la situation réelle.

« Il est impossible de savoir — lisait-on dans une dépêche de Tokio — quelle est la situation réelle et quel est le rapport exact des forces entre les troupes chinoises et celles des Nations Unies. Le dernier communiqué de Mac Arthur mentionne 4.000.000 de soldats « en réserve » stationnés en Chine. Quand l'offensive de Mac Arthur fut lancée. les Nations Unies disposaient de 120.000 hommes dans le secteur nord-ouest soutenus

1. Associated Press, 10 décembre 1950.

par plus de 300 tanks, 500 avions et l'artillerie d'au moins cinq divisions. Les Chinois n'avaient ni un canon ni un tank. Combien étaient-ils? Probablement entre 50.000 et 200.000 : personne ne le savait exactement... Pourtant tous ceux qui ont assisté à la bataille du fleuve Chongchon sont d'accord pour affirmer n'avoir pas remarqué que les effectifs chinois fussent aussi importants qu'on le laissa entendre. »

Et ceci encore : « Après quelques jours de confusion, les Nations Unies ont amorcé une immense retraite alors que les deux tiers des troupes engagées sur le front n'avaient pas encore eu à combattre et n'avaient pas rencontré un Chinois. Dès ce moment le commandement américain s'énerva et commença à parler de bombarder la Mandchourie et d'employer la bombe atomique. Les services de renseignements américains découvrirent de nouvelles divisions chinoises et inondèrent la carte des opérations de petits carrés de papier rouge représentant l'ennemi ... [1]»

* * *

Le cas de la 10e armée américaine, isolée à l'extrémité nord-est de la Corée, est plus extraordinaire encore. Cette armée, qui avait poussé jusqu'au barrage de Changjin, sur la frontière mandchoue, était donnée presque comme perdue, encerclée plus ou moins par les « masses » des forces chinoises qui voulaient l'empêcher de se replier vers la mer. Elle n'en réussit pas moins à échapper, avec des pertes « étonnamment faibles », à l'« encerclement », et à atteindre le « réduit » de Hongnam, pour être évacuée sans difficulté. Et ce double « exploit » a été présenté comme unique dans les annales militaires. Mais on apprit — « officiellement » — par la suite, que la 10e armée n'a jamais été menacée ni même sérieusement incommodée par les Chinois. Selon une déclaration faite après son rembarquement par le général Oliver Smith, commandant de la 1re division des « Marines » — la plus « éprouvée » au cours

1. *Le Figaro*, 6 décembre 1950.

de cette « épopée militaire » — ses troupes avaient toujours battu les Chinois, dans tous les combats, et auraient pu garder leurs positions sur le barrage de Changjin pendant tout l'hiver, et même avancer à volonté vers l'est ou l'ouest, si elles n'avaient pas reçu l'ordre de se replier. Par conséquent il ne s'agissait nullement d'une retraite effectuée sous la pression de l'ennemi mais d'un « repli stratégique » [1].

Quant au « Dunkerque » de la 10e armée, l'amiral américain Turner Joy, commandant les forces navales des Nations Unies, précisait dans un communiqué publié le 25 décembre qu'il ne s'agissait pas d'une « évacuation » mais d'un « regroupement ». « Pour la première fois dans l'histoire, disait ce communiqué, une armée entière, avec tout son matériel et ses approvisionnements, a été redéployée par mer avec succès, malgré la pression ennemie. » En onze jours, 100.000 soldats avaient été embarqués, tandis que 17.500 véhicules, 350.000 tonnes de matériel, et près de 100.000 réfugiés coréens prenaient place à bord des bâtiments d'évacuation.

Et les « masses » des forces chinoises qui exerçaient leur « pression »? D'après le correspondant de l'Associated Press qui avait assisté à l'opération, au moment où les derniers soldats de la 10e armée quittaient Hongnam, « des *patrouilles* ennemies » étaient apparues sur les collines environnantes, mais n'avaient pas « tiré un coup de fusil »....



Il serait certes exagéré de dire que le général Mac Arthur avait lancé son offensive du 24 novembre pour se faire battre. Il n'en résulte pas moins du développement et de l'analyse des événements qui s'ensuivirent, que la défaite de son armée entrait aussi dans son jeu. Comment fallait-il, par exemple,

1. United Press, 24 décembre 1950. D'après une déclaration faite par une « haute personnalité militaire qualifiée à Washington», à eux seuls, les « Marines » et la 2e division américaine auraient infligé aux Chinois des pertes s'élevant à 150.000 hommes... (Agence France-Presse, 11 décembre 1950).

interpréter cette déclaration d'un officier de l'état-major du général Walker, disant que le commandant de la 8e armée avait *préparé les plans de retraite avant le déclenchement de l'offensive du* 24 *novembre* [1], cette offensive qui, dans la pensée de Mac Arthur, devait être « définitive » ?

Pour le général Mac Arthur, son offensive devait de toute façon conduire à la guerre avec la Chine. Si les Chinois « bluffaient », la preuve serait faite que les États-Unis n'avaient rien à craindre de ce côté et qu'ils pouvaient tout se permettre contre la Chine communiste, en poussant à fond, jusqu'à ses extrêmes conséquences, leur « politique de force » à son égard. Si, au contraire, les Chinois ne « bluffaient » pas, et s'ils relevaient le « défi » de Mac Arthur, alors le commandant en chef des Nations Unies pourrait montrer la « préméditation » chinoise et se vanter d'avoir forcé Pékin à « montrer son jeu ». (Hitler l'avait déjà fait avec les Russes, après l'échec de sa « guerre-éclair », en juin 1941, sur le front oriental.) Enfin, si les choses tournaient mal sur le champ de bataille, il serait facile à Mac Arthur de crier au « danger chinois » — et d'en tirer la « leçon » à sa façon : en imposant sa politique à Washington et en entraînant les Nations Unies derrière lui.

Le général Mac Arthur gagnait donc à tous les coups, surtout — et c'était là le grand « paradoxe » qui en disait long — s'il perdait la bataille. Car c'est alors qu'il aurait la certitude de forcer la main au président Truman et d'alerter l'opinion américaine. C'est dans ce sens en tout cas qu'il a *exploité* sa défaite. Ainsi s'expliquerait le revirement brusque et total de la situation militaire. Dès que les forces des Nations Unies se heurtèrent à la résistance des Chinois, le général Mac Arthur abandonna toute idée d'essayer de la briser, voire de « tenir ». Il ne pensait plus qu'aux *bénéfices politiques* qu'il pouvait tirer de sa « défaite ». Aussi s'appliqua-t-il à faire d'elle un « désastre » afin de créer l'atmosphère de panique qui lui était nécessaire pour arriver à ses fins. Le mot de « désastre » était en effet lancé de Tokio et du front, et avait été repris — avec

1. Associated Press, 12 décembre 1950.

une étrange insistance — par l'ensemble de la presse américaine et les personnalités officielles elles-mêmes.

Ce fut en effet dans cette atmosphère de panique que le général Mac Arthur posa la question capitale du bombardement des *bases de départ* des Chinois en Mandchourie, voire l'emploi de la bombe atomique; autant dire l'extension de la guerre de Corée en Chine. Dans un communiqué spécial du G. Q. G. de Tokio publié le 28 novembre, le général Mac Arthur cherchait à expliquer l'échec de son offensive par la thèse de la « surprise », mais pour démontrer que cela n'a été possible qu'à cause des conditions « sans précédent dans l'histoire » dans lesquelles évoluait la guerre de Corée, les forces des Nations Unies étant dans l'impossibilité de survoler le territoire chinois pour surveiller les mouvements des troupes de l'adversaire. « Les réactions ennemies observées au cours de nos opérations offensives des quatre derniers jours — disait ce communiqué — révèlent qu'une fraction importante des forces armées continentales chinoises organisées en armées, corps d'armée et divisions, d'un effectif global de plus de 200.000 hommes, est maintenant engagée contre les forces des Nations Unies en Corée du Nord. »

Or cela n'a été possible que parce que les Chinois étaient libres de s'organiser sur leur propre territoire. « Il existe de façon évidente — poursuivait le communiqué — des préparatifs pour appuyer ces forces. D'importants renforts sont actuellement concentrés sur le territoire qui constitue un *sanctuaire privilégié* au nord de la frontière internationale [1] et se déplacent constamment vers l'avant. » Et de conclure : « Nous sommes donc en présence d'une *guerre entièrement nouvelle* ». « Ceci — ajoutait le communiqué en terminant — a anéanti notre grand espoir que l'intervention des Chinois ne serait que d'une nature symbolique, sur la base du volontariat individuel, comme il a été publiquement annoncé, et que la guerre de Corée pourrait donc être rapidement menée

1. On remarquera que dans ses communiqués et ses déclarations le général Mac Arthur ne parle jamais de la frontière mandchoue. Il doit trouver sans doute que la formule qu'il emploie cache mieux sa pensée.

à son terme par notre mouvement en direction de la frontière internationale. »

*
* *

Or tout dans ce document était faux, équivoque ou intentionnel, en commençant par la « surprise ». La présence d'une « fraction importante des forces armées chinoises » ne s'était pas « révélée » au cours de l'offensive du 24 novembre puisque, nous l'avons vu, le général Mac Arthur l'avait dénoncée au Conseil de sécurité dès le 6 novembre. De même « le sanctuaire privilégié » de Mandchourie n'était pas non plus une nouvelle « révélation ». Le général en parlait également dans son communiqué du 6 novembre. Quant à la « guerre entièrement nouvelle », dont Mac Arthur parlait comme d'un fait nouveau dans son communiqué du 28 novembre, cette guerre il l'avait aussi dénoncée dans son rapport du 6 novembre au Conseil de sécurité.

C'est pourquoi le général Mac Arthur était le dernier à « espérer » que l'intervention chinoise ne serait que d'une nature « symbolique », et à croire qu'elle avait eu lieu « sur la base du volontariat ». Toujours dans son communiqué du 6 novembre, il cherchait à démontrer qu'il ne s'agissait pas de « volontaires » mais d'une véritable et puissante armée chinoise. D'ailleurs on ne peut pas s'empêcher de relever la flagrante — et combien révélatrice — contradiction entre la dernière partie de son communiqué du 28 novembre, qui, dans sa pensée, devait être une « mise au point » définitive, et la thèse générale soutenue par Mac Arthur, à savoir qu'il avait entrepris son offensive pour déjouer les plans des Chinois et désorganiser les préparatifs d'attaque [1].

1. Dans un communiqué spécial signé de Mac Arthur et publié le 26 décembre, le commandant en chef des Nations Unies soulignait, entre autres, le point suivant : « La puissance d'une nation militaire a été jetée soudainement et sans avertissement contre les forces des Nations Unies... Nous avons dévoilé avant qu'il soit trop tard des décisions secrètes politiques et militaires d'une énorme importance, et déséquilibré les préparatifs militaires de l'ennemi tendant à concentrer en secret une puissance capable de détruire nos forces en frappant un coup terrible. »

Si vraiment le commandant en chef des Nations Unies, lorsqu'il déclencha son offensive, « espérait » que l'intervention chinoise n'avait qu'un caractère « symbolique », il ne pouvait pas croire à la « préméditation » des Chinois et à leurs intentions « agressives ». Et dans ce cas son offensive serait beaucoup plus injustifiable et impardonnable, puisqu'il l'aurait lancée contre les Chinois alors qu'il savait que ceux-ci n'avaient en réalité aucune intention de se battre. Ce qu'il confirmait d'ailleurs dans son communiqué du 28 novembre, lorsqu'il disait que « la guerre de Corée pourrait être rapidement menée à un terme » par son « mouvement en direction de la frontière internationale », laissant ainsi entendre qu'il avait lancé son offensive croyant pouvoir profiter de la nature « symbolique » de l'intervention chinoise.

Mais toutes ces « révélations » et ces « constatations » n'avaient d'autre but que : *a*) de montrer la vanité des négociations avec les communistes chinois fondées sur la prémisse que ceux-ci désirent la conciliation, prêts à se contenter de quelques garanties de leur frontière de Mandchourie, alors qu'ils nourrissent en réalité des intentions « agressives » à l'égard des États-Unis; *b*) de tirer la conclusion que la victoire en Corée était impossible sans le bombardement des bases chinoises en Mandchourie. Dans un additif publié une heure après le communiqué spécial, le général Mac Arthur précisait : « La situation, aussi désagréable qu'elle soit, pose *des problèmes dépassant l'autorité du commandement militaire des Nations Unies* — problèmes qui doivent trouver une solution dans le Conseil des Nations Unies et dans les chancelleries du monde ».

Cette précision trahissait le fond de la pensée de Mac Arthur et mettait à jour tout le mécanisme de sa manœuvre. Si l'homme qui avait ignoré jusqu'alors l'autorité des Nations Unies et de son propre gouvernement, et qui, depuis le commencement de la guerre de Corée, avait pris toutes les initiatives, les plus lourdes de conséquences, sans nullement se préoccuper de ce qu'on en pensait à Lake Success ou à Washington, semblait tout à coup s'effacer modestement et reconnaître qu'il était

« dépassé » par les nouveaux problèmes — découlant en grande partie de ses initiatives — ce n'était que pour bien faire comprendre que la guerre en Corée ne pouvait plus être menée avec les moyens employés jusqu'alors. Mac Arthur se dégageait tout simplement de toute responsabilité pour la conduite de la guerre, tant qu'il ne lui serait pas permis de la faire comme il l'entendait.

*
* *

C'était clair; et la presse américaine avait bien saisi le sens de ce document. Si le général Mac Arthur se tournait vers les Nations Unies pour demander de nouveaux ordres afin de faire face à la nouvelle situation en Corée, remarquait un journal new-yorkais [1], il résultait avec évidence de son communiqué qu'aucune autre réponse ne semblait possible que le bombardement de ce que le général appelait le « sanctuaire privilégié » au-delà du Yalou. Tel semblait être également le sentiment des milieux officiels américains : que la « nouvelle guerre » réclamait une « nouvelle stratégie » [2].

Après avoir mis, avec son offensive, les États-Unis et les Nations Unies dans une situation aussi dangereuse qu'inextricable, le commandant en chef de leurs forces leur faisait comprendre qu'il n'y avait pas d'autre issue que le recours aux moyens qu'il proposait et qu'on hésitait à accepter. Le chantage était flagrant. Le général Mac Arthur se servait de sa propre défaite pour imposer sa politique, allant jusqu'à déclencher une véritable campagne publicitaire autour de sa personne et de ses thèses. Au cours de la première semaine de décembre seulement, il y a eu cinq longues interviews ou déclarations du général dans la presse américaine [3], où celui-ci, tout en repoussant les critiques suscitées en Europe par son offensive,

1. *New York Herald Tribune*, d'après son édition parisienne du 1er décembre. De son côté la presse Hearst exigeait qu'on laissât les mains libres à Mac Arthur, et qu'on lui permît de bombarder le territoire chinois.
2. James Reston, dans le *New York Times* du 3 décembre 1950.
3. United Press (deux), Associated Press, *Life*, *U. S. News and World Report*.

développait les arguments de son communiqué du 28 novembre, pour tirer la « leçon » du « désastre » de Corée.

Sa démonstration n'était pas seulement l'apologie de sa politique mais aussi un réquisitoire contre la politique du gouvernement américain et des Nations Unies. Le raisonnement était d'ailleurs très simple : *a*) Si son offensive avait échoué, c'était à cause de la « supériorité numérique » des Chinois et de leur fausseté; car ils avaient laissé croire qu'ils n'avaient que des intentions défensives, alors qu'ils méditaient et préparaient l'« agression »;

b) L'« agression » chinoise aurait eu lieu de toute façon, par conséquent on ne pouvait pas imputer à Mac Arthur de l'avoir provoquée par son offensive du 24 novembre. « Il est historiquement inexact, disait le général, de rendre le déroulement stratégique de la campagne elle-même responsable à quelque degré de la ruée des communistes chinois »; l'offensive du 24 novembre n'avait fait qu'obliger les Chinois à déclencher « prématurément » leur attaque, ce qui avait épargné aux Nations Unies une vraie catastrophe, en ne laissant pas aux Chinois le temps nécessaire pour se préparer. D'ailleurs le commandant en chef des Nations Unies n'avait pas agi de sa propre initiative mais « conformément aux directives reçues », toutes ses décisions ayant eu « au préalable l'approbation du gouvernement des États-Unis » et ayant été prises « dans le respect le plus complet des résolutions des Nations Unies »...;

c) Le général Mac Arthur ne connaissait « aucune mesure » pour redresser la situation « dans les circonstances présentes », vue l'« écrasante supériorité numérique » des Chinois — 600.000 hommes, selon lui —, la supériorité navale et aérienne des Nations Unies n'étant qu'un « facteur auxiliaire ».



La conclusion qui se dégageait de ces déclarations était toujours la même : que, pour gagner la guerre en Corée, il fallait la porter en Mandchourie. C'était le général lui-même qui la tirait en insistant sur la nécessité de mettre un terme

aux « conditions militaires sans précédent dans l'histoire » dans lesquelles se déroulait la guerre de Corée, et de faire disparaître l'« énorme handicap » qui consistait dans le fait que les forces des Nations Unies ne pouvaient pas « poursuivre les communistes chinois partout », ni « se livrer à des attaques aériennes sur les bases ennemies situées en Mandchourie ».

Ainsi le général Mac Arthur n'excusait pas seulement sa défaite; il en rendait responsables ceux qui ne lui avaient pas permis d'employer tous les moyens qu'il jugerait bons pour gagner la guerre, et qui aggraveraient bien entendu leur responsabilité s'ils l'empêchaient d'agir à sa convenance dans l'avenir. Seulement les opérations militaires elles-mêmes ne semblaient intéresser le commandant en chef des Nations Unies que dans la mesure où elles servaient sa politique. Car le général Mac Arthur faisait surtout de la politique. Dans ses déclarations au *Life* il soulignait qu'il était « inaltérablement opposé à tout marché qui, moyennant apaisement, aurait pour dessein d'alléger le fardeau militaire américain au prix de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Corée ». Cela ne voulait pas dire seulement que le commandant en chef des Nations Unies prenait carrément position contre la politique de ses « mandants » à Lake Success, c'est-à-dire contre toute politique de conciliation, mais qu'il entendait recommencer et « libérer » la Corée entière. C'est pourquoi il était décidé à lutter jusqu'au jour où il aurait bouté les Chinois hors de Corée.

Aux yeux du général Mac Arthur, le grand mérite de son « plan » n'était pas d'assurer la victoire des Nations Unies en Corée mais de conduire tout droit à la guerre contre la Chine communiste. C'était là la raison pour laquelle il avait porté le problème coréen du plan militaire sur le plan politique; il fermait ainsi la porte à toute solution de compromis. Car il était à craindre, en ce qui concernait tout au moins les Nations Unies, sinon le gouvernement américain lui-même, que mises en demeure de choisir entre une situation sans issue et l'emploi de moyens pouvant conduire à la guerre, elles ne vinssent à opter pour l'évacuation de la Corée; éventualité qui était en effet froidement envisagée à Lake Success.

Le général Mac Arthur, laissant de côté toute considération d'ordre militaire, proclamait avec un air impératif qu'il ne pouvait être, en aucun cas et d'aucune façon, question d'abandonner la partie en Corée. Si les « Européens » se montraient inquiets de voir les États-Unis s'engager à fond dans cette lutte, le général attribuait leur réaction à « un certain égoïsme de courte vue » et au fait qu'ils ne comprenaient pas la « mission » qui a été confiée par les Nations Unies à ses troupes. Les « Européens » auraient tort d'estimer que chaque fois que des nouvelles ressources alliées sont engagées en Asie, il s'agit d'un prélèvement sur les ressources disponibles pour assurer le progrès et la sécurité de l'Europe. Ce raisonnement est « spécieux »; car « toute atteinte à la liberté en Orient implique une sinistre menace pour les libertés de l'Occident », le problème étant « universel ». Ne pas le comprendre ce serait « marcher vers la destruction complète de la liberté ». Si la lutte n'était pas menée avec courage et « une détermination invincible » en Asie, elle serait menée, « et peut-être perdue, sur les champs de bataille de l'Europe ».

A en croire certaines informations de source sûre, le général Mac Arthur avait fait savoir en même temps au gouvernement américain qu'il considérait comme impossible toute diminution de l'effort des forces américaines et de celles des Nations Unies en Corée ou leur retrait ultérieur d'Asie, car cela rendrait inévitable la guerre en Europe, le problème présent étant « global ». Si la guerre n'était pas gagnée en Corée, cette « faiblesse » pourrait avoir comme résultat « la perte de la liberté occidentale [1] ».

L'importance *politique* attribuée par le général Mac Arthur à la guerre de Corée — faisant de cette modeste péninsule en Extrême-Orient le centre névralgique de l'univers entier où se décideraient le sort de la paix et l'avenir du monde — explique tout son jeu. La continuation de la lutte en Corée était indispensable à l'application de son « plan ». S'il fallait continuer la guerre, ce ne serait certainement pas pour se faire jeter à

1. Agence France-Presse, 2 décembre 1950.

la mer. On était loin de « l'histoire du monsieur qui ne veut pas prendre congé lui-même, mais s'attend qu'on le mette à la porte [1] ». Or, étant donné qu'il était impossible de gagner la guerre par les moyens employés jusqu'alors, l'application du « plan Mac Arthur » s'imposerait automatiquement. Autrement dit, la guerre contre la Chine résulterait du fait même de la continuation de la guerre en Corée.

On pourrait donc juger à leur juste valeur les déclarations du général Mac Arthur affirmant au cours de ses interviews qu'il espérait « sincèrement » que le problème coréen serait résolu « par des négociations », qu'il n'avait jamais demandé l'autorisation de bombarder le territoire chinois au nord du Yalou et d'employer la bombe atomique, et qu'il voulait « localiser » la guerre de Corée, comme c'était le vœu de tout le monde...

***

Le fait le plus extraordinaire — et qui donne une idée des conditions dans lesquelles évolue la politique américaine — est l'assurance avec laquelle le général Mac Arthur et ses amis à Washington menaient leur jeu, qui était somme toute fondé sur un terrible passif : la défaite du général en Corée. Logiquement ce devait être un jeu très risqué. La cote de Mac Arthur qui était au plus haut aux États-Unis à la veille de son offensive du 24 novembre — il était considéré comme « le plus grand héros militaire de son temps » et comme « l'homme le plus populaire d'Amérique [2] » — avait considérablement baissé après l'échec de son offensive. Des critiques s'élevaient contre lui, dans la presse, dans les milieux politiques et même au Pentagone. On aurait donc pu penser que le président Truman allait profiter de l'occasion pour se débarrasser de ce général politicien, encombrant et dangereux, qui

1. *Le Monde*, 9 décembre 1950.
2. *New York Herald Tribune* des 23 novembre et 6 décembre 1950.

ignorait aussi bien le département d'État que la Maison Blanche et les Nations Unies.

Mais la position personnelle du général Mac Arthur était si forte, et la puissance de ses amis à Washington si grande, qu'ils étaient sûrs de pouvoir jouer leur jeu dangereux sans rien craindre, et de faire de la défaite du commandant en chef des Nations Unies en Corée leur « *Pearl Harbour* ». Le « désastre » de Corée donna en effet le signal du déclenchement d'une violente campagne contre le département d'État et le gouvernement — et naturellement aussi pour un réarmement à outrance. On accusait M. Acheson — ce qui était le comble — d'être responsable de l'intervention en Corée et de « comploter » pour faire rappeler le général Mac Arthur; tandis que le président Truman était critiqué pour sa politique chinoise et pour avoir refusé au commandant en chef les moyens que celui-ci jugeait nécessaires pour gagner la guerre.

La violence et l'ampleur de cette campagne, le synchronisme de l'action entre Tokio et Washington, l'emploi de thèses et d'arguments identiques des deux côtés du Pacifique et d'une façon générale ses tendances, tout cela montrait que rien n'était laissé au hasard. Il s'agissait surtout d'obtenir pour le général Mac Arthur entière liberté d'action — autant dire lui permettre d'appliquer intégralement sa politique asiatique. Le point sur lequel insistaient les républicains, notamment les sénateurs Bridges, Brewster, Mac Carthy et autres, était d'autoriser le général Mac Arthur à attaquer les Chinois en Mandchourie, à utiliser contre eux la bombe atomique et à employer les troupes de Tchang Kai Chek.

La logique stratégique était apparemment du côté des démagogues du Congrès, puisqu'elle commandait de frapper le « nouvel ennemi » dans ses « bases de départ ». Et le général Mac Arthur semblait avoir parfaitement raison lorsqu'il déclarait dans le supplément de son communiqué du 28 novembre que la situation le « dépassait ». Or, comme le faisait souligner le *New York Times* du 2 décembre, le grand tort du général était de ne tenir compte que des « considérations militaires ». Si la situation le « dépassait » à la suite de la contre-

offensive chinoise, c'était parce que — toujours selon le même journal — il avait voulu pousser jusqu'à la frontière mandchoue. Et l'origine de tout le mal était — encore selon le *New York Times* — dans le fait que le général voulait avoir pleine liberté d'action en matière militaire pour appliquer une politique déterminée — la sienne.



L'essentiel, pour les amis politiques de Mac Arthur et le général, était d'arriver à leurs fins, en terrorisant le gouvernement et l'opinion publique pour briser toute résistance. Et ils y parvinrent aisément. Le « Pearl Harbour » du général Mac Arthur avait parfaitement réussi. A Washington l'impression était créée qu'au lendemain du « désastre » de Corée on traversait « les jours les plus critiques depuis Pearl Harbour », la question qui se posait désormais étant de savoir s'il y aurait « une troisième guerre mondiale [1] ». M. Acheson lui-même estimait que, « par suite de l'agression chinoise en Corée », la situation était « grave » et pourrait même devenir « critique [2] ».

Si les républicains, dans un élan « patriotique », prônaient tout à coup l'« union nationale », pour faire face au « danger » qui « menaçait » les États-Unis, cela signifiait que le gouvernement devait s'« aligner » sur la politique de Mac Arthur. Et il en fut en effet ainsi. Du jour au lendemain la politique du gouvernement subit une transformation radicale. Le département d'État s'était abstenu jusqu'alors de considérer l'intervention chinoise en Corée comme une « agression » et de la dénoncer comme telle au Conseil de sécurité; ceci pour ne pas bloquer les négociations avec Pékin, auxquelles le gouvernement américain tenait aussi sincèrement que les gouvernements anglais et indien.

Le « désastre » de Corée renversa complètement les bases

1. *New York Times*, 3 décembre 1950.
2. Associated Press, 28 novembre 1950.

de la politique américaine en substituant aux thèses du département d'État celles du général Mac Arthur et de l'opposition républicaine; à savoir que l'intervention chinoise constituait une véritable « agression », dans le cadre d'un vaste plan communiste établi à Moscou et visant à la « conquête du monde ». Ce changement a été marqué dès le 28 novembre par l'intervention de M. Austin Warren au Conseil de sécurité. Pour la première fois le délégué américain devant les Nations Unies accusait formellement la Chine d'« agression ouverte » en Corée, et invitait le Conseil de sécurité à prendre les décisions que requérait la situation de fait ainsi créée.

La décision prise par le gouvernement américain, expliquait son délégué, reflétait l'« effondrement des espoirs » nourris jusqu'à ce moment par ce gouvernement de parvenir à régler le conflit coréen par des négociations avec la Chine. La seule chose qu'on se refusait d'examiner, c'était par la faute de qui ces espoirs avaient été déçus. Mais le fait était là. Mac Arthur et ses amis avaient atteint leur premier objectif : saboter les négociations de Lake Success, fermer la porte à toute solution de compromis et à toute conciliation avec la Chine communiste. Ce que le général Mac Arthur n'avait pas pu obtenir après sa première offensive de novembre, avec son rapport au Conseil de sécurité et son communiqué personnel, où il signalait déjà la présence des armées chinoises sur le front coréen et le commencement d'une « nouvelle guerre », il l'avait réussi à présent.

Le gouvernement américain avait fini par abandonner les principes directeurs de sa politique : éviter à tout prix une guerre avec la Chine et « localiser » la guerre de Corée, dans la conviction que Pékin ne voulait pas non plus la guerre et qu'il était possible de s'entendre avec la Chine communiste. Désormais la politique américaine prenait comme point de départ l'« agression » chinoise.

***

Ce fut dans l'atmosphère de panique créée par le « désastre » de Corée que se réunit le 28 novembre le Conseil national de

sécurité américain, convoqué d'urgence en séance extraordinaire par M. Truman. Le président s'était trouvé en face d'une sorte de « front commun » des militaires et du secrétaire à la Défense, le général Marshall, qui s'étaient, naturellement, faits les avocats des thèses de Mac Arthur. Le général Omar Bradley, chef d'état-major interarmes, avait présenté au président un long télégramme du général Mac Arthur où celui-ci exposait son plan stratégique pour les opérations militaires à venir en Corée, plan que les chefs d'état-major venaient d'approuver entièrement. Tandis que, de son côté, le général Marshall décrivit la situation créée en Corée par l'« invasion massive » des Chinois comme très critique sinon « désespérée ». Et l'impression laissée par les délibérations du Conseil de sécurité dans les milieux informés était telle, qu'on envisageait la possibilité d'une guerre avec la Chine *pouvant résulter de la défense ultérieure de la Corée* [1].

Cette réunion fut en effet décisive. Le Conseil national de sécurité n'avait certes pas donné son approbation ouverte au « plan Mac Arthur ». Mais l'essentiel était que le général avait effectivement reçu carte blanche pour l'appliquer, et que le gouvernement américain ne reculait plus devant les conséquences de l'action éventuelle contre la Chine.

Les seules forces qui s'opposaient jusqu'alors à la politique du proconsul du Japon étaient le département d'État et la Maison Blanche. Mais celles-ci aussi avaient fini par capituler sous la pression des événements et les attaques furieuses des démagogues du Congrès. Le 29 novembre M. Acheson prenait la parole devant les micros de tous les postes radiophoniques américains pour proclamer solennellement sa conversion à la politique macarthurienne. Le lendemain ce fut le tour du président Truman. Ses critiques dans la presse lui avaient reproché d'avoir commis la « grande imprudence » de laisser au général Mac Arthur « la bride sur le cou ». Le président s'effaçait maintenant complètement devant le général. Dans une déclaration écrite faite le 30 novembre à la presse, il

1. Associated Press, 29 novembre 1950.

résumait les thèses et les arguments — macarthuriens — que M. Acheson avait développés la veille.

C'était le triomphe de la politique de Mac Arthur. Le « Pearl Harbour » de Corée avait « réveillé » l'Amérique, comme l'autre en décembre 1941. Toutes les décisions, notamment celles concernant la mobilisation plus ou moins totale des États-Unis et l'augmentation vertigineuse des crédits militaires, étaient prises « à la suite » du « désastre » de Corée. La profondeur de signification de la nouvelle prise de position du président Truman et de M. Acheson était que le gouvernement américain avait définitivement opté pour la solution *militaire* du conflit coréen, et qu'il considérait l'ère des négociations à Lake Success comme terminée. Les Nations Unies n'auraient plus qu'à suivre Washington, à dénoncer avec elle l'« agression » chinoise et, naturellement, à traiter désormais la Chine comme « agresseur ».

E.-N. Dzelepy.

Claude Lefort.

L'ÉCHANGE ET LA LUTTE DES HOMMES

L'influence de Marcel Mauss [1] fut sans doute essentielle sur les anthropologues et les sociologues contemporains; elle est partout présente, comme l'a montré M. Lévi-Strauss dans les travaux de la nouvelle école américaine. On peut s'étonner cependant qu'elle n'ait pas plus tôt dépassé le cercle étroit des spécialistes, qu'elle n'ait pas atteint le plus souvent le psychologue, l'historien ou le philosophe, que ces derniers confondent encore la sociologie française avec les tendances « réductives », causalistes, étroitement rationalistes de Durkheim. A lire ses essais sur les rapports de la psychologie et la sociologie, ou sur l'Idée de la Mort, et surtout son *Essai sur le Don*, le plus célèbre à juste titre, Mauss se révèle pourtant l'un des auteurs les plus représentatifs de notre époque, c'est-à-dire les plus attachés à définir un nouveau rationalisme dans le sens de Hegel, Marx ou Husserl. Sa préoccupation constante n'est pas d'expliquer un phénomène social en partant d'un autre phénomène jugé cause, mais de relier tous les traits économiques, juridiques, religieux, artistiques d'une société donnée et de comprendre comment ils conspirent au même sens. L'identité de pensée et même d'expression entre le jeune Marx d'*Économie politique et philosophie* et l'auteur de l'*Essai sur le Don* est éclatante et d'autant plus significative que Mauss ignorait Marx [2]. L'un et l'autre parlent de « l'homme total » porteur d'une vérité sociale et historique et s'attaquent à toute théorie

1. *Sociologie et Anthropologie* de Marcel Mauss, précédé d'une importante introduction de M. Claude Lévi-Strauss. *Presses Universitaires*, 1950.
2. M. Gurvitch a très justement fait ce rapprochement dans sa *Sociologie du jeune Marx* (in *Vocation actuelle de la sociologie*, p. 583).

qui traiterait la société comme une abstraction. De même que Marx cherche à élucider — par delà les règles de propriété et les idéologies proclamées — les rapports qu'entretiennent entre eux les hommes concrets, Mauss se propose d'atteindre « les choses sociales elles-mêmes, dans le concret, comme elles sont » et affirme que « dans les sociétés on saisit plus que des idées ou des règles (qu') on saisit des hommes, des groupes et des comportements ». Et l'on ne peut également s'empêcher d'évoquer la méthode de la phénoménologie, quand on voit Mauss s'efforcer de renverser les barrières artificiellement élevées entre la sociologie et l'histoire ou la sociologie et la psychologie, et affirmer une réciprocité de perspectives sur un réel en soi indéfinissable. Certes, Mauss est un sociologue, avant tout soucieux de décrire des phénomènes concrets, non préoccupé de définir la condition de l'homme et de réfléchir sur le sens de l'Histoire, mais sa description même conduit à chaque instant à poser des problèmes proprement philosophiques. Douterait-on, d'ailleurs, qu'il ait eu lui-même conscience que sa description du potlatch et des rapports de rivalité entre les hommes primitifs se muait en réflexion sur l'intersubjectivité, quand il écrit, à la fin de l'*Essai sur le Don* : « C'est en considérant le tout ensemble, que nous avons pu percevoir l'essentiel, le mouvement du tout, l'aspect vivant, l'instant fugitif, *où la société prend, où les hommes prennent conscience sentimentale d'eux-mêmes et de leur situation vis-à-vis d'autrui* »[1] (275).

L'*Essai sur le Don* sur lequel nous voulons revenir est, en fait, un essai sur les fondements de la société. La question critique : « A quelles conditions une société est-elle possible » est constamment sous-entendue au cours de l'interprétation des formes primitives de l'échange. Est-ce à dire que l'auteur apporte une solution satisfaisante aux problèmes posés? Il

1. L'expression est souvent vague et approximative. Il nous semble que l'auteur entend par « conscience sentimentale » conscience non intellectuelle ou non réfléchie; ce que les contemporains expriment par conscience non thétique. On est heureusement frappé en revanche par le choix de certains termes, tels ceux de « situation », de « comportement », de « totalité » que Mauss emploie spontanément dans un sens très moderne.

ne le semble pas, quand du moins il croit le faire; sa théorie du « hau » — pouvoir spirituel qui résiderait dans la chose échangée — paraît, nous en convenons avec M. Lévi-Strauss, fabriquée sur l'étroite base d'une croyance indigène. Il reste que lorsque Mauss se soucie moins d'expliquer et davantage de décrire, lorsqu'il rassemble les traits de l'échange et du potlatch pour en indiquer le sens universel il nous semble aller au plus profond du savoir sociologique. Cette fois c'est contre l'interprétation de M. Lévi-Strauss qu'il faut le défendre : le « vrai » Mauss qui inaugurerait une ère nouvelle pour la sociologie, en annonçant sa mathématisation progressive (XXXV, XXXVI) nous pensons qu'il a été « construit » par l'auteur des *Structures élémentaires de la parenté.* La tentative pour « réduire » les phénomènes sociaux « à leur nature de système symbolique » (XXXII), loin de constituer « le caractère révolutionnaire de l'*Essai sur le Don* », nous paraît étrangère à son inspiration; c'est la signification que vise Mauss, non le symbole; c'est à comprendre l'intention immanente aux conduites qu'il tend, sans quitter le plan du vécu, non à établir un ordre logique en regard duquel le concret ne serait qu'apparence.

La notion d'échange suscite à juste titre une réflexion sociologique radicale. Elle désigne un « fait social total », selon l'heureuse expression de Mauss, dont le sens est à la fois économique, juridique, moral, religieux, esthétique; elle révèle donc que la société est totalité et que l'économique et l'idéologique que nous avons coutume de penser séparés dans la *réalité* sont seulement des valeurs exigées pour la connaissance. Les phénomènes d'échange nous enseignent donc à lire les phènomènes sociaux en général pour peu qu'on les étudie dans toute leur ampleur. Si Mauss a le mérite d'avoir éclairé leur sens, les faits qu'il relate avaient été déjà soigneusement décrits avant lui, notamment par M. Davy et Malinowski[1]; ils ont été constamment réétudiés depuis et leur universalité est incontestable.

1. G. Davy : *La foi jurée*, 1922; Malinowski : *Argonauts of the Western Pacific*, 1923.

Loin que le troc constitue la forme la plus ancienne de l'échange il semble le fait d'une société assez évoluée. L'échange primitif ne porte pas exclusivement sur « des biens, des richesses, des meubles et des immeubles, des choses utiles économiquement », mais « avant tout » sur « des politesses, des festins, des rites, des services militaires, des femmes, des enfants, des danses, des fêtes » etc. (151); d'autre part cet échange est mené sous forme de dons. Certes le don n'est pas libre; les transactions sont « au fond rigoureusement obligatoires » (id.), mais il importe que les apparences de la liberté dans l'échange soient respectées. Celui-ci implique, d'autre part, le crédit, la confiance de l'homme en l'homme, la croyance que le don sera rendu avec intérêt bien qu'aucun engagement ne le garantisse. La valeur magique de l'échange est certaine. Il est souvent lié à des événements de la vie jugés essentiels : mariage, naissance des enfants, circoncision, maladie, puberté de la fille, rites funéraires, grandes expéditions; Malinowski note qu'aux îles Trobriand les bracelets échangés sont pourvus de caractères sacrés; on les frotte sur le visage et sur le ventre du malade pour le guérir (181). Ailleurs les cadeaux sont l'objet d'un culte (222). L'échange a surtout une valeur morale en ce sens que les hommes puisent en lui la raison de leur accord et de leur prestige personnel. Celui qui ne se donne pas, qui refuse de prendre ou de rendre est aussitôt tenu pour un ennemi ou pour un esclave. Au reste, très souvent l'échange ne se traduit par aucun bénéfice pour les parties respectives. « Après les fêtes de la naissance, rapporte Mauss, après avoir reçu et rendu les oloa et les tonga — autrement dit les biens masculins et les biens féminins — le mari et la femme n'en sortaient pas plus riches qu'avant. Mais ils avaient la satisfaction d'avoir vu ce qu'ils considéraient comme un grand honneur : des masses de propriété rassemblées à l'occasion de la naissance de leur fils » (155). Et Malinowski note dans le même sens qu'aux îles Trobriand il arrive lors des grandes périodes d'échange « que des choses qu'on a acquises et données vous reviennent dans la même journée, identiques » (190). La valeur de prestige qui s'attache à l'échange est éclatante dans cer-

tains cas où les clans se lancent des défis de dons et cherchent explicitement la soumission de l'adversaire en l'enchaînant par des cadeaux. On va jusqu'à la destruction des richesses, « on brûle des boîtes entières d'huile d'olachen ou d'huile de baleine, on brûle les maisons et des milliers de couvertures, on brise les cuivres les plus chers, on les jette à l'eau pour écraser, pour « aplatir » son rival... » (202). Dans certains cas même l'on doit tout dépenser et ne rien garder : c'est celui qui a su tout consommer et tout détruire qui est regardé par les autres comme le chef. Ces pratiques ont d'abord été constatées chez les tribus indiennes du nord-ouest américain et désignées sous le nom de « potlatch ». Le mérite de Mauss est de montrer qu'à des degrés divers, elles existent dans toute les régions du monde.

Il serait faux de conclure hâtivement que l'échange n'a pas de sens économique. Mauss dit expressément le contraire. Dans le potlatch même les choses échangées ou détruites ne sont-elles pas estimées *une valeur* d'après une règle qui permet leur confrontation? Aux îles Trobriand les cuivres jouent même le rôle de monnaie et les échanges *pourraient* être étudiés du seul point de vue économique. Bien plus, on peut dire qu'il n'y a pas d'exemple d'échange qui n'ait quelque sens économique : dans le mariage les services de toute sorte rendus par le mari à la femme doivent être considérés comme une sorte de salaire pour service sexuel rendu (190, 268). Mauss reproche ainsi à Malinowski d'avoir voulu édifier une classification dans laquellle le troc pur et le don pur auraient une place (267). Tout échange a une pluralité de significations. L'erreur serait de vouloir appliquer à la société primitive une analyse justifiable pour la seule étude de la société moderne. A Marx qui réduit les théories individualistes de Smith et de Ricardo sur l'échange primitif à des robinsonnades inventées à partir de la société bourgeoise du XVIIIe siècle [1], il faut objecter que la théorie du troc primitif qu'il défend avec Engels [2] correspond encore à une pro-

1. Marx : *Contribution à la critique de l'économie politique.*
2. La théorie se trouve notamment dans l'*Idéologie allemande* et l'*Origine de la Famille.*

jection du présent sur le passé. C'est parce que dans la société capitaliste moderne on discerne un ordre économique qui fonde les autres phénomènes sociaux, qu'on imagine que *dans la réalité* les échanges humains sont *d'abord* économiques.

Quel est le *sens* de l'échange par dons? Au lieu de poser cette vraie question, Mauss se demande pourquoi le présent reçu est obligatoirement rendu. « Quelle force y a-t-il dans la chose qu'on donne qui fait que le donataire la rend? » (148). La question est mal posée, car il ne saurait y avoir une telle force dans la chose : cette force est une représentation. Ne court-on pas alors le risque de prendre pour la réalité la croyance de l'homme primitif?[1]. De fait Mauss se contente de rapporter cette croyance sans critique. La chose donnée n'est pas inerte, elle porte l'âme du donateur, elle est représentative de son clan et de son sol (159). Les Maoris traitent certains de leurs biens (les taonga) comme des êtres vivants et appellent « hau » l'esprit qui les anime. Les habitants des îles Trobriand et les Indiens du nord-ouest de l'Amérique attribuent également une individualité propre à leurs cadeaux précieux, leurs cuivres parlent, grognent, demandent à être donnés ou détruits (225). C'est le pouvoir spirituel qui réside dans le don, qui, une fois transmis, exige de son détenteur de retourner à son foyer d'origine. Garder une chose de l'autre sans rendre serait donc garder l'autre lui-même. « On comprend clairement et logiquement, dans ce système d'idées, qu'il faille rendre à autrui ce qui est en réalité parcelle de sa nature et substance » (161).

L'explication est moins claire, nous le verrons, que ne le dit Mauss; encore paraît-elle rendre compte de l'obligation de rendre. Ce qui demeure en revanche injustifié c'est l'obligation de donner. « On donne, dit alors Mauss, parce qu'on y est forcé. Parce que le donataire a une sorte de propriété sur ce qui appartient au donateur » (163). N'est-ce pas dire qu'il n'y a jamais don, que chaque individu est pris dans un réseau d'obligations qui font toujours de lui un débiteur? L'explication serait artificielle, car elle supposerait que les hommes qui échangent

1. La critique de M. Lévi-Strauss est sur ce point excellente : p. XXXIX.

aient toujours quelque lien particulier entre eux. Or Malinowski montre qu'aux îles Trobriand ceux qui rendent visite à une tribu étrangère cherchent leurs partenaires et doivent provoquer le premier don (vaga) qui ouvrira la série des échanges. Aussi Mauss doit-il élargir sa théorie : à défaut de liens concrets il lui faut établir des liens mystiques entre tous les hommes. S'il y a don c'est qu'il y a participation des hommes et des choses, c'est que tous les êtres ont entre eux des liens spirituels (163). « On se donne en donnant et si l'on se donne c'est qu'on se doit » (227). Ainsi l'échange n'est-il que l'expression du « mélange » universel.

Il reste qu'un mélange n'est pas un échange. Dire pour fonder l'échange que « tout se tient et tout se confond » (226) c'est précisément le rendre inintelligible. A l'opposé il faudrait dire que l'échange suppose des êtres séparés : si je donne à l'autre c'est que je « pose » l'autre comme *autre* et cette chose comme *mienne pour l'autre*. C'est alors, en même temps que de l'obligation de donner, de celle de rendre que le sens nous échappe. Pourquoi la chose une fois reçue est-elle encore appréhendée comme chose d'autrui et pourquoi prend-elle en même temps une valeur menaçante? Pourquoi faut-il rendre à autrui *sa* substance puisque cette substance, on s'est empressé de nous le dire, ne lui appartient pas, mais n'est qu'un mode de la substance universelle?

Au reste la théorie du « hau » est dans le détail incompréhensible. De celui qui offre du poisson sec en retour d'une natte on dira qu'il a distingué la natte, qu'il garde, de son hau, qu'il renvoie sous forme de poisson sec; mais pour peu que le cadeau de poisson sec soit insuffisant faudra-t-il dire que le hau n'a pas été retourné, ou qu'une partie (?) en a été conservée? Pour peu qu'il soit au contraire d'une valeur supérieure à celle de la natte faudra-t-il cette fois dire que le hau de la natte est annihilé par celui du poisson sec? En fait il faut admettre que le hau n'est pas dans la chose et que la valeur du don dépend d'autres facteurs qui restent à déterminer.

Au total la plus grande erreur est de vouloir traiter l'échange comme un fait. C'est parce qu'il vise le social comme un sys-

tème physique que l'auteur parle de « mélange »; dans la perspective adoptée seule une interprétation « chosiste » est possible. « Tout va et vient, dit-il, *comme s'il* y avait échange constant d'une matière spirituelle comprenant choses et hommes ». Mais le « comme si » n'a ici aucun sens; il traduit seulement la mauvaise conscience de l'auteur. L'échange, Mauss le sait, est humain et non naturel : c'est un acte.

Peut-on reconnaître et définir cet acte dans la perspective que propose M. Lévi-Strauss? On le croirait d'abord. Il dévoile le chosisme de la théorie du hau; il accuse, à juste titre, Mauss de s'être laissé abuser par une croyance indigène, celle des Maoris, d'avoir ainsi adopté la représentation consciente que les hommes se font de l'échange au lieu de poursuivre son « effort pour transcender l'observation empirique et atteindre des réalités plus profondes » (XXXIII). Mais que faut-il entendre par « réalité plus profonde »? Le sens vécu qu'a l'échange pour la collectivité humaine, antérieurement à toute réflexion? M. Lévi-Strauss se détourne d'une analyse phénoménologique. La réalité la plus profonde c'est, selon lui, la réalité mathématique. On suit l'auteur quand il affirme que « l'échange constitue le phénomène primitif, non les opérations discrètes en lesquelles la vie sociale le décompose » (XXXVIII), qu'on n'en reconstruira pas la structure à partir des fragments épars que nous offre l'expérience, c'est-à-dire à partir des obligations de donner, de recevoir et de rendre (id.). On s'étonne d'apprendre, en revanche, que cette structure, ce phénomène primitif, c'est un ensemble de relations constantes entre des faits, une loi de type mécanique d'où dérivent des séries de cycles de réciprocité (XXXVI). Pour comprendre donc les échanges qui régissent la naissance, le mariage, l'initiation, ou la mort il faut les dépouiller de leurs caractères qualitatifs, les réduire à leur nature d'opérations. « Les interminables séries de fêtes et de cadeaux qui accompagnent le mariage en Polynésie mettant en cause des dizaines, sinon des centaines de personnes et qui semblent défier la description empirique, peuvent être analysées en trente ou trente-cinq prestations s'effectuant entre cinq lignées qui sont entre elles

dans un rapport constant et décomposables en quatre cycles de réciprocité entre les lignées A et B, A et C, A et D, et A et E. »

M. Lévi-Strauss avait pourtant fort bien expliqué, auparavant, que le social n'est pas le physique, qu'il offre la particularité d'être à la fois sujet et objet, et qu'ici toute appréhension externe doit se fonder sur une appréhension interne (XXVII). Comment en vient-il donc à cette vue purement scientifique de l'univers humain? C'est, nous dit-il, que le subjectif est lui-même objectivable en ce sens qu'il est dans son essence un ensemble d'opérations inconscientes et que l'inventaire de ces opérations est possible puisqu'elles fondent les lois empiriques de l'échange. Bien que le terme d'inconscient soit ici seul employé, c'est plutôt celui de conscience transcendantale dans son sens kantien qui s'impose en bonne logique. Il y a donc le jeu empirique des échanges, infiniment varié, dont la description n'a de valeur qu'anecdotique et les lois qui les déterminent et que doit *découvrir* le sociologue quand il s'avise qu'elles sont l'expression des formes d'activité de l'esprit. La difficulté, ici comme ailleurs, est de comprendre le rapport du transcendantal à l'empirique, ou, ce qui revient au même, de concilier avec l'idée d'un sujet collectif constituant celle d'une pluralité effective de sujets individuels. « L'inconscient, nous dit l'auteur, serait le terme médiateur entre moi et autrui » puisqu'il nous fournit « des formes d'activité qui sont à la fois *nôtres* et *autres*, conditions de toutes les vies mentales de tous les hommes et de tous les temps. » Mais c'est oublier que dans la perspective d'une telle conscience collective la notion d'autrui comme d'ailleurs celle de moi n'ont plus aucun sens. Quand on a substitué à l'échange *vécu*, à l'expérience de la rivalité, du prestige ou de l'amour, l'échange *pensé*, on obtient un système de cycles de réciprocité entre lignées A B C D : les sujets concrets de l'échange ont disparu. La pluralité des consciences est réduite à une pluralité de symboles, c'est dire qu'elle est négligée. « Le social, dit l'auteur, n'est *réel* qu'intégré en système » (XXV) et par système il entend fonction mathématique. Il oublie seulement que le système n'est obtenu qu'au prix de la négation du social. Certes les mathématiques peu-

vent me permettre de donner une représentation exacte de phénomènes sociaux, mais cette exactitude est si peu la réalité que je ne l'acquiers que par une réduction : je pose un ensemble de signes comparables et transposables à la place du monde de sujets se constituant mutuellement comme objets-sujets. Je ne dois donc jamais perdre de vue que la mathématisation que j'opére ne vise qu'à une expression partielle de la réalité, qu'elle demeure subordonnée nécessairement à une compréhension totalisante.

Au reste cette subordination s'exprime constamment dans la relation du système mathématique à l'expérience. M. Lévi-Strauss semble concevoir cette relation comme celle de la réalité à l'apparence. Certes la description empirique des échanges est pour l'auteur importante — il suffit de lire les analyses concrètes des *Structures élémentaires* pour s'en persuader — mais elle ne *vaut* que pour l'édification d'une logique symbolique. Il nous paraît en revanche que cette logique ne peut être établie que parce qu'elle désigne une *réalité* distincte d'elle et dont le sens nous est *par ailleurs* fourni. que la rationalisation n'est obtenue qu'à partir de notions élaborées dans l'expérience et qui procèdent d'une appréhension immédiate, non réfléchie de l'espace, du temps et de la vie collective, telles les notions de société maori ou kwakiutl, de naissance, de mort, d'aliment ou de produit manufacturé, d'objets religieux ou esthétiques, etc...

En bref, ce qu'on reprocherait à M. Lévi-Strauss, c'est de saisir dans la société des « *règles* » plutôt que des « *comportements* », pour reprendre des expressions de Mauss; c'est de se donner artificiellement une rationalité totale, à partir de laquelle les groupes et les hommes sont réduits à une fonction abstraite au lieu de la fonder sur les relations concrètes que ceux-ci viennent à nouer entre eux[1].

1. Nous nous sommes surtout préoccupés de critiquer le rationalisme de M. Lévi-Strauss. En fait ce rationalisme apparaît sous deux formes théoriquement opposées, pratiquement identiques. Il est un idéalisme, le plus souvent de type kantien, comme le révèlent les pages consacrées à l'Inconscient (XXX,XXXI), comme l'indique au reste le choix des expressions : « forme d'activité », ou, reprises à Mauss, « catégorie incon-

Il est juste de dire que l'argumentation de M. Lévi-Strauss se fonde sur une critique de l'expérience. Mais celle-ci nous paraît peu convaincante. Il lui fallait montrer que l'échange est une synthèse immédiatement donnée, que les hommes ne *constituent* pas les échanges, mais qu'ils sont plutôt des termes posés par les opérations d'échange. La preuve est tirée de faits linguistiques. « Papou et Mélanésien, écrivait Mauss, n'ont qu'un seul mot pour désigner l'achat et la vente, le prêt et l'emprunt. Les opérations antithétiques sont exprimées par le même mot. » « Toute la preuve est là, ajoute M. Lévi-Strauss, que les opérations en question, loin d'être antithétiques, ne sont que deux modes d'une même réalité » (XL). La portée de ces faits est pourtant limitée et il est facile de leur en opposer d'autres dont le sens est contraire. Aux îles Trobriand, d'après le témoignage de Malinowski, chaque moment de l'échange porte un nom différent : on distingue les « pari », cadeaux qu'on adresse pour solliciter le premier don qui ouvrira le contrat ; ce premier don, « vaga » (opening gift) ; enfin le don obligatoire qui lui répond, « yotile », que Malinowski traduit par clinching

sciente », « ca'égorie de la pensée collective ». Selon cet idéalisme il convient de rechercher « les itinéraires inconscients... tracés une fois pour toutes dans la structure innée de l'esprit humain et dans l'histoire particulière et irréversible des individus et des groupes » (XXXI). Ou encore, dans un style plus spinoziste que kantien, il s'agit de fonder une nouvelle psychologie intellectualiste « expression généralisée des lois de la pensée humaine dont les manifestations particulières dans des contextes sociologiques différents ne sont que les *modalités* ». (LI. Nous so lignons.) Mais ce rationalisme est aussi strictement objectif ou *scientiste* quand l'auteur laisse entendre qu'il n'y a pas de distinction entre l'objet et la représentation et que la science pourrait rendre compte à la fois de « la structure propre (de l'objet) et des représentations par l'intermédiaire desquelles nous appr hendons ses propriétés ». Ce ne serait que pour des motifs pratiques que la science se serait contentée d'étudier cette structure de l'objet (?). « En théorie cela est vrai : une chimie totale devrait nous expliquer non seulement la forme et la distribution des molécules de la fraise, mais comment une saveur unique résulte de cet arrangement. Cependant l'histoire prouve qu'une science *satisfaisante n'a pas besoin* d'aller aussi loin et qu'elle peut pendant des siècles et éventuellement des millénaires (puisque nous ignorons *quand elle y parviendra*) progresser dans la connaissance de son objet a l'abri d'une distinction éminemment instable, entre des qualités propres à l'objet qu'on cherche seules à expliquer et d'autres qui sont fonction du sujet et dont la considération peut être laissée de côté. » (XXVII, XXVIII. Nous soulignons). Ainsi l'expérience que nous avons de la science et de la vérification scientifique est ici sacrifiée à une idole de science absolue.

gift, don qui verrouille. L'opposition exprimée dans l'échange est rendue plus visible encore par le nom de « kudu », « la dent qui mord », que porte aussi le don en retour. Et la signification subjective du don est attestée par la différence qu'établit le Trobriandais entre le don qui libère effectivement, qui mord, et le don qui ne peut qu'apaiser auquel il attribue encore un nouveau nom : « basi », « ce qui seulement perce la peau » (184, 186). Ces termes impliquent assez que les partenaires de l'échange s'appréhendent en fait comme des adversaires. Au reste, dans des civilisations extrêmement diverses, comme nous l'indique Mauss, le don est ambigu : « Il est à la fois ce qu'il faut faire, ce qu'il faut recevoir et ce qui est dangereux à prendre » (249). Les hommes qui échangent pensent qu'ils établissent entre eux une relation de mutuelle dépendance, signe de copération, mais tout autant menace de mort. C'est le cas pour la morale hindoue ancienne et pour la morale annamite (256). Mais sans doute l'expérience linguistique n'est-elle nulle part plus significative que dans les sociétés germaniques qui donnent au terme de gift la double valeur de don et de poison.

De fait, dès que nous étudions l'échange, tel qu'il est vécu immédiatement par les hommes, avant qu'ils en fournissent la théorie, nous trouvons la relation antithétique du sujet et d'autrui, que cette relation soit au singulier, celle de deux individus, ou le plus souvent au pluriel, celle de deux clans, de deux tribus ou de deux familles. Cette relation apparaît dans la conscience du risque et de la rivalité. Nous avons déjà dit qu'il y avait un artifice à substituer au sentiment d'obligation de l'échange un prétendu *fait* de l'obligation; cet artifice dont usent d'une manière différente Mauss et M. Lévi-Strauss, en recourant l'un à une nécessité métaphysique, l'autre à une nécessité mathématique, nous paraît d'autant plus visible que dans l'expérience les hommes ont conscience que le contrat peut être rompu. Mauss nous dit lui-même que les prestations sont « au fond rigoureusement obligatoires à peine de guerre privée ou publique »; il admet donc la possibilité que l'engagement soit renié. Les exemples qu'il donne montrent que

les hommes effectivement appréhendent l'échange comme à établir par eux, comme « ouvert », non comme une réalité qui les dépasse et les contraint rigoureusement. Chez les Pygmées, un mariage établit une série d'obligations entre les parents des deux époux; ceux-ci doivent échanger perpétuellement des cadeaux, mais il leur est en même temps interdit jusqu'à la fin de leurs jours de se voir et de s'adresser la parole (173). En d'autres termes, plus les hommes se sentent dépendants les uns des autres, plus ils éprouvent le besoin de prendre leur distance pour éliminer le risque de briser le lien qui les unit. Nous verrons plus loin que ce risque témoigne d'un danger plus profond qui ne concerne plus l'individu en tant que tel, mais la vérité sociale et humaine qu'il représente. Il nous suffit pour l'instant d'établir qu'il y a dans l'échange un acte qui sépare les hommes et les met face à face.

Le caractère antithétique de l'échange est éclatant dans le cas du potlatch. Selon Mauss l'originalité de celui-ci réside dans la nécessité que les dons soient rendus avec usure (155 note 5 et 212). Il faut que le chef du clan affirme son indépendance par sa capacité de rendre toujours plus qu'il n'a reçu. C'est à cette condition qu'il est tenu pour cher par autrui, tandis qu'à travers lui la tribu ou le clan risquent leur indépendance (152). Mauss parle de l'honneur, comme Hegel dans l'*Esthétique*, en en faisant un moment constitutif de la subjectivité (200 et suiv.). Celui qui est mis au défi de rendre une fête n'est pas menacé dans quelqu'un de ses biens, mais dans l'idée qu'il se fait de lui-même. Tant qu'il n'a pas offert une fête en retour il est aliéné, il est l'objet du don, mû par autrui. Rendre c'est pour lui prendre l'initiative à nouveau, mettre l'autre sous son regard, regagner son nom, sa « face », sa personne (206). Le potlatch doit donc être décrit comme une guerre; chez les kwakiutl le couteau au bout du bâton en est le symbole; chez les Tlingit, c'est la lance levée (207 note 2) et ces derniers appellent du même nom la danse de la guerre et celle du potlatch (201 note 2). Et pour les uns et les autres cette guerre est le moyen de se faire « reconnaître » comme êtres autonomes.

Nous nous éloignons ainsi de l'interprétation du don comme nécessité de fait. Non seulement il est un acte, mais l'acte par excellence par lequel l'homme conquiert sa subjectivité. Au reste Mauss, qui tente de nous décrire le potlatch comme une obligation objective, nous rapporte lui-même qu'il peut être artificiellement provoqué. « Lorsqu'un chef veut avoir une occasion à potlatch, il renvoie sa femme chez son beau-père pour avoir un prétexte à de nouvelles distributions de richesses.» Mais le potlatch n'est pas seulement affirmation de soi pour le donateur, il est négation des choses, destruction des richesses « offertes ». Pour rendre compte de cette destruction, tout en demeurant dans le cadre de son interprétation, Mauss s'est trouvé contraint d'édifier sa théorie fragile de l'échange avec les dieux. La destruction ne serait qu'apparente. La substance de la chose, son « hau », serait communiquée aux esprits ou aux dieux ainsi mis dans la nécessité de rendre quelques bienfaits aux vivants. Mais il est clair que cette théorie s'accorde mal avec le caractère de compétition aiguë entre les chefs que revêt le potlatch. Aussi Mauss cherche-t-il une autre explication. Détruire, nous dit-il, c'est, en donnant, mettre l'autre dans l'impossibilité de rendre. L'idée est d'autant plus intéressante qu'elle ruine rétrospectivement toute la théorie du don fondée sur l'être de la chose offerte et non, comme ici, sur l'acte. Elle annonce l'idée plus profonde que dans le potlatch la richesse est bien niée. L'auteur du potlatch détruit pour ne pas recevoir, mais surtout il met l'autre au défi de nier comme lui la richesse. Les haida disent textuellement qu'ils « tuent » la richesse, ou encore mieux, qu'ils tuent la propriété (152, note 3). Celui-là s'affirme donc qui sait s'élever au-dessus de ce qu'il possède. Il déchire les étoffes précieuses, il jette les colliers à la mer, il brûle ses moissons et manifeste ainsi qu'il *n'est pas* ces étoffes, ces colliers, cette maison. Certes le potlatch prouve bien la tendance qu'a l'homme ordinairement à s'identifier avec sa propriété (puisqu'il lui faut s'en détacher), mais il est en lui-même négation. L'homme se défait de son apparence et se pose grâce à un « je ne suis pas cela ». Pour trouver la vérité de la domination il se dépouille des attributs exté-

rieurs de sa puissance. Ou, dirons-nous, en reprenant la terminologie hégélienne qui s'impose évidemment, la confrontation avec autrui s'effectue par la médiation de la confrontation avec la nature. Dans le cadre de cette confrontation, que nous essaierons de préciser par la suite, il ne semble pas que l'idéal soit de mettre l'autre dans l'impossibilité définitive de rendre le potlatch (212 note 2), car le but poursuivi n'est pas seulement la soumission d'autrui, mais la soumission de la nature qui, elle, est toujours à réeffectuer.

Le potlatch est-il différent de l'échange par dons? Mauss paraît d'abord les distinguer en leur donnant le nom de « prestations » simples et de « prestations agonistiques ». Mais à plusieurs reprises il les confond au contraire et déclare que toute prestation est à quelque degré agonistique. Au reste, dans certaines tribus, don et potlatch sont exprimés par le même terme (214). Et il n'hésite pas à écrire : « Le potlatch lui-même, si typique comme fait et en même temps si caractéristique de ces tribus (du Canada), n'est pas autre chose que le système des dons échangés. Il n'en diffère que par la violence, l'exagération, les antagonismes qu'il suscite d'une part et d'autre part par une certaine pauvreté des concepts juridiques... » (id.). C'est donc lui qui nous propose implicitement d'éclairer l'un par l'autre.

Nous nous apercevrons alors que notre analyse nous conduit à une réalité plus profonde que celle des rapports individuels : la réalité sociale proprement dite. L'échange par dons nous paraît d'abord offrir en effet le double caractère d'opposition entre les hommes et d'opposition des hommes à la nature que nous avons découvert dans le potlatch. En un premier sens il est l'acte par lequel l'homme se révèle *pour* l'homme et *par* l'homme. Donner est tout autant mettre autrui sous sa dépendance que se mettre sous sa dépendance en acceptant l'idée qu'il rendra. Mais cette opération, cette initiative dans le don suppose une expérience primordiale dans laquelle chacun se sait implicitement relié à l'autre; l'idée que le don doit être retourné suppose qu'autrui est un autre moi qui *doit* agir comme moi; et ce geste en retour doit me confirmer la vérité

de mon propre geste, c'est-à-dire ma subjectivité. Le don est ainsi à la fois l'établissement de la différence et la découverte de la similitude. Je me sépare de l'autre et le situe *en face* de moi en lui donnant, mais cette opposition ne devient réelle que lorsque l'autre agit de même et donc en un sens la supprime. De ce point de vue la distinction que Mauss établit entre l'obligation de rendre et celle de donner serait artificielle. Non qu'il soit nécessaire de réduire la seconde à la première, comme il y tend constamment, mais à l'opposé parce qu'il convient de voir partout le don. *On ne donne pas pour recevoir ; on donne pour que l'autre donne.* C'est ce qui apparaît aux îles Trobriand où l'échange dépasse les individus; où il importe peu qu'un partenaire réponde à un partenaire pourvu que l'un et l'autre donnent.

Derrière la lutte des hommes pour une mutuelle « reconnaissance » se dessine ainsi le mouvement d'une collectivité qui tente de se comporter comme un « Je » collectif. Mais ce « Nous », loin d'abolir la pluralité des sujets, n'existe qu'autant que chacun affirme sa subjectivité par le don. Le comportement des sujets empiriques ne se déduit pas d'une conscience transcendantale; celle-ci, au contraire, se constitue dans l'expérience.

Cependant l'on ne saurait décrire cette expérience constitutive de la société si on ne l'appréhendait dans son opposition à la réalité nouvelle. De fait, l'échange par dons est dans son essence, comme le potlatch, négation. Dans la solitude l'individu se sent investi par le réel; il est, comme le montre Mauss à la suite de Lévy-Bruhl, perdu dans les appartenances. En donnant il brise le lien qui l'unit à la chose, mais cette négation n'est vraie que si autrui la reconnaît en l'effectuant à son tour. L'univers humain ne se dessine ainsi que dans une contemporaine désaffection de la réalité; les hommes en une opération identique, celle du don, se confirment les uns aux autres qu'ils ne sont pas choses. Le lien avec autrui et la rupture avec la nature témoignent d'un cogito collectif. C'est ce qui permet de comprendre le caractère sacré du don sans, pour autant, faire appel à une interprétation mystique. Il ne peut être

toléré que le don ne soit pas rendu, non seulement parce qu'un individu se sent insulté à titre privé, par ce refus de communication, mais parce qu'à travers lui c'est la société qui est menacée ou pour mieux dire c'est la réalité humaine. « Pendant tout un temps considérable et dans un nombre considérable de sociétés, les hommes se sont abordés dans un curieux état d'esprit de crainte et d'hostilité également exagérée... il n'y a pas de milieu : se confier entièrement ou se défier entièrement, déposer ses armes et renoncer à sa magie ou donner tout... C'est qu'ils n'avaient pas le choix. Deux groupes d'hommes qui se rencontrent ne peuvent que s'écarter — et s'ils se marquent une méfiance ou se lancent un défi, se battre — ou bien traiter. » Le tort de l'auteur est d'adopter un langage psychologique : si les hommes n'ont le choix que de se battre ou de donner, c'est qu'ils n'ont d'autre possibilité que d'être hommes. Seul l'homme peut révéler à l'homme qu'il est homme, comme seul il peut mettre cette vérité en danger. Il est promesse d'humanité ou menace d'aliénation. La formule spinoziste « l'homme est un dieu pour l'homme » a son corollaire négatif. C'est sans doute ce qui explique le sens métaphysique de la fête dans les sociétés que nous évoquons. Comme le dit Mauss, le passage de la fête à la guerre est à tout instant possible (278). La communion humaine pressentie est proclamée dans la frénésie; pour peu qu'une menace paraisse, seul le massacre peut délivrer de l'échec.

Ces remarques, qui pensent se situer dans le prolongement de l'analyse de Mauss, auraient l'avantage de permettre une confrontation du social et de l'historique. Il est frappant que l'échange par dons sous sa forme généralisée et l'institution du potlatch prédominent et se maintiennent dans des sociétés incapables de développer une histoire. Dans le potlatch, indique Mauss (269), s'établissent et se défont les hiérarchies; mais il s'agit d'une oscillation, non d'une dialectique au sein de laquelle surgirait le nouveau. Pourtant, les conditions au sein d'une histoire ne sont-elles pas posées dans les rapports de rivalité entre les hommes et l'effort pour dépasser la nature? On ne peut même dire que les sociétés qu'évoque Mauss se

détournent du travail, de la transformation de la nature. On sait que les Indiens de l'Alaska, dont il est souvent fait mention, possèdent une industrie développée (196). Leurs mœurs ne sont pas pour autant différentes de celles de certains groupes, dont l'activité principale est réduite à la pêche et à la chasse. La production vaut pour autre chose qu'elle-même, elle ne révèle à l'homme aucune vérité. Tout se passe dans ces sociétés comme si les hommes étaient uniquement préoccupés de se situer les uns par rapport aux autres et de répéter fébrilement le cogito *dénaturant* de l'échange par dons. Ce n'est pas qu'il n'y ait pas de compétition humaine, mais il s'agit d'une *compétition immédiate*, dans laquelle les hommes s'enferment tout autant que dans la coopération immédiate.

De ce point de vue, ce ne serait pas tant grâce à leur changement de *situation*, mais à la condition d'une nouvelle *perception* de leur rapport avec la nature, que les hommes transformeraient leur compétition en antagonismes générateurs d'une histoire; que se développerait une dialectique dans le travail, que se stabiliserait un univers humain et que se différencierait, avec l'apparition d'une nouvelle nature, l'ordre économique, l'ordre juridique, l'ordre moral...

Claude LEFORT.

Daniel Guérin.

AGRICULTURE ET CAPITALISME AUX ÉTATS-UNIS *(fin)*

Au moment même où je séjournais aux États-Unis, la révolution industrielle dans l'agriculture était en train de faire un nouveau bond en avant. Elle s'attaquait à un domaine jusqu'alors considéré comme « imprenable » : celui de la cueillette du coton. La récolte du coton est en effet une opération particulièrement délicate, requérant la dextérité manuelle, et, pendant longtemps, on avait douté que la mécanique puisse se substituer au travail des doigts [1]. Pourtant, après beaucoup de tâtonnements et de mises au point, ce problème, comme tant d'autres, a finalement été résolu. La solution ingénieuse des frères Rust n'est d'ailleurs pas parfaite. La qualité du coton ramassé mécaniquement n'égale pas celle du coton cueilli à la main, car il s'y mêle des impuretés. Mais l'opération, néanmoins, est rentable [2]. A condition toutefois qu'elle s'effectue sur de larges étendues et sur terrain plat. Les grandes plantations cotonnières du Sud-Ouest et du Delta du Mississipi cueillent, de plus en plus, leur coton à la machine. J'ai visité à Clarksdale (Mississipi) une plantation, celle de la *Hopson Planting Company*, dont les 4.000 acres de coton (1.619 hectares) sont cultivés par des moyens purement mécaniques. C'était l'époque de la récolte du coton. Les cueilleurs mécaniques avançaient sur un rang, à travers les champs de coton, comme une division blindée en bataille. L'homme avait à peu près disparu. La main-d'œuvre était réduite à quelques conducteurs et mécaniciens. La plupart des autres plantations ne sont pas encore aussi

1. *Cf.*, par ex., Vance (Rupert B.), *Human factors in Cotton culture,* 1929, 161, 166.

2. On a calculé que le cueilleur de coton mécanique permet aux exploitants d'économiser de 20 à 30 dollars par balle de coton, bien qu'ils subissent une perte d'environ 10 dollars du fait de la réduction de la qualité (*New York Times*, 31 janvier 1948).

complètement mécanisées, et divers facteurs (à la fois techniques et sociaux) retardent encore le plein essor de la mécanisation, mais chaque année de nouveaux renforts de cueilleurs mécaniques arrivent sur le champ de bataille et le vieux mode d'exploitation cède chaque jour un peu plus de terrain. Il finira par disparaître.

La cueillette du coton à la main, opération lente et fastidieuse, exigeait une main-d'œuvre très importante. Celle-ci va être éliminée par l'introduction du cueilleur mécanique. On a calculé, dans l'État du Mississipi, qu'un acre de coton cultivé mécaniquement nécessite seulement 21 1/2 heures-travail, alors que la culture non mécanisée exigeait 160 heures-travail [1]. On estime que, dans le Delta du Mississipi, le pourcentage de cultivateurs éliminés serait de l'ordre de 55 à 65 % [2]. La mécanisation du coton risque, pour l'ensemble du « vieux Sud », de chasser des plantations de un à deux millions d'êtres humains [3].

John Rust et son frère ont été effrayés les premiers par les incidences sociales de leur invention. Techniciens socialistes, ils ont essayé de s'évader de la contradiction dans laquelle les enfermait le capitalisme : ils se sont demandé comment servir le progrès technique sans porter préjudice à ceux dont leur machine allait remplacer les bras. Ils ont envisagé de verser les profits qu'ils tireraient de la fabrication du cueilleur mécanique à une caisse de secours aux cultivateurs éliminés par la nouvelle machine [4]. Mais leurs concurrents capitalistes ne leur ont pas laissé le temps de mettre au point ce projet quelque peu utopique et ont lancé sur le marché, avant eux, d'autres cueilleurs mécaniques.

Les victimes immédiates de ce bouleversement technique sont les petits *sharecroppers* (métayers), en majorité nègres, qui travaillent sur les grandes plantations. Mais l'entrée en scène du cueilleur de coton mécanique risque de placer le petit fermier indépendant, producteur de coton, dans une situation également désespérée [5]. Il lui sera impossible de résister à la concurrence des grandes plantations mécanisées, d'abord parce que son exploitation est généralement sur terrain accidenté (les riches plaines

1. *New York Times*, 15 janvier 1950.
2. Raper (Arthur), *Machines in the Cotton Field*, 1946, 18.
3. Cash (W. J.), *The Mind of the South*, 1941, 412 ; — Dumont, *Les Leçons de l'Agriculture Américaine*, 1949., 272-273.
4. *Rust Fondation Charter, with Foreword by John Rust*, s. d.
5. Cash, *op. cit.*, 411-412.

ayant été accaparées par les grandes plantations) et, par conséquent, ne se prête guère à la mécanisation, ensuite parce qu'elle est beaucoup trop petite (40 à 60 acres, 16 à 24 hectares) pour que la mécanisation y soit rentable. Il ne lui restera plus qu'à abandonner la production du coton pour des cultures « diversifiées ». Mais la médiocrité de son sol et l'exiguïté de son lopin rendent extrêmement difficile cette réadaptation. Ses chances de survie sont donc très problématiques.

Par contre, la mécanisation de la culture du coton a pour résultat une accélération de la concentration des meilleures terres en larges exploitations utilisant de la main-d'œuvre salariée [1]. Une nouvelle féodalité de *factories in the field* est en train de naître, selon le modèle californien, dans le « vieux Sud » et d'en bouleverser les modes de production et les rapports sociaux archaïques.

LE « FARM BLOC »

La féodalité rurale a une expression politique : le *Farm Bloc*. Celui-ci est composé principalement par deux organisations : la *Farm Bureau Federation* et la *Grange*. La première est, de beaucoup, la plus importante des deux. Elle déclarait 1.275.180 membres en 1947 [2], tandis que la *Grange* en annonçait 800.000 [3]. Même en admettant l'exactitude de ces déclarations, nous sommes loin des 6 millions de fermiers américains. Mais ce sont là des chiffres trompe-l'œil. En réalité, les grands propriétaires du *Farm Bureau* enrôlent, sans les consulter, dans l'organisation, leurs petits fermiers, métayers et journaliers agricoles [4]. Et, dans certains cas, le Grand Capital vient à la rescousse : c'est ainsi qu'une banque de Montgomery (Alabama) a inscrit tout son personnel au *Farm Bureau* [5]. Quant à la *Grange*, le chiffre énoncé devrait être réduit de moitié, car il comprend non seulement les chefs d'exploitation mais leurs épouses [6]. Les deux organisations sont

1. Cash, *op. cit.*, 411; — Raper, *op. cit.*, 24.
2. *New York Times*, 16 décembre 1947.
3. *Ibid.*, 16 novembre 1947.
4. Kramer (Dale), *The Truth about the Farm Bureau*, s. d. (1946?), 8; — *New York Times*, 26 février 1950.
5. McWilliams, *Small Farm and Big Farm*, 1945, 24-25 (source : Montgomery, Alabama, *Advertiser*, 23 mars 1943).
6. *Ibid.*, 12.

surtout composées de gros fermiers : un sondage de la revue *Fortune* a révélé qu'environ 50 % de ces derniers sont organisés tandis que moins de 16 % des petits fermiers le sont [1]. Par ailleurs, les deux organisations ont un caractère régional très accentué. Le *Farm Bureau* domine dans le *Middle West* et le Sud. Il est, en fait, une coalition (parfois mal assortie) de gros producteurs de maïs et de gros planteurs de coton [2]. La *Grange* est localisée presque uniquement dans le Nord-Est [3].

La colonne vertébrale du *Farm Bureau* est un service gouvernemental, l'*Extension service*. Dans chaque comté, un agent agricole est entretenu par des subventions à la fois du gouvernement fédéral, du gouvernement de l'État et du comté. Ce conseiller technique des fermiers du comté est assisté d'un comité qui prétend représenter auprès de lui les fermiers : et c'est le *Farm Bureau*. Les deux organismes travaillent la main dans la main [4]. L'agent gouvernemental est en même temps un agent de recrutement pour le *Farm Bureau*. On a publié des lettres circulaires adressées par des agents de comté à tous les fermiers de leur circonscription, enjoignant à ceux-ci de s'inscrire au *Bureau* [5]. En outre, au sommet de la pyramide, le *Farm Bureau*, grâce à l'*Extension Service*, exerce une puissante influence au sein du Ministère de l'Agriculture; et il ne cesse de faire pression pour que les attributions de cette section du Ministère, qu'il contrôle, soient étendues au détriment d'autres sections qui lui sont moins dévouées [6].

La *Grange* est une organisation déjà ancienne. Elle a été créée dès 1867 sous la forme d'une « fraternité », c'est-à-dire d'une société d'éducation et d'entraide mutuelle, et elle a derrière elle un passé assez glorieux de lutte contre les monopoles capitalistes, notamment ceux du Rail. A l'apogée de cette campagne, en 1874, elle a rassemblé jusqu'à un million et demi de membres. Mais il y a beau temps qu'elle s'est assagie et son programme, aujourd'hui, n'a plus rien de radical. Elle ne fait allusion à son passé

1. *Ibid.*, 22-23.
2. *Mc Williams, Small Farm*, cit., 13; — Chase (Stuart), *Democracy under pressure*, 1945, 100; — *New York Times*, 17 décembre 1947.
3. Griswold (A. Whitney), *Farming and Democracy*, 1948, 190; — Chase, *op. cit.*, 97.
4. Griswold, *op. cit.*, 191-195.
5. McCune (Wesley), *The Farm Bloc*, 1943, 191; — Kramer, *op. cit.*, 6-9.
6. Chase, *op. cit.*, 96-97; — *Farm Tenancy, Report of the President's Committee*, 1937, 21, (« Minority Report of W. L. Blackstone »).

qu'en rougissant. Si elle est moins ouvertement réactionnaire que le *Farm Bureau* et si elle adresse encore quelques coups de chapeau démagogiques au petit fermier, elle ne s'en retrouve pas moins aux côtés du *Farm Bureau* chaque fois que les intérêts de la grande agriculture sont en jeu [1].

Le *Farm Bureau* a pris son essor après la guerre 1914-1918, et son entrée en scène coïncide avec celle du tracteur [2]. Il représente essentiellement les intérêts des grandes fermes commerciales. Ses dirigeants sont de gros exploitants. Ed O.Neal, qui, jusqu'à une date toute récente, en a été l'animateur, appartient à une famille de planteurs de coton du Sud. Son président actuel, Allan B. Kline, est un gros producteur de maïs de Iowa [3]. Dès l'origine, le *Farm Bureau* est né sous le signe d'une alliance entre grande agriculture et *Big Business*. La première organisation de comté fut créée en 1911. dans l'État de New York, grâce aux subventions d'une compagnie de chemins de fer et de la chambre de commerce locale. Le *Board of Trade* (bourse de commerce) de Chicago consentit un prêt de 100.000 dollars afin d'aider à créer les cent premières organisations de comtés [4]. Néanmoins, le *Farm Bureau*, pendant les premières années de son existence, entra parfois en conflit avec les sections du capitalisme industriel en relations avec l'agriculture, notamment les transformateurs de produits agricoles (*processors*). Sous Roosevelt, au début du *New Deal*, cet antagonisme prit même un caractère assez aigu [5]. Mais, depuis, un compromis est intervenu entre le *Big Business* et la grande agriculture, qui, aujourd'hui, sont, dans une large mesure, solidaires [6]. « Compromis » est trop peu dire : il y a interpénétration réciproque. Le capitalisme industriel et bancaire participe à l'exploitation de grandes fermes et les grands propriétaires fonciers ont des intérêts dans les entreprises industrielles ayant trait aux produits agricoles En 1945, comme le président du Syndicat ouvrier de l'Automobile, Walter Reuther, le révéla

1. Rochester (Anna), *The Populist Movement in the U. S.*, 1943, 21 ; — *Building the Grange..., 1867-1946*, 5 ; — Griswold, *op. cit.*, 190.
2. Chase, *op. cit.*, 96.
3. Kile, (Orville Merton), *The Farm Bureau through three decades*, 1948, 173, 330.
4. Smith (Russel), « Big Business and the Farm Bloc », *Antioche Review*, été 1944 ; — McWilliams, *Small Farm...*, cit., 21-22.
5. Kile, *op. cit.*, 197-226.
6. Waring (P. Alston) et Golden (Clinton S.), *Soil and Steel*, 1947, 31 ; — McWilliams, *Small Farm...*, cit. 21-22.

devant une Commission du Sénat, les dirigeants du *Farm Bureau* et de la *Grange* s'entendirent avec le *Food Industry Committee*, un cartel des fabricants de produits alimentaires, pour abattre le contrôle des prix [1].

Le *Farm Bloc* est lié également au trust des engrais. En 1930, un porte-parole du *Farm Bureau* dut avouer, devant une commission du Sénat, que la campagne entreprise par son organisation contre le projet de fabrication d'engrais à bon marché dans la vallée du Tennessee avait été subventionnée par une firme d'engrais, l'*American Cyanamid Co* [2]. Si, plus récemment (1945), le *Farm Bureau* a pris, au moins en apparence, une position moins hostile à l'égard de la production d'engrais par la *Tennessee Valley Authority* [3], la *Grange*, elle, continue à s'opposer à « toute extension de la concurrence faite par le gouvernement à l'industrie privée [4].»

Dès 1923, le *Farm Bureau* et le trust du courant électrique firent alliance. Aujourd'hui encore les deux groupements s'entendent comme larrons en foire pour s'opposer au développement des coopératives d'électricification rurale de la *R. E. A.* et à la création d'entreprises hydro-électriques publiques du type de la *T. V. A.* [5].

Il nous faudrait des pages pour énumérer toutes les preuves de collusions entre le *Farm Bloc* et les divers intérêts capitalistes (banques, magasins à succursales multiples, constructeurs de navires et armateurs, etc., etc. [6]. On a pu dire qu'au cours des récentes années l'action engagée par le *Farm Bloc* a coïncidé, pour toutes les questions importantes, avec celle de la *National*

1. Smith, *op. cit.*; — Kramer, *op. cit.*, 2-3; — McWilliams. *Small Farm...*, cit., 21-22.
2. Kramer, *op. cit.*, 12-15; — McWilliams, *Small Farm...*, cit., 21-22.
3. Kile, *op. cit.*, 313-314.
4. *National Grange, Annual Report*, 1947, 7. La divergence entre les deux organisations provient du fait que le *Farm Bureau* espère renforcer, grâce au système des distributions d'engrais, l'autorité de son allié, l'*Extension service*, alors que la *Grange* est hostile à un organisme qu'elle ne contrôle pas (Kile, *op. cit.*, 318).
5. *Farm Bureau Federation, 1919 Program*; — *National Union Farmer*, 1er et 15 janvier 1946. La *Grange*, elle, soutient la *R. E. A.*, car ses membres sont surtout localisés dans la région du Nord-Est où les trusts privés font payer très cher le courant électrique aux fermiers (*Grange Blue Book*, s. d., 15; — *National Grange Annual Report*, 1947, 1-2; — *Grange Monthly*, novembre 1947).
6. Kramer, *op. cit.*, 15-21; — McWilliams, *Small Farm...*, cit., 21-22

Association of Manufacturers, la confédération patronale, et de la Chambre de Commerce des États-Unis [1]. Le *Farm Bureau* et la *Grange*, au surplus, participent activement à la Commission de l'agriculture de la Chambre de Commerce [2].

Un des plans sur lesquels la solidarité de la grande agriculture et du *Big Business* se manifeste le plus ouvertement est celui des rapports entre capital et travail. Patrons de combat et gros fermiers sont unis ici par la communauté du danger. Les grandes fermes commerciales opèrent de plus en plus avec de la main-d'œuvre salariée. Elles ne craignent rien tant que le développement des syndicats de travailleurs agricoles [3]. Cette crainte est partagée par les prétendues « coopératives agricoles », dont on va parler dans un instant, vastes entreprises de récolte, de mise en conserve, d'expédition et de distribution de produits agricoles, opérations qui exigent une importante main-d'œuvre [4]. Le *Farm Bloc* est violemment antiouvrier et il abhorre le *C. I. O.*. Il se vante d'avoir pris une part décisive à la campagne qui a eu pour aboutissement la promulgation de la loi Smith-Connally, pendant la guerre, et, plus récemment, de la loi Taft-Hartley [5]. Au cours d'un entretien que j'ai eu, en 1947, avec H. L. Wingate, le président du *Farm Bureau* pour l'État de Georgia, celui-ci ne me cacha pas que, si le *Labor* essayaït d'organiser les journaliers agricoles, sa fédération engagerait, contre une telle tentative, *une lutte à mort.*

Le *Farm Bloc* n'est pas compoés que d'organisations de fermiers proprement dites. Il comprend aussi, comme on vient d'y faire allusion, des firmes commerciales géantes, contrôlées par les gros fermiers et qui n'ont de « coopératives » que le nom, telles que le *National Council of Farmers Cooperatives*, la *Cooperative Milk Producers Association* et autres organisations de gros producteurs spécialisées dans telle ou telle denrée, comme par exemple l'*American Cotton Growers' Exchange* [6]. Si, à l'origine, ces organisations ont eu à lutter contre les intermédiaires capitalistes, auxquels elles enlevaient une partie de leur chiffre d'af-

1. Smith, *op. cit.*
2. *Cf. Variations in Farm Incomes and their Relation to agricultural policies, U. S. Chamber of Commerce, mars 1945.*
3. McCune, *op. cit.*, 170-175; — Cash, *op. cit.*, 347.
4. McCune, *op. cit.*, 136.
5. Kile, *op, cit.*, 297, 323-326; — *Resolutions Farm Bureau Convention*, décembre 1947, 20.
6. Griswold, *op. cit.*, 191-192.

faires [1], il semble qu'un compromis soit intervenu, depuis, entre *Big Business* et *Big Cooperatives.* Ces dernières, comme l'écrit Russel Smith, « ne sont nullement de véritables coopératives, mais simplement des firmes déguisées de distribution et de transformation » [2]. Elles ne sont qu'un service de vente des grosses fermes commerciales, elles sont administrées comme des entreprises capitalistes par des dirigeants tout-puissants, largement rétribués, échappant à tout contrôle et ayant partie liée avec des sociétés capitalistes, industrielles, commerciales ou bancaires.

C'est ainsi que le *California Fruit Growers Exchange* et les *Sun-Maid Raisin Growers of California* sont contrôlés par des capitalistes de San Francisco, dont les activités principales sont bancaires et ferroviaires, et non agricoles [3]. Les prétendues « coopératives » de fruits de Floride (j'ai pu m'en rendre compte moi-même au cours de mon voyage), sont, de même, étroitement liées avec de grosses firmes capitalistes de conserves, telles que *Pasco* à Dade City.

Dans l'État de New York, la *Dairy men's League Cooperative Association*, la plus importante des coopératives laitières, est directement sous l'influence de la grande compagnie capitaliste *Borden*, avec laquelle elle faisait en 1939 45 % de son chiffre d'affaires. La *Federal Trade Commission* a reconnu, dans un rapport, que l'administration des coopératives laitières « était, de toute évidence, sous l'influence des distributeurs [4].» En 1947, l'*Association* précitée a été prise en flagrant délit de pratiques monopolistiques [5]. Une coopérative, authentique celle-là, de petits producteurs laitiers, l'*United Dairy Farmers*, a reproché à ces prétendues coopératives « d'avoir une politique et des ressources contrôlées et manipulées par une bureaucratie de dirigeants en vue de perpétuer leur propre pouvoir et leurs traitements de telle sorte qu'elles ne sont en fait que des compagnies laitières [6]. »

Au cours de mon voyage dans le Sud des États-Unis, j'ai pu constater personnellement que certaines puissantes « coopéra-

1. Vance, *op. cit.*, 198.
2. Smith, *op. cit.*
3. Rochester (Anna), *why Farmers are poor*, 1940. 262.
4. *Ibid.*, 261-262 (source : *T. N. E. C. Release* n° 14, 25 octobre 1939, 14).
. Griswold, *op. cit.*, 204-206.
. McCune, *op. cit.*, 259.

tives » telles que *Southern States Cooperative* dont le siège est à Richmond (Virginie) et *Farmers Cooperative Exchange*, dont le siège est à Raleigh (Caroline du Nord) ne sont que des firmes capitalistes à peine déguisées. Le président du *Farm Bureau* de Caroline du Sud, E. H. Agnew, ne s'est pas gêné pour me dire qu'elles n'ont de coopératives que le nom. Leur directeur général respectif reçoit un traitement annuel de 50.000 dollars. Derrière lui, on devine les grandes fermes commerciales et le *Big Business*. Dans une brochure publiée en 1943 par le Ministère de l'Agriculture, on peut lire que la *Southern State Cooperative* « a mis par trop l'accent sur le volume des affaires et pas assez sur le travail d'éducation en vue de développer une saine mentalité coopérative de la part des fermiers et de se présenter à leurs yeux comme une institution possédée et contrôlée par les fermiers et gérée dans leur intérêt [1]. »

En 1946, le ministre de l'Agriculture, Clinton Anderson, a fait entendre au Congrès du *National Council of Farmers Cooperatives* ce sévère avertissement « Les coopératives elles aussi peuvent être victimes du fléau de la grandeur. Elles peuvent devenir si vastes et si complexes qu'elles perdent contact avec les vies de leurs membres fermiers et de leurs clients [2]. » Comme l'écrit A. Whitney Griswold, un éminent spécialiste de l'agriculture américaine, rien ne distingue plus ces prétendues coopératives du *Big Business* [3].



Ayant pour objet la défense des intérêts des gros exploitants agricoles, le *Farm Bloc* se soucie fort peu du petit fermier, victime de la concentration croissante de l'agriculture. Sans doute

1. Lister (John H.) et Swantz (Alexander), *Purchasing Farm Supplies through Southern States Cooperative, Inc.*, 1943, 115.
2. *National Union Farmer*, 15 janvier 1946.
3. Griswold, *op. cit.*, 204-206; — McWilliams, *Small Farm...*, cit., 26. Le *Big Business*, toutefois, et, à sa suite, le *Small Business*, protestent contre le fait que les « coopératives » agricoles sont exemptes des impôts qui frappent les entreprises capitalistes. Si l'exemption d'impôt est légitime lorsqu'il s'agit d'authentiques coopératives de petits fermiers, elle se justifie moins pour ces services de vente de la grande agriculture.

prétend-il, pour les besoins de sa propagande, n'être « pas insensible » à la complainte du pauvre. Mais cette sollicitude est démentie par chacun de ses actes. Le *Farm Bloc* s'est opposé systématiquement à toutes les tentatives de l'administration fédérale en vue de soulager la condition du petit fermier. Il a combattu à boulets rouges une institution comme la *Farm Security Administration*, une des réalisations les plus progressives du *New Deal*, qui se proposait de réinstaller sur le sol de petits agriculteurs prolétarisés, et il a finalement obtenu sa liquidation (ou plus exactement son remplacement par une administration aux attributions et aux moyens très diminués). Il a engagé la lutte contre le *Reclamation Service*, un organisme dont l'objet est de bonifier, par l'irrigation, certaines terres jusqu'alors infertiles : afin d'empêcher que les fonds publics investis dans ces entreprises d'irrigation ne servent à favoriser la grande propriété, le *Reclamation Service* limita la fourniture de l'eau à des exploitations ne dépassant pas 160 acres (près de 65 hectares); le *Farm Bureau* fit campagne pour l'abrogation de cette limitation [1]. Il mène également une lutte sans merci contre la *National Farmers Union*, une vaillante organisation de défense du petit fermier, à qui il ne pardonne pas, entre autres. son alliance avec les syndicats ouvriers. Comme l'écrit A. Whitney Griswold, le *Farm Bureau* « peut prétendre qu'il représente les indigents aussi bien que les prospères, mais il n'a pas gagné la sympathie des premiers, et ceci pour une raison évidente ». Et l'auteur expose que le *Farm Bureau* ne se considère pas comme un bureau de bienfaisance. Pour lui, l'agriculture est un *business*, non un *way of life* « et il combat pour que ce *business* reçoive la part la plus grande possible du revenu national. Comment cette part est ensuite partagée, dans quelles proportions et avec quelles conséquences pour la démocratie, n'est pas sa préoccupation primordiale [2]. L'historien officiel du *Farm Bureau*, Orville M. Kile, admet lui-même que la « tendance » des pouvoirs publics « à la charité » a causé à son organisation « des soucis croissants [3]. »

Et, en effet, d'un point de vue strictement commercial, com-

1. *Resolutions Farm Bureau Convention*, 1947, 15; — *Farm Bureau 1949 Program*; — *National Grange, Annual Report*, 1947, 5.
2. Griswold; *op. cit.*, 196-198.
3. Kile, *op. cit.*, 256.
4. *Ibid.*, 370-371.

ment s'intéresser beaucoup à deux millions et demi de fermiers qui ne parviennent même pas, à eux tous, à produire 8 % de la production agricole totale [4]? Le *Farm Bloc* est d'accord avec le *Big Business* pour estimer que ces deux et demi à trois millions de fermiers marginaux et submarginaux sont de trop. Le président du *Farm Bureau*, Allan B. Kline, ne se gêne pas pour le dire : « Une des grandes difficultés de l'agriculture... est le fait qu'il y a plus de monde que nécessaire pour exploiter de bonnes et saines... fermes mécanisées... Presque la moitié de nos fermiers ne produisent presque rien pour le marché. » Et le président de souligner l'intérêt qu'il y aurait à avoir « relativement peu de gens produisant les produits alimentaires nécessaires [1]. »

L'hebdomadaire *Life*, contrôlé par *Wall Street*, lui fait écho lorsqu'il écrit que « du point de vue commercial, environ la moitié des fermiers américains ne sont pas fermiers du tout ». Seules les fermes commerciales peuvent produire à bon marché. Les autres sont superflues. S'il plaît à ces dernières de s'obstiner à survivre, libre à elles; mais c'est là, écrit cyniquement l'hebdomadaire, un problème de bienfaisance, non un problème d'agronomie [2].

La Commission d'agriculture de la Chambre de Commerce des États-Unis, aux travaux de laquelle participe, on l'a dit, le *Farm Bloc*, a condensé ce point de vue dans une brochure révélatrice. La sollicitude des pouvoirs publics, y est-il exposé, doit être tournée vers le « tiers » privilégié des fermiers qui produisent près de 80 % des denrées agricoles. Et l'on y sonne le glas du petit fermier : « Il n'y a aucun doute que ces petites exploitations agricoles représentent une forme de production qui constitue un gaspillage de temps et d'énergie humaine... Dans une large mesure, le groupe d'unités agricoles à faible production représente une forme d'agriculture en voie de disparition... [3]. »

Ici encore, les intérêts du *Big Business* et ceux du *Farm Bloc* coïncident. A quoi bon, en effet, gaspiller les deniers de l'État à maintenir en vie des formes d'exploitation surannées alors qu'en éliminant de l'agriculture ces millions de « parasites », on créerait

1. Allocution radiodiffusée (CBS, « Cross Section U. S. A. »), 19 mars 1949; — *Why is the Farm Bureau Federation lobbying against parity for family farmers*, tract de la *National Farmers Union*, 1949.
2. « The Farmer », éditorial de *Life*, 5 mai 1947.
3. *Variations in Farm Incomes...*, cit., 9, 20-21.

une source de main-d'œuvre à bon marché à la fois pour le grand capital industriel et pour les grandes fermes commerciales [1]? « On souhaite, comme l'écrit René Dumont, l'exode rural et l'industrialisation [2]. »

LES PARIAS DU SOL

Le tableau qui va maintenant être tracé surprendra plus d'un lecteur — et m'a surpris moi-même jusqu'au moment où il m'a fallu m'incliner devant l'évidence des faits. Nous nous faisons beaucoup d'illusions en Europe sur le niveau de vie moyen des Américains en général. En outre, l'exceptionnelle prospérité de l'agriculture américaine depuis le déclenchement de la deuxième guerre mondiale, l'amélioration sensationnelle des conditions d'existence d'une partie des fermiers ont pu faire croire que l'agriculteur américain était parmi les heureux de ce monde.

Pourtant, la réalité est bien différente. Un rapport officiel au président Roosevelt, en 1937, faisait de la misère rurale une description effarante : « Environ une famille rurale sur quatre occupe dans la structure sociale et économique de la nation une position qui est précaire et ne devrait pas être tolérée. » « Quelque 500.000 familles vivent sur un sol trop pauvre pour les faire vivre... Ces familles sont caractérisées par une extrême pauvreté... [3] »

Depuis, sans doute, un certain nombre de remèdes ont été apportés à cette situation. Cependant les statistiques les plus récentes révèlent que le sort du petit fermier est encore peu enviable. Au recensement de 1945, le revenu net moyen du fermier américain était inférieur de 45 % à celui de l'Américain non rural (585 dollars contre 1294) [4]. La moitié des fermiers américains avaient un revenu inférieur au revenu moyen de l'Américain non rural [5]. En 1948, la situation s'était un peu améliorée, mais le revenu net moyen du fermier américain n'atteignait pas 60 % de celui de l'Américain non rural (909 dollars contre 1.569) [6]. Le recense-

1. Waring et Golden, *op. cit.*, 31; — Chase, *op. cit.*, 97.
2. Dumont, *op. cit.*, 194.
3. *Farm Tenancy...*, cit., 4, 5, 16, 65-68.
4. *Agricultural Statistics*, 1946, 566.
5. *The Meat of it*, Bulletin mensuel du *Research Department*, *United Packinghouse Workers*, *C. I. O.*, juin 1947.
6. Audition du Ministre de l'Agriculture Charles F. Brannan devant une Commission du Congrès, *Congressional Record*, 7 avril 1949; — Henri Pierre, *Le Monde*, 17 juin 1949.

ment de 1945 révèle qu'un peu plus de la moitié des fermiers américains (exactement 50,4 %) produisirent, en 1944, moins de 1.500 dollars de denrées agricoles [1]. Or les recherches entreprises par la *Farm Security Administration* ont établi qu'un propriétaire de ferme familiale moyenne a besoin d'un revenu annuel d'au moins 1.400 dollars pour pouvoir faire face à ses frais d'exploitation et à ses dépenses familiales courantes [2].

Quant aux conditions d'existence de cette moitié la moins privilégiée des fermiers américains, soit près de trois millions de familles, elles sont encore des plus médiocres. En octobre 1947, le secrétaire à l'Agriculture, Charles F. Brannan, provoqua « quelque chose comme une commotion » lorsqu'il déclara aux membres de la Commission de l'Agriculture de la Chambre des Représentants que la famille rurale moyenne vit dans une maison vétuste, nécessitant de sérieuses réparations ou même irréparable. Le maison n'a ni eau courante, ni téléphone, ni chauffage central, ni baignoire. Les mouches participent à chaque repas. Il y a des souris dans la cuisine et des rats dans la grange. La superficie de la ferme, le bétail, l'équipement sont insuffisants pour procurer à la famille un plein emploi et pour lui assurer une vie décente. Bien que la famille produise sa propre nourriture, les enfants ne sont pas aussi bien nourris que ceux de la ville. « Les deux tiers de toutes les familles de fermiers, s'écria le ministre, sont mal logées, non pas qu'elles soient simplement dépourvues de confort, mais elles manquent du nécessaire le plus ordinaire qui caractérise le mode de vie au XXe siècle [3]. »

Des statistiques récentes montrent, en effet, que 67,3 % des fermes familiales sont privées d'eau courante et 41 % d'électricité. Un tiers des bâtiments de ferme sont détériorés au point de ne pouvoir être réparés [4].

Les soins médicaux sont inadéquats. En 1942, il y avait 89 médecins ruraux par 100.000 habitants contre 159 dans les régions non rurales, 35 dentistes contre 64, 187 lits d'hôpital contre 372 [5].

1. *U. S. Census of Agriculture*, 1945, vol. II, ch. X, 576.
2. *Postwar Developments in Farm Security, Farm Security Administration*, 1946, 2.
3. Audition du Ministre de l'Agriculture Charles F. Brannan devant la Commission de l'Agriculture de la Chambre des Représentants, 6 octobre 1947, *Grange Monthly*, novembre 1947.
4. *Resolutions Farm Bureau Convention*, décembre 1947, 31.
5. Renseignements fournis par la *National Farmers Union*.

En 1939, près de 29 % de tous les fermiers étaient obligés de compléter le revenu insuffisant de leur ferme en travaillant au dehors comme salariés [1].

Dans le Sud-Est, la condition du petit fermier est particulièrement lamentable, et, comme on l'a déjà vu, son bas niveau de vie contribue à abaisser les moyennes nationales. En 1939, 60 % des fermes déclarant un revenu brut inférieur à 1.000 dollars étaient situées dans le Sud [2]. Le recensement de 1945 révèle que la superficie moyenne des cinq États du Sud-Est les plus défavorisés (Mississipi, Louisiane, Tennessee, Caroline du Nord et du Sud) était, en 1944, de 73,4 acres (un peu moins de 30 hectares), alors que la moyenne nationale était de 194,8 acres (un peu moins de 79 hectares) [3]. De même, c'est dans le Sud que se trouvent la plus grande partie des fermiers obligés de travailler au dehors [4]. J'ai visité, personnellement, des petits cultivateurs indépendants (non métayers) du Sud, vivant dans des conditions de pauvreté incroyables. Dans une localité de l'Alabama, moins d'un fermier sur dix avait l'eau courante. Les fermes avaient une superficie de 40 à 80 acres (16 à 32 hectares). La maison, une simple baraque en bois. Comme force motrice, une mule. Un sol érodé et d'une pauvreré extrême. La femme et les filles du fermier travaillaient dans des manufactures de textiles, où leurs très maigres salaires étaient cependant supérieurs à ce que le chef de famille gagnait en grattant son pauvre sol [5].



Si la condition des petits fermiers propriétaires est pénible, celle des métayers de la catégorie la plus défavorisée, qu'on appelle aux États-Unis *sharecroppers*, est encore pire. Le sociologue suédois Gunnar Myrdal, dans son monumental ouvrage sur le problème nègre, n'a pas hésité à écrire que ce mode de relations entre planteurs et métayers est un des « scandales publics de l'Amérique », « un système qui n'a pas son équivalent dans les

1. *Variations in Farm Incomes...*, cit., 15-19.
2. *Variations in Farm Incomes...*, cit., 7.
3. *U. S. Census of Agriculture*, 1945, vol. II, ch. II, 73.
4. Rochester, *op. cit.*, 69.
5. *Cf.* Dickins (Dorothy), *Some Contrasts in the levels of living of women engaged in Farm, Textile Mill, and Garment plant work, Bulletin* n° 364, *Mississipi Experiment station*, 1941.

autres parties avancées du monde occidental[1] ». Cette institution n'existe d'ailleurs que dans le « vieux Sud », et elle ne s'applique qu'à un nombre limité d'exploitants agricoles, un peu moins de 500.000, soit 7,6 % du total, d'après le recensement de 1945. 60 % de ces métayers étaient noirs, et 40 % blancs[2].

Le *sharecropping system* est un mode de relations semi-féodal. Il est né au lendemain de la guerre de Sécession, après l'abolition

1. Myrdal (Gunnar), *An American Dilemma. The Negro Problem and Modern Democracy*, 1944, 227, 230.

2. Il ne faut pas confondre le *sharecropper* avec les autres catégories de fermiers à bail ou de métayers existant aux États-Unis. En 1944, 31,7 % des exploitants agricoles américains louaient, sous une forme ou une autre, la terre qu'ils travaillaient (au plus fort de la « grande dépression », ce pourcentage avait dépassé 42 %). On donne aux États-Unis à l'ensemble de ces non-propriétaires le nom de *tenants*. 21,6 % de ces *tenants* payaient un fermage en espèces : ce sont, le plus souvent, de très petits producteurs. 44,5 % étaient des sortes de « métayers », payant tout ou partie de leur fermage en nature, mais assumant une certaine part des dépenses d'exploitation : les entreprises de cette catégorie sont, en général, beaucoup plus importantes. 24,3 % enfin étaient des *sharecroppers*, métayers trop pauvres pour contribuer à l'exploitation autrement que par la force de leurs bras et de ceux de leur famille, et entièrement dépendants du propriétaire (*U. S. Census of Agriculture*, 1945, vol. II, ch. III, *Color and Tenure of Farm operator*, 162; — *Ibid.*, *Special Report*, *Farms and Farm Characteristics by color and tenure of operator*, XIII; — *Graphic Summary of Farm Tenure in the U. S.*, 1948, 22).

Les économistes du Département de l'Agriculture ont obscurci la question en rangeant ces modes très divers de relations entre propriétaire et locataire sous le vocable uniforme de *tenancy*. En effet, nombre de *tenants*, notamment dans le *Middle West*, sont dans une situation plus enviable que maint petit propriétaire et ce sont des motifs d'ordre purement commercial qui leur font préférer la location d'une ferme à son acquisition (Vance (Rupert B.), *All these people, the Nations's human resources in the South*, 1945, 214; — du même : *Farmers without land*, *Public affairs Pamphlet*, n° 12, 1938, 13). On a vu, par ailleurs, que nombre de fermes absorbées par les sociétés capitalistes ont été, ensuite, *louées* plutôt qu'*achetées* par de gros exploitants. Enfin, il arrive que de petits fermiers louent leur terre à de grandes sociétés, qui exploitent ainsi des fermes multiples sans en être propriétaires. (*Farm Tenure Improvement in the U. S.*, décembre 1945, 77. — McWilliams, *Small Farm...*, cit., 5; — du même, *Ill fares the land*, 1942, 19).

En additionnant ensemble ceux des *tenants* qui sont des fermiers commerciaux prospères, ceux d'entre eux qui sont moins favorisés, et, enfin tout au bas de l'échelle, les misérables *sharecroppers* du Sud, on embrouille plutôt qu'on ne clarifie le problème de l'inégalité des conditions dans l'agriculture américaine. Toutefois, les auteurs du *Census* (recensement) reconnaissent eux-mêmes que les *tenants* des États du Nord et de l'Ouest n'ont que très peu de traits communs avec le traditionnel *cropper* du Sud; et, s'ils additionnent le nombre de ces derniers avec celui des autres catégories de *tenants*, ils les classent tout de même dans une sous-catégorie à part (*U. S. Census of Agriculture*, 1945, vol. II, ch. III, 131).

de l'esclavage. C'est une forme d'esclavage revue et corrigée et, comme dit Myrdal, « une institution paternaliste surannée » qui survit « en plein milieu de la société américaine capitaliste d'aujourd'hui [1] ». La victoire nordiste avait libéré les noirs politiquement, mais non économiquement. Elle ne leur avait pas donné la terre. Les planteurs, restés en possession du sol, mais ruinés et incapables de payer des salaires, trouvèrent en face d'eux des centaines de milliers d'esclaves récemment libérés et ne possédant que la force de leurs bras, donc incapables de payer un fermage. L'ancien esclave fut transformé en *sharecropper*, c'est-à-dire en métayer admis au partage de la récolte en rémunération de son travail. Mais le nouveau système ne différa pas beaucoup de l'ancien [2]. La main-d'œuvre ainsi utilisée dans les plantations de coton continua à être atrocement exploitée, et, par divers artifices, de nouvelles chaînes furent forgées qui la lièrent à ses maîtres. Peu à peu, l'institution, qui avait été conçue pour les seuls noirs, fut étendue aux « pauvres blancs », c'est-à-dire à d'anciens petits propriétaires ruinés et dépossédés du sol [3].

Comme le *sharecropper* ne possède rien d'autre que ses bras, le propriétaire est obligé de le faire vivre, lui et sa famille, jusqu'à l'époque de la récolte du coton. Il lui consent donc des avances en nature, sous forme de nourriture et de vêtements, qu'il lui facture à des prix exorbitants. Puis, quand vient le partage de la récolte, il vole son métayer, qui n'a aucun moyen de contrôle, en ne lui réglant qu'une partie de ce qui revient à ce dernier. Le *sharecropper*, escroqué ainsi à l'achat et à la vente, ne parvient pas à se libérer de sa dette; et il reste lié indéfiniment à la plantation. Le planteur, comme l'écrit René Dumont, fait en sorte « qu'il y ait toujours dette », donc « obligation de rester ». Dans certains cas, au surplus, il n'hésite pas à employer la force pour enlever au métayer l'envie de s'enfuir.

Ce dernier, en outre, ne jouit d'aucune initiative. Il est entièrement sous la coupe du propriétaire qui lui dicte toutes les phases de son travail et n'hésite pas à le terroriser s'il se montre tant soit peu récalcitrant. L'exploitation à laquelle il est soumis s'étend à sa femme et à ses enfants, obligés de participer à son dur labeur sans aucune rémunération.

1. Myrdal, *op. cit.*, 245.
2. *Farm Tenancy...*, cit., 43; — Vance, *Farmers...*, cit., 15.
3. *Farm Tenancy...*, *cit.*, 43; — Dumont, « Les Métayers noirs du Cotton Belt », *Revue Internationale*, Juin 1947, 410-411.

La plupart des États du Sud considèrent légalement le *share-cropper* comme un journalier agricole. Il n'a aucun droit sur la terre ni sur ses instruments de travail, ni sur la récolte, ni sur son maigre bétail. Le propriétaire peut tout saisir pour se rembourser des dettes qu'il lui a fait contracter. Et il a le droit, au bout d'un an, de mettre son *sharecropper* à la porte. En somme, ce dernier subit tous les inconvénients du salariat sans bénéficier d'aucun de ses avantages [1].

Il vit dans des conditions de « misère extrême », de « semi-inanition », toutes les publications aussi bien officielles que privées en conviennent. Les photographies qui illustrent le rapport de 1937 au Président Roosevelt sont plus éloquentes encore que le texte. La vue de ces sordides cabanes de bois, aux planches disjointes, fait frémir [2]. En 1948, elles étaient toujours là. Je les ai, de mes yeux, vues.

Le *sharecropping system*, est-il besoin d'ajouter, n'est pas seulement odieux, il est archaïque et antiéconomique. Tous les auteurs qui ont étudié la question s'accordent pour déclarer que le *share-cropper*, travaillant dans de telles conditions de dépendance et d'instabilité, est absolument « inefficient » [3].

Le système est, d'ailleurs, en voie de disparition. Pour diverses raisons : tout d'abord, et avant tout, la mécanisation, qui, au fur et à mesure qu'elle se généralise, rend superflue une grande partie de la main-d'œuvre; ensuite, la politique agricole du *New Deal* qui, en réduisant les surfaces emblavées et en obligeant les propriétaires à partager les subventions gouvernementales avec leurs métayers, les a incités à réduire le nombre de ces derniers ou à les transformer en journaliers agricoles [4]; enfin, depuis la guerre, la force d'attraction exercée par les villes et par l'industrialisation : las de vivre dans des conditions misérables et dans un quasi-servage, les *sharecroppers* quittent d'eux-mêmes les plantations, avant même que celles-ci ne soient mécanisées, car ils estiment plus avantageux de vendre leurs bras sur le marché du travail.

1. Davis (Allison), Gardner (Burleigh B. and Mary R.), *Deep South*, 1941, *passim*; — *Farm Tenure Improvement...*, cit., 11, 125-127; — Dumont, « Les Métayers noirs... », cit., 408-409.

2. Davis, *op. cit.*, 379-381; — *Farm Tenancy...*, cit., 7 et les photos encartées entre les pp. 32 et 33.

3. Vance, *Farmers...* cit., *passim*; — du même, *All these People*, cit., 228-229; — Van Sickle, *op. cit.*, 139-141; — Raper (Arthur Franklin) et Reid (Ira de A.); *Sharecroppers all*, 1941, *passim*.

4. McWilliams, *Ill fares...*, cit., 218-219; — Myrdal, *op. cit.*, 254-260.

Lorsqu'ils reviennent travailler, temporairement, sur les champs de coton, c'est en qualité de salariés. Cet exode volontaire des métayers a pour résultat de précipiter le rythme de la mécanisation. Au cours de mon voyage dans le Sud, j'ai visité des plantations n'employant plus que des salariés et d'autres, comme la *Delta and Pine Land Co*, déjà citée, qui essaient de combiner l'ancien et le nouveau système [1] : une partie de la plantation, chaque année plus réduite, est encore cultivée par des *sharecroppers* et l'autre, chaque année plus importante, par des journaliers (ou, plus exactement, les *sharecroppers* conservés travaillent tantôt ici comme métayers et tantôt là comme journaliers, ce qui permet de les exploiter deux fois). Certains planteurs, en effet, ne remplacent qu'avec hésitation un système qui leur assurait des métayers « dociles » par un système qui, à la longue, risque de leur procurer des salariés « indociles ». Mais ils ne pourront retarder bien longtemps une évolution irrésistible. Déjà, dans le Texas, la mécanisation de la culture du coton (opérations autres que la *cueillette*), commencée dès 1926, a complètement fait disparaître l'institution semi-féodale [2]. Le « vieux Sud » la voit mourir à son tour. Comme l'écrit René Dumont, « le capitalisme succède au féodalisme : c'est le *wage crop*, l'exploitation par salarié qui prend sa place [3] ». Déjà, au recensement de 1945, les *sharecroppers* n'étaient plus que 446.556 contre 776.278 en 1930 [4].

PROLÉTARIAT RURAL

L'évolution qui vient d'être décrite tend à réduire de plus en plus à la condition de prolétaires à la fois les petits propriétaires, victimes de la concentration et de la mécanisation, et les petits métayers, que la dislocation de l'institution semi-féodale du « vieux Sud » transforme en salariés. Déjà, à travers les années 1930, les États-Unis ont offert le spectacle tragique d'un immense exode de petits fermiers, dépossédés de leur terre et jetés sur les longues routes poussiéreuses de l'Ouest, à la recherche de nouveaux moyens d'existence. John Steinbeck, dans ses *Raisins de la*

1. McWilliams, *Ill fares...*, cit., 305-308; — Allen (James S.), « Machines in cotton », *Science and Society*, printemps 1948.
2. McWilliams, *Ill fares...*, cit., 217-218.
3. Dumont, « Les Métayers noirs... », cit., 412.
4. *U. S. Census of Agriculture*, 1945, vol. II, ch. III, 144.

Colère, a fait revivre pour le monde entier le calvaire des paysans d'Oklahoma, des « Okies », obligés d'émigrer en Californie. Cette tragédie a été la conséquence directe de la révolution industrielle dans l'agriculture [1]. Divers facteurs se sont combinés et cumulés: l'endettement des fermiers pendant la grande dépression, qui a livré leur terre aux banques, la concentration de l'agriculture et la mécanisation; le tout aggravé par un phénomène naturel : l'érosion du sol due à la sécheresse et au vent (le fameux *Dust Bowl*). L'Oklahoma ne fut pas le seul État où les sans-terre durent prendre la route. D'Arkansas, entre autres, partirent des dizaines de milliers de déracinés ruraux : les « Arkies » rejoignirent les « Okies » sur la terre californienne. Cette vaste migration a déversé, de 1935 à 1939, 350.000 paysans prolétarisés sur la côte du Pacifique [2]; la plupart avaient entrepris le dur voyage avec l'espoir d'y retrouver une ferme. Mais il n'y avait plus pour eux de place vacante dans la « terre promise », entièrement accaparée par les grandes exploitations industrialisées, et ils ont dû se contenter d'un travail saisonnier et misérablement rétribué [3]. Parqués dans des camps infects, sous la surveillance de la police privée des planteurs, entourés de barbelés et de miradors, obligés d'acheter leur maigre pitance dans les magasins du patron, éternellement endettés et travaillant pratiquement pour rien, de larges retenues étant opérées sur leurs salaires pour amortir leurs dettes, ces malheureux étaient tombés dans une situation analogue à celle des victimes de l'*enclosure movement* d'il y a cent cinquante ans en Grande-Bretagne, dont Karl Marx a tracé le saisissant tableau [4].

Beaucoup de ces paysans prolétarisés furent d'ailleurs évincés définitivement de l'agriculture et attirés par l'industrie. Ainsi, une bonne partie des immigrants de la Côte du Pacifique ont été absorbés par la foudroyante industrialisation de cette région provoquée par la seconde guerre mondiale [5]. C'est ce qui explique que les statistiques révèlent une diminution continue de la main-d'œuvre agricole (2.118.000 en 1945 contre 2.850.000 en 1930) [6]. Les agriculteurs sont de plus en plus prolétarisés, mais

1. McWilliams, *Ill fares...*, cit., 8, 10, 28-29, 201; — Steinbeck (John), *Les Raisins de la Colère*, trad. fse 1947, *passim*.
2. Rien que de l'État d'Oklahoma, il en vint 150.000.
3. McWilliams, *Ill fares...*, cit., 4, 14, 30, 33, 196.
4. *Ibid.*, 12, 325; — Marx (Karl), *Le Capital*, livre premier.
5. Schwartz (Harry), *Seasonal Farm Labor in the United States*, 1945, 63.
6. *Agricultural Statistics*, 1946, 533.

l'agriculture, du fait de la mécanisation, a besoin de moins en moins de bras.

Les progrès récents de la mécanisation et de la concentration risquent de renouveler, à brève échéance, l'exode des années 1930 (à moins, bien entendu. que le boom « providentiel » du réarmement ne continue à absorber la main-d'œuvre disponible). A son récent congrès, la *National Farm Labor Union* a fait cette prédiction sinistre : « Les journaliers agricoles, les *tenants*, les *sharecroppers*, de même que les petits propriétaires, ont devant eux un avenir où des centaines de milliers d'entre eux pourraient bientôt se trouver sans foyer, et parcourir de long en large les États-Unis à la recherche d'un emploi. Ce déracinement de familles rurales pourrait répéter sur une plus vaste échelle les années 1930, où des milliers de fermiers... d'Oklahoma, d'Arkansas et des États du *Midwest* durent émigrer vers la Côte Ouest [1] ».

*
* *

Il convient de dire ici quelques mots sur la condition des ouvriers agricoles aux États-Unis. Elle est lamentable. Véritables « parias sociaux », suivant l'expression de Carey McWilliams [2] ils sont exclus des avantages de la plupart des lois sociales. Ils ne bénéficient, dans la majorité des États, ni des allocations de chômage, ni de la retraite des vieux travailleurs, ni des assurances contre les accidents du travail. Le *Wage and Hour act*, qui limite la durée du travail et fixe un salaire minimum n'est pas pour eux. La relative protection qu'assure aux salariés industriels la législation du travail leur est également refusée [3]. Le Congrès, sous la pression du *Farm Bloc*, s'applique à bloquer toute proposition de loi tendant à améliorer leur condition. Le prétexte invoqué est que le « fermier » ne serait pas en mesure de supporter de plus lourdes charges sociales. Mais le fermier *pauvre* emploie relativement peu de salariés. C'est donc en réalité la grande agriculture qui entend conserver le privilège d'employer de la main-d'œuvre au rabais. En 1943, année de « prospérité de guerre », le salaire

1. *New York Times*, 16 janvier 1950.
2. McWilliams, *Ill fares...*, cit., 355.
3. *Ibid.*; — Dumont « *Les Métayers noirs...* », cit.; — du même, *Les Leçons...*, cit., 70, 146.

horaire moyen du travailleur agricole n'atteignit que 34 % du salaire de l'ouvrier industriel [1].

Le sort des travailleurs saisonniers ou migrateurs est particulièrement scandaleux. Si l'on en croit les estimations les plus récentes du Ministère de l'Agriculture, il y aurait un million et demi de ces nomades aux États-Unis [2]. Mais ce chiffre est probablement inférieur à la réalité [3]. Ils n'ont pas de résidence fixe. « Leur foyer, écrit un correspondant à *New York Times*, est là où la récolte est mûre ». Le correspondant en question a rencontré, dans les camps de migrateurs de Californie, des enfants de 8 à 10 ans qui ne pouvaient se rappeler avoir jamais connu un autre foyer [4]. J'ai vu, au cours de mon voyage sur la côte du Pacifique, des étranges campements qu'on aurait crus de romanichels : feux de camps autour de tentes sordides. Ce n'étaient pas des tziganes, mais la main-d'œuvre par qui la grande agriculture californienne s'emplit les poches. Ces malheureux, du fait de leur vie itinérante, n'ont droit à aucun secours dans les localités où ils passent et, comme ils n'y sont pas électeurs, leur triste sort n'intéresse aucunement les autorités locales élues [5].

Les États, les comtés, les villes multiplient contre eux les brimades. Dans ce pays de la prétendue « libre entreprise », on les empêche de se mouvoir librement. Tantôt, quand la région manque de bras, on leur défend de franchir les limites du comté ou de l'État et on les retient de force sur place. Tantôt, au contraire, quand ils sont trop nombreux, pour les besoins de main-d'œuvre existants, on les considère comme des indésirables; on les met en quarantaine ou on les expulse [6]. Ils sont également les victimes de recruteurs qui entassent et verrouillent leur cargaison humaine dans des camions qu'ils font rouler jour et nuit sans s'arrêter et

1. McWilliams, *Small Farm.*, cit., 11; — *New York Times*, 26 février 1950; — Schwartz, *op. cit.*, 154.
2. *New York Times*, 5 septembre 1950.
3. McWilliams, *Ill fares...*, cit., 331; — Schwartz, *op. cit.*, 7, 10. L'augmentation de la main-d'œuvre saisonnière est due, entre autres, au développement inégal de la mécanisation : les machines et techniques concernant la préparation du sol, l'ensemencement et la culture proprement dite se sont développées beaucoup plus rapidement que celles ayant trait à la récolte. La main-d'œuvre est donc de moins en moins nécessaire pendant une grande partie de l'année, mais le besoin s'en fait brusquement sentir au moment de la récolte (Schwartz, *op. cit.*, 18).
4. *New York Times*, 23 mars 1950.
5. Rauch, (Basil), *The History of the New Deal*, 1944, 120.
6. *Farm Tenancy...*, cit., 62-63; — *Farm Labor News*, décembre 1948.

sans les nourrir. Certains recruteurs transportent les travailleurs là où ceux-ci ne veulent pas se rendre et les abandonnent une fois arrivés à destination [1].

Les pouvoirs publics, surtout depuis la suppression de la *Farm Security Administration*, se montrent incapables de régulariser l'offre de main-d'œuvre migratrice et, périodiquement, celle-ci afflue dans certaines régions en quantités très supérieures à la demande [2]. Les malheureux crèvent de faim sur place. Dans un livre récent, consacré à la main-d'œuvre agricole saisonnière, Harry Schwartz observe qu'il a été fait relativement très peu de chose pour améliorer la condition des travailleurs agricoles ou pour organiser le marché du travail agricole. Devant l'émotion provoquée par le roman de Steinbeck, des enquêtes furent entreprises par des commissions du Congrès (Commissions La Follette et Tolan [3]); mais elles n'eurent aucune suite. Encore tout récemment, en mars 1950, près de 50.000 ouvriers agricoles migrateurs échouèrent dans la *San Joaquin Valley*, une des plus riches et des plus prospères régions de la Californie, sans y obtenir le moindre travail. Ils n'y bénéficièrent d'aucun secours et se trouvèrent dans le plus total dénuement. *New York Times* a fait de leur sort une description dantesque [4].

Mais ceci n'est rien encore. Nous avons à franchir un dernier cercle de l'enfer. Ici nous trouvons — mais oui — le *travail forcé*. Chaque année, le gouvernement américain importe quelque 50 à 100.000 travailleurs agricoles étrangers : Mexicains ou sujets britanniques des Antilles [5]. Chacune de ces bêtes de somme se voit lier par contrat à un maître, avec interdiction de quitter son emploi pour essayer d'améliorer ses conditions de travail sous peine de déportation. « Certains fermiers, écrit *New York Times*, paient aux travailleurs étrangers das salaires inférieurs à ceux en usage et violent les autres conditions minima, faisant peser la menace de la déportation sur ceux qui seraient tentés de se plaindre... Les travailleurs britanniques, en tant qu'étrangers, sont passibles de déportation selon le bon plaisir de l'employeur, ce qui

1. McWilliams, *Ill fares...*, cit., 266; — *New York Times*, 5 septembre 1950.
2. *New York Times*, 5 septembre 1950.
3. Schwartz, *op. cit.*, 26 (les rapports des Commissions La Follette et Tolan ont été publiés en 1940 et 1941).
4. *New York Times*, 7, 14, 17, 28 mars 1950.
5. *Ibid.*, 11 avril et 9 décembre 1948; — McWilliams, *Ill fares...*, cit., 254.

les rend extrêmement dociles et fait que, pendant la durée de leur contrat, ils ne sont vraiment pas autre chose que des serfs [1] ».

Récemment, en 1950, le président d'une commission désignée par le Président Truman pour enquêter sur la main-d'œuvre migratrice s'est plaint de ce que les employeurs ruraux préfèrent les travailleurs étrangers aux nationaux parce que les premiers (grâce à la menace de la déportation) sont plus soumis [2].



Jadis, les *I. W. W.* avaient approché avec un certain succès les travailleurs agricoles. De nos jours, deux organisations, la *National Farm Labor Union*, affiliée à l'*A. F. L.*, et les *Food, Tobacco, Agricultural and Allied Workers*, affiliés au *C. I. O.*, ont entrepris courageusement de les syndiquer. Elles n'y ont encore que très faiblement réussi [3]. Bien qu'elles se soient heurtées à l'hostilité furieuse de la grande agriculture, elles ont réussi néanmoins à ouvrir une brèche, notamment parmi les sédentaires. De violents conflits du travail, des grèves multiples, notamment en Californie et en Arizona, ont traduit, depuis 1933, l'éveil de la conscience de classe du prolétariat agricole [4]. Mais la tâche des syndicats est ardue. La main-d'œuvre migratrice, de par sa nature même, est réfractaire à l'organisation [5]. Quant aux étrangers, la *National Farm Labor Union* déclare : « Tenter de les organiser en un syndicat américain qui les protégerait serait provoquer leur déportation immédiate des États-Unis [6]. » Néanmoins, le dernier mot n'est pas dit. Et, comme l'entrevoyait, dès 1937, un des animateurs du *New Deal* rural, le professeur R. G. Tugwell, les travailleurs agricoles..., s'ils étaient organisés, constitueraient certainement une force politique formidable [7] ».

Allons plus loin : c'est probablement sur leurs épaules que repose l'avenir de l'agriculture américaine. Le jour où ils seront capables, associés en coopératives de production, de gérer eux-mêmes les

1. *New York Times*, 4 avril 1950.
2. *New York Times.*, 7 septembre 1950.
3. McWilliams, *Small Farm...*, cit., 18; — *Ill fares...*, cit. 358-359.
4. *Farm Labor News*, décembre 1948; — *Labor Unionism in American Agriculture*, 1945, *passim.*
5. *New York Times*, 5 septembre 1950; — Schwartz, *op. cit.*, 91.
6. *Farm Labor News*, décembre 1948.
7. Tugwell (R. G.), « Is a farmer-labor alliance possible? », *Harper's Magazine*, mai 1937.

fermes industrialisées dont ils ne sont aujourd'hui que les exploités, et d'harmoniser leur activité avec celle de petits exploitants, eux aussi organisés en coopératives, ce jour-là le problème, aujourd'hui aigu et insoluble, posé par l'intrusion du capitalisme dans la vie rurale sera enfin résolu aux États-Unis. Résolu *à l'intérieur* de l'agriculture. Mais il exige aussi de l'être à la *périphérie*. Carey McWilliams, après avoir préconisé la substitution de l'agriculture collective au système présent de grande propriété foncière, souligne qu'une telle transformation suppose « *une refonte de tout le système économique* ». Impossible, selon lui, de résoudre les contradictions de l'agriculture américaine tant que n'aura pas été brisé, ou contrôlé, ou contrebalancé le pouvoir — économique, social et politique — de « certains groupes »[1]. Rappelons ici l'opinion de l'ancien substitut du procureur général des États-Unis, Wendell Berge : *pas de solution permanente du problème des fermiers sans élimination des monopoles*[2].

Daniel GUÉRIN.

1. McWilliams, *Factories in the Field*, 1939, 324-325; du même, *Ill fares...*, cit., 387-390.
2. Berge (Wendell). *Economic Freedom for the West*, 1946, 56.

William Faulkner.

PALMIERS SAUVAGES (II)

Deux jours plus tard, dans un hôtel de Chicago, Wilbourne, en s'éveillant, constata que Charlotte s'était habillée et était partie, chapeau, manteau, sac à main, lui laissant un mot écrit de cette espèce de grosse écriture courante et maladroite qu'à première vue on prend pour une écriture d'homme jusqu'à ce qu'on se soit rendu compte, un instant plus tard, qu'elle est profondément féminine. *Rentrerai à midi, C.*, puis, au-dessous de l'initiale : *ou peut-être plus tard.* Elle revint avant midi. Il dormait encore. Elle s'assit sur le bord du lit, lui passa la main dans les cheveux et lui fit rouler la tête sur l'oreiller pour le réveiller. Elle avait gardé son manteau ouvert et son chapeau qu'elle avait repoussé sur la nuque. Elle abaissait vers lui son regard profond, calme et jaune, et c'est maintenant qu'il pouvait méditer sur cette habileté des femmes à s'adapter au domicile, à la cohabitation. Pas question d'économie ni d'industrie, quelque chose de bien plus lointain qu'elles emploient (la race entière des femmes) avec un instinct infaillible, une compréhension subconsciente du type, de la nature et de la situation du partenaire mâle, soit la froide lésine bien connue de la fermière du Vermont, soit la fantasque extravagance de la femme entretenue conforme au poncif des revues de Broadway, et cela sans se préoccuper le moins du monde de la valeur intrinsèque de ce qu'elles économisent ou de ce qu'elles dépensent et sans éprouver ni grand regret ni grand amour pour la babiole dont elles se sont privées ou qu'elles ont achetée, utilisant à la fois l'existence ou l'absence de bijou ou de compte en banque comme les pièces d'une partie d'échecs dont l'enjeu n'est nullement la sécurité, mais la

respectabilité dans le milieu où elles vivent, serait-ce même le nid d'amour dans les roses, l'obéissance à une règle et à une tradition; il pensa : *Ce n'est pas le romantisme de l'amour illicite qui les attire, ce n'est pas l'idée passionnée de deux êtres maudits condamnés, isolés et dressés pour toujours contre le monde et Dieu et l'irrévocable qui attire les hommes ; c'est parce que l'idée de l'amour illicite leur apparaît comme un défi, parce qu'elles ont un désir irrésistible de (et la conviction inébranlable qu'elles peuvent, de même qu'elles se croient toutes capables de diriger avec succès une pension de famille) prendre l'amour illicite et le rendre respectable, prendre Lothario lui-même et, coupant les boucles du célibataire endurci qui les ont attirées dans le piège, lui conférer toute la respectabilité du pot au feu du samedi soir et des trains de banlieue.* J'en ai trouvé un, dit-elle.

— Un quoi?

— Un appartement. Un studio où je pourrai travailler aussi.

— Aussi? Elle lui secoua de nouveau la tête avec sa même insouciance sauvage. Et elle lui fit un peu mal. Il pensa encore : *Il y a une partie d'elle-même qui n'aime personne, rien ;* et puis un éclair profond, silencieux — blancheur lumineuse —, raisonnement, instinct, il n'aurait su le dire : *Comment, mais elle est seule. Elle ne se sent pas seule. Elle l'est. Elle a eu un père, puis quatre frères exactement semblables à lui, et puis elle a épousé un homme exactement semblable aux quatre frères, par suite elle n'a, sans doute, dans toute son existence, jamais eu même une chambre pour soi toute seule, et toute sa vie elle a vécu dans une solitude complète, et elle ne le sait même pas, tel l'enfant qui, n'en ayant jamais mangé, ne sait pas ce que c'est qu'un gâteau.*

— Oui, aussi. Tu ne crois pas que tes douze cents dollars dureront éternellement? On peut vivre en état de péché mais on ne peut pas vivre de cet état.

— Je le sais. J'y ai pensé bien avant le soir où je t'ai dit au téléphone que j'avais douze cents dollars. Mais c'est notre lune de miel. Plus tard, on verra.

— Je sais cela aussi. Elle lui ressaisit les cheveux et lui fit mal de nouveau, mais il savait maintenant qu'elle savait qu'elle lui faisait mal. « Écoute, il faut que ce soit toujours notre lune de

miel. Une lune de miel sans fin jusqu'à ce que l'un de nous meure. Il ne peut pas en être autrement. Le paradis ou l'enfer, mais entre nous pas de purgatoire confortable, sûr et paisible, où nous attendrions que la bonne conduite, la patience, la honte ou le repentir s'emparent de nous.

— Ainsi, ce n'est pas en moi que tu mets ta confiance, c'est en l'amour. Elle le regarda. « Je ne dis pas moi seulement, un homme, n'importe lequel. »

— Oui, c'est en l'amour. On dit que l'amour meurt. Ce n'est pas vrai, il ne meurt pas. Il vous quitte, il s'en va, si on n'est pas assez bon, si on n'est pas assez digne de lui. Il ne meurt pas; ce sont les gens qui meurent. C'est comme la mer. Si on n'est pas bon, si on commence à la faire puer, elle vous dégueule, elle vous rejette quelque part pour mourir. On meurt, de toute façon, mais je préférerais mourir dans la mer plutôt qu'échouer sur quelque plage déserte pour m'y dessécher au soleil, y devenir une petite tache puante et anonyme avec, en guise d'épitaphe, juste un *cela a existé.* Lève-toi. Le type veut que nous emménagions aujourd'hui.

Une heure plus tard, ils quittaient l'hôtel en taxi avec leurs valises. Ils montèrent trois étages. Elle avait même la clé; elle ouvrit la porte pour le laisser passer. Il savait que c'était lui qu'elle regardait, pas la chambre. « Alors, dit-elle, ça te plaît? »

C'était une grande pièce oblongue, avec une verrière exposée au nord, peut-être l'atelier d'un photographe décédé ou en faillite, ou un studio de sculpteur ou de peintre, avec deux petites niches en guise de cuisine et de salle de bains. *C'est cette verrière qu'elle a louée*, se dit-il tranquillement, pensant qu'en général ce sont avant tout les salles de bains que louent les femmes. *Ce n'est que par hasard qu'il y a un endroit pour dormir et faire la cuisine. Elle a choisi un gîte, non pour nous abriter, mais pour abriter l'amour. Elle n'a pas simplement changé d'homme; elle n'a pas simplement voulu échanger pour un autre un morceau d'argile qui lui avait servi à faire un buste.* Il fit quelques pas et pensa : *Je ne l'étreins peut-être pas. Peut-être ne fais-je que me cramponner à elle, parce qu'il y a en moi*

quelque chose qui se refuse à admettre qu'il ne sait pas nager ou qui ne parvient pas à croire qu'il peut le faire. « C'est très bien. C'est parfait. Nous voilà parés, maintenant. »

Pendant les six jours qui suivirent il fit la tournée des hôpitaux, interviewant les internes et les chefs de service ou étant interviewé par eux. Les entrevues étaient brèves. Il était prêt à faire n'importe quoi, et il avait quelque chose à offrir : son diplôme d'une bonne école de médecine, ses vingt mois d'internat dans un hôpital connu. Néanmoins, au bout de trois ou quatre minutes, quelque chose infailliblement se produisait. Il savait ce que c'était, bien qu'il se persuadât du contraire (après la cinquième entrevue, alors qu'il était assis sur un banc, au soleil, dans un parc au milieu des clochards, des jardiniers et des enfants avec leurs bonnes) : *C'est parce qu'en réalité je ne me donne pas assez de peine, parce que je ne vois pas vraiment la nécessité de me donner de la peine, parce que j'ai totalement accepté ses idées sur l'amour. Convaincu que c'est lui qui me vêtira et me nourrira, je mets dans l'amour la même foi infinie que le paysan du Mississipi ou de la Louisiane, récemment converti à un meeting en plein air, met dans la religion*, sachant que telle n'était pas la raison, que c'étaient les vingt mois d'internat au lieu des vingt-quatre, pensant *je me suis embrouillé dans les chiffres*, pensant que la mort dans la mollesse des parfums est apparemment plus correcte que le salut par une renégate des conventions.

Il finit par trouver un emploi. Ce n'était pas grand chose; du travail de laboratoire dans un hospice du quartier noir où la police, le plus souvent, amenait les victimes de l'alcool, du revolver ou du couteau. Il était chargé des analyses de syphilis : « Pas besoin de microscope ni de papier Wassermann, lui dit-il le premier soir; il suffit d'y voir assez clair pour distinguer à quelle race ils appartiennent. » Elle avait disposé sous la verrière deux planches sur des tréteaux. Elle appelait cela son établi. Depuis quelque temps déjà, elle s'y affairait devant un tas de plâtre de Paris qu'elle avait acheté au bazar, mais il n'avait jamais fait grande attention à ce qu'elle faisait. Maintenant, elle était penchée sur cette table avec un morceau de

papier et un crayon, et il suivait des yeux la souple main aux doigts courts qui traçait rapidement de grands chiffres.

— Voilà ce que tu vas gagner par mois, dit-elle, et voilà ce qu'il nous faut pour vivre chaque mois, et ceci, ce sera la réserve qui servira à combler les déficits. Les chiffres étaient froids, indiscutables. Même les marques du crayon avaient un air hostile et inattaquable. C'était elle, maintenant, qui veillait à ce qu'il envoyât à sa sœur non seulement les sommes hebdomadaires, mais l'équivalent des déjeuners et de l'inutile chambre d'hôtel pendant les six mois à la Nouvelle-Orléans. Puis elle écrivit une date à côté du dernier chiffre; ce serait au début de septembre : « Ce jour-là, il ne nous restera plus rien. »

Alors il répéta quelque chose qu'il avait médité ce jour-là, assis sur un des bancs du parc : « Parfait. Il suffit que je m'habitue à l'amour. Tu comprends, je n'avais jamais essayé. Je suis au moins de dix ans en retard sur moi-même. Je marche encore en roue libre, mais je ne vais pas tarder à embrayer. »

— Oui, dit-elle. Puis elle froissa le papier et le jeta en se retournant : « Mais ce n'est pas important. La question est simplement de savoir si cè sera bifteck ou boudin. Ce n'est pas là qu'est la faim ». Elle lui frappa le ventre du plat de la main. « Ça, ce ne sont jamais que de vieux gargouillements de tripes. La faim, c'est là qu'elle se trouve. » Elle lui toucha la poitrine. « Ne l'oublie jamais. »

— Non, plus maintenant.

— Oh! ça n'aurait rien d'impossible. Tu as eu faim là, en bas, dans les boyaux, alors, c'est de ça que tu as peur; parce qu'on a toujours un peu peur de ce dont on a souffert. Si tu avais déjà été amoureux, tu n'aurais jamais pris le train, ce jour-là, pas vrai?

— Oui, dit-il. Oui, oui.

— Il ne s'agit pas seulement d'habituer ta cervelle à te rappeler que la faim n'est pas dans le ventre. Il faut que ton ventre, tes boyaux le croient eux aussi. Est-ce qu'ils le pourront?

— Oui, dit-il. *Seulement elle n'en est pas sûre*, se dit-il, car trois jours plus tard, quand il rentra de l'hôpital, il trouva

l'établi couvert de torsades de fils de fer, de flacons de vernis et de colle, de fibres de bois, quelques tubes de peinture et une casserole dans laquelle trempait une masse de papier de soie. Tout cela, deux jours plus tard, était devenu une collection de figurines, minces, audacieusement gracieuses, bizarres, avec quelque chose de fantastique et de pervers. Le lendemain, quand il rentra, les figurines et elle avaient disparu. Elle revint une heure plus tard, les yeux jaunes comme des yeux de chat dans le noir, un air qui n'était ni triomphe ni exaltation, mais plutôt une farouche affirmation, et avec un billet neuf de dix dollars.

— On m'a tout pris, dit-elle. Elle nomma un des grands magasins les plus importants, « et puis on m'a laissé arranger une des vitrines. J'ai une autre commande de cent dollars, des figurines historiques de Chicago, de cette partie de l'Ouest. Tu sais : Mrs O'Leary, avec le visage de Néron, et la vache avec un ukelele, et Kit Carson avec les jambes de Nijinsky, pas de visage, deux yeux seulement et un front pour les abriter, et des buffles femelles avec des têtes et des flancs de juments arabes. Et tous les autres magasins de Michigan Avenue. Tiens, prends ça. »

Il refusa : « C'est à toi. C'est toi qui l'as gagné. » Elle le regarda sans sourciller — l'œil jaune contre lequel il semblait se heurter, se cogner comme un papillon de nuit, comme un lapin ébloui par la lueur de la torche — enveloppement presque liquide, précipité chimique dans lequel se dissolvait toute la lie des petits mensonges et de la sentimentalité. « Je ne... »

— Tu n'aimes pas l'idée que ta femme contribue à ton entretien, c'est ça? Écoute. Est-ce que tu n'aimes pas ce que nous avons?

— Tu sais bien que si.

— Alors, qu'est-ce que ça peut te faire, le prix que ça nous coûte, ce que nous payons pour l'avoir? Ou comment nous payons. L'argent que nous possédons actuellement, tu l'as volé; est-ce que tu ne le referais pas? Est-ce que ça n'en vaut pas la peine, même si tout craque demain et s'il nous faut passer le reste de nos jours à en payer les intérêts?

— Si. Seulement, ça ne va pas craquer demain, ni le mois prochain, ni l'année prochaine.

— Non. Pas tant que nous serons dignes de le garder. Tant que nous serons assez bons. Assez forts. Dignes d'être autorisés à le garder. Obtenir ce qu'on veut le plus décemment possible et puis le garder. Le garder. Elle s'approcha, l'entoura de ses bras, durement, le heurta de son corps, durement, non d'une caresse, mais exactement comme elle l'aurait empoigné par les cheveux pour le réveiller. « Voila ce que je vais faire. Essayer de faire. J'aime faire l'amour et fabriquer des choses avec mes mains. Je ne crois pas que cela dépasse les limites de ce qu'on a la permission d'aimer, de vouloir posséder et garder. »

Elle gagna ses cent dollars en travaillant la nuit maintenant après qu'il était couché et parfois endormi. Pendant les cinq semaines qui suivirent elle gagna vingt-huit dollars de plus, puis elle livra une commande de cinquante dollars. Après cela, les commandes cessèrent. Il lui fut impossible d'en obtenir de nouvelles. Néanmoins, elle continua à travailler, toujours la nuit maintenant, car toute la journée elle était dehors avec ses échantillons, ses figurines terminées, et habituellement, elle travaillait devant un public, car leur appartement était devenu une sorte de club nocturne. Le cercle avait commencé par un nommé McCord qui était journaliste à la Nouvelle-Orléans à l'époque très brève où le plus jeune frère de Charlotte faisait ses débuts au journal (en collégien amateur, avait compris Wilbourne). Elle le rencontra dans la rue. Il vint dîner un soir et les invita au restaurant un autre soir. Trois jours plus tard, il se présenta à leur appartement avec trois hommes et deux femmes et quatre bouteilles de whiskey, et après cela Wilbourne ne sut jamais qui il allait trouver en rentrant. Il savait seulement que Charlotte ne serait jamais seule et que, quels que fussent les hôtes, elle ne serait jamais oisive, car, même après que la morte-saison se fut prolongée de quelques semaines, puis d'un mois, et que l'été fut presque là, elle travaillait encore, vêtue d'une blouse déjà sale comme celles des peintres en bâtiments, et un verre de whiskey à l'eau parmi les torsades de fils de fer, les pots de colle, la peinture, le plâtre de Paris qui conti-

nuaient, indéfiniment, à se transformer, sous ses doigts habiles et inlassables, en gracieuses statuettes, bizarres, fantastiques et perverses.

Puis elle fit une dernière vente, une petite, et tout fut terminé, fini. L'arrêt fut aussi brusque, aussi inexplicable que l'avait été le départ. C'était la saison d'été maintenant, lui disait-on dans les magasins, et les touristes, comme du reste les gens de la ville, partaient pour éviter les grandes chaleurs. « Seulement tout ça, c'est de la blague, dit-elle. C'est le point de saturation », lui expliqua-t-elle, à lui ainsi qu'aux autres. C'était la nuit qu'elle était rentrée tard avec un carton plein de figurines refusées, et les visiteurs nocturnes étaient déjà arrivés. « Mais je m'y attendais. Parce que ces trucs-là, ce ne sont que des amusettes ». Elle avait sorti les figurines du carton et les avait disposées sur la table « de ces choses créées pour ne vivre que dans l'obscurité complète, sans air, dans un coffre-fort de banque, par exemple, ou quelque marais méphitique, mais pas dans l'air normal, riche et nourrissant, qu'exhalent des boyaux bien remplis des légumes d'Oak Park et d'Evanston. Alors, voilà. C'est une affaire réglée. Et maintenant je ne suis plus une artiste, et je suis fatiguée, et j'ai faim, et je vais m'installer bien confortablement avec un de nos bons livres et une de nos croûtes de pain. Allez, approchez-vous tous de la table et choisissez un souvenir, un mémento de cette soirée. Et puis, foutez le camp. »

— Nous avons bien encore une croûte à manger, lui dit-il. *Et du reste, elle n'est pas encore finie*, pensa-t-il. *Elle n'a pas encore renoncé. Elle ne le fera jamais*, pensant comme il l'avait fait auparavant, qu'il y avait en elle quelque chose que ni lui, ni Rittenmeyer n'avaient jamais touché, une partie qui n'aimait même pas l'amour. Un mois ne s'était pas écoulé qu'il crut en avoir la preuve. En rentrant, il la trouva de nouveau devant sa table, dans une agitation profonde qu'il ne lui avait jamais vue, une nervosité sans exaltation, mais avec quelque chose de sombre, de mortel, d'irrésistiblement dynamique tandis qu'elle le mettait au courant. C'était un des hommes que McCord avait amenés, un photographe. Elle allait faire des

fantoches, des marionnettes, et il les photographierait pour des couvertures de magazines et des réclames; peut-être, plus tard, utiliseraient-ils les marionnettes pour des charades, des tableaux, dans une salle qu'ils loueraient, une grange, quelque chose, n'importe quoi. « C'est mon argent, lui dit-elle. Les cent vingt-cinq dollars que tu n'as jamais voulu prendre. »

Elle travaillait avec une fièvre intense et concentrée. Elle était à sa table quand il s'endormait, et s'il se réveillait, vers deux ou trois heures du matin, il constatait que la lampe brillait encore férocement. En revenant (de l'hôpital d'abord, puis du banc de parc où il passait ses journées depuis qu'il avait perdu sa place, partant de chez lui et revenant aux heures habituelles pour qu'elle ne pût rien soupçonner), il voyait les poupées presque aussi grandes que des petits enfants — un Don Quichotte avec un visage asymétrique, maigre, rêveur et fou, un Falstaff à la figure ravagée de coiffeur syphilitique, tout gonflé de viande (marionnette unique, et pourtant, quand il la regardait, il lui semblait en voir deux, l'homme et la chair grossière, comme un ours énorme accompagné de son frêle gardien tuberculeux; il lui semblait qu'il pouvait presque voir l'homme lutter avec la montagne d'entrailles, comme le gardien pouvait lutter avec son ours, non pour le terrasser, mais pour le dépasser, pour lui échapper, comme on fait dans les cauchemars avec les bêtes ataviques), Roxane avec des accroche-cœur et un morceau de chewing gum, telle la vendeuse de musique d'un bazar, Cyrano avec une tête de Juif de music-hall aux narines rutilantes et monstrueuses arrêtées juste au point où elles allaient se changer en mollusques, un morceau de fromage dans une main et un carnet de chèques dans l'autre. Avec une rapidité incroyable, les marionnettes, fragiles, perverses et troublantes s'entassaient dans l'appartement, remplissaient tous les espaces vides sur le plancher et sur les murs; tout cela commencé, continué, complété en un seul élan furieux d'industrie, dans un laps de temps divisé non en jours et en nuits successives, mais en un intervalle unique qu'interrompaient seulement le repos et le sommeil.

Quand elle eut fini la dernière poupée elle s'absenta tous les

jours et la moitié des nuits. Parfois, quand il rentrait dans l'après-midi, il trouvait une note griffonnée sur un bout de papier ou sur le coin déchiré d'un journal, ou même sur l'annuaire du téléphone : *Ne m'attends pas, va manger*, ce qu'il faisait, et il rentrait, se couchait et souvent s'endormait jusqu'au moment où elle se glissait près de lui, nue (elle ne portait jamais de chemise, elle n'en avait jamais porté, lui dit-elle), le réveillant, pour le forcer à écouter, à grands gestes de lutteur, le serrant dans ses bras vigoureux tout en lui parlant d'une voix sombre, calme et rapide, non de l'argent ou du manque d'argent, non des progrès de la photographie au cours de la journée, mais de leur vie actuelle, de leur situation du moment, comme si c'était un tout sans passé ni futur dont eux-mêmes, en tant qu'individus, le besoin d'argent, les chiffres qu'elle avait établis, auraient été les composantes, telles les différentes parties d'un tableau ou les morceaux d'un jeu de patience, tous d'une importance égale. Il restait là, tranquille, couché dans les ténèbres où elle l'étreignait sans même se soucier qu'il eût les yeux ouverts ou non, et il lui semblait voir leur vie commune sous la forme d'un globe fragile, d'une balle qu'elle maintenait en équilibre au-dessus du désastre comme un phoque dressé tient son ballon. *Sa situation est pire que la mienne*, pensait-il. *Elle ne sait même pas ce que c'est qu'espérer.*

Puis l'affaire des marionnettes prit fin aussi vite et aussi complètement que l'avaient fait les arrangements d'étalages. Un soir, il rentra et la trouva en train de lire. La blouse crasseuse qu'elle avait portée pendant des semaines (on était en août maintenant) avait disparu; puis il remarqua que non seulement l'établi avait été débarrassé de son ancienne litière de fils de fer et de peinture, mais qu'il avait été tiré au milieu de la pièce et était devenu une table recouverte d'un morceau de perse et encombrée des magazines, des livres qui, autrefois, jonchaient le sol et les chaises inutiles. Le plus surprenant de tout était un vase de fleurs. « J'ai quelques petites choses ici, dit-elle, nous allons manger chez nous pour changer. »

Elle avait des côtelettes et elle fit la cuisine, ceinte d'un tablier curieusement frivole, neuf aussi comme l'indienne de la

table. Il comprit que l'échec agissait sur elle comme sur un homme en lui conférant une sorte de dignité humiliée, avait fait apparaître en elle une qualité qu'il ne lui avait jamais vue, une qualité non seulement femelle mais profondément féminine. Ils mangèrent puis elle desservit. Il lui offrit de l'aider, mais elle refusa. Alors il prit un livre et s'assit près de la lampe, et pendant un moment il l'entendit remuer dans la cuisine. Puis elle apparut et entra dans la chambre à coucher. Il ne l'entendit pas quand elle ressortit de la chambre, car ses pieds nus ne faisaient pas de bruit sur le plancher; il se contenta de lever les yeux et la vit debout près de lui — la perfection simple et compacte des lignes du corps, le regard jaune et paisiblement scrutateur. Elle lui enleva son livre et le mit sur la table transformée : « Déshabille-toi, dit-elle. Qu'est-ce que tout cela peut bien me foutre. Je peux toujours faire l'amour. »

Il attendit quinze jours avant de lui parler de son emploi. Ce n'était plus par crainte que cette nouvelle pût détruire l'accord qui existait entre elle et l'objet de sa concentration, car cela n'était plus valide, en admettant que ce l'eût jamais été; ce n'était pas la possibilité de trouver autre chose avant qu'elle eût besoin de tout savoir, car cela n'était pas valide non plus puisqu'il l'avait tenté sans succès; ce n'était pas davantage la foi du charbonnier dans le lendemain; c'était, en partie peut-être, le sentiment que le plus tard serait toujours assez tôt, mais surtout (il n'essayait pas de se leurrer) c'était une foi profonde en elle. Pas en eux, en elle. *Dieu ne la laissera pas mourir de faim*, pensait-il. *Elle est trop précieuse. Il l'a trop comblée. Même Celui qui a fait toutes choses doit forcément en aimer assez quelques-unes pour désirer les conserver.* Aussi, chaque jour, quittait-il l'appartement à l'heure habituelle pour aller s'asseoir sur un banc, dans le parc, jusqu'à l'heure de rentrer chez lui. Et, une fois par jour, il tirait son portefeuille et en sortait la feuille de papier où il consignait la diminution progressive de son argent, comme si, chaque fois, il se fût bercé de l'espoir que le total aurait changé, ou qu'il aurait mal lu la veille, sachant chaque jour que ce n'était pas cela — les chiffres bien nets, les $182.00 moins $5 ou moins $10, avec la

date de chaque soustraction. Le premier septembre, jour de l'échéance, il ne lui resterait plus de quoi payer le trimestre du loyer. D'autres fois, il sortait l'autre papier, le chèque rose du caissier, avec son montant perforé. *Trois cents dollars*. Ce geste était presque rituel, comme, pour un opiomane, la préparation de sa pipe, et à ce moment-là, il s'échappait de la réalité aussi complètement que le fumeur d'opium. Il inventait cent façons de dépenser cette somme, en interchangeait, comme dans un jeu de patience, les composantes et leurs équivalents en achats. Et il savait que c'était là une espèce de masturbation (*car*, pensait-il, *je suis encore et serai probablement toujours financièrement à l'âge de la puberté*), que s'il avait vraiment la possibilité de toucher le chèque et d'en employer l'argent, il n'oserait même pas en caresser l'idée.

Et un après-midi, en rentrant, il la trouva de nouveau devant la table. C'était toujours la même table, toujours au milieu de la pièce. Elle s'était contentée de mettre l'indienne à l'envers et de pousser à un bout journaux et magazines, et elle portait son tablier au lieu de sa grande blouse et elle travaillait avec un air de rêverie oisive comme quelqu'un qui tue le temps avec un paquet de cartes. La figurine n'avait pas trois pouces de haut — un petit vieux informe avec une tête idiote et biscornue, l'air d'un clown imbécile et inoffensif. « C'est le père La Poisse», dit-elle. Alors il comprit. « C'est une mauvaise odeur, rien de plus, simplement une mauvaise odeur. Pas un loup à la porte. Les loups sont des choses. Rusés et cruels. Forts, même s'ils sont lâches. Mais ça c'est tout bonnement une mauvaise odeur; parce que la faim n'est pas ici », de nouveau elle lui frappa le ventre avec le dos de la main. « La faim est là-haut. Et ça n'a pas cette allure-là, ça ressemble à une fusée, à une chandelle romaine ou à un de ces petits soleils d'enfants qui lancent des étincelles avant de devenir un morceau de braise qui n'a pas peur de mourir. Tandis que ça », elle leva les yeux vers lui et il sut que ça allait venir. « Combien d'argent nous reste-t-il? »

— Cent quarante-huit dollars. Mais on s'en tirera. Je vais...

— Oh! tu as donc déjà payé le prochain terme? C'est alors que ça arriva; il était trop tard maintenant. *Ce qu'il y a d'embê-*

tant, c'est que chaque fois que je dis la vérité ou chaque fois que je mens il faut d'abord que je m'habitue moi-même à l'idée. «Regarde-moi. Autrement dit, voilà deux mois que tu ne vas plus à l'hôpital? »

— C'est le détective. Tu étais occupée à ce moment-là. C'est le mois où tu as oublié d'écrire à La Nouvelle-Orléans. Il ne voulait pas me faire de tort — me faire mettre à la porte. Il cherchait simplement à savoir comment tu allais. Ce n'est pas lui, c'est le détective qui a lâché le morceau. Alors on m'a prié de partir. C'est drôle. J'ai perdu, sous prétexte d'immoralité, une situation qui n'existe qu'en raison même de l'immoralité. Mais ce n'était pas seulement cela. Le travail était fini, épuisé, comme je savais que cela arriverait fatalement un jour.

— Bon, dit-elle, et nous n'avons même pas la moindre goutte à boire à la maison. Descends chercher une bouteille au magasin pendant que je... Non, attends. On va sortir et aller boire et manger aussi. Et puis il va falloir trouver un chien.

— Un chien? D'où il était il la voyait dans la cuisine sortir de la glacière et envelopper les deux côtelettes du dîner.

— Mais certainement, mon ami, dit-elle. Prends ton chapeau.

C'était le soir, l'août torride, le néon brillait, luisait par éclairs, donnant tour à tour une teinte cadavérique et une teinte infernale aux visages de la rue, aux leurs, tandis qu'ils marchaient, elle avec ses deux côtelettes enveloppées dans l'épais papier de boucherie, gluant et poisseux. A quelques mêtres de chez eux ils rencontrèrent McCord. » Nous avons perdu notre situation, lui dit-elle, alors nous cherchons un chien. »

Bientôt Wilbourne commença à avoir l'impression que le chien invisible se trouvait parmi eux. Ils étaient dans un bar, un de ceux qu'ils fréquentaient et où ils retrouvaient, environ deux fois par semaine, par hasard ou sur rendez-vous, le groupe que McCord avait introduit dans leur existence. Ils étaient quatre (« Nous avons perdu notre situation, leur dit McCord, alors nous attendons un chien. »). Ils étaient assis tous les sept autour d'une table de huit couverts, une chaise vide, un espace vide, les deux côtelettes sorties maintenant de leur papier et

posées sur une assiette près d'un verre de whiskey pur, parmi les *highballs* [1]. Ils n'avaient pas encore mangé. Wilbourne se pencha vers elle. « Est-ce qu'il ne faudrait pas commander quelque chose? Je peux... »

— Très bien, parfait. « Elle ne lui parlait pas. » Nous avons quarante-huit dollars de trop, vous vous rendez compte! Les Armour [2] eux-mêmes n'ont pas quarante-huit dollars de trop. Buvez, les armoureux. Ne vous laissez pas dépasser par le chien.

— C'est ça, dit McCord, faites voile, les armoureux sur les vagues hemingwayennes.

Le néon brillait, lançait ses éclairs. Au-dessus des taxis grinçants et des limousines-corbillards, les signaux de circulation clignotaient, passaient du vert au rouge pour revenir au vert. Ils n'avaient pas encore mangé bien que deux des membres du groupe fussent partis. Ils étaient six dans le taxi, assis sur les genoux les uns des autres, et Charlotte portait les côtelettes (qui avaient perdu leur papier) et McCord tenait le chien invisible. Il s'appelait Moreover maintenant, d'après la Bible, la table du pauvre. « Mais écoutez-moi donc, disait McCord. Écoutez-moi seulement une minute. Doo, Gillespie et moi en sommes propriétaires. Gillespie y est en ce moment mais il faudra qu'il soit rentré en ville aux environs du premier. Il n'y aura plus personne à ce moment-là. Vous pourriez prendre vos cent dollars... »

— Vous manquez totalement de sens pratique, dit Charlotte. Vous parlez de sécurité. Vous n'avez donc pas d'âme? Combien d'argent nous reste-t-il, maintenant, Harry?

Il regarda le compteur : « Cent vingt-deux dollars. »

— Écoutez, dit McCord.

— Oui, dit-elle, mais ce n'est pas le moment de parler. Comme on fait son lit on se couche. Et on se fourre la tête sous la couverture. Ils étaient arrivés à Evanston. Ils s'étaient arrêtés à un *drugstore* et ils avaient maintenant une lampe de

1. Whiskey à l'eau (N.T.).
2. Fabricants de viandes en conserve. Une des plus riches familles de Chicago (N.T.).

poche. Le taxi longeait un opulent trottoir suburbain. Penchée par-dessus McCord, Charlotte projetait le faisceau de sa lampe sur les pelouses de minuit. « En voilà un! »

— Je ne le vois pas, dit McCord.

— Regardez cette grille. Avez-vous jamais vu une grille de fer ornée d'une guirlande de pensées à chaque panneau, derrière laquelle il n'y ait pas un chien en fonte? Et par-dessus le marché la maison a un toit mansardé.

— Je ne vois pas de maison, dit McCord.

— Moi non plus. Mais regardez-moi cette grille.

Le taxi s'arrêta. Ils descendirent. Le cône de lumière passait sur les barreaux de fer décorés de panneaux ondulés surmontés de fers de lances fichés dans du ciment. Il y avait même, près de l'entrée, un poteau en forme de petit nègre, pour attacher les chevaux. « Vous avez raison. Il y en a sûrement un ici. » Ils ne se servaient plus de la lampe maintenant, mais même à la pâle lueur des étoiles ils pouvaient distinguer nettement le Saint-Bernard en fonte avec sa tête qui ressemblait à la fois à l'empereur François Joseph et à un banquier du Maine en l'année 1859. Charlotte posa les côtelettes sur le socle de fer, entre les pattes de fer. Ils remontèrent dans le taxi. « Écoutez, dit McCord, il n'y manque absolument rien — trois chambres et une cuisine, literie, batterie de cuisine, des tas de bois à brûler. Vous pourrez même vous baigner si vous voulez. Et toutes les autres villas seront vides après le premier septembre; personne pour vous embêter — et sur le bord du lac. Vous pourrez encore avoir du poisson pendant quelque temps, et avec vos cent dollars pour la nourriture... Le froid ne commencera pas avant octobre, peut-être même novembre, vous pourrez rester jusqu'à Noël si vous n'êtes pas frileux. »

Un soir, le samedi avant Labor Day [1], McCord les conduisit au lac en auto; les cent dollars de provisions — boîtes de conserves, haricots, riz, café, sel, sucre, farine, couvraient le siège arrière. Wilbourne contemplait l'équivalent de leurs derniers dollars avec une certaine réserve. « On ne peut vraiment

1. Fête américaine du travail. En général le premier lundi de septembre (N.T.).

se rendre compte de l'élasticité de l'argent qu'après l'avoir échangé pour quelque chose, dit-il. C'est sans doute ce que veulent dire les économistes quand ils parlent de diminution normale de revenus. »

— Ce n'est pas élastique que vous voulez dire, mais volatil. C'est ce qu'on entend à la Chambre quand les députés parlent de monnaie fluide. S'il pleut avant que nous ayons mis tout ce bazar à l'abri, vous verrez. Ces haricots, ce riz, tous ces trucs nous feront sauter de la voiture comme trois allumettes dans un seau de bière domestique. Ils avaient une bouteille de whiskey et McCord et Wilbourne se relayèrent au volant pendant que Charlotte dormait. Ils atteignirent le chalet peu après le lever du jour — quelques centaines d'hectares d'eau entourés par de jeunes sapins, quatre clairières, chacune avec une maison (la cheminée de l'une d'elles fumait, « c'est Bradley, dit McCord. Je le croyais déjà parti »), et une petite jetée qui s'avançait dans l'eau. Sur une étroite bande de sable un cerf se tenait debout la tête dressée, rose dans l'aurore dominicale. Il les regarda une minute avant de faire volte-face, traçant de sa petite queue blanche des arches en longs bondissements, et Charlotte, sautant de la voiture, le visage bouffi de sommeil, courut jusqu'au bord de l'eau en hurlant : « Voilà ce que je m'efforçais de reproduire, pas les animaux, les chiens, les cerfs et les chevaux, mais le mouvement, la vitesse. »

— D'accord, dit McCord. Si on mangeait. Ils déchargèrent l'auto et portèrent les provisions dans la maison où ils allumèrent le fourneau. Puis, tandis que Charlotte préparait le petit déjeuner, Wilbourne et Mac allèrent mettre la bouteille dans l'eau et s'accroupirent à côté. Bientôt il ne resta plus qu'une lampée. « Pour Charlotte, dit McCord. Elle pourra boire à la sobriété, à la longue sécheresse. »

— Maintenant, je suis heureux, dit Wilbourne. Je sais exactement le chemin que je suis. C'est une ligne parfaitement droite entre deux rangées de sacs et de boîtes de conserve, valeur cinquante dollars de chaque côté. Pas de rues. Les rues, c'est des maisons et des gens. Ici, c'est la solitude. Et puis l'eau, la solitude qui ondule lentement pendant qu'on la regarde,

couché sur le dos. Accroupi, tenant toujours d'une main la bouteille presque vide, il trempa l'autre main dans l'eau, dans le liquide qui, aussi froid que l'eau glacée des chambres d'hôtel, aspirait la lumière de l'aube. Des petites vagues partaient de son poignet, se déployaient en éventail. McCord le regardait : « Et puis l'automne viendra, les premiers froids, les premières feuilles dorées et rouges tomberont, les doubles feuilles avec le reflet qui monte à la rencontre de celles qui tombent jusqu'au moment où elles se touchent et se balancent un peu, sans se refermer tout à fait. Alors on peut ouvrir les yeux une minute, si on en a envie, si on y pense, et contempler l'ombre des feuilles bercées sur le sein à côté de soi.

— Sacré Jésus Shopenhauer, dit McCord. Qu'est-ce que c'est que ce déconnage de sous-Teasdale (1)? Vous ne savez pas encore ce que c'est que la faim. Vous n'avez même pas fini votre apprentissage de misère. Si vous ne vous méfiez pas, vous raconterez ces boniments à un type qui vous croira et qui vous offrira un revolver en veillant à ce qu'il vous serve. Occupez-vous donc un peu de Charlotte au lieu de ne penser qu'à vous.

— C'est d'elle que je parle. Mais, de toute façon, je ne me servirais pas d'un revolver. Parce que j'ai commencé trop tard. Je crois encore à l'amour. Alors il raconta à McCord l'histoire du chèque du caissier. « Si je n'y croyais pas, je vous donnerais le chèque et je la renverrais ce soir même avec vous. »

— Et si vous y croyiez autant que vous le dites, il y a beau temps que vous auriez déchiré ce chèque.

— Si je le déchirais, personne ne le toucherait. Il ne pourrait même pas se le faire rembourser par la banque.

— Vous ne lui devez rien. Est-ce que vous ne l'avez pas débarrassé de sa femme? Ah! vous êtes un sacré numéro. Vous n'avez même pas le courage de vos fornications, hein? McCord se leva. « Venez. Je sens le café. »

Wilbourne ne bougea pas, sa main était toujours dans l'eau : « Je ne lui ai pas fait de mal ». Puis il dit : « Si pourtant. Si je ne l'avais pas marquée à l'heure qu'il est, je... »

1. Sarah Teasdale, poétesse sentimentale du début du siècle (N.T.).

— Je quoi?

— Je refuserais de le croire.

Pendant une bonne minute McCord le regarda, accroupi, la bouteille à la main, l'autre main plongée dans l'eau jusqu'au poignet. « Merde, » dit-il. Puis Charlotte, sur le pas de la porte, les appela. Wilbourne se leva.

— Je ne me servirais pas du revolver, dit-il. Je prendrais ça plutôt.

Charlotte, au lieu de boire, posa la bouteille sur la cheminée : « Pour nous rappeler notre civilisation perdue quand nos cheveux commenceront à tomber », dit-elle. Ils mangèrent. Il y avait deux petits lits de fer dans chacune des deux chambres, et deux lits également sur la véranda fermée de toile métallique. Pendant que Wilbourne lavait la vaisselle, Charlotte et McCord firent les lits de la véranda avec les draps du placard. Quand Wilbourne sortit, McCord était déjà couché sur un des lits. Il avait enlevé ses souliers et fumait. « Allez, dit-il, prenez-le. Charlotte dit qu'elle ne veut plus dormir. » Elle sortit à ce moment-là avec un bloc de papier, une tasse en fer-blanc et une boîte de couleurs laquée toute neuve.

— Il nous restait encore un dollar cinquante après avoir acheté le whiskey, dit-elle. Le cerf va peut-être revenir.

— Prenez du sel pour lui mettre sur la queue, dit McCord. Ça le fera peut-être tenir tranquille et il pourra poser pour vous.

— Je ne veux pas qu'il pose. C'est justement ce que je ne veux pas. Je ne veux pas copier un cerf. N'importe qui peut faire ça. Elle s'éloigna. La porte en toile métallique battit derrière elle. Wilbourne ne la suivit pas des yeux. Étendu, il fumait aussi, les mains sous la tête.

— Écoutez, dit McCord, vous avez un tas de provisions, une quantité de bois et de couvertures pour quand il fera froid, et quand les affaires commenceront à reprendre en ville, peut-être pourrai-je vendre quelques-uns des trucs qu'elle fabrique, obtenir des commandes.

— Je ne m'en fais pas. Je vous ai dit que j'étais heureux. Rien ne peut m'enlever ce que j'ai déjà eu.

— Comme c'est touchant! Écoutez, pourquoi ne me donnez-

vous pas ce sacré chèque et ne la renvoyez-vous pas avec moi? Comme ça vous pourriez bouffer vos cent dollars de mangeaille et vous retirer ensuite dans les bois pour manger des fourmis et jouer à Saint-Antoine dans un arbre. Et à Noël vous pourrez prendre une coquille de moule et vous offrir un plat de vos propres huîtres. Maintenant, je dors. Il se tourna et parut s'endormir instantanément. Bientôt Wilbourne s'endormit aussi. Quand il se réveilla il jugea, d'après le soleil, qu'il était plus de midi et qu'elle n'était pas dans la maison. Mais il n'en conçut aucune inquiétude. Il resta un moment étendu. Ce n'étaient pas les vingt-sept années stériles de son passé qu'il considérait. Et elle n'était pas loin, et la route était droite, vide, paisible, entre les cent dollars de conserves et de sacs alignés sur deux rangs. *Si ça doit être, elle m'attendra, pensa-t-il. Si nous devons rester couchés ainsi ensemble dans la solitude ondoyante, malgré Mac et son sous-Teasdale qui semble se rappeler une sacrée quantité de ces choses que lisent les gens sous la fuite rouge et dorée de l'année expirante et les myriades de baisers des feuilles répétées.*

Quand elle revint, le soleil était juste au-dessus des arbres. La première feuille du bloc était toujours blanche bien qu'elle se fût servie des couleurs. « C'était si mauvais que ça? » dit McCord. Il s'affairait autour du fourneau, car il faisait cuire des haricots, du riz et des abricots secs — un de ces secrets culinaires, une de ces spécialités comme il semble que chaque célibataire en possède, et que certains arrivent même à confectionner bien que, à première vue, on n'aurait jamais cru que McCord pût en être capable.

— Un petit oiseau lui a dit sans doute ce que vous étiez en train de fabriquer avec cinquante *cents* de nos provisions. Il n'en fallait pas plus pour la faire rappliquer, dit Wilbourne. La mixture fut enfin prête. Wilbourne admit que ce n'était pas trop mauvais. « Seulement j'ignore si, en réalité, ce n'est pas immangeable ou si c'est une espèce de protection — si je ne goûte pas plutôt les quarante ou cinquante *cents* que cela représente; si, par hasard, je n'ai pas aussi une glande de lâcheté dans le palais ou dans l'estomac. » Il lava les assiettes avec

Charlotte; McCord sortit et revint avec une brassée de bois. Il prépara le feu. « Nous n'en aurons pas besoin ce soir », dit Wilbourne.

— Ça ne vous coûtera que le bois, dit McCord, et vous avez d'ici à la frontière du Canada pour vous en procurer. Vous pourrez faire passer tout le nord du Wisconsin par cette cheminée si ça vous fait plaisir. Puis ils s'assirent devant le feu, et ils fumèrent sans dire grand chose jusqu'à l'heure du départ de McCord. Il ne voulait pas rester; peu lui importait que le lendemain fût jour férié ou non. Wilbourne l'accompagna jusqu'à l'auto. Il y monta, la tête tournée vers Charlotte qui, dans le rectangle de la porte, se détachait sur la lueur du foyer. « Oui, dit-il, pas besoin de vous tourmenter, pas plus qu'une vieille dame qui traverse une rue aidée par un agent ou par un boy-scout, parce que, quand la sacrée bagnole arrivera, ce n'est pas la vieille dame qu'elle foutra en l'air, mais l'agent ou le boy-scout. Prenez garde. »

— Prenez garde? Oui, même pour avoir peur éternellement il faut se donner quelque peine.

Wilbourne rentra dans la maison. Il était tard et néanmoins elle n'avait pas encore commencé à se déshabiller. Il la regarda circuler dans la chambre, pieds nus, occupée, comme les femmes dans les chambres d'hôtel où elles ne passent qu'une nuit, à de subtiles altérations dans l'arrangement d'un logis provisoire, et il pensa de nouveau non au talent qu'ont les femmes de s'adapter aux circonstances, mais à leur faculté d'adapter l'illicite, même le crime, à un code bourgeois de respectabilité. D'une boîte qu'il croyait ne contenir que les provisions qui leur restaient dans leur appartement de Chicago, boîte que non seulement il ignorait qu'elle eût encore, mais dont il avait totalement oublié l'existence, elle sortait les livres qu'ils avaient achetés, une coupe en cuivre, même le tapis en perse de l'ancien établi, enfin, d'une cartouche de cigarettes qu'elle avait transformée en un petit étui en forme de cercueil, la petite figurine du vieil homme, le Père La Poisse. Il la vit la poser sur la cheminée où elle resta un moment à la contempler, rêveuse aussi, puis prendre la bouteille où ils lui avaient laissé un peu d'alcool,

et, avec le sérieux rituel d'un enfant qui joue, verser le whiskey dans le feu. « Les lares et les pénates, » dit-elle. Je ne sais pas le latin, mais Eux sauront ce que je veux dire.

Ils dormirent dans les deux lits sur la véranda, puis dans un seul quand arriva le froid avec le petit jour. Elle avait couru vite, pieds nus sur le plancher, et l'avait réveillé d'un coup brusque du coude et de la hanche comme elle se blottissait sous les couvertures où traînait encore une odeur de graillon et d'aiguilles de pins. Le lac baignait dans une lueur grisâtre et quand il entendit le cri de la grèbe, il sut exactement ce que c'était, il en devina même l'aspect. Il écoutait l'absurde appel rauque, pensant que, seul de toutes les créatures, l'homme délibérément atrophie ses sens naturels et qu'il ne peut le faire qu'au détriment des autres; alors que l'animal à quatre pattes obtient toutes ses informations par l'odorat, par la vue et par l'ouie et se méfie de tout le reste, l'animal à deux pattes ne croit que ce qu'il lit.

Le feu leur sembla bon le lendemain matin. Pendant qu'elle lavait la vaisselle du petit déjeuner il coupa du bois derrière le chalet. Et il enleva son chandail, car le soleil brûlait. Mais Wilbourne ne se berçait pas d'illusions, sachant qu'à cette latitude c'est Labor Day et non pas l'équinoxe qui marque le dernier soupir de l'été, la longue aspiration vers l'automne et le froid. Elle l'appela de la maison. Il entra. Au milieu de la chambre il aperçut un étranger qui, en équilibre sur son épaule, portait un grand carton, un homme pas plus âgé que lui, pieds nus, vêtu d'un pantalon kaki déteint et d'une chemise sans manches, tanné, des yeux bleus aux cils décolorés par le soleil et des cheveux filasse ondulés symétriquement. Il regardait d'un air tranquille la statuette sur la cheminée. Par la porte ouverte derrière lui Wilbourne vit une pirogue au sec sur la plage. « C'est monsieur... dit Charlotte. Quel nom m'avez-vous dit ? »

— Bradley, dit l'étranger. Il regarda Wilbourne. Sur le fond bruni de la peau ses yeux paraissaient presque blancs comme le négatif d'une photographie et, tout en balançant le carton qu'il tenait d'une main sur son épaule, il tendit l'autre main.

— Wilbourne, dit Charlotte. Mr. Bradley est notre voisin. Il part aujourd'hui. Il nous apporte le reste de leurs provisions.

— Pas la peine de trimbaler encore tout ça, dit Bradley. Votre dame me dit que vous allez rester encore quelque temps ici, alors j'ai pensé... Il donna à Wilbourne une brève poignée de main vide de sens, mais dure, violente, à lui briser les os, la poignée de mains d'un représentant d'agent de change sorti depuis deux ans d'une université de l'Est.

— C'est très gentil à vous. Nous serons très heureux d'en profiter. Permettez-moi de... Mais l'autre, d'un coup d'épaule, avait déjà posé le carton par terre. Il était plein jusqu'au bord. Charlotte et Wilbourne évitèrent soigneusement d'y jeter les yeux. « Merci beaucoup. Plus nous aurons de choses dans la maison, plus le loup trouvera difficile d'y entrer. »

— Ou de nous en faire sortir quand il aura réussi à le faire, dit Charlotte. Bradley la regarda. Il rit, un rire des dents car ses yeux ne rirent pas, les yeux assurés, rapaces, de l'étudiant qui règne encore avec succès sur les bals de son collège.

— Pas mal, dit-il. Est-ce que...

— Merci, dit Charlotte. Vous prendrez bien une tasse de café?

— Non merci. Je viens de déjeuner. Nous nous sommes levés à l'aube. Il faut que nous soyons en ville ce soir. Maintenant il regardait la statuette sur la cheminée. « Vous permettez? dit-il. Il s'approcha. « Est-ce quelqu'un que je connais? Il me semble que.... »

— J'espère que non, dit Charlotte. Bradley la regarda.

— Elle veut dire que nous espérons que vous ne le connaissez pas encore, dit Wilbourne. Mais Bradley regardait toujours Charlotte, les pâles sourcils poliment inquisiteurs au-dessus des yeux rapaces qui ne riaient pas quand la bouche le faisait.

— C'est le Père La Poisse, dit Charlotte.

— Oh! je vois. Il regarda la statuette. C'est vous qui l'avez fait. Je vous ai vue dessiner hier, de l'autre côté du lac...

— Je le sais.

— Touché, dit-il. Puis-je vous présenter mes excuses? Je ne vous espionnais pas.

— Je ne me cachais pas. Bradley la regardait, et mainte-

nant, pour la première fois, Wilbourne vit les sourcils et la bouche en complète harmonie, interrogateurs, sardoniques, cruels, l'homme entier dégageant un air de confiance insolente et grossière.

— Bien vrai? dit-il.

— Suffisamment, dit Charlotte. Elle s'approcha de la cheminée et prit la figurine. « C'est dommage que vous partiez sans nous donner le temps d'aller rendre visite à votre femme. Mais peut-être voudrez-vous accepter ceci en souvenir de votre perspicacité. »

— Non vraiment, je...

— Prenez donc, dit Charlotte aimablement. Vous devez en avoir beaucoup plus besoin que nous.

— Alors, merci. Il prit la figurine. « Merci. Il faut que nous soyons en ville ce soir. Mais peut-être pourrons-nous nous arrêter une seconde en passant. Mrs Bradley serait... »

— Je vous en prie, dit Charlotte.

— Merci, dit-il. Il se tourna vers la porte. « Merci encore ».

— Merci encore à vous, dit Charlotte. Il sortit. Wilbourne le regarda mettre la pirogue à l'eau et embarquer. Wilbourne alla ensuite se pencher sur le carton.

— Qu'est-ce que tu vas faire? dit Charlotte.

— Je vais reprendre tout ça et aller le jeter devant sa porte.

— Bougre d'âne, va, dit-elle. Elle s'approcha de lui. « Debout, dit-elle, nous le mangerons. Allons, debout comme un homme.» Il se redressa. Elle l'entoura de ses bras durs, le serra contre elle avec une impatience sauvage et retenue. « Tu ne grandiras donc jamais, sale petit boy-scout destructeur de foyer. Tu ne sais donc pas encore que, Dieu merci, nous n'avons pas l'allure de gens mariés, même aux yeux des bêtes brutes? » Elle le tenait serré contre elle, se renversait, le frottant doucement de ses hanches, les yeux fixés sur lui, le regard jaune, impénétrable et ironique, avec cette qualité qu'il était parvenu à reconnaître — cette inflexible honnêteté quasi intolérable. « Comme un homme, dis-je. » Moqueuse, elle le serrait étroitement contre ses hanches ondulantes encore que ce ne fût guère nécessaire. *Elle n'a pas besoin de me toucher*, pensait-il, *même pas le son de*

sa voix ni son odeur, un soulier suffirait, une de ces fragiles incitations à l'amour oubliée dans quelque coin par terre. « Là, vas-y. Bien. Encore mieux. Parfait. » Elle dégagea une de ses mains et se mit à lui déboutonner sa chemise. « Seulement voilà, on dit que ça porte malheur de faire ça avant midi, n'est-ce pas? Oui ou non? »

— Oui, dit-il. Oui. Elle s'attaquait maintenant à la boucle de la ceinture.

— Ou est-ce tout simplement un moyen d'atténuer tes insultes? Ou est-ce que tu couches avec moi uniquement parce que quelqu'un t'a rappelé, par hasard, que j'ai une fente au bas du ventre?

— Oui, dit-il, oui.

Plus tard, dans la matinée, ils entendirent l'auto de Bradley qui démarrait. A demi couchée sur lui (elle avait dormi, lourde, détendue, la tête sous le menton de Wilbourne, la respiration lente et profonde) elle se souleva, lui enfonçant un coude dans l'estomac. La couverture lui glissa des épaules. Le bruit de l'auto s'éloignait. « Alors, Adam » dit-elle. Mais ils avaient toujours été seuls, lui dit-il.

— Dès cette première soirée. Ce tableau. Nous ne pouvions pas être plus seuls, qui que ce fût qui s'en allât.

— Je le sais. Ce que je veux dire, c'est que maintenant je peux aller nager. Elle se glissa hors de la couverture. Il la regardait, le corps grave, simple, un peu plus ferme que les réclames d'huile de foie de morue d'Hollywood, les pieds nus qui, sur les planches rugueuses, avançaient vers le grillage de la porte.

— Il y a des costumes de bain dans le placard, dit-il. Elle ne répondit pas. La porte battit. Il la perdit de vue car, pour la voir, il lui aurait fallu lever la tête.

Elle nageait tous les matins; les trois costumes de bain étaient restés dans le placard. Après le petit déjeuner il se rendait sur la véranda et s'étendait sur le lit, et bientôt il entendait les pieds nus traverser la chambre puis la véranda. Parfois il regardait le corps chaque jour plus bronzé traverser la véranda. Il se rendormait (une heure à peine après s'être réveillé; il avait

pris cette habitude en six jours). Il se réveillait un peu plus tard, regardait dehors, la voyait alors couchée sur l'appontement, à plat ventre ou sur le dos, les bras repliés sous la tête ou sur le visage; parfois il restait là sans dormir, sans même penser, se contentant d'exister dans une somnolence, une passivité de fœtus presque insensible dans le sein de la solitude et de la paix, et c'est ainsi qu'elle le trouvait à son retour, et quand elle approchait de son lit il bougeait juste assez pour pouvoir effleurer de ses lèvres le flanc doré par le soleil, pour goûter ce soleil absorbé. Et c'est alors qu'un jour il lui arriva quelque chose.

Septembre s'était enfui; les nuits, les matinées étaient devenues vraiment froides. Elle ne se baignait plus le matin, mais après déjeuner, et ils parlaient du moment où il leur faudrait rentrer les lits dans la chambre où se trouvait la cheminée. Mais les journées elles-mêmes ne changeaient pas — la même répétition d'intervalles dorés entre le lever et le coucher du soleil, les longs jours paisibles et identiques, la monotone hiérarchie immaculée des midis pleins du miel brûlant du soleil, à travers laquelle l'année finissante dérivait en feuilles rouges et jaunes qui venaient de nulle part et s'en allaient nulle part. Chaque jour, après avoir nagé et pris son bain de soleil, elle partait avec son papier et sa boîte de couleurs. Elle le laissait seul à errer dans la maison déserte, vibrante encore néanmoins du choc violent de sa présence — les quelques vêtements qu'elle possédait, le bruissement de ses pieds nus sur le plancher — et il croyait qu'il se préoccupait non du moment inévitable où leurs provisions tireraient à leur fin, mais du fait qu'il ne semblait pas s'en inquiéter le moins du monde : sensation étrange qu'il avait déjà connue une fois quand le mari de sa sœur lui avait fait la morale, un été, parce qu'il refusait de voter. Il se rappelait l'exaspération voisine de la rage avec laquelle il avait essayé de lui expliquer ses raisons, comprenant enfin qu'il parlait de plus en plus vite, non pour convaincre son beau-frère mais pour justifier se propre colère, de même que, dans un cauchemar anodin, il aurait pu chercher à rattraper son pantalon sur le point de glisser, que ce n'était même pas à son beau-frère qu'il parlait, mais à lui-même.

Cela devint chez lui une obsession; il se rendit compte avec assez de calme que secrètement, tranquillement et décemment, il était devenu un peu fou; maintenant il ne cessait de penser à la rangée de boîtes et de sacs qui diminuait, contre laquelle, en progression inverse, s'accumulaient les jours; néanmoins il n'allait pas dans le placard les regarder, les compter. Il se remémorait le temps où il allait se réfugier dans un parc, sur un banc, où il sortait son portefeuille, en tirait une feuille de papier et soustrayait des chiffres, mais maintenant il lui suffisait de regarder sur l'étagère une rangée de boîtes de conserves. Il pouvait compter les boîtes et savoir exactement combien de jours il leur restait, il pouvait prendre un crayon et cocher l'étagère elle-même, la diviser en jours, ce qui lui éviterait la peine de compter les boîtes, il n'aurait qu'à regarder l'étagère et lire où ils en étaient instantanément, comme sur un thermomètre. Mais il ne regardait même pas dans le placard.

Il savait que, dans ces heures-là, il était fou et il luttait parfois, convaincu qu'il avait triomphé de sa folie car, pendant un instant, les boîtes, sauf la tragique conviction qu'elles n'avaient même pas d'importance, lui sortaient aussi totalement de l'esprit que si elles n'avaient jamais existé, et il regardait autour de lui les lieux familiers avec un sentiment de désespoir profond, ne sachant même pas qu'alors il s'inquiétait, qu'il s'inquiétait si effroyablement qu'il ne s'en rendait même pas compte; il regardait avec une sorte d'ahurissement la solitude ensoleillée qu'elle venait de quitter temporairement, tout en y restant, et où elle reviendrait prendre sa place dans cette atmosphère qu'elle avait laissée derrière elle et qui était la sienne, exactement comme elle passerait une robe; elle le trouverait étendu sur le lit, éveillé, ne lisant même pas car il avait perdu cette habitude comme il avait perdu l'habitude du sommeil, et il se disait à lui-même : *Je m'ennuie. Je m'ennuie à mourir. Je suis complètement inutile ici. Personne n'a besoin de moi. Pas même elle. J'ai déjà coupé assez de bois pour jusqu'à la Noël et je n'ai plus rien à faire.*

Un jour il lui demanda de partager avec lui les couleurs et le bloc. Elle le fit et s'aperçut qu'il était daltonien sans même

s'en douter. Alors, chaque jour il se couchait sur le dos dans une petite clairière ensoleillée qu'il avait découverte. Enveloppé de l'odeur féroce, astringente et balsamique des pins, il fumait sa pipe de quatre sous (la seule précaution qu'il eût prise avant de quitter Chicago en vue du jour où ils n'auraient plus ni provisions ni argent), sa moitié de bloc et sa boîte de sardines convertie en boîte de couleurs intactes et vierges à côté de lui. Puis, un jour, il résolut de faire un calendrier, idée innocemment conçue non par l'esprit, par désir de posséder un calendrier, mais par simple ennui musculaire, et mise aussitôt à exécution avec le plaisir sensuel, pur, tranquille, de l'homme qui sculpte un panier dans un noyau de pêche ou grave le Pater Noster sur la tête d'une épingle. Il le traça soigneusement sur une feuille du bloc, numérota les jours tout en se proposant d'employer des couleurs différentes et appropriées pour les dimanches et les jours fériés. Il s'aperçut tout de suite qu'il avait perdu la notion du temps, mais cela ne faisait qu'ajouter à l'anticipation, en prolongeant le travail et en compliquant le plaisir : le panier du noyau de pêche serait un panier double et le *Notre Père* rédigé en langage chiffré. Ainsi, il remonta jusqu'au premier matin où, avec McCord, il s'était assis au bord de l'eau. Il savait le jour et la date. Ensuite, il compta en reconstituant de mémoire les mornes passages d'une aube à la suivante, déroulant un à un de la solitude impassible, verte comme le vin, douce comme le miel, les mardis, les vendredis et les dimanches perdus. Et, soudain, il pensa qu'il pouvait prouver ses chiffres, tirer une vérité mathématique du vide ensoleillé et extratemporel dans lequel les jours individuels s'étaient évanouis par les dates et les intervalles des règles de Charlotte, et la sensation qu'il éprouva fut celle que dut avoir quelque vieux berger sur les anciennes collines de Syrie en découvrant par hasard quelque formule alexandrine prouvant les vérités étoilées que toute sa vie, appuyé sur son bâton, il avait été à même d'observer chaque nuit et qu'il avait toujours su être vraies, sans savoir comment ni pourquoi.

C'est alors que la chose lui arriva. Assis, il contemplait ce qu'il venait de faire, heureux et surpris devant l'astuce qui lui

avait permis de concevoir pour Dieu, pour la Nature gaspilleuse ennemie de toute mathématique, féconde à l'excès, foncièrement désordonnée, illogique et informe, d'apporter sa propre solution au problème en découvrant qu'il avait gratifié octobre de six semaines et qu'aujourd'hui se trouvait être le douze novembre. Il lui semblait apercevoir le chiffre lui-même, indiscutable et solitaire dans la hiérarchie anonyme et identique des jours disparus. Il lui sembla que les rangées de boîtes sur leur étagère à six cent mètres de lui, les formes solides, dynamiques, semblables à des torpilles qui jusqu'à présent étaient une à une tombées, silencieuses et impondérables dans ce temps statique qui ne progressait pas et qui trouverait de la nourriture pour ses deux victimes comme il leur avait trouvé de l'air à respirer, existaient maintenant à l'inverse du temps, le temps devenu celui qui se meut, qui avance lentement, irrésistiblement, oblitérant les boîtes une à une dans une progression continue comme le ferait l'ombre d'un nuage en mouvement. *Oui*, pensa-t-il, *c'est l'été de la Saint-Martin qui en est cause. J'ai été attiré dans un paradis d'imbécile par une vieille putain ; j'ai été étouffé, dépouillé de ma force et de ma volonté par la vieille et lasse Lilith de l'année.*

Il brûla le calendrier et retourna au chalet. Elle n'était pas encore rentrée. Il alla jusqu'au placard et compta les boîtes. Le crépuscule ne tomberait pas avant deux heures. Quand il regarda vers le lac il vit qu'il n'y avait pas de soleil et qu'une couche de nuages, comme du coton sale, avait passé de l'est au nord et à l'ouest et que l'air aussi avait quelque chose de différent, une saveur nouvelle. *Oui*, pensa-t-il, *la vieille garce. Elle m'a trahi et maintenant elle n'a plus besoin de jouer la comédie.* Enfin il la vit approcher, contourner le lac. Elle portait des pantalons qu'il lui avait prêtés et un vieux chandail qu'ils avaient trouvé dans le placard, avec les couvertures. Il alla à sa rencontre. « Bon Dieu, dit-elle, je ne t'ai jamais vu l'air si heureux. As-tu peint un tableau ou as-tu fini par découvrir que la race humaine n'a vraiment pas besoin de s'échiner à vouloir faire des œuvres d'art ? » Il marchait plus vite qu'il ne croyait. Quand il la prit dans ses bras, il l'immobilisa d'une

secousse, par simple contact physique. Le buste renversé, elle le regardait maintenant, avec une surprise réelle, nullement feinte.

— Oui, dit-il, qu'est-ce que tu dirais d'un petit pelotage?

— Mais comment donc, mon cher, comment donc! dit-elle immédiatement. Puis elle se cambra à nouveau pour le regarder. « Qu'est-ce que tout cela signifie? Qu'est-ce qu'il te prend? »

— Auras-tu peur de rester ici toute seule cette nuit? Elle cherchait à se libérer.

— Lâche-moi, je ne te vois pas bien. Il la lâcha, mais sans cesser de soutenir l'inflexible regard jaune auquel il n'avait jamais pu mentir. « Cette nuit? »

— C'est le douze novembre.

— Bon. Et après? Elle le regarda. « Viens, allons tirer cette affaire au clair à la maison. » Ils rentrèrent au chalet. Elle s'arrêta de nouveau devant lui. « Alors, qu'est-ce qu'il y a? »

— Je viens de compter les boîtes, de mesurer le... Elle le regardait fixement avec cette impersonnalité dure, presque tragique. «Nous en avons encore pour environ six jours. »

— Bon. Et après?

— C'est la douceur de la température qui en est cause; comme si le temps s'était arrêté, et nous aussi, comme deux copeaux sur un bassin. C'est pourquoi je ne pensais pas à m'inquiéter, à surveiller. Je vais aller à pied au village. Ça ne fait jamais que douze milles. Je pourrai être de retour demain, vers midi. Elle le regardait fixement. « Une lettre. De Mac. Elle est là-bas. »

— C'est en rêve que tu as vu ça ou dans le fond de la cafetière quand tu comptais les boîtes?

— Elle est là-bas.

— D'accord. Mais attends à demain. Tu ne pourras jamais faire ces douze milles avant la nuit. Ils mangèrent et se couchèrent. Cette fois, elle vint le trouver tout de suite et se glissa près de lui sans plus se soucier du coude dur, douloureux, qui le blessait qu'elle ne l'aurait fait elle-même si les rôles eussent été renversés, pas plus qu'elle ne se souciait de la main douloureuse qui lui agrippait les cheveux et lui secouait la tête avec

une sauvage impatience. « Bon Dieu, je n'ai jamais vu personne dans ma vie s'efforcer à ce point d'être un mari. Écoute-moi, idiot. Si je ne voulais qu'un mari prospère, un lit, de quoi manger, pourquoi diable crois-tu que je serais ici, alors que j'avais tout cela là-bas? »

— Il faut bien que tu dormes et que tu manges.

— Naturellement, il le faut. Alors, pourquoi s'en faire? C'est comme ces gens qui s'affolent à l'idée qu'il faut se baigner au moment où on s'apprête à couper l'eau de leur salle de bains. Elle se souleva, sauta du lit avec la même violence soudaine. Il la vit aller à la porte, l'ouvrir et regarder dehors. Il put sentir la neige avant même qu'elle ne parlât. « Il neige. »

— Je le sais. J'ai compris cet après-midi qu'elle s'était rendu compte que la comédie avait assez duré.

— Elle? Elle referma la porte. Cette fois, elle alla se coucher dans l'autre lit. « Tâche de dormir. La course sera dure demain s'il neige beaucoup. »

— De toute façon la lettre sera là-bas.

— Oui, dit-elle. Elle bâilla, le dos tourné. Il doit même y avoir une ou deux semaines qu'elle attend.

Il quitta le chalet peu après le lever du jour. La neige avait cessé. Il faisait assez froid. Il atteignit le village après quatre heures de marche et trouva la lettre de McCord. Elle contenait un chèque de vingt-cinq dollars. Il avait vendu une des marionnettes et il avait la promesse d'une position pour Charlotte dans un grand magasin pendant les fêtes de Noël. Il faisait noir depuis longtemps quand il arriva au chalet. « Tu peux tout foutre à la fois dans la marmite, dit-il. Nous avons vingt-cinq dollars. Et Mac t'a trouvé une situation. Il viendra samedi soir. »

— Samedi soir?

— Je lui ai télégraphié. J'ai attendu la réponse. C'est pour ça que je suis en retard. Ils mangèrent, et cette fois elle alla le retrouver tranquillement dans le lit étroit, et cette fois elle se blottit même tout contre lui comme elle ne l'avait encore jamais fait.

— Ça m'ennuiera de partir.

— Vraiment? dit-il calmement, paisiblement, couché sur

le dos, les bras nus croisés sur la poitrine comme une statue de pierre sur un tombeau du dixième siècle. « Quand tu seras arrivée tu seras probablement très contente. Des gens à voir, McCord et les autres que tu aimes, Noël et tout ça. Tu pourras de nouveau te faire laver les cheveux, te faire faire les ongles... » Cette fois, elle ne broncha pas, elle qui d'habitude l'attaquait avec cette sauvagerie froide qui ne reculait devant rien, elle qui le secouait, le malmenait non seulement pour aider à la conversation mais simplement pour souligner les mots. Cette fois, elle restait parfaitement immobile, respirant à peine, la voix pleine non de soupirs, mais d'une simple incrédulité ébahie.

— Quand *tu* seras arrivée. *Tu* seras probablement. *Tu* pourras. Harry, qu'est-ce que tout cela signifie?

— Cela signifie que j'ai télégraphié à Mac de venir te chercher. Ta situation te permettra de vivre jusqu'à Noël. J'ai pensé que je pourrais garder la moitié des vingt-cinq dollars et rester ici. Mac me trouvera peut-être quelque chose, ne serait-ce qu'une situation avec le W.P.A. Alors je retournerai en ville et nous pourrons...

— Non, cria-t-elle, non, non, sacré bon Dieu, non! Serre-moi, serre-moi fort, Harry. C'est pour ça, ça a toujours été pour ça, c'est pour ça que nous payons : pour pouvoir être ensemble, coucher ensemble toutes les nuits; pas simplement pour manger, évacuer, dormir au chaud afin de pouvoir nous relever, manger, évacuer et recommencer à dormir bien au chaud. Serre-moi. Serre-moi fort, Harry! Fort! Il la tenait les bras raidis, le visage tourné vers le ciel, les lèvres retroussées sur ses dents rigides.

Dieu, pensa-t-il, *Dieu la garde. Dieu la garde.*

(*A suivre.*) William FAULKNER.

(*Traduit par M.-E. Coindreau.*)

Jean-Claude Gardin.

RÉFLEXIONS SUR LE PACIFISME D'AUJOURD'HUI

N. D. L. R. — Nous avons reçu le texte qu'on va lire, accompagné d'une lettre dont voici quelques fragments :

17 octobre.

Monsieur,

Je ne sais pas ce que vous jugerez bon de faire de ces notes. Je les ai rédigées en Afghanistan, au cours de recherches archéologiques... C'est dire si le problème que j'essaie d'y clarifier un peu, pour moi, me tourmente, car dans les montagnes à demi désertes de ce pays, les bruits du monde arrivent très amortis, et les quelques Français que l'on peut y rencontrer ne s'en soucient d'ailleurs pas beaucoup. C'est aussi vous prier de me pardonner les erreurs que j'ai pu commettre lorsque je me suis hasardé à citer quelques faits dont il ne m'est même pas possible ici de contrôler le souvenir que j'en ai. C'est enfin expliquer cette mauvaise frappe, que je n'oserais pas vous présenter si je ne savais qu'il m'est impossible de faire mieux avec les moyens du bord — une machine à écrire ensablée, sur une table pliante, à la lumière d'un fanal américain où le pétrole russe a beaucoup de peine à brûler.

Comme je l'indique à la fin du texte, je l'ai écrit pour clarifier ma propre pensée sur ce sujet où, je trouve, règne beaucoup de confusion. C'est seulement par la suite que j'ai pensé qu'il pourrait intéresser d'autres gens et que je l'ai un peu remanié en vue d'une éventuelle publication.

Je ne sais pas si dans ce cas vous désirerez connaître d'autres détails sur ma personne ; à la fonction que je vous ai indiquée, et que j'ai prise depuis quelques temps seulement, à la fin d'études de lettres et de langues orientales, je puis ajouter que j'ai vingt-cinq ans,

et que, pour employer une phrase bien française, « j'ai fait l'autre guerre » — je veux dire la deuxième, d'abord en qualité de matelot, puis d'officier de marine dans les Forces navales françaises libres, de juillet 1940 *à août* 1945...

Jean-Claude GARDIN,
Kaboul (Afghanistan).

Les décisions prises cette année par la plupart des nations, mesures de réarmement et de police intérieure, ont accéléré une évolution qui, jusqu'alors, pouvait paraître ne pas affecter directement les individus. Il était, en effet, permis, jusqu'à l'été dernier, au moins en France, de fonder une attitude politique sur l'existence plus ou moins sûre d'un mouvement d'indépendance nationale, ou mieux, européenne, vis-à-vis des deux blocs. C'était, sous certaines variantes, l'objectif que s'étaient proposé il y a trois ou quatre ans les animateurs de plusieurs groupements qui sont généralement restés fidèles par la suite à leur « ligne générale ». Depuis quelque temps, toutefois, on pouvait se demander si la position ainsi prêchée impliquait plus que le maintien, au milieu d'entraînements émotifs, de l'esprit critique et de la liberté de l'esprit. En effet, beaucoup des membres de ces groupements ont été obligés de répondre d'une façon concrète à des sollicitations extérieures tout à fait contraires à leur position de principe et qui dépassaient une simple participation passive à une politique intérieure qui ne cesse pas de s'écarter de la neutralité.

On peut naturellement répondre à ceci que nous ne faisions là (car je me trouve parmi les prévenus) que nous plier aux exigences élémentaires d'une démocratie, et que notre action, collective ou individuelle, devait se dérouler dans le cadre des institutions parlementaires. N'était-ce pas là précisément l'une des formes selon lesquelles nous entendions nous distinguer de nos opposants, qu'ils appartinssent à l'extrémité de la gauche ou de la droite? La critique de cette objection est tout notre problème.

C'est maintenant un lieu commun que le postulat selon lequel l'existence d'une démocratie dépend de la commune acceptation des règles du jeu parlementaire. Beaucoup de livres ont été écrits à ce sujet, depuis le *Contrat social* jusqu'à la vaste *Grammar of Politics* de Laski. Moins nombreux ont été les ouvrages consacrés à un autre problème, très lié pourtant au précédent. Que devient, non plus l'État mais l'individu, lorsque la vie politique de cet État n'est plus déterminée par le seul jeu parlementaire? Il y aurait quelque niaiserie à soutenir que sa tâche est alors de prêcher

d'exemple et de continuer, seul, à se soumettre à des impératifs qui n'ont plus rien de commun avec la « volonté générale » ou le vœu d'une majorité. Dans ce cas, toute « objection » individuelle, au sens le plus large du terme, devient licite — et la plupart des révolutions modernes en pays démocratique peuvent se justifier par cette inopérance primitive des principes de la démocratie.

Le refus individuel peut cependant se fonder d'une autre manière, indirectement reconnue par la Constitution ou la tradition politique de toute démocratie. L'autorité de l'État s'arrête, en effet, à une sorte de barrière légale, les Droits de l'Homme, qualifiés autrefois de « naturels », maintenant de « fondamentaux ». Ce détail de l'épithète n'est pas une simple question de mot si l'on admet qu'un droit naturel ne peut en aucune circonstance être transgressé, pas plus que l'on n'altère les propriétés naturelles des corps, alors qu'un droit fondamental, cessant d'appartenir à un Ordre immuable, peut parfois être suspendu. Puisque la science tend aujourd'hui à nier l'existence d'aucun ordre déterminé, reconnaissons la valeur de cette nuance... et constatons seulement que tant qu'un état de crise n'a pas été officiellement proclamé par le Parlement, le citoyen jouit de quelques libertés qui ne peuvent lui être retirées.

Tels sont les deux modes d'objection permise ou nécessaire, comme on voudra, lorsqu'un conflit surgit entre l'ordre de l'État et l'intention de l'individu. Depuis quelque temps, le nombre de ces conflits a augmenté, où une résistance aux ordres de l'État s'impose ou se justifie selon l'un ou l'autre de ces arguments, et cette situation rend de plus en plus insuffisante la seule considération d'une liberté de l'esprit, à laquelle s'attachent essentiellement les mouvements de troisième force ou de double opposition.

En France, le Parlement est partagé en de multiples « sectes » qui, cependant, se groupent en deux camps antagonistes chaque fois qu'une discussion (ou une bagarre) s'engage sur des problèmes souvent futiles. Sans accepter toutes les accusations de « complicité avec l'ennemi » que se lancent alors les adversaires, on ne peut pas ignorer le rôle dans notre politique intérieure des vœux de l'Est ou de l'Ouest, transmis par les députés à des électeurs qui sont souvent fort loin d'en accepter toutes les conséquences pratiques. Les socialistes ou les « titistes », dont les représentants à l'Assemblée votèrent certains crédits militaires ou condamnèrent « l'expérience yougoslave », connaissent les problèmes qui se posent alors. D'une façon inverse et moins contraire aux règles du jeu démocratique, mais pourtant analogue, les « rebelles » travaillistes et, plus récemment, les députés danois, se virent obligés, les uns de se détacher d'un parti, les autres d'ordonner

leur propre dissolution parce qu'ils refusaient certaines mesures trop évidemment liées à la politique extérieure d'un Bloc. De telles expériences montrent la paralysie et l'asservissement des systèmes parlementaires européens, soumis à de fortes pressions étrangères, paralysie et asservissement qui autorisent toute dissension individuelle. Que la politique d'un parti soit affectée par son adhésion à l'idéologie d'une nation étrangère, rien de plus naturel — mais puisque chacun de ces partis se recommande d'une idéologie supra-nationale pour justifier son absence de considération pour les aspirations des non-membres, qu'il soit permis à ceux-ci d'invoquer eux aussi une idéologie supra-nationale différente, qui autorisera le rejet des directives du parti au pouvoir.

Les juristes argueront que les minorités n'ont plus voix au chapitre lorsqu'un Parlement a proclamé l'état d'exception qui suspend les droits fondamentaux de l'individu, pour le « salut de la nation ». Fort bien, mais aujourd'hui on s'attache précisément à ne plus parler, d'un côté ou de l'autre, du salut de la nation. On invoque, au contraire, ces idéologies fondées non plus sur la notion de patrie, mais sur une conception particulière des rapports de l'Homme et de son milieu. Ce n'est donc plus le lien à une société géographiquement limitée qui impose à l'individu de se plier au vœu de cette société; c'est son appartenance à l'humanité tout entière que l'un et l'autre des partis en présence invoquent aujourd'hui pour l'entraîner chacun dans sa croisade. Puisque l'on choisit de se hausser ainsi sur un plan qui dépasse l'antagonisme des nations, il faut bien reconnaître que, sur ce plan-là du moins, l'homme et l'État se rencontrent en égaux et que les valeurs communes à vingt millions d'hommes n'ont pas plus de poids (spirituel) que les valeurs défendues par vingt mille.

Nous retrouvons là un vieux droit naturel, la liberté de pensée, qui, si l'on a parfois réussi à le mettre au clou au nom de la patrie (ainsi en France), n'a jamais pu être nié au nom de l'Humanité (ainsi le statut particulier des objecteurs de conscience en Angleterre). On mesure là tout à la fois la grandeur et l'absurdité de l'œuvre des démocraties nationalistes, qui ont pu inculquer à quelques hommes le sens et le goût de valeurs humaines transcendantes à l'idée de patrie, et qui, pourtant, s'entêtent à vouloir enchaîner ces mêmes valeurs à la traîne d'antiques « intérêts supérieurs de la patrie » — car c'est là le véritable aboutissement de l'histoire depuis que ces idées cherchent à s'y frayer une place. Nos guerres ne sont pas plus « idéologiques » ni plus « justes » que les guerres de nos prédécesseurs. On y trouve, de part et d'autre, le même jeu d'intérêts trop réfléchis et d'exaltations qui ne le sont pas assez, la même proportion de mercenaires, en droit

ou en fait. Le seul élément nouveau de notre temps, c'est que l'on trouve, dans quelques vieilles nations, un petit nombre de gens prêts à objecter à la politique, et plus particulièrement aux guerres de leur pays, au nom même des principes qui figurent en tête de leur Constitution. C'est de cette objection de principe que sont nés après la guerre les mouvements où les mots de paix, fédération, citoyen du monde, non-violence, signifient le renversement des anciennes alliances.

Ainsi, lorsque nous déclarons insuffisante la position des groupes qui, en France, se sont associés à ces mouvements internationalistes, ce n'est pas par souci d'en critiquer l'inspiration, qui constitue peut-être le seul progrès dont on puisse parler. Nous pensons seulement que cette position, sur le terrain de libre discussion où elle s'est délibérément placée, se trouve maintenant tout à fait dépassée par le sens et l'accélération de l'évolution politique. Nous avons essayé de montrer comment, par l'inopérance croissante des institutions démocratiques et par le déplacement du « choix » sur un plan supranational, l'individu se trouvait libéré des obligations qui le lient aux décisions de son pays, au moment même où celles-ci se font plus nombreuses et plus pressantes. Aux U.S.A., déjà, certains réservistes ont dû opter entre la participation à une guerre qu'ils désapprouvent, et, pour reprendre un terme dont nous connaissons tout le sens, la clandestinité; quelques-uns ont choisi la clandestinité. La récente mesure d'exception prise contre les communistes par les deux Chambres américaines multipliera le nombre de dilemmes analogues qui se poseront aux non-communistes mêmes, et les positions de principe devront se durcir en opposition concrète, ou, au contraire, s'effacer devant la puissance d'un État autrefois démocratique. En France même, il ne faut malheureusement pas beaucoup d'imagination pour se représenter une évolution parallèle de notre politique intérieure, que retarde seulement la résistance d'un parti plus important qu'aux U.S.A. La proposition de M. Daladier à l'Assemblée, il y a quelques mois, était un signe des temps...

C'est pourquoi il ne nous paraît pas indûment pessimiste d'envisager dès maintenant sous leur aspect concret les conséquences de l'antagonisme entre les exigences de l'État et certaines positions individuelles telles qu'elles ont été souvent exposées sur le plan théorique.

Pratiquement, trois solutions sont possibles, dont une seule cependant constitue véritablement une solution : l'individu choisit de se conformer aux instructions de l'État. Les raisons d'un tel « choix », si c'en est un, peuvent varier : habitude, inertie, intérêt,

qui peut être l'intérêt d'un autre autant que le sien propre, etc. Sans entreprendre un jugement d'ailleurs difficile de toutes ces formes d'abdication, constatons seulement qu'elles suppriment le côté concret du problème, puisque la vie de l'individu continue à se dérouler dans le cadre social préétabli, mais qu'elles ne le résolvent pas nécessairement dans la conscience de l'individu.

A l'opposé du renégat se situe naturellement le martyr... encore que le choix de ces termes soit malheureux, le renégat étant souvent martyr et le martyr toujours renégat... Sous cette appellation imparfaite se rangent deux attitudes semblables quant à leur fondement, l'objection, mais différentes quant à leur forme d'expression. Toutes deux refusent le compromis, mais l'une, peu soucieuse d'efficacité, affirme hautement son refus d'obtempérer, et finit en cellule ou sur l'échafaud où elle a d'ailleurs quelque chance de retrouver l'efficacité. L'autre, au contraire, soit par pur instinct de conservation, soit par suite d'une conception différente de l'efficacité, choisit de chercher dans la fuite le salut de l'âme *et* du corps. Sur l'attitude « prophétique », nous ne pourrions que répéter ce qui en a été dit dans un numéro de la revue *Esprit*, consacré au pacifisme. Ouvrant une longue parenthèse, nous voudrions toutefois préciser qu'à notre point de vue une telle attitude ne se confond pas avec l'objection de conscience à laquelle on l'associe souvent. Il s'agit ici d'un refus de participer à une guerre déterminée (celle que l'on nomme déjà la troisième) et non d'une position de principe immuable proscrivant tout acte violent. Même si les raisons qui motivent ce refus ne sont pas toujours liées à des circonstances particulières, elles ne s'en distinguent pas moins de l'impératif absolu qui dicte l'attitude d'un objecteur de conscience. Pacifisme et objection de conscience ont été mêlés, depuis cinq ans, dans une action commune pour la paix; mais certaines scissions se sont manifestées, que l'on aurait peut-être évitées en distinguant clairement au départ les sources variables de cette tendance commune. Fonder une critique de l'initiative de Garry Davis, en ses bons jours, sur le fait qu'il avait participé à la guerre, était un peu niais; mais on pouvait émettre des doutes sur la solidité d'une pensée qui en arrivait parfois à prêcher simultanément la non-violence et la libération par la force de l'Espagne.

En fait, il paraît difficile de fonder l'objection de conscience autrement que sur un acte de foi qui, sans être nécessairement religieux au sens étroit du terme, n'en est pas moins essentiellement irrationnel. Le passage de l'état de paix à l'état de guerre n'a jamais été considéré comme une mesure exceptionnelle libérant l'individu de ses obligations sociales... On déclare la guerre

comme on fixe le prix du hareng saur, par le vote d'une Assemblée qui est alors censée émettre, dans un cas comme dans l'autre, le vœu de la majorité des citoyens. On n'a même jamais songé, au moins en France, à vérifier périodiquement le bon fonctionnement de la mécanique parlementaire en soumettant cette décision (périodique elle aussi) au référendum des électeurs. Dans le cas de la guerre d'Indochine pourtant, le résultat serait digne d'intérêt. Il n'y a d'ailleurs pas lieu d'incriminer ici les auteurs de nos constitutions, car on conçoit mal qu'il puisse en être autrement. Les guerres ne s'engendrent pas d'elles-mêmes, spontanément; elles résultent de l'évolution divergente de groupes sociaux, à laquelle, bon gré, mal gré, d'une façon active ou passive, tout le monde, sauf Robinson Crusoé, a participé. Quand l'individu, après avoir joui des avantages de la vie en société, choisit de s'en désolidariser au moment où l'intégrité de celle-ci se trouve menacée, on conçoit que le groupe social objecte à son tour... De peur que l'on ne voie là un reste de chauvinisme, disons encore que nous ne critiquons pas le fait même de la désolidarisation mais bien une certaine conception de la désolidarisation qui voudrait en rejeter les extrêmes conséquences. Lorsqu'un individu décide d'ignorer la volonté de la société qui le sollicite par les voies habituelles, il est illogique de s'indigner que cette société décide, à son tour, d'ignorer la volonté de l'individu. Le contrat est rompu, et on voit mal de quel principe ou de quel droit peut encore se recommander une quelconque revendication. Injustice du conflit, inefficacité de la violence? C'est-à-dire, en dernière analyse, la liberté de pensée? Mais dès que cette liberté se manifeste en un engagement concret, elle rencontre les barrières propres au régime démocratique, décision de la majorité, et toute mesure d'exception votée en période de crise par cette même majorité. Rejet absolu de la violence et transcendance d'un droit d'abstention qu'il importerait enfin de reconnaître, au-delà de toute obligation sociale? Mais comment demander à un État que l'on veut laïque d'admettre encore une transcendance? Les droits naturels inaliénables sont devenus des droits fondamentaux susceptibles d'être suspendus par un simple décret de cette même société qui leur donne le jour. Nous avons voulu une évolution dans ce sens, sans doute pour effacer de nos constitutions toute trace du plus vague déisme. L'admission d'un droit absolu ne diffère guère de la reconnaissance d'un droit divin et semble, à ce titre, tout à fait contraire au rationalisme, au nom duquel certains objecteurs de conscience croient encore pouvoir réclamer un statut.

On objectera que la non-violence peut parfaitement se fonder sur une argumentation rationnelle, dont le thème serait l'efficacité

supérieure des formes pacifiques de la résistance. On invoquera l'influence historique des martyrs, le succès des campagnes de Gandhi. Mais le contresens est clair : les martyrs, eux, n'ont jamais prétendu qu'ils agissaient au nom du seul rationalisme... et leur force était une Idée, dont l'I majuscule définit suffisamment l'origine, sinon la nature. De même, l'exemple hindou, bien qu'il n'implique aucune Église, ne s'explique pas sans un acte de foi.

De quelque manière que l'on veuille justifier l'objection de conscience, on aboutit toujours à un acte de ce genre. C'est ce qui nous incline à penser que le point de vue de l'objecteur de conscience ne peut être qu'un point de vue religieux, à condition, bien entendu, que l'on donne au fait religieux un sens large, non pas croyance en des divinités, mais communion à des valeurs spirituelles, différentes des valeurs sociales, malgré Durkheim... C'est aussi ce qui nous permet de critiquer non pas l'objection de conscience, mais tout essai d'intégration de l'objection de conscience dans un système de valeurs sociales. Ce n'est pas méconnaître la force ni le bien-fondé d'une foi que d'admettre qu'il soit impossible de demander à un État laïque de la soustraire aux nécessités de la vie sociale. Et comment nier que la violence ne soit la première de ces nécessités... On ne peut pas considérer un « statut » de l'objection de conscience autrement que comme un luxe que peuvent s'offrir certains États où les dissidents potentiels constituent une minorité négligeable. Même alors, n'est-il pas significatif que cette tolérance soit tantôt liée à une appartenance de l'objecteur, tantôt suspendue en période d'hostilités?... Il faut bel et bien renoncer à l'espoir qu'aucun mouvement pacifiste puisse jamais acquérir un intangible droit de cité en quelque régime nationaliste, et la désolidarisation du groupe social qu'implique le refus de répondre à son appel doit être assumée de la façon la plus entière, sans espérance d'une possible compromission. C'est bien ainsi que l'entend l'attitude prophétique, et c'est aussi l'origine de la deuxième attitude que nous plaçons sous l'étiquette du refus, la fuite.

Il est clair que la fuite n'est possible que dans un nombre de cas limité. Jamais maquis n'aura été moins sûr... tant à cause des progrès de la police officielle et privée de l'État que de l'absence, cette fois, de toute aide extérieure. Reste la possibilité de gagner à temps un pays neutre ou une région à l'écart de la mêlée. Les difficultés sont évidentes, là aussi : d'abord, trouver cette merveille..., puis y parvenir, s'y intégrer, jusqu'au jour où se poseront d'autres problèmes, tels que l'absorption du pays dans un monde totalitaire « unifié » ou la prolongation forcée de l'exil. En France même, cependant, vivent actuellement des Espagnols, des Grecs,

des Polonais, des Iraniens, des Américains, qui ont été obligés de fuir un pays dont ils ne pouvaient d'aucune autre façon combattre la politique. Une voie identique est ouverte à quelques Français privilégiés, et certains l'ont déjà envisagée; mais il semble que l'inertie individuelle, une sorte de gêne aussi, pèsent à l'encontre d'une décision aussi tranchante et la retardent jusqu'au moment où elle n'est déjà plus réalisable. Beaucoup d'enrôlés de nos guerres ne sont-ils pas seulement des émigrés ratés?

La troisième réponse concrète à l'antagonisme se situe entre l'abdication et la révolte ouverte; c'est, pour emprunter un autre terme à la mode, le double jeu. Précisons, pour éviter toute confusion, que nous n'entendons pas par là un balancement politique entre deux tendances opposées, mais l'acceptation temporaire d'une action concrète qui ne s'accorde pas aux principes de l'individu (ou du parti). On peut concevoir deux formes de cette attitude : l'une métaphysique, l'autre, au contraire, tout à fait pragmatique. Aucune étude n'illustre mieux la première que le dialogue de Krishna et Arjuna dans le Bhagavad Gîta. A Arjuna, qui blâme, au nom de principes humanitaires, la guerre de conquête où il se trouve engagé, Krishna répond par une théorie selon laquelle les obligations sociales se fondent à l'Absolu. D'ailleurs, ajoute-t-il, « croire que l'on tue, penser que l'autre est tué, c'est également se tromper... Sans commencement et sans fin, l'éternel, l'Ancien, n'est pas frappé quand le corps est frappé. » Puis, sur une nouvelle question d'Arjuna, Krishna conclut que l'abstention de toute action au profit de la méditation, ou l'engagement dans l'action, ne sont, au fond, que deux méthodes indifférentes pour parvenir au même idéal.

Heureux les vishnouites, encore qu'ils connaissent d'autres déchirements, mais très délicate la démarche positive qui consiste à rechercher dans le double jeu la forme la plus efficace de résistance. L'obéissance, ici, ne se justifie plus par le détachement ou la communion avec l'Absolu, mais par la révolte de l'esprit et l'espoir d'un renversement de l'Histoire. Si l'on y regarde de près, les deux positions ne sont pas tellement différentes : seule la nature de l'Absolu choisi les sépare... Toujours est-il que, dans ce cas, la justification doit être de ce monde et que le disciple se trouve à la fois sujet et objet de l'histoire, ce qui complique singulièrement sa tâche. M. Merleau-Ponty, dans *Humanisme et Terreur*, a beaucoup mieux exprimé l'ambiguïté du rôle, et nous nous contenterons, là aussi, d'en examiner les variantes qui s'offrent pratiquement à notre choix.

Elles sont au nombre de deux; nous pouvons suivre le mouvement qui déjà nous range aux côtés de l'Amérique, ou, au con-

traire, participer avec les communistes à toute action visant au triomphe du soviétisme. Dans l'un et l'autre cas, l'adhésion ne s'admet que par la prise d'un engagement tacite d'entrer dans tout groupement d'opposition au régime finalement victorieux pour lutter contre ces mêmes tendances qui, aujourd'hui, nous contraignent au double jeu.

On conçoit qu'une telle attitude puisse être qualifiée d'absurde ou de désespérée. Mais avons-nous d'autres choix? Beaucoup d'entre nous trouveront sans doute de solides raisons pour se conduire encore en « bon citoyen » (mais non pas du monde), d'autres moins nombreux se découvriront une vocation prophétique... Entre ces deux groupes, pourtant, il se trouve quelques êtres imparfaits, ni tout à fait purs, ni tout à fait corrompus, et tous ceux à qui l'une des formes du double jeu paraît plus praticable — ou plus efficace que la fuite ou la mort en gants blancs.

Efficacité?... Et de rire : l'établissement d'un régime totalitaire à l'échelle de puissance de l'U.R.S.S. ou des U.S.A. n'exclut-elle pas toute opposition? Sans doute, pour un temps, et nous n'avons rien à espérer d'un côté ou de l'autre; mais les générations futures... Nous savons bien tout ce que cet argument a de spécieux, et d'inopérant aussi, dans notre vie quotidienne : les hommes n'ont pas été habitués à ce qu'on leur demande de rompre leurs attaches terrestres pour le bonheur d'une hypothétique descendance. Mais les hommes n'ont pas été habitués non plus à choisir entre deux marques de guillotine. Lorsqu'on leur impose un choix aussi absurde, il ne faut pas trop s'étonner si les raisons déterminantes du choix sont, elles aussi, un peu ridicules. Alors, pourquoi pas la littérature comparée, pourquoi pas les coupoles du Kremlin contre le dôme de la Maison Blanche? l'isba contre le skyscrapers la vodka contre le coca-cola? Pourquoi pas aussi les génération, futures? On pourrait même se risquer en un choix moins irrationnel : puisque aucun des deux systèmes ne nous est ouvert, et puisque chacun nous assure que les mesures qui nous arrêtent sont des mesures « d'exception », justifiées seulement par les nécessités de la défense contre l'impérialisme de l'autre, jugeons-les tous deux non plus sur leur politique, mais sur leur idéologie... relisons Marx et Adam Smith... faisons un pari, pour ou contre l'Histoire, pour ou contre le Bonheur... et offrons nos services (conditionnés, et partant, notre tête) à celui des deux où nous imaginons qu'un jour, peut-être, nous aurions pu... Mais nous retombons dans l'hypothétique progéniture.

Ce ne sont là que des suggestions, et nous savons que le choix final, pour la plupart, ne s'imposera qu'à la croisée des chemins, à un moment où des facteurs nouveaux, d'ordre personnel souvent,

nous aiguilleront sur des voies que nous ne pouvons pas prévoir. Il en est une pourtant que nous souhaitons éviter; c'est celle de l'obéissance aveugle due à la seule paresse de l'esprit.

Les organisations pacifistes, fédéralistes, internationalistes n'ont pas acquis le soutien des gouvernements, et l'évolution politique les contraint à une action toujours plus utopique. Il ne s'ensuit pas que leur existence soit désormais inutile : comme dans les publications animées de principes analogues, des idées s'échangent, des contacts se créent. Mais déjà, des hommes directement requis par les exigences croissantes des nations se trouvent entraînés très loin de leur adhésion à ces principes. Dès lors le problème du choix cesse de se poser en termes intellectuels, et l'appartenance à des groupements politiques ou littéraires ne suffit plus à le résoudre.

Nombreux sont ceux pour qui toutes ces remarques apparaîtront comme autant de redites, et cette conclusion comme un truisme qui ne méritait pas le discours. Tant pis; il en est d'autres, que l'on rencontre malheureusement souvent et partout, qui vivent dans l'heureuse conscience de leur appartenance pacifiste. Ceux-là semblent ne s'être jamais demandé quelles pouvaient être, un jour, les conséquences concrètes de cette appartenance, soit que cet aspect du problème leur paraisse hors de propos, soit qu'ils attendent quelque directive d'un mouvement dont le seul mot d'ordre ne saurait être qu'un sauve-qui-peut. C'est à ceux-là que nous proposons ces quelques notes, bien qu'elles n'aient pas été rédigées pour « diriger des consciences » mais pour clarifier notre propre pensée.

La Fin de l'Espoir? — Peut-être. Le désespoir? — Sûrement pas... Camus a tout dit là-dessus.

Jean-Claude GARDIN.

Claude Bourdet.

LA CONJONCTURE POLITIQUE

Depuis deux mois la guerre de Corée a évolué d'une façon radicale encore que prévisible. Le 24 novembre, passant outre aux avertissements chinois et aux conseils du Pandit Nehru, les forces de Mac Arthur attaquaient en direction de la frontière chinoise, menaçant ainsi les principales sources de l'énergie hydro-électrique de l'industrie chinoise de Mandchourie, situées en territoire coréen. Le 27 novembre, une contre-offensive chinoise menée par des effectifs à peine plus importants que ceux de Mac Arthur, mais mieux adaptés au climat et au terrain, transformait l'offensive américaine en retraite, et bientôt en retraite précipitée. Vers le 10 décembre, les forces chinoises étaient arrivées sur le 38e parallèle, où elles se fixaient jusqu'au 1er janvier.

A la suite de cette défaite un nèt revirement se produisait dans le camp occidental; des paroles inconsidérées du président Truman, parlant de l'emploi éventuel de la bombe atomique contre la Chine, provoquaient le 1er décembre un débat historique au Parlement britannique où, de la gauche à la droite, du travailliste Silverman au conservateur Churchill, toute la Chambre des Communes exposait en termes mesurés mais fermes au gouvernement travailliste, le sentiment de gêne de l'Angleterre devant une politique britannique trop assujettie à celle des États-Unis, ainsi que le refus de l'opinion de s'associer à l'emploi de méthodes « atomiques » contre la Chine. Sur les représentations, croit-on, du Premier britannique, M. Truman démentait au bout de quelques heures la première version, pourtant assez claire, de ses paroles, et le lendemain M. Attlee s'envolait vers Washington.

Les entretiens Truman-Attlee n'apportèrent, semble-t-il, aucun élément constructif susceptible de faciliter le rétablissement de la paix en Extrême-Orient. Il faut en chercher les raisons, d'une part dans l'affolement du président Truman qui parait avoir définitivement « perdu les pédales » et avoir été plus sensible aux

pressions des éléments jusqu'auboutistes du Congrès qu'aux objurgations de la Grande-Bretagne — d'autre part, dans les moyens de pression économique dont disposent les États-Unis à l'égard de la Grande-Bretagne, grâce au contrôle par les Américains du marché d'un certain nombre de matières premières qui commencent à manquer à l'industrie britannique, mettant ainsi en cause le précaire équilibre économique et social du Royaume-Uni.

Toutefois, la réaction anglaise avait été si nette que les États-Unis ne pouvaient plus songer sérieusement à une solution atomique, si tant est que celle-ci pût avoir militairement un sens, en Corée et en Chine. Très probablement, la Grande-Bretagne a, le 1er décembre 1950, sauvé, au moins pour quelque temps, la paix mondiale.

Force était donc aux Américains d'attendre et de « voir venir ». On put espérer un instant que la présence de la délégation chinoise à Lake Success et l'arrêt des Chinois sur le parallèle amènerait une détente et un accord. Il aurait fallu pour cela qu'il fût possible de lier, conformément aux désirs chinois et à la suggestion de l'Inde, le « cessez le feu » en Corée à l'entrée de la Chine populaire à l'O. N. U. et à la restitution de Formose au gouvernement de Pékin, ou tout au moins à l'abandon du protectorat accordé par les États-Unis à Tchang Kaï Tchek. Dans ces conditions, l'évacuation simultanée des « volontaires » chinois et des forces américaines et alliées aurait pu faire l'objet d'un règlement par étapes, où l'on eût inclus, du même coup, une solution politique acceptable pouvant, en Corée, « sauver la face » des Nations Unies.

Mais le refus des Américains de lier « l'offre » à la « demande », obligea le groupe des « treize neutres d'Asie » qui faisait fonction de médiateur, à rétrécir singulièrement la portée de ses efforts. Sous forme d'une proposition de trêve inconditionnelle, ces efforts n'avaient aucune chance de vaincre l'opposition de la Chine qui aurait perdu, en acceptant, ses atouts militaires, sans voir régler la question de son admission à l'O. N. U. ni celle de Formose [1].

1. Si l'on s'étonne de l'insistance mise par un État maître d'un demi-continent et des destinées de 400 millions de citoyens, à récupérer une île peuplée de quelques millions d'habitants, il ne faut pas oublier que c'est sur cette île que sont réfugiés les 600.000 hommes de l'armée de Tchang Kaï Tchek, dernier obstacle à l'autorité politique définitive de Pékin sur le peuple chinois, dernier espoir des anticommunistes de Chine et de l'étranger. De plus, l'intervention de « protection » américaine, les déclarations assez vagues de Washington concernant l'avenir de Formose, la politique pro-japonaise de Mac Arthur, ont permis aux communistes

Fin décembre, le général Wu et la délégation chinoise quittaient les États-Unis en adressant leurs vœux de fin d'année au peuple américain. Le 1er janvier, les forces chinoises, augmentées des divisions coréennes reconstituées, traversaient le 38e parallèle et avançaient vers Séoul. Il semble qu'en aucun point les forces de l'O. N. U. n'aient tenté d'opposer une résistance durable aux forces adverses. Si l'on en croit des journalistes américains comme Drew Pearson, la supériorité numérique sino-coréenne était pourtant beaucoup moins grande qu'on ne l'a dit. Si l'on en croit d'autre part d'autres correspondants, comme celui du quotidien britannique *Daily Mirror* et comme Charles Favrel du *Monde*, la retraite des forces alliées en Corée s'est faite pratiquement sans tirer un coup de fusil et en rompant au maximum le contact. Andrew Roth, correspondant à Londres de la *Nation* de New-York et de *l'Observateur* de Paris, affirme que cette décision de retraite précipitée a été prise au cours des entretiens Truman-Attlee de Londres. Bien entendu une telle fuite s'explique peut-être par le désir américain de ne pas être forcé à négocier, mais au contraire, en évacuant la Corée, de pouvoir conserver la base de Formose pour le cas d'une guerre mondiale.

Dans ces conditions, il est assez difficile, au moment où l'on écrit ces lignes, d'augurer un résultat très concret de la nouvelle proposition de trêve du 13 janvier, issue de la conférence du Commonwealth à Londres. Ce plan a été marqué en effet du même vice que le précédent. Pour ne pas se heurter à un refus américain, il propose de nouveau une trêve inconditionnelle et n'offre à la Chine aucune satisfaction certaine pour Formose et pour le siège à l'O. N. U., alors que les succès de plus en plus nets des armées sino-coréennes doivent avoir plutôt accru les exigences de Pékin. Toutefois, il reste une chance pour un succès au moins provisoire de la proposition ou d'une proposition future du même genre. Si les Chinois arrivent à la conviction qu'ils n'ont plus à redouter une contre-offensive américaine à partir d'un nouveau « réduit », ils pourront être amenés à accepter le principe de la trêve afin de fixer les troupes américaines en Corée et d'éviter qu'à la suite d'une

chinois de relier vis-à-vis de leur opinion publique l'affaire actuelle de Formose, au souvenir de l'annexion ancienne de l'île par les Japonais. Ainsi Formose est devenue une sorte d'Alsace-Lorraine ou d'Italia Irredenta, et fournit le thème d'une revendication essentiellement nationaliste susceptible de rallier aux communistes chinois de larges secteurs de l'opinion chinoise non-communiste.

évacuation à la « Dunkerque », une situation quasi-définitive soit créée, rendant tout marchandage sur Formose et sur le siège à l'O. N. U. impossible, faute de monnaie d'échange.

Role de l'Inde, absence de la France.

Pendant toute cette période, l'activité déployée par la diplomatie indienne a été remarquable; si les avertissements de Nehru n'ont servi à rien devant l'obstination optimiste du général Mac Arthur, ce sont pourtant les efforts du Pandit, conjugués avec l'effet psychologique de l'offensive chinoise, qui ont permis de faire admettre les Chinois à Lake-Success; s'il n'avait tenu qu'à l'Inde, le bon sens, et peut-être la paix, auraient triomphé. Un peu plus tard, c'est la vigoureuse condamnation de la politique américaine que Nehru a, dit-on, formulée au cours de la conférence du Commonwealth, qui amena les nations dudit Commonwealth à prendre l'initiative d'un nouveau plan de paix. Si ce plan n'a pas comporté de progrès très significatifs sur le premier plan de trève, c'est que l'Inde est malheureusement aujourd'hui la seule grande puissance cherchant à mener une politique réellement indépendante entre les deux blocs. Au sein du Commonwealth, elle est contrecarrée par les tendances pro-américaines des gouvernements conservateurs d'Australie et de Nouvelle-Zélande, et la Grande-Bretagne, malgré sa renonciation à l'aide Marshall et son sentiment assez juste de la politique nécessaire en Asie, ne peut guère avoir d'action positive parce qu'elle continue à être ligotée par divers liens économiques.

C'est pourquoi on peut déplorer, une fois de plus, l'absence d'une diplomatie française indépendante. On a pu constater avec tristesse que le Parlement français, à quelques exceptions près, a été incapable de la réaction salutaire qui fut celle du Parlement britannique le 1er décembre. La peur d'apparaître pro-communiste, qui a succédé depuis quelques années chez la plupart des hommes politiques français à la peur égale d'apparaître anticommuniste, la peur de mécontenter Washington, la peur des répercussions coloniales d'une politique indépendante, et peut-être surtout la peur de paraître se déjuger, ont fait de la France le moins estimable des satellites : un satellite maussade mais silencieux.

Cette même incapacité à réagir franchement et naturellement est apparue en ce qui concerne la politique de la France vis-à-vis du

réarmement allemand. Il fut un temps où les hommes aujourd'hui au pouvoir souscrivaient aux craintes ou prétendues craintes communistes concernant la « résurrection de la menace allemande », alors vain épouvantail. Aujourd'hui le réarmement allemand est un des objectifs majeurs de la politique américaine; l'attitude des États-Unis est logique puisqu'ils savent que d'ici longtemps il leur sera impossible de transporter rapidement et à coup sûr des divisions en Europe en cas de guerre, et que par conséquent la seule garantie militaire qu'ils nous offrent par le pacte atlantique est la garantie aérienne qu'ils offraient déjà *de facto* avant le pacte atlantique.

Seulement, les dirigeants américains admettent parfaitement que ce réarmement soumet l'Europe à ce qu'ils appellent un « risque calculé », attendu que la résurrection d'une puissance militaire allemande nécessairement construite autour des anciens cadres de la Wehrmacht rendra vie à une Allemagne militariste, dont l'armement et l'idéologie conquérante ne s'arrêteraient sans doute pas aux limites qu'on prétendrait aujourd'hui fixer. Ainsi réapparaîtrait, pour la Russie, la seule menace terrestre qu'elle ait appris à craindre. La tentation serait alors grande pour elle d'écraser cette menace dans l'œuf : quelles que soient les conséquences d'un tel geste, elles pourraient paraître aux dirigeants de Moscou moins funestes que celles de la passivité.

De tels développements, prévus à Paris dans ce qu'il est convenu d'appeler les « cercles autorisés », n'ont pourtant pas empêché notre gouvernement de participer aux décisions de Bruxelles du 19 décembre, invitant « *les gouvernements des Etats-Unis, de France et du Royaume-Uni à poursuivre l'examen du réarmement allemand avec le gouvernement de la République fédérale* ». De même, après quelques discutailleries sur la dimension des futures unités allemandes, Paris a accepté en rechignant le plan Spofford prévoyant la création d'une espèce de sous-division appelée « combat-teams », qu'il faut bien, si l'on suit la classification chère au « Règlement de Manœuvre de l'Infanterie », considérer comme une « grande unité ». Toutes ces propositions et négociations ont permis au gouvernement de Bonn et à ses conseillers militaires de demeurer dans la position commode de la-personne-à-qui-on-demande-une-faveur. D'ores et déjà, il est apparu que le prix de la bonne volonté officielle de l'Allemagne serait le rétablissement de la complète égalité de droits et de la complète liberté de manœuvre du nouveau

Reich, ainsi que la réhabilitation des « criminels de guerre » et la disparition de ce vocable, jugé profondément blessant par tous les ex- et futurs officiers allemands.

La Russie a fait savoir de la façon la plus catégorique que l'application pratique de telles décisions serait considérée par elle comme extrêmement grave. Elle a renouvelé en revanche sa proposition de conférence à quatre. Il semble bien que le gouvernement français, maintenant sincèrement inquiet des conséquences de sa politique allemande, ou plutôt de son absence de politique, s'accroche avec un certain espoir à ce projet de conférence, et qu'il ait contribué à faire adresser à la Russie une réponse relativement favorable et conçue en termes modérés.

Toutefois il est bien clair, et l'exemple de la Grande-Bretagne dans les affaires de l'Extrême-Orient le prouve, qu'un désir d'entente sur le problème allemand ne pourrait être efficace que si la France avait le courage de mener dans tous les domaines une politique indépendante; faute de quoi, les liens qui l'assujettiront à la politique américaine pour de tout autres questions, l'empêcheront d'intervenir librement quand il s'agira de parler de l'Allemagne.

Par contre un élément de détente, inattendu pour beaucoup, est apparu dans la volonté de plus en plus nette du peuple allemand de ne pas se laisser réarmer. En dehors des réactionnaires à tous crins des clans militaires, et des millions de réfugiés ayant fui l'Allemagne de l'Est ou les territoires annexés par la Pologne ou réannexés par la Tchécoslovaquie, — le peuple allemand, profondément conscient des nouveaux ravages que l'Allemagne risque d'attirer sur elle-même, paraît ne pas « marcher » pour un réarmement même conditionnel. Divers référendums, le succès croissant rencontré par le pasteur Niemoller et les autres propagandistes du non-réarmement, ainsi que le ton général de la presse, ne laissent guère de doute à ce sujet. Pour le moment, cette résistance paraît gagner du terrain et prendre l'aspect positif d'un mouvement pour la neutralisation de l'Allemagne, analogue à celui que chercha à faire naître il y a quelques années le professeur Noak dans son « cercle de Nauheim ». Mais il n'est pas certain que cette tendance soit durable ou puisse s'organiser assez solidement pour avoir une influence sur la politique allemande : ce peuple se laisse facilement entraîner où ses bergers le mènent.

En tout cas, un résultat provisoire de la propagande ratée pour

réarmement a été de fournir à M. Grotewohl, président de la République Populaire Allemande, l'occasion de réussir un geste spectaculaire qui est peut-être de nature à donner à son gouvernement, devant l'opinion allemande, un peu du prestige que sa position de satellite soviétique lui a interdit d'espérer jusqu'ici. Son offre de conversation directe avec Adenauer pour l'unité allemande, faite le 3 décembre et renouvelée le 24, a trouvé le président de Bonn irrésolu et hésitant, incapable d'une contre-proposition positive. C'est seulement le 15 janvier qu'il répondit par un refus total, arguant du manque de liberté de l'Allemagne de l'Est : argument tout à fait valable moralement et en droit pur, mais non réaliste, car l'unité de l'Allemagne, même démilitarisée et neutralisée, n'est pour le moment acceptable par les Russes que s'ils conservent, dans une Fédération allemande, le moyen d'exercer une certaine influence sur l'élément oriental de ladite Fédération.

Peut-être la réponse négative d'Adenauer lui a-t-elle été imposée par les alliés occidentaux : elle rend alors d'autant plus indispensable le succès de la « conférence à quatre », car on a bien l'impression que dans son humeur actuelle, le peuple allemand ne comprendrait pas qu'on le précipite dans une guerre après l'avoir empêché de tenter lui-même un ultime effort pour réaliser sa propre paix interne.

Auprès de ces grands problèmes, les dangers qui menacent l'armée française au Viet-Nam et les événements d'Afrique du Nord passent au second plan. Toutefois, on a, devant ces événements, la même attristante impression d'un gouvernement français que son incapacité à prendre des décisions hardies et à faire la « part du feu » va conduire à la perte totale de ce qu'il veut préserver.

Au Viet-Nam, la puissance de l'armée du Viet-Minh s'accroît de jour en jour. L'appui américain à la France et à Bao-Daï n'a été qu'un motif de plus pour la Chine d'accroître son aide matérielle à Ho Chi Minh; on pouvait le prévoir, comme on pouvait prévoir que le temps travaillerait pour la résistance vietnamienne. Au Tonkin, on a donc vu l'emprise du corps expéditionnaire se restreindre en trois mois au Delta et au poste de Moncay. Moncay devra être, un jour ou l'autre, abandonné, Hanoï est menacé à l'heure où j'écris. Même si la situation se stabilise on ne peut que souligner à quel point les atouts politiques et militaires de la France ont décru depuis mai 1947, époque où le général Valluy faisai

porter par M. Mus, au Pont des Rapides, en réponse aux propositions de paix d'Ho Chi Minh, un ultimatum hautain.

Peut-on encore négocier? Pour le savoir, il faudrait le vouloir, et il faudrait aussi qu'un véritable plénipotentiaire puisse être envoyé à Ho Chi Minh, car le Viet Minh, que l'on a tenté plusieurs fois de prendre au piège de contacts officieux désavoués ensuite, ne répondra plus qu'à un émissaire officiel. Mais bientôt, les cartes de la France seront trop faibles pour servir à une négociation. Notre pays ne pourra tout au plus que chercher, lui aussi, à obtenir le droit de libre évacuation...

En Tunisie, le résident M. Périllier sabote consciencieusement notre seule possibilité immédiate d'entente réelle avec les représentants véritables d'une population dépendante. Le Néo-Destour, qui était allé jusqu'à accepter le principe de l'Union Française, a été bafoué avec suffisamment de constance pour qu'on puisse penser qu'il devra un jour ou l'autre retourner dans l'opposition. Au Maroc, où le fantôme communiste, laborieusement agité par le gouvernement français, existe si peu que le P. C. ne peut même plus assurer la parution de son journal, l'avarice du colonialisme refuse d'envisager un accord loyal avec un parti nationaliste sans doute plus jeune et plus combatif que le Destour, mais, ici aussi, matériellement et intellectuellement proche de nous. Reculant devant une politique de réformes démocratiques et syndicales et un nouveau traité d'association, le général Juin suscite comme rival du Sultan le Glaoui, pacha de Marrakech, exploiteur le plus haï du Maroc, jette les dix seuls élus musulmans véritables à la porte de l'organisme consultatif intitulé « Conseil du Gouvernement », et prépare une nouvelle répression analogue à celles de 1937 et 1944.

Seulement, cette fois-ci, quatre forces relativement unies se dressent contre la politique dite « française » : les intellectuels, la bourgeoisie commerçante, le prolétariat urbain et ses cadres syndicaux, tous nationalistes [1], et enfin le Sultan, que cet appui populaire a tiré de la réserve assez prudente et souvent timide où il s'était cantonné jusqu'ici. L'administration française pense mater le nationalisme... elle pourrait aboutir à un échec, aux vastes conséquences.

Quo vult perdere...

1. Beaucoup de paysans sont sympathisants, mais l'éparpillement du milieu rural et les possibilités accrues d'arbitraire rendent le travail politique plus difficile et dangereux.

D'une pareille démence dans des domaines aussi cruciaux de la vie nationale on se demande quelle est l'explication. Sans doute et avant tout faut-il incriminer le pourrissement de la vie politique française, entièrement privée aujourd'hui de tout contrepoids de gauche. Depuis le retour de la S. F. I. O. au gouvernement, ce parti n'a plus guère servi que d'otage, et la protection accordée par M. Pleven à M. Moch à la suite du vote qui fut à deux doigts d'entraîner ce dernier en Haute-Cour, a interdit encore davantage aux socialistes de se montrer exigeants. Le 1er décembre, on remarqua que pas un socialiste français n'osa signer le télégramme de solidarité que le petit groupe de la gauche indépendante, appuyé par deux députés M. R. P., adressa aux cent parlementaires socialistes britanniques qui avaient mis Attlee en garde contre la politique de M. Truman.

En dehors de quelques députés d'origine chrétienne, et de MM. Paul Rivet et Mendès-France, la doctrine de l'indépendance française *n'est plus représentée au Parlement*, alors qu'elle gagne de plus en plus d'adhérents dans le pays, ce qui est suffisamment démontré par les attaques de plus en plus violentes qu'adressent au « neutralisme » les ministres de la majorité et des journaux comme *l'Aube*, *le Populaire* et *le Figaro*.

Il est peu probable que la réforme électorale envisagée actuellement et dont le seul but est de ramener à la Chambre les membres de l'actuelle majorité, débarrassée de la majeure partie des communistes et de quelques gaullistes, puisse changer quelque chose à cette situation, sinon en pire. Notre perte, ou notre salut, continueront donc à dépendre de la folie ou de la sagesse de l'étranger, des succès éventuels de la politique de l'Inde, du petit appui que pourront, le cas échéant, fournir à cette dernière Israël et la Yougoslavie, de l'indépendance peut-être accrue de la Grande-Bretagne, des hésitations de la Ligue arabe et, en fin de compte, de l'esprit de conciliation dont feront preuve l'U.R.S.S. et les États-Unis.

Ce qui n'ouvre pas de perspectives très encourageantes.

Claude BOURDET.

Francis Jeanson.

M. TRUMAN LE SERAIT-IL AUSSI ?

Le 20 décembre, une certaine euphorie se manifestait dans les milieux atlantiques. Cinq jours après avoir proclamé l'état d'urgence, le président Truman rendait officielle la nomination du général Eisenhower, qui préparait son voyage en Europe. Une partie de l'armée dont il allait disposer se trouvait déjà établie « sur le papier ». L'homme lui-même, surpris au repos dans sa famille, faisait preuve « sinon d'un optimisme débordant, du moins de calme et de fermeté ». Et s'il annonçait en même temps la nécessité pour les hommes libres de tendre leurs efforts, en restreignant les profits, en ne faisant « plus d'affaires comme d'habitude », et en supportant « plus d'heures de travail que d'habitude », une vieille expérience des temps de guerre permettait de discerner sans risque d'erreur, entre ces trois thèmes austères, lequel devait être pris au sérieux. L'Europe, donc, s'atlantisait à vive allure. « Les Anglais, lisait-on dans *Le Monde*, s'apprêtent à rétablir partiellement une économie de guerre »; « même si le plan Marshall n'est pas supprimé prématurément, l'Europe recevra peu de dollars pour la dernière année ». Courageusement, nous accédions à « ce haut plateau où l'on ne se sent pas à l'aise », dont venait de nous entretenir l'ex-président de l'Université de Columbia.

Mais cette euphorie ne se justifiait guère. En réalité, une crise nerveuse menaçait depuis quelque temps déjà l'opinion américaine, et jusqu'aux milieux officiels. « Au sein même du gouvernement et du Pentagone, écrivait Arthur Krock dans le *New York Times* du 15 décembre, il existe un groupe très influent qui insiste pour que, avant d'accorder à l'Europe l'aide considérable qui est envisagée, nous obtenions une preuve tangible et durable que les nations en question sont décidées à forger leur propre défense et à s'en servir totalement contre une éventuelle agression... » Dès le 12 décembre, en tout cas, M. Joseph Kennedy — ancien ambassadeur à Londres — avait pour sa part répondu à cette question avec beaucoup de fermeté : « ... Nous ne devons plus compter que

sur nous-mêmes et nous ne pouvons pas nous sacrifier pour sauver ceux qui ne paraissent pas avoir le désir de se sauver eux-mêmes. La première chose à faire, c'est de quitter la Corée... La seconde, c'est d'appliquer le même principe à l'Europe... Il se pourrait que l'Europe devînt communiste pour une dizaine d'années ou une génération. Mais ce serait peut-être le moyen de l'unifier... Plus le communisme aura de peuples à gouverner, plus il deviendra nécessaire qu'il se justifie aux yeux de ceux qu'il aura soumis. Et plus il y aura de peuples sous son joug, plus il y aura de chances de révoltes... Les suggestions que je viens de faire libéreraient notre puissance. Elles apaiseraient considérablement, j'en suis sûr, les stratèges du Kremlin. Et surtout elles conserveraient les vies américaines pour des fins américaines... ».

Puis ce fut le tour de M. Hoover. En prononçant son discours radiodiffusé du 21 décembre, l'ex-président des États-Unis ne se réclama d'ailleurs que de principes fort simples, et qu'on savait depuis longtemps être les siens. A la Convention républicaine de 1948, par exemple, il avait été l'objet d'une ovation particulièrement chaleureuse pour avoir déclaré que les États-Unis, « seul obstacle à l'anéantissement de la liberté », ne pouvaient pas prodiguer leur substance sans courir à un désastre. En décembre 1950, ses positions sont restées les mêmes. Le continent américain lui paraît être plus que jamais « le Gibraltar de la civilisation occidentale et chrétienne »; aussi demande-t-il que les États-Unis n'engagent à aucun prix leurs forces terrestres « dans une aventure téméraire », et qu'ils concentrent leurs efforts sur l'aviation et la marine. Il se défend de tout isolationnisme, mais il ne peut ignorer le fait que, malgré l'immensité des sacrifices déjà consentis par l'Amérique, rien ne va plus en Europe. Les esprits y sont tourmentés par la crainte et les rivalités, « ils excluent l'Espagne, qui ne demande qu'à se battre; ils marchandent avec l'Allemagne, qui cependant est leur frontière; ils espèrent encore... éviter de redevenir un champ de bataille... ».

Il est intéressant de noter que la presse américaine de province se répartissait de façon égale entre l'approbation et la désapprobation. De toute manière, le retentissement du discours paraissait immense, dans l'ensemble du pays. Quant au *New York Herald Tribune*, il reprochait à M. Hoover de vouloir placer les États-Unis dans une situation telle qu'il ne leur resterait plus qu'à « choisir entre la destruction totale ou une abjecte reddition ». Considérant l'étendue des ressources qui tomberaient entre les mains des Russes si l'Amérique leur abandonnait l'Europe, le même journal estimait préférable d'y organiser les diverses nations libres pour la défense d'« un idéal de liberté et de dignité humaine ».

Problème purement américain, d'ailleurs : « L'Amérique s'est engagée dans ce vaste projet en raison de sa propre conception des relations internationales et de ses propres intérêts. Elle ne se laissera pas détourner de son but par des échecs secondaires — et elle ne reculera pas. » Fait remarquable : M. Taft lui-même se déclarait en désaccord avec les propositions de M. Hoover, que les États-Unis ne pouvaient suivre, selon lui, sous peine de se retrouver bientôt « isolés et sans amis dans le monde ».

Mais, d'une façon générale, il apparaissait bien que M. Hoover n'était pas le seul en Amérique à former des pensées sacrilèges concernant la rentabilité d'une aide terrestre aux amis européens. L'affaire de Corée finissait par déclencher dans de nombreux esprits des processus réflexifs — que *Le Monde* réduisait, de façon peu généreuse, à « un instinct de conservation exacerbé ». En tout cas, le correspondant à Paris du *Philadelphia Evening Bulletin* n'hésitait plus à mettre le peuple américain en face d'« une des plus graves questions de son histoire : que vaut pour lui l'Europe et que vaut-elle pour les Russes »? Et de nombreux sénateurs des deux grands partis semblaient d'accord avec leur collègue démocrate George pour demander à l'administration ce que les puissances européennes comptaient faire pour se défendre « avant d'approuver l'envoi en Europe d'un seul soldat américain nouveau ».

Le 22 décembre, M. Acheson entreprend néanmoins de condamner, devant la Commission sénatoriale des Affaires étrangères réunie à huis clos, et dans sa conférence de presse hebdomadaire, la doctrine du « néo-isolationnisme ». « Une telle politique, fait-il valoir entre autres arguments, rendrait à jamais impossible toute négociation pour le règlement pacifique des problèmes mondiaux... Nous sommes fermement résolus à établir notre force côte à côte avec nos alliés. » Et le 28, M. Truman, dans sa conférence de presse, assure que les États-Unis ne retourneront jamais à l'isolationnisme. Le 29 décembre, enfin, c'est le conseiller *républicain* au département d'État, M. John Foster Dulles, qui va, semble-t-il, porter le coup de grâce à la théorie « dangereuse » de M. Hoover. « Le monde entier, déclare-t-il en conclusion de ses critiques, peut faire confiance aux États-Unis. Ils n'abandonneront pas au moment du danger suprême leurs alliés qui sont menacés et avec lesquels ils sont liés par un traité solennel, par un héritage commun et par une camaraderie de temps de guerre et de temps de paix. »

Le calme, d'ailleurs, semble être revenu dans les esprits. Les thèmes de la politique Truman-Acheson ont retrouvé des commentateurs plus décidément favorables. Et le Président, dès son message de Noël, a pu invoquer le Dieu des batailles (« ... la puissance et l'amour divins nous accompagnent tous, que ce soit chez

nous, à la guerre, ou ailleurs »), au bénéfice d'une politique mondiale qu'il a résumée à Kansas-City dans ces termes pleins de grandeur : « J'ai essayé de mobiliser les forces morales du monde... J'ai essayé d'organiser tous ces gens pour leur faire comprendre que leur bien-être, le règne de la justice et de l'honneur dans le monde, dépendent de notre collaboration. »

Dans sa grande majorité, la presse approuve les engagements pris à Bruxelles, et fait confiance au général Eisenhower pour « tendre les esprits et les cœurs » européens. Les signes sont favorables. Les États-Unis ne manqueront pas d'alliés : on va réarmer l'Allemagne et le Japon, il y a toujours ce brave Tchang Kaï Chek qui ne demande qu'à se rendre utile, et le Caudillo fait écho à Madrid aux invocations du Président : « Si la nécessité se fait sentir, l'assistance ne nous manquera pas... Mais si elle n'était pas suffisante, nous avons encore notre peuple, notre jeunesse, nos femmes, et la protection du Dieu des batailles. » Invocations auxquelles le Tout-Puissant avait en partie répondu d'avance, en autorisant dès le 11 décembre — par la bouche du révérend Henry Knox Sherill, président du Conseil national des Églises chrétiennes (31 millions de chrétiens environ) — le recours à la bombe atomique en vue de rendre possible « l'application des principes laissés par le Christ ». Ainsi l'Amérique, en proie déjà aux premières convulsions, se préparait-elle à assister au renouvellement du mystère sacré, au gigantesque déferlement à travers le monde de cette puissance sortie de ses entrailles.

***

Mais il faut croire que ces signes favorables étaient bien fragiles, et qu'en se fascinant de la sorte l'opinion américaine prenait ses désirs pour des réalités. Plus exactement, ne l'avait-on pas conduite à se méprendre sur ses véritables désirs?

Le 1er janvier, les troupes chinoises attaquent en Corée le dispositif de défense de Mac Arthur. Cinq jours plus tard, à Washington, M. Taft attaque devant le Sénat la politique de M. Truman. Reprochant à ce dernier d'avoir entraîné les États-Unis dans l'aventure coréenne sans le consentement du Congrès, lui contestant par avance le droit de rééditer l'opération sur une plus grande échelle en envoyant des troupes en Europe, le leader républicain se garde bien de préconiser une opposition radicale sur ce chapitre des envois de troupes : il se déclare partisan de consacrer « un nombre limité de divisions américaines » aux défenses de l'Atlantique nord, mais désapprouve cette attitude des États-Unis qui consiste à « forcer des nations qui ne désirent pas s'armer elles-

mêmes à accepter leur assistance » : « Je ne crois pas que nous devions insister auprès des Européens ou même les exhorter à former une grande armée internationale, à moins qu'ils ne nous demandent de les aider à réaliser ce projet, et je ne crois pas non plus que nous devions en prendre l'initiative par la nomination d'un commandant en chef américain ».

Or, si M. Taft s'exprimait de la sorte, ce n'était pas sans doute par le seul respect du légendaire droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : dans la conjoncture actuelle, le réarmement de l'Europe lui paraissait impliquer certaines conséquences peu souhaitables : « Il ne nous appartient pas de pousser les Européens à réaliser un grand programme militaire, qui, à mon avis, provoquera presque certainement la guerre. » Le pacte atlantique — « erreur énorme », son programme constituant désormais de façon manifeste « la plus grande incitation possible » à la guerre, — ouvrait pour les Américains la perspective d'une nouvelle Corée : « Si nous envoyons en Europe ou promettons d'envoyer quelques semaines après le début d'une guerre, disons un million et demi d'hommes, il y a au moins une chance raisonnable que cette armée soit détruite et ne rentre jamais aux États-Unis ». Et M. Taft ramassait son argumentation sous la forme d'une assez frappante dichotomie : « La ligne de conduite que nous suivons rendra la guerre plus probable. — Si les Russes ont la moindre intention d'attaquer ils le feront manifestement avant que les forces du pacte de l'Atlantique aient été édifiées, et il faudra au moins trois ans pour qu'elles le soient. S'ils n'ont pas l'intention d'attaquer, nous n'avons pas besoin de forces armées. » A quoi il ajoutait, sans apparemment en éprouver la moindre honte, cette dernière remarque — selon laquelle il n'avait trouvé pour sa part « aucune preuve concluante » que l'U.R.S.S. tînt à déclencher une guerre contre les États-Unis.

On peut cependant imaginer que, réduite à elle-même, une telle attitude — malgré ses évidentes vertus cathartiques — n'eût pas tardé à encourir le terrible reproche de défaitisme; et M. Taft eût été rangé parmi les vils partisans d'une politique d'« apaisement ». Aussi fournit-il à cet égard toutes les assurances nécessaires, prenant soin de rappeler que « la menace communiste est réelle » et que « l'Amérique doit être le leader dans la bataille pour empêcher l'expansion du communisme et pour préserver la liberté du monde ». « Ce à quoi je m'oppose, précisa-t-il, c'est à ce que cette bataille soit livrée avant tout sur les vastes terres continentales d'Europe ou d'Asie, où nous nous trouverions à notre plus grand désavantage dans une guerre contre la Russie. » Il ne s'agissait donc pas d'abandonner le reste du monde pour

s'en tenir à la défense du continent américain : la thèse de M. Taft était celle du « contrôle effectif de la mer et de l'air », et cette thèse « commande que nous nous intéressions à l'Europe, au Proche Orient, à l'Inde et à l'Extrême-Orient pour que l'influence communiste ne s'étende pas aux régions d'où il est possible de la tenir à l'écart *par d'autres méthodes que le recours aux armées de terre* ».

D'où, en fin de compte, trois propositions positives : 1° aide navale et aérienne à toutes les « nations insulaires » qui en feraient la demande; 2° remilitarisation du Japon; 3° « aide aux forces nationalistes chinoises de Formose, sous forme d'envois d'armes et de toute autre assistance leur permettant à la fois de se défendre et d'affronter les communistes chinois en Chine proprement dite ».

* * *

Selon le correspondant particulier du *Monde*, le discours de M. Taft, « qui fit jaillir un feu d'applaudissements à la tribune du public », correspondait assez bien au sentiment de l'Américain moyen. Et sans doute allait-il aussi dans le sens de certains milieux militaires, que l'affaire de Corée confirmait dans leur prédilection pour *la guerre à distance*, où l'on engage du matériel plutôt que des hommes : pour une guerre de robots, conduite de plus en plus exclusivement selon la triomphante technique du « *téléguidage* ».

Les Américains, et pas mal d'Européens avec eux, accusent les Russes de faire la guerre au monde libre *par nations interposées*. Mais cette accusation paraît sur le point de se retourner contre les Américains eux-mêmes. De ce point de vue, l'intervention des troupes U.S. sur le territoire coréen devrait être considérée comme une espèce de réflexe relevant d'un schéma de comportement aujourd'hui périmé : simple séquelle d'attitude ancienne. En décidant cette intervention, le président Truman n'avait-il pas cédé à la fascination d'un passé révolu? N'était-il pas retombé dans l'ornière de l'histoire, ne refaisait-il pas la guerre de 1942 dans un monde aux perspectives radicalement différentes? En un mot, la conception classique impliquée par son geste ne marquait-elle pas en 1950 une nette régression — une régression, en somme, de cinq bonnes années, si l'on veut bien se souvenir de l'éclatante victoire remportée sur le Japon à Nagasaki et Hiroshima... Les bombes atomiques se fabriquent à distance, et se jettent à distance.

Il est vrai, toutefois, qu'il peut leur arriver de n'être pas suffisamment efficaces, et que le cas du Japon était en quelque sorte un cas idéal. Et puis, il y a toutes ces ressources industrielles de l'Europe, qu'on ne peut envisager d'abandonner intactes aux mains des Russes, et qu'il serait peut-être malaisé de détruire s'ils parvenaient à les conquérir sans combats. Il y a aussi tout cet uranium

disponible dans le monde occidental, et pour l'acquisition duquel le milliard de dollars prévu ne serait d'aucun secours — si l'avance russe, ne rencontrant aucun obstacle en Europe, se poursuivait aussitôt jusqu'en Afrique même. Il y a, enfin, ce potentiel humain considérable, qui ne doit pas devenir trop aisément un auxiliaire et un apport positif pour l'accroissement de la puissance soviétique. En bref, il est clair qu'il importe de susciter à la Russie, et pareillement à la Chine, le maximum de difficultés. Mais pour y parvenir avec le minimum de risques, il importe en même temps de ne pas aventurer sur les théâtres européen et asiatique des troupes terrestres dont on sait bien qu'elles y seraient tôt ou tard englouties — ou contraintes à se rembarquer. Par suite, l'insuffisante efficacité des bombardements et des blocus de côtes devra trouver son complément dans la résistance terrestre des nations amies. Et dans ce domaine, il s'agit d'obtenir sans tarder le plus grand rendement possible.

*
* *

Or c'est ici qu'il devient très difficile d'apprécier la distance qui sépare M. Taft de M. Truman, le « néo-isolationnisme » de l'orthodoxie gouvernementale. Et d'ailleurs cette orthodoxie n'est-elle pas un mythe? Pour ne parler que d'événements récents, l'admirable gâchis qui a caractérisé la politique officielle des États-Unis à l'égard de la Corée, de l'O. N. U. et de la Chine, n'a évidemment pu échapper à personne — si peu soucieux qu'on fût des détails et des nuances. Et l'on pourrait citer aussi l'exemple de l'Allemagne. Mais d'autre part, il faut bien constater qu'à travers tant de rodomontades, de démentis et de contradictions, une ligne générale s'était peu à peu dégagée ces derniers six mois, — une ligne encore fluctuante, certes, mais de plus en plus orientée, et dont les hésitations mêmes finissaient par n'être plus que des « variations sur un thème donné ». Ainsi, dans les tout derniers jours de l'année 1950, MM. Truman et Acheson semblaient-ils être en mesure d'imposer au pays ces deux points précis de leur attitude politique : 1° les États-Unis devaient se préparer, sans réticences et sur tous les plans, à l'éventualité d'une troisième guerre mondiale; 2° les États-Unis devaient mettre sur pied en Europe occidentale un dispositif stratégique assez puissant pour décourager les intentions agressives de la Russie.

Il faut insister là-dessus : le triomphe relatif d'une telle orientation n'avait rien de surprenant. C'est en se répandant sur le continent européen que l'Amérique a gagné les deux premières guerres mondiales : aussi ne lui est-il pas facile de concevoir un processus différent pour gagner la troisième. Il faut même aller

plus loin : la seule idée de se replier sur elle-même lui paraît monstrueuse, et, proprement, la scandalise. S'imaginant par avance coupée du reste du monde, réduite à la défensive, comment ne s'angoisserait-elle pas d'avoir à affronter une situation radicalement nouvelle — sans plus se sentir justifiée par la mission que l'histoire lui a manifestement impartie? Le moralisme américain constitue sans doute le plus parfait auxiliaire des intérêts américains; mais c'est un auxiliaire qui peut devenir gênant, dans la mesure où les circonstances historiques l'ont depuis plus de trente ans revêtu d'un habit de coupe fort séduisante — et sans lequel il risque de se sentir soudain honteusement nu et grelottant de froid dans un monde désert. Quand on ne peut plus se dire qu'on vole au secours des autres, et de la liberté humaine, il faut bien en venir à s'avouer qu'on ne lutte que pour soi, et qu'on ne tue ses adversaires qu'au nom d'une conception toute personnelle de la liberté. C'est alors que commencent à se poser les vrais problèmes. Le classique champ de bataille européen, c'était l'objectivation parfaite de la morale américaine; c'était là que cette morale pouvait éprouver sa consistance et sa valeur absolue. Privée de cette possibilité, la voici renvoyée à elle-même : une simple attitude subjective, insaisissable, qui se conteste à mesure qu'elle s'affirme, et que plus rien d'extérieur ne soutient.

Et c'est bien à ce titre que l'O. N. U., détentrice de la « conception mondiale du bien et du mal », constituait pour les États-Unis un si merveilleux instrument. Par la magie de ces trois lettres, chaque comportement, quel qu'il fût, se trouvait d'avance valorisé et fondé en droit, breveté, garanti contre toute mise en question. Mais les meilleures formules perdent leur pouvoir dès lors qu'on en abuse. Ce qui justifie tout ne justifie plus rien. La valeur morale, en ce début de 1951, ne s'achète plus à Lake Success. Et, comble de malheur, dans ce moment où la conscience européenne redevient ainsi l'unique ressource, cette conscience à son tour semble manquer de fermeté : intimement déchirée, en proie au doute le plus radical, elle propage à travers le monde un inquiétant malaise — et se révèle inapte à remplir sa fonction traditionnelle, qui est de réclamer l'appui du Bien et de faire ainsi de chaque geste américain un geste attendu, un geste *appelé*, un geste *sauveur*.

Là-dessus, M. Taft intervient et formule, en termes réalistes, une doctrine positive. Comme le note le journal suisse *Die Tat*, alors que le parti républicain oscille « entre l'attitude de Dewey qui est presque de fidélité au gouvernement, et l'attitude de Hoover, d'un isolationnisme patriarcal », il s'attache « à trouver un *moyen terme* qui présente enfin aux masses républicaines un

programme de politique extérieure nettement défini ». Le lendemain de son discours au Sénat, il confirme sa position au cours d'une conférence de presse — déclarant d'ailleurs que, tout compte fait, « rien dans le pacte atlantique n'oblige les États-Unis à envoyer un seul soldat sur l'ancien continent », et qu'au surplus le général Eisenhower ne s'est pas encore engagé à assumer ses nouvelles fonctions.

Il est vrai que sur ce dernier point, qui paraissait évident d'après les déclarations initiales du gouvernement américain, M. Taft se trouvait contredit le jour même par le général en personne, déclarant à Orly que les États-Unis « estimaient avoir non seulement le droit mais également le devoir de défendre militairement un patrimoine culturel qui a pris naissance sur la terre d'Europe... ». Et le 8 janvier, le président Truman, dans son message sur « l'état de l'Union », confirmait que « le cœur de l'effort commun de défense » était bien toujours « la collectivité nord-atlantique ». « La Russie, ajoutait-il, n'a pas besoin d'attaquer les États-Unis pour s'assurer la domination du monde. Elle peut parvenir à cette fin en nous isolant et en absorbant tous nos alliés. C'est pourquoi, même si nous étions assez lâches pour abandonner nos idéaux, il serait désastreux pour nous de nous retirer de la communauté des nations libres. »

Ce discours présentait toutefois deux caractères notables : d'une part, il accordait une place importante à des arguments *réalistes*; et d'autre part il se gardait de fournir certaines précisions essentielles concernant la nature de l'aide militaire à l'Europe. Mais enfin, il fallait bien convenir qu'il avait indiqué « la seule voie réaliste conduisant à la paix », et la plus grande partie de la presse était d'accord pour lui donner raison, en stigmatisant les vues du sénateur de l'Ohio. On reconnaissait que ce dernier avait ouvert « un débat décisif », mais ses arguments demeuraient irrecevables : « Le sénateur Taft a peut-être raison de croire que si les nations occidentales et les États-Unis renforcent leur défense, ils inciteront la Russie à agir... Mais... le risque doit être couru. » Quant à savoir qui le courrait, on ne faisait naturellement aucune discrimination. Tout au plus M. Truman avait-il pu l'indiquer, de façon d'ailleurs accidentelle, en proposant la Corée comme « un symbole » — représentant « le droit et la justice dans le monde, opposés à l'oppression et à l'esclavage ».

***

Mais le 9 janvier, dans une allocution prononcée au déjeuner du National Press Club, M. Taft, répondant au message prési-

dentiel, précisait sa conception de la politique extérieure et militaire des États-Unis, et se déclarait prêt « à conférer avec le Président » en vue d'élaborer un programme » qui recueille l'approbation unanime et constante de la population ». Ce qui fit parler, bien à tort, d'une « nouvelle position de M. Taft ». En réalité, c'est plutôt l'inverse qui était en train de se produire. Il était bien vrai, comme le notait le *New York Times* du 12, que les divergences tendaient vers leur apaisement; mais il était faux de prétendre que M. Taft se fût rallié à la thèse européenne du président Truman. L'inquiétude des alliés européens, concernant leur éventuel abandon par les États-Unis, pouvait moins que jamais être considérée comme une « fausse alerte »; et la « difficile mission » du général Eisenhower n'était guère sur le point de se trouver « facilitée » [1].

Car les débats devant le Congrès, le rappel insistant, à l'adresse du secrétaire d'État, de ses propres paroles d'avril 1948 selon lesquelles le traité de l'Atlantique-Nord « ne lie pas les États-Unis à un programme d'assistance déterminé », ne pouvaient manquer de favoriser l'examen de conscience qu'avaient déjà dû provoquer, chez MM. Truman et Acheson, les méprisables arguments d'un Hoover ou d'un Taft. En tout cas, le ton présidentiel semble avoir subi quelque modification, dès le message économique au Congrès, le 12 janvier. D'une façon qui rappelle curieusement le thème du « rôle dirigeant » du parti communiste et de l'Union soviétique, M. Truman déclara en effet : « En tant que membre le plus puissant de la communauté des nations libres, notre pays a la charge de la direction, et nous devons aider les autres nations libres à accomplir efficacement leurs tâches particulières. » Après avoir « prévu », au passage, une augmentation des heures de travail en Europe, le président précisa en terminant que les rapports entre l'assistance économique et l'aide militaire devaient être mis au point « *d'après des considérations réalistes et efficaces et non pas selon des schémas arbitraires* ».

Quant à ces « *tâches particulières* » dévolues aux nations libres sous direction américaine, le *New York Post* [2] les caractérisait

1. D'après l'envoyé spécial à Londres de l'*United Press*, la tâche du général auprès des dirigeants européens « aurait été rendue plus difficile par le mouvement isolationniste de MM. Hoover et Taft » (*Le Monde*, 17 janvier). — Un journaliste américain à Berlin, qui vient de donner sa démission, a fait état d'interdictions de diffuser, sur le réseau des postes américains en Europe, des informations relatives aux discours de MM. Hoover et Taft. « Toute information pouvant faire apparaître l'existence d'une dissidence quelconque aux États-Unis au sujet de la politique extérieure est interdite », a-t-il affirmé (*Le Monde*, 31 janvier).

2. Cité par *Le Monde* du 17 janvier. — Le *New York Post* est un journal de tendance libérale, ayant pris position contre « l'idiotie isolationniste ».

sans ambages comme des missions de retardement : « Les forces terrestres occidentales seraient-elles faibles et perdraient-elles chaque bataille jusqu'à l'Espagne, qu'elles pourraient contribuer à la victoire finale en amenant les forces soviétiques à s'étendre sans avoir l'équipement nécessaire pour continuer. Telle est la raison pour laquelle les chefs militaires occidentaux font tous leurs efforts pour mettre quelque chose sur pied sur le sol de l'Europe, bien qu'ils sachent qu'il leur est impossible d'organiser des forces suffisantes pour contenir une attaque soviétique cette année ou l'année prochaine ». Et cette tactique paraissait même si prometteuse qu'on ne pouvait raisonnablement laisser dépendre sa mise en œuvre du choix que ferait la Russie d'attaquer ou de n'attaquer point. Du point de vue d'une victoire finale et décisive, il importe que tôt ou tard l'attaque russe vienne à se produire. Les missions de retardement seront donc, dans une première phase du processus, des missions de provocation : « Pour rendre l'attaque atomique efficace, il est nécessaire d'engager et de draîner les forces terrestres soviétiques... »

D'où, naturellement, le désarroi qui s'empare des gouvernements européens, à l'idée que les États-Unis pourraient renoncer à prendre en mains le sort de nos pays. De ce désarroi, M. Spaak, président de l'Assemblée consultative européenne, vient de se faire à deux reprises le porte-parole, — déclarant à New York qu'une « vague de désespoir submergerait l'Europe si les Américains suivaient les propositions isolationnistes de MM. Hoover et Taft », et publiant dans *Le Monde* un article à la fois rageur et pleurnichard, sur le thème : M. Hoover n'est pas gentil. Mais, ajoutait-il, « l'ancienne Europe va montrer à M. Hoover qu'elle est encore capable de grands efforts... ». Et cette attitude énergique se trouvait confirmée par les déclarations remarquablement convergentes des divers ministres occidentaux, à l'occasion du voyage du général Eisenhower.

Celui-ci, d'ailleurs, tout en stigmatisant « l'erreur fatale de tous les isolationnismes », n'a pas démenti l'intention qu'on lui a prêtée, dès son passage à Londres, de se porter garant devant le gouvernement américain de la « volonté de l'Europe de réarmer et de mettre sur pied cinquante à soixante divisions ». Mais, ajoutait la dépêche de l'*United Press*, il indiquerait en même temps que certains pays « se font des illusions sur les délais dont ils disposent pour y parvenir ». Outre le fait que cette dernière remarque, faisant suite aux propos déjà si fermes du 8 janvier, évoquait plutôt le stade de la prise de commandement que celui de la simple « consultation », on ne pouvait qu'être frappé par la manière optimiste dont le général chiffrait ses assurances concer-

nant la volonté européenne de réarmement. Huit jours lui avaient-ils donc suffi pour « sonder la réalité européenne »? Et, dans cette hypothèse, la réalité européenne lui avait-elle paru confirmer les généreuses estimations recueillies dans les diverses capitales?

M. Eisenhower n'est pas précisément un naïf ou un exalté. Il semble au contraire que ce soit un homme calme, pondéré, assez maître de lui, et pour qui les responsabilités de commandant en chef ne sont pas sans doute un vain mot. C'est enfin le grand vainqueur de la deuxième guerre mondiale. Le croit-on vraiment si soucieux de perdre en Europe la manche continentale de la troisième, et d'ici là d'y risquer son prestige en régnant à Versailles sur le maigre fichier des futurs effectifs européens? En réalité, M. Eisenhower ne saurait conserver aujourd'hui la moindre illusion. Trois ans ne suffiront pas à l'Europe pour mettre sur pied les divisions susceptibles de bloquer une agression russe. Et durant ces trois années... Faut-il donc envoyer deux millions de G. I.? Mais ce serait une véritable déclaration de guerre, et pour peu que la Russie se mêle d'y répondre aussitôt, il n'est pas sûr que les premiers bataillons débarqués auraient le temps de faire fonctionner leurs blanchisseries de campagne. Ou bien c'est nous qui n'aurions pas celui de retrouver le chemin de nos caves. Et d'ailleurs, ces deux millions de G. I., d'où pourraient-ils donc surgir — dans les très brefs délais qui s'imposent? En fin de compte, le dilemme est le suivant : n'envoyer en Europe des troupes américaines que lorsque l'Europe sera en mesure de se défendre par elle-même, ou débarquer le plus vite possible, sur le plus douteux des champs de bataille, une infanterie qui est à peine en voie de constitution.

Alors, que signifient les déclarations de M. Eisenhower? Simplement ceci : dans l'hypothèse d'une agression russe, l'Europe est de toute manière perdue; mais il ne faut pas qu'elle consente à sa perte, il ne faut pas qu'elle constitue pour l'agresseur un apport positif immédiat, il faut que les Russes se heurtent à une hostilité qui leur rende aussi malaisées que possible la conquête puis l'exploitation des ressources européennes. C'est pourquoi le général proclame à Francfort qu'il n'y a pas de place pour la neutralité (européenne), quand deux types de civilisation (l'américaine et la russe) se trouvent en conflit. Mais, s'il s'efforce toujours de « galvaniser les Européens », on voit mal comment il pourrait encore prendre au sérieux cet autre aspect de sa mission supposée : convaincre les Américains de la nécessité de répandre leurs troupes en Europe. Seulement, si l'on dit aux Européens que dans tous les cas ils seront — côté ouest — les seuls fantassins de la farce, il est à craindre qu'ils ne deviennent de moins en moins galvani-

sables. Aussi convient-il de multiplier les déclarations et les proclamations en faveur de ce fameux envoi de troupes. Et l'on découvre soudain une Europe combative, dont la volonté de résistance « est plus nette qu'on ne le pense généralement » — comme l'écrit le *Washington Evening Star*, qui cite ses sources : « M. Charles Bohlen, ministre-conseiller à l'ambassade des États-Unis à Paris, qui a préparé la visite de M. Pleven à Washington, a remonté le moral de bien des gens en leur faisant officiellement part des impressions recueillies par les généraux Eisenhower et Gruenther ». Vis-à-vis même de la France, dont on n'était pas particulièrement satisfait depuis quelque temps, voici que « le ton général de la presse est nettement en progrès ». Washington, précise le correspondant particulier du *Monde*, mesure les exploits français (vote du budget militaire, ressaisissement en Indochine, conduite brillante en Corée), « se penche » sur les difficultés de notre gouvernement, « apprécie », enfin, les motifs de sa courageuse opposition au réarmement allemand. « Tout bien pesé », d'ailleurs, Washington estime que nos craintes à cet égard « sont plus subjectives que réelles », et nous signale affectueusement au passage que « les Américains, M. Truman en tête, entendent exécuter dans les délais les plus brefs » les plans qui ont déjà été dressés.



N'est-il pas clair que tout rentre dans l'ordre? Peu à peu se révèle la logique interne qui, d'un absurde chaos, fait une politique de plus en plus consistante, de plus en plus déterminée. L'attitude Truman-Acheson, telle que nous l'avons définie plus haut, était à certains égards trop inessentielle encore, trop « en l'air », trop fictive par rapport à la nouvelle conjoncture mondiale — pour être susceptible d'ordonner durablement cette anarchie profonde. Et sans doute n'était-elle d'ailleurs, en partie du moins, que la mise en œuvre d'une politique *républicaine*, par un gouvernement *démocrate* soucieux de ne pas se laisser déborder par l'activisme de ses rivaux. Pareillement, il est bien possible que l'attaque violente de M. Taft n'ait été pour lui qu'un moyen de poser sa candidature à la succession de M. Truman. Il n'empêche qu'en fonction même de ce but, l'intérêt de M. Taft était de déceler dans le pays les préoccupations qu'il aurait le plus de chances de canaliser sous la forme d'un courant assez puissant pour le soutenir jusqu'aux élections prochaines. En tout cas, l'antithèse qu'il opposa ainsi à la thèse Truman a déjà fait la preuve de sa réelle efficience. Une double dialectique s'est aussitôt instituée entre elle et l'opinion — aux États-Unis d'une part, en Europe de l'autre.

Du point de vue américain, les paroles de Taft cristallisaient des inquiétudes latentes, ou jusqu'alors trop médiocrement exprimées, et bénéficiaient en retour d'un surcroît de force, qui peu à peu leur permettait d'éveiller de telles inquiétudes là même où elles n'existaient pas encore. Du point de vue européen, ceux qui hésitaient déjà devant les risques de l'aventure américaine comprenaient soudain que les États-Unis — quelles qu'aient été leurs propres illusions à cet égard — *ne pouvaient pas* réellement assumer la défense terrestre de l'Europe occidentale; découverte qui avait pour effet de renforcer la tendance neutraliste, et, du même coup, les arguments de M. Taft. Ce double processus n'a cessé, depuis lors, de se développer.

Aussi est-il apparu, dès la mi-janvier, que la controverse Truman-Taft était « en voie d'apaisement ». Il y avait eu, en somme, un compromis : en échange du ralliement effectif de M. Truman aux considérations de M. Taft, M. Taft consentait un ralliement fictif aux principes de M. Truman [1]. Désormais, le but commun paraît être de faire pression sur l'Europe par tous les moyens pour la conduire à constituer le plus grand nombre possible de divisions, étant bien sous-entendu qu'il ne saurait être question d'y aventurer les troupes américaines. Hormis, cependant, les petites quantités qui pourraient être jugées nécessaires — à la fois pour surveiller la répartition et l'emploi du matériel, et, comme le dit M. Benton, sénateur démocrate du Connecticut, pour donner aux peuples européens « la foi et l'espoir » don ils ont besoin pour se défendre.

Dans cette ligne, on usera tour à tour de l'encouragement et de la réprimande, voire même de la menace. Et l'on voit en effet les gouvernements européens se préoccuper d'obtenir des bons points et des satisfecit. Le *Daily Telegraph* croit savoir, le 22 janvier, que la France a offert au général Eisenhower de fabriquer en série certains types d'armements pour les Nations de l'Atlantique : le général « a été favorablement impressionné par cette proposition française; il l'a citée en exemple dans un certain nombre de capitales ». Le général n'ayant pas été content de sa conversation avec le chef d'état-major général des Pays-Bas, ce militaire vient d'être relevé de ses fonctions (24 janvier). A en croire, d'ailleurs, le correspondant particulier du *Monde* à Washington, « quels que soient sa bonne volonté, son désir de ménager les susceptibilités et les craintes du vieux continent, le gouvernement ne peut dépasser certaines limites ». Et l'on parvient à la révélation suprême : si la

1. Une déclaration faite le 21 par M. Taft, permet de mesurer à quel point ce ralliement demeure fictif et combien même le sénateur de l'Ohio se préoccupe peu d'en sauvegarder l'apparence.

Grande-Bretagne et la France s'obstinaient dans leur extravagante attitude d'indépendance (sur la question chinoise à l'O.N.U.), l'isolement auquel les États-Unis se trouveraient ainsi condamnés *pourrait se transformer en isolationnisme* — « non pas l'isolationnisme périmé d'une Amérique recroquevillée dans sa coquille, mais un *isolationnisme d'intervention*, c'est-à-dire la résolution bien arrêtée de décider et d'agir en fonction des seuls intérêts américains sans consultation externe »[1]...

Et l'admirable est que ce chantage réussit. Plus il devient évident que les troupes américaines ne contribueront pas sérieusement à la défense de l'Europe, plus nos gouvernements se sentent solidaires de celui de Washington, et soucieux de ne lui causer nulle peine même légère. Passons sur la navrante méprise de notre délégation à Lake-Success ; son président est tombé malade, et tout s'est arrangé. Quant à M. Pleven, qui avait provoqué autour de lui une certaine angoisse en projetant d'aller *discuter* avec le président des États-Unis, il vient de rassurer tout le monde : son départ à Washington, avec tout un état-major, n'avait pour but que d'apporter au gouvernement américain l'accord complet et la totale adhésion du gouvernement français. Sur un seul point, semble-t-il, notre président du Conseil a été contraint d'élever la voix, et d'ailleurs avec un plein succès : ce fut pour obtenir des Américains l'assurance formelle qu'ils n'hésiteraient pas à employer la bombe atomique en cas de besoin.

...Mais si les gouvernants n'ont plus rien à dire, le moment ne serait-il pas venu pour les peuples de prendre à leur tour la parole ? Les peuples, toutefois, se taisent et glissent modestement vers le sacrifice qu'on attend d'eux. Inconscients ? On les dirait plutôt écœurés, paralysés par quelque immense dégoût... De bons bergers les poussent, des bouffons les amusent, et M. Guy Mollet leur précise l'itinéraire : « Nous sommes à fond contre le neutralisme et à fond pour l'indépendance. »

Francis JEANSON.

1. *Le Monde*, 23 janvier. — Naturellement, il s'agit là d'un « réalisme » qui demeure très relatif. C'est le maximum de réalisme possible sur la base d'une attitude fondamentale complètement insensée, et de plus en plus ouvertement agressive.

René Leibowitz.

A PROPOS D'UNE AUDITION DE *WOZZECK* D'ALBAN BERG[1]

C'est à Vienne, en 1914 — à l'âge de vingt-neuf ans — que Berg vit une représentation du *Wozzeck* de Georg Büchner. Il résolut aussitôt d'utiliser ce drame pour composer un opéra, et l'on ne saurait que le féliciter de ce choix.

Le sujet tient en peu de mots : un simple soldat, Wozzeck, est tourmenté par un de ses supérieurs, le capitaine, par un médecin aux expériences duquel il se soumet (pour de petites sommes d'argent) afin de pouvoir entretenir sa bien-aimée Marie (une prostituée) et son enfant, et enfin par toutes sortes de visions que lui inspirent ses propres rêveries fantasques. Marie est séduite par le très beau tambour-major. Torturé par le doute, convaincu finalement de l'infidélité de Marie, Wozzeck poignarde sa bien-aimée et se noie ensuite.

Le très beau texte de Büchner[2] ne nous est parvenu que sous la forme de vingt-cinq scènes, assez lâchement agencées, dont l'unité réside moins dans la continuité de l'action que dans la signification symbolique et mythique des personnages. Ainsi le capitaine devient le signe d'un moralisme philistin et peureux, le médecin est une sorte d'incarnation de l'esprit démoniaque — calculateur et froid — hostile aux véritables aspirations de l'homme, le tambour-major représente la « bestialité », et Marie est la véritable et totale victime de la pauvreté. Wozzeck représente, lui aussi, les opprimés, ces « pauvres gens » (paroles qu'il profère dès le début de l'œuvre et sur lesquelles Berg compose l'un des principaux *leitmotiv* de l'opéra), mais il est aussi plus que cela. Il semble, en effet, que Büchner ait voulu faire de lui un de ces « simples d'esprit » (au sens religieux du terme), un être primitif et innocent qui non seulement souffre de la plus grande misère, mais qui, de plus, en assume la responsabilité. Situé tout à fait en dehors de toute morale conventionnelle, il aime Marie avec une passion et une tendresse réelles et pourtant il la tue, mû en cela par les

1. Radiodiffusion Française, sous la direction de Jascha Horenstein, le 9 novembre 1950.

2. Georg Büchner (1813-1837) est généralement classé parmi les « romantiques allemands ». Auteur de plusieurs drames (*La Mort de Danton*, *Wozzeck*, et une comédie : *Léonce et Léna*), il nous a laissé aussi *Lenz*, cet extraordinaire récit d'une folie qui prend conscience d'elle-même.

mobiles mêmes qui inspiraient son amour. Son crime accompli, il entend purifier son âme en se suicidant dans ce même étang où il avait lavé son poignard après le meurtre de Marie.

Il semble bien que ce soit surtout ce caractère mythique de Wozzeck qui a inspiré Berg, et notre jeune musicien a fait preuve ici d'un sûr instinct dramatique en conférant à ce personnage cette signification « centrale » à la manière de tous les grands héros tragiques de l'opéra, tels Orphée, Don Juan, Léonore ou Carmen. Il faut ajouter aussi que l'agencement du livret proprement dit — qui devait occuper notre musicien de 1914 à 1917 — incita Berg à resserrer davantage l'action en réduisant les vingt-cinq scènes du drame original à quinze, groupées en trois actes de cinq scènes chacun. Chaque acte assume ainsi une fonction spécifique au sein du schéma traditionnel : exposition, dénouement, catastrophe. L'unité dramatique ainsi créée, il restait à accomplir un acte semblable dans le domaine de l'architecture musicale, et ceci sans le concours d'un des moyens les plus adéquats connus jusqu'alors, à savoir la tonalité.

***

La composition proprement dite de l'opéra occupa Berg de l'été 1917 jusqu'à l'automne 1920 (l'instrumentation fut achevée en avril 1921). Berg, à cette époque, était déjà, malgré son jeune âge, un compositeur complètement formé, ayant fait ses preuves dans tous les principaux genres musicaux : musique de piano, musique de chambre, musique vocale et musique d'orchestre. Rien d'étonnant, par conséquent, dans le fait que son premier opéra ne le cède en rien au point de vue de l'organisation musicale à l'unité dramatique que nous venons de signaler. Il nous est impossible, dans le cadre de cet article, d'entrer dans les détails de cette organisation, mais il nous faut, néanmoins, signaler certains éléments essentiels [1].

Dans son ensemble, l'architecture de l'œuvre correspond au schéma A-B-A, de par un certain parallélisme entre les actes I et III qui encadrent, dans une sorte de symétrie temporelle, l'acte II, beaucoup plus long qu'eux. De plus, le deuxième acte témoigne d'une construction symphonique extrêmement serrée, alors que les actes I et III sont construits de façon plus lâche.

Les cinq scènes du premier acte peuvent être considérées comme des « pièces de genre » qui caractérisent les divers personnages principaux du drame au fur et à mesure de leurs apparitions, et ceci toujours par rapport au personnage central, Wozzeck. Ces scènes constituent musicalement : une *Suite*, une *Rhapsodie*, une *Marche militaire* et une *Berceuse*, une *Passacaille* et un *Andante affetuoso* (*quasi rondo*).

Le deuxième acte forme une symphonie en cinq mouvements; chacun de ces mouvements correspond à une des cinq scènes : *Mouvement sonate, Fantaisie et Fugue, Largo, Scherzo* et *Rondo con Introduzione.*

Enfin les cinq scènes du dernier acte donnent lieu à une série de six

1. Pour plus d'informations, voir mon livre *Schœnberg et son École* (Éd. Janin, Paris, 1947), dont je résume ici certains passages.

nventions : première scène, *Invention sur un thème;* deuxième scène, *Invention sur un son;* troisième scène, *Invention sur un rythme;* quatrième scène, *Invention sur un accord*, suivie d'un intermède d'orchestre sous forme d'une *Invention sur une tonalité;* cinquième scène, *Invention sur un mouvement régulier de croches.*

L'intérêt principal de ces subdivisions réside dans le fait qu'elles donnent naissance à une sorte de synthèse des principaux moyens structurels de la musique dramatique. Nous songeons tout d'abord — puisque subdivisions il y a — à la tradition « napolitaine », qui conçoit l'opéra comme une suite de « morceaux détachés »; mais en même temps une analyse plus poussée nous montre que l'on peut appliquer à *Wozzeck* la notion de « drame musical » dans le sens wagnérien du terme. En effet, ce qui permet cette hypothèse, c'est, en premier lieu, l'interprétation des événements scéniques par une architecture musicale adéquate, et, en second lieu, la technique du *leitmotiv* en tant que structure du devenir thématique.

L'unité musicale est due, par conséquent, aux facteurs suivants : 1° *l'unité thématique* (qui constitue, par ailleurs, l'une des préoccupations fondamentales de toute l'œuvre de Berg); 2° *le travail de variation* très poussé auquel se trouve soumis chaque morceau de l'opéra; 3° *les transitions* extrêmement subtiles et serrées d'un morceau à l'autre, fondées sur certains principes compositionnels où nous reconnaissons une des techniques principales de la musique de Berg en particulier et de l'école de Schœnberg en général. Ajoutons encore que chaque acte se termine par une sorte de cadence sur le même accord (varié, chaque fois, dans sa disposition), un peu à la manière d'un accord tonique. Finalement il faut signaler que les nombreux changements de décor qu'exige l'action dramatique nécessitaient un assez grand nombre d'intermèdes symphoniques que Berg traite soit sous la forme de *morceaux indépendants* (c'est-à-dire entièrement constitués en eux-mêmes), auquel cas ils servent de développements aux idées thématiques entendues auparavant, soit sous la forme d'une *coda* à ce qui vient d'avoir lieu, ou encore sous la forme d'une *introduction* à ce qui aura lieu plus tard; parfois même les deux dernières formes se trouvent combinées. Tout cela accentue encore l'unité musicale ainsi que la continuité dramatique.



Le sort de l'opéra de Berg a connu quantité de hauts et de bas. Il fut d'abord édité en souscription sous la forme d'une transcription pour chant et piano. La parution de cette partition — due en grande partie à l'initiative de Mme Alma Maria Mahler (la veuve du compositeur Gustav Mahler) — n'éveilla tout d'abord aucun écho. Cependant un compte rendu très élogieux paru un peu plus tard (avril 1923) dans la revue *Die Musik* (Berlin), ainsi que l'exécution par Scherchen le 11 juin 1924 à Francfort de plusieurs fragments de l'opéra (groupés en une suite de concert, l'idée de cette suite étant due à Scherchen), tout cela finit par intéresser un nombre croissant de musiciens. La « première » mondiale eut lieu à l'opéra de Berlin, le 14 décembre 1925, sous la direction d'Erich Kleiber. Là

l'œuvre fut jouée dix fois la même année et vingt et une fois en tout jusqu'en 1932. Les exécutions suivantes furent données à Prague (novembre 1926) et à Leningrad (1927). Mais le véritable succès ne commence qu'avec la « première » dans une petite ville d'Allemagne, Oldenburg (5 mars 1926). Suivirent rapidement et chronologiquement : Essen, Aix-la-Chapelle, Vienne, Düsseldorf, Kônigsberg, Lübeck, Liège, Amsterdam, Cologne, Gera, Brunswick, Rotterdam, Darmstadt, Philadelphie, Francfort-sur-le-Main, Fribourg-en-Brisgau, Wippertal, Leipzig, Zurich, New-York, Chemnitz, Bruxelles, Mannheim, Brême, Londres. Jusqu'à la fin de 1936, *Wozzeck* fut exécuté en tout cent soixante-six fois dans vingt-neuf villes différentes. L'œuvre fut chantée en allemand, en tchèque, en russe, en français et en anglais; en 1934 la Library of Congress à Washington acheta le manuscrit de la partition.

Après 1936, cependant, la gloire de *Wozzeck* devait s'éteindre complètement et ce n'est que depuis deux ans environ que l'on commence de nouveau à s'occuper de cette œuvre qui est sans doute l'une des plus importantes de la musique dramatique de notre temps. En ce sens l'on ne saurait que se montrer reconnaissant à la Radiodiffusion française qui permit récemment la première audition parisienne de cet ouvrage. Certes, c'était là une tâche ambitieuse, mais l'on peut dire, en toute conscience, qu'elle a été couronnée de succès. L'interprétation qui nous fut offerte n'était certainement pas parfaite, mais — à part quelques passages — elle n'a pas trahi le sens de l'œuvre. Il faut féliciter Jascha Horenstein qui, s'il manque souvent de précision, arrive néanmoins, grâce à sa musicalité aiguë, à transmettre un enthousiasme réel et le véritable sens de l'œuvre à ceux qu'il dirige. Il faut féliciter aussi la plupart des chanteurs et surtout Lucien Lovano qui donna du rôle de Wozzeck une interprétation pleine de passion, et il faut féliciter enfin l'Orchestre National qui se montra à la hauteur de cette difficile entreprise.



Il ne nous reste plus qu'à souhaiter que l'Opéra de Paris s'intéresse bientôt à l'œuvre de Berg, car il est clair que, faite pour le théâtre, ce n'est qu'au théâtre qu'elle prend son sens total[1]. Ce sens total — qui caractérise peut-être toute véritable musique dramatique — réside certainement dans la synthèse de deux éléments antithétiques, qui se trouvent impliqués dans tout opéra et qui sont le mythe d'une part et la réalité — ou même le vérisme — d'autre part. Cette synthèse c'est sans doute ce qui constitue la qualité primordiale de l'opéra de Berg, puisque cette œuvre nous livre une histoire banale, d'un réalisme total, appelée à exister

1. Les idées de Berg lui-même étaient des plus catégoriques en cette matière. Voici quelques lignes extraites d'une réponse à une enquête : « ... faire de la musique si bonne qu'il en résulte — malgré tout — du bon théâtre », et plus loin, dans le même ordre d'idées : « ... au moment où je résolus d'écrire un opéra, je n'avais pas d'autre projet... que de donner au théâtre ce qui appartient au théâtre, c'est-à-dire d'articuler la musique de telle façon qu'elle fût consciente à chaque instant de sa fonction au service du drame ». (In *Neue Musik-Zeitung*, Stuttgart, 1928.)

pour nous de par l'irréalité même d'une musique pleinement consciente de n'être que cela. Et c'est ainsi que Berg nous fait vivre une illusion sans le moindre effet illusoire et il nous dévoile de la sorte la réalité intime de toute musique dramatique.

Alberto Giaccometti me faisait, il y a quelque temps, cette remarque fort pertinente : tel geste « réaliste » qui au théâtre parlé n'arrive pas à convaincre, car il reste illusion pure — sinon simple trucage — prend une valeur de profonde réalité dans l'opéra, car c'est la musique qui, en le situant dans une sphère irréelle, lui confère cette réalité que le geste — fût-il accompagné de la parole — n'arrive pas à évoquer. C'est ainsi que le meurtre de Carmen par exemple (et l'on peut, de toute évidence, appliquer la même remarque au meurtre de Marie dans *Wozzeck*) s'avère tout à fait « satisfaisant », alors que l'on aurait du mal à y croire sans la musique.

Il me semble donc possible de dire que la musique d'opéra *se fait* drame en conférant de la réalité au geste, et elle *est* musique pour autant que c'est le drame qui lui fournit son impulsion originale.

Jetée dans le monde par le drame de Büchner, qui hausse le crime passionnel au niveau du mythe, la musique de Berg — l'une des plus passionnées qui soient — devient la musique même de la passion.

René LEIBOWITZ.

Livres

Le hussard bleu, par *Roger Nimier* (Gallimard, édit.).

« Je songe soudain que la guerre est une période heureuse pour les enfants, car les grandes personnes commencent à les imiter », constate Saint-Anne, le jeune hussard bleu décrit par Roger Nimier. Sanders, avec une expérience plus virile, dira : « La guerre est une enfance prolongée » (p. 209). Enfin, le livre tout entier a pour épigraphe la belle strophe d'Apollinaire :

> *« Ah! Dieu, que la guerre est jolie.*
> *Avec ses chants, ses longs loisirs*
> *Cette bague, je l'ai polie*
> *Le vent se mêle à vos soupirs. »*

Hélas! ces grands enfants qui jouent à la guerre sont terriblement compliqués. Depuis le vulgaire Casse-Pompons jusqu'à l'aristocratique De Forjac, ils nous présentent un moi tourmenté à l'extrême par des sentiments qui n'ont qu'un rapport lointain avec les réalités simples des corvées, des gardes doubles et des combats, où seul l'état-major feint de comprendre quelque chose. Par un paradoxe curieux, ces héros si subtils à analyser leurs sentiments, sans arriver à les déchiffrer, font preuve d'une étrange lucidité sur le champ de bataille, décelant avec facilité l'emplacement des mitrailleuses adverses et le nombre de leurs servants. Ils ont à maintes reprises le privilège rare de voir leur ennemi en face et d'imaginer qu'ils sont à sa place. Cela leur est d'autant plus facile qu'ils affrontent parfois des miliciens, après avoir été, eux aussi, dans la milice (comme Sanders). Et, lorsqu'il s'agit d'Allemands, leurs épouses, qui accueillent nos hussards dans leur lit, se font un plaisir de pousser la complaisance jusqu'à montrer à l'amant français les photographies du mari, voire même jusqu'à lui faire endosser son uniforme. Pour tout dire, malgré les lance-flammes, les autos-mitrailleuses détruites et les coups de mains des wehr-wolf, rien de moins guerrier que cette guerre-là, car il y manque les éléments fondamentaux de toute guerre : la crainte de la mort, et la camaraderie. Bien sûr, Saint-Anne a peur, et il fuit sans vergogne, en abandonnant son fusil. Mais c'est une panique soudaine, qui ne tire pas à conséquence, quelque chose comme un accès de fièvre. Jamais le problème de la lâcheté ne se posera pour lui. Quant à la camaraderie, cette espèce de Chéri en calot bleu ciel ignore jusqu'au mot. Sa jolie figure et ses membres grêles excitent chez certains une amitié équivoque qu'il exploite ingénument. La mort de Casse-Pompons évoque un sentiment qui rappelle la camaraderie, mais il ne dure pas longtemps : « Ce type dont je me fichais bien, hier encore, dont j'avais prédit la mort

cinquante fois en public, pour le faire enrager, voilà que je suis obligé d'y tenir par une espèce d'amitié, ou plutôt d'affection, car c'est de la faiblesse et de la peur. Puis, je l'abandonne à la terre. » (P. 132).

Le principal n'est pas là, mais dans cet esprit cavalier qui donne à tous ces soldats, même au plus plébéien, une particule dont ils sont fiers. On pense parfois à Stendhal, à cet obèse qui rêvait, lui aussi, de hussards et qui a fait de tous ses héros des cavaliers parfois chancelants sur leur monture, mais toujours très fiers de se distinguer de la piétaille. Malheureusement, on cherche en vain l'équivalent d'un Fabrice del Dongo dans une bataille de Waterloo qui aurait été victorieuse. Et ce qui inquiète Fabrice, c'est de savoir si oui ou non il a participé à une vraie bataille. Rien de tel chez nos désabusés. Ce qui importe, c'est d'avoir une attitude. Ils se battent bien, de race, mais en passant, sans avoir l'air d'y penser. Le combat fait partie de l'uniforme, et les pertes lui donnent de l'élégance. Pour le reste, savoir s'il s'agit de victoire ou de défaite serait de mauvais ton.

Le style de l'auteur, qui est parfaitement maître de ses effets, mais qui en abuse, ne facilite pas les choses. Il ajoute peut-être encore à la morgue de gens assez orgueilleux. Car le procédé consiste à donner une petite tranche du roman à chacun des personnages, avec son nom en tête. On hésite toutefois à reconnaître un brigadier-chef, fût-il des hussards, dans ce passage : « Alors, je fais celui qui n'a rien vu, et je me rends à la grange. Je sifflote un air militaire en tournant les épaules comme un mataf. La cavalerie, c'est tout pareil à la marine : on est des chauds-lapins, la tête près du bonnet et un coin de rêve dans son paquetage, parce que la chose du sentiment, il faut la respecter. » (P. 18). Casse-Pompons dira encore : « J'ai lu un truc comme ça dans le roman que je dévore... » et aussi : « Les paroles de Saint-Anne, je me les remémore sans arrêt. »

Parfois, Roger Nimier abandonne franchement le ton du monologue intérieur pour passer à la troisième personne : « Est-elle méchante? Saint-Anne l'ignore. Il s'endort avec une sorte d'extase, comme un enfant qui laisse au pied de son lit, le soir, une armée de soldats de plomb en ordre de bataille. Le lendemain, je me réveille dans une atmosphère agitée. »

Nous ne comprenons plus très bien l'avantage de cette technique classique dans le roman américain, si elle n'a pas pour but de nous montrer chacun des individus par l'intérieur, en s'interdisant d'intervenir pour juger leur conduite. D'ailleurs, dès le début, nous avons l'impression que Nimier ne désire pas sonder les cœurs. La caricature, lorsqu'elle s'applique à une subjectivité pure, reste fatalement artificielle. Voit-on un pédéraste scrupuleux constater : « Mais non, on pouvait être assez porté sur les hommes comme je l'étais, sans perdre la tête pour le premier venu. » (P. 160).

Quant aux dialogues, ils sont difficiles à admettre. Pourtant, ils ne sont pas mauvais et l'utilisation de la langue verte des soldats donne parfois des effets étonnants. Seulement, cette utilisation est rigoureusement la même dans ce qui tient lieu de monologue intérieur. Autrement dit, il n'y a aucune différence entre l'intérieur et l'extérieur des personnages.

Il reste enfin un élément rigoureusement incompréhensible : le plan divin, qui intervient constamment dans des histoires assez peu reluisantes. Un milicien qui s'apprête à faire sauter un train d'Américains les évoque avec rage, montant tout droit au paradis. « C'est une petite chrétienne merveilleuse », nous dit sans nécessité apparente Saint-Anne parlant de son Allemande. « Et vous, maintenant qu'il fait nuit et que ça arrange les choses du côté de la honte, comment êtes-vous avec Dieu? » demande Saint-Anne au pédéraste, qui se met à penser : « A mon sens, Jésus-Christ était un coupable jeune homme. Il avait donné aux hommes l'envie de ressembler à des torches... Je répondais que Dieu et le capitaine De Forjac s'ignoraient. » (P. 295.)

Nous trouvons encore ceci : « Le Dieu des chrétiens et de François Sanders, je savais bien qu'il existait, mais par un péché beaucoup plus considérable, je crois que je ne l'aimais pas non plus. » (P. 332). Et mille phrases de ce genre, dont l'inquiétude métaphysique nous semble d'une élégance assez insupportable, et qui répond, chez ces gens bien nés, au christianisme des gangsters de Graham Greene.

Le livre se termine sur une cabriole attribuée à Sanders : « Tout ce qui est humain m'est étranger. » Nous craignons que, malgré sa virtuosité, Roger Nimier n'ait droit à revendiquer cette devise, car ce qui manque le plus à ses héros, c'est la qualité humaine qui les rendrait un peu plus accessibles.



Jean-Henri Roy.

☆

L'amour triste, par *Bernard Pingaud* (La Table Ronde, édit.).

Bien loin d'apporter quelque lumière nouvelle, imprévisible, inattendue, l'*Amour triste* n'ajoute rien à la littérature conjugale. C'est l'histoire d'un couple dont l'amour s'étiole dans une campagne aride des environs de Paris. Un couple d'après-guerre, une belle-mère de tous les temps, deux enfants en bas âge, une impossibilité de communiquer, des scènes : au total, un inventaire de situations stéréotypées que M. Pingaud a tenté de racheter par un style de genre psychologique. Mais l'on est plus près de Paul Bourget que de Benjamin Constant. Au reste, ce style n'a pour lui que sa prétention : il ne suffit pas de décrire avec minutie la banalité d'une aventure pour la rendre attachante.

M. Pingaud, qui a dû s'apercevoir qu'il était loin de compte, a voulu prouver dans une préface l'intérêt de son livre. Ainsi le lecteur est-il « prévenu », et, s'il se perd d'ennui et bâille sur l'intrigue, c'est qu'il n'a pas compris qu'il lui fallait d'abord apprendre à lire entre les lignes. « Plus importante que le souci de la vraisemblance et de l'objectivité, lit-on dans cette préface, une préoccupation esthétique constante a inspiré ce récit jusque dans ses détails... Ce livre pose le problème du mariage et... veut aussi être une œuvre d'art... »

Julien et Hélène ne s'aiment presque plus. Ils demeurent liés par leurs habitudes, leurs souvenirs, leurs « sacrifices » et leurs problèmes quotidiens. Un jour qu'ils se promènent sur les bords de l'Oise, Hélène tente de violer (sommairement) son mari qui n'en peut mais. Vexée, Hélène croit

trouver un remède à son insatisfaction en jetant son dévolu (visuel) sur Georges, le jardinier. Ne voulant pas être en reste, Julien dirige ses regards sur Solange, la femme du jardinier. « Monsieur Séverac, dit-elle, les yeux rouges et brillants... Monsieur Séverac, si on nous voyait. » M. Pingaud a cru rajouter du sel à l'intrigue par le moyen de ces ébats chatterleyesques. Mais rien n'y fait, et le couple revient de cette séance de jardinage plus désabusé, plus contraint et plus anodin que jamais. Il ne leur reste plus qu'à se subir. De Paris débarque la belle-mère, Mme Perse, qui va plaindre sa fille, toiser son gendre, tandis que Julien angoissé considérera avec angoisse le « devenir » de sa femme. Mme Perse, mariée jadis sans amour, « *parce que, de son temps, une jeune fille bien élevée ne devait pas avoir d'opinion sur ce chapitre* », et qui, dans son jeune temps, « *avait un joli filet de voix* » (sic), Mme Perse tricôtera pour ses petits-enfants et quittera les Séverac avec le sentiment qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil et qu'à une épouse incomprise doit succéder une épouse non moins incomprise. La belle-mère repartie, Julien abandonne le domicile conjugal, mais pour y revenir. Hélène se suicide, mais pour se rater. Servitude et grandeur des contrats de mariage : tout rentre dans l'ordre et tout recommence.

Au demeurant, c'est un livre inoffensif et fade, et l'on se demande si c'est la volonté d'édifier et de prouver qui le rend si fade, ou la prétention de M. Pingaud, chez qui la préoccupation esthétique est si constante qu'elle promet de lui valoir l'héritage d'Henri Bordeaux.

Monique LANGE.



L'humour poétique, numéro spécial de *La Nef.*

Les écrivains français cèdent toujours à la tentation de discréditer les mythes de leur époque. Aussi vieux que la littérature bourgeoise — celle qui se veut responsable vis-à-vis des puissants et des faibles, tout en se plaçant en dehors de la lutte réelle — le jeu de la démystification a pu être, tour à tour, dangereux ou profitable, héroïque ou nécessaire, fécond ou facile. Au siècle où nous sommes, il jouit d'une complicité si large et si ardente, qu'il faut, pour le mettre en question, beaucoup de conviction ou de candeur naïve.

Des auteurs dits sérieux, on exige à peu près l'impossible : qu'ils dépassent leur époque, qu'ils annoncent les temps à venir, qu'ils s'expliquent sans ennuyer, et qu'ils soient au moins, à la fois, poètes, philosophes, romanciers. Êtes-vous humoriste, tant soit peu subversif, porté au calembour? Il n'y a plus que l'intention qui compte. C'est toujours assez bon.

C'est ainsi que *La Nef* vient de consacrer un numéro spécial à l'*Humour poétique.* Curieux titre, qui n'a sans doute satisfait personne — certes pas le lecteur de bonne volonté qui trouve dans cette abondance de choses, illustrement ou obscurément signées, des textes cruels, des textes poétiques, mais presque jamais de poèmes humoristiques ou de poétiques plaisanteries. Et pourtant, qui songerait à chercher querelle à des gens qui veulent faire rire, avec ou sans poésie? On voudrait bien.

Mais ce n'est sans doute pas si simple. On nous offre des entrechats

verbaux qui font bien regretter Apollinaire, des violences verbales aussi classiques que le Manifeste du Surréalisme, des poussées de colère qui tiennent de la méthode Coué, des poussées de syllabes qui ne bouleversent plus que leurs auteurs, de petits contes sagement absurdes, des maximes et paradoxes, des antipoèmes et des antiphrases. C'est très triste : mais ce n'est pas de l'humour noir. Quelques textes frappants — Antonin Artaud, Desnos, Picabia et Picasso — dont les meilleurs sont singulièrement privés d'humour; et quelques textes drôles — Ferry, Brunius, Scutenaire — mais on a déjà vu tout ça dans l'*Anthologie* de Breton; Prévert, enfin, — bien sûr! — mais on a déjà vu ça dans Prévert.

C'est des « nouveaux » qu'on voudrait parler : ceux qui sont nés autour de 1918, et morts, souvent, avant 1945. On a beau être ému de leur désir de faire sauter des cadres trop vieux, il faut bien avouer qu'ils datent, tout autant que leurs maîtres.

Alors, on se sent très gêné. Aurait-on, entre une guerre et la prochaine, perdu le goût de la destruction?

En tout cas, on n'arrive plus à s'émouvoir de ces exercices de style qui se prennent pour des exercices spirituels. Et si l'on veut encore, et toujours, rire de ce qu'on tient pour sacré, il se trouve (ô. confort des révolutions passées!) qu'en 1951, ni militaires gâteux, ni sculpture académique, ni religion d'État, ni besoins naturels de l'homme ne nous apparaissent — non plus d'ailleurs qu'au bourgeois du coin — comme sacrés. Il faudrait que les jeunes poètes se fassent une raison : les monstres de la Belle Époque ne sont plus ceux de notre époque monstrueuse.

Tout de même, Queneau et Michaud l'ont compris, qui provoquent à volonté ce rire égaré, proche des larmes hystériques, proche de la terreur silencieuse, qui soulage l'homme, qu'il soit civilisé ou pas. Ils le font, en vrais poètes, en restant loin de l'événement, de l'exemple facile, de l'actuel déjà dévalué. Ils le font aussi parce que leur esprit de sérieux propre se garde d'apparaître, et qu'ils n'expriment que l'essentiellement tragique, ou l'essentiellement ridicule — et non ce qu'il convient de penser de l'un ou de l'autre.

Mais les surréalistes — et ceux qui s'en réclament — manifestent aujourd'hui une modestie peu compréhensible : ils oublient que deux générations déjà ont découvert, et divulgué, cette recherche du merveilleux, cet humour toxique, qui n'était encore, en 1925, que dans quelques textes et quelques toiles, mais qui, aujourd'hui, s'exprime dans les salons du quartier Malesherbes, les flacons de parfum de Schiaparelli, les affiches, les devantures de lingerie de luxe de la Fifth Avenue. Et dans les boîtes de nuit, et dans *Samedi-Soir*. C'est peut-être la gloire, mais ce n'est plus la société secrète. Or, évidemment, le surréalisme pouvait survivre à tout, sauf à cette vulgarisation. Marcel Duchamp l'avait compris très tôt, qui a cessé de produire dès que la célébrité a menacé son secret.

Combattants d'une cause trop gagnée, ceux qui s'obstinent encore, se débattent dans un air raréfié et stérile. Un recueil comme celui qui vient de paraître révèle cruellement la dévaluation d'un vocabulaire qui perd, à être accepté de beaucoup, tout son pouvoir explosif. Les lettres d'Erik Satie gardent une sorte de fraîcheur et de désespoir, justement parce qu'elles surgissent, comme un cri, et déchirent une réalité d'étouffement.

Mais nos contemporains, jeunes ou vieux, faiseurs de poèmes-éclairs sur quelque nappe du Catalan, ne croient plus à leurs calembours et jouent à cache-cache avec l'ennui.

Rien de plus cruel, pour les auteurs, que les définitions de l'humour qui précèdent chaque contribution (il y en a aussi de bonnes, soyons juste) : « Il faut ressembler à un enfant pour entrer dans le royaume des cieux. » « L'humour est un acte volontaire. » « La politesse du désespoir. » « Le sourire de la révolte. » « Ne plaisantez pas avec l'humour — l'humour, c'est sérieux. »

Le grand mot est lâché; pour ces attardés, l'humour, devenu fin en soi, est sérieux — alors que pour les créateurs, le sérieux devenait, par la force de sa pesanteur, humoristique.

A force de tirer sur l'Archevêque, la Mariée ou le Gendarme, le clown surréaliste s'est pris à son propre jeu. Il croit à ses victimes, alors que le public même a cessé d'y croire; il cultive ses colères, ranime à coup de bourrades verbales ses faux dieux dégonflés, et remet en scène, pieusement, ses faux carnages.

Il faut croire que l'époque 1925, particulièrement riche en malentendus et abus de confiance, présentait encore la façade opaque et lisse qui mérite la pioche ou l'explosif. Des valeurs déjà minées se paraient encore des fausses couleurs de la santé. Les défenseurs de l'ordre se contentaient de replâtrer les failles et de croire — comme toujours lorsque l'écroulement menace — qu'ils entraient enfin dans l'ère de la stabilité. Il fallait certes de la vision et du courage — et ce sens particulier de l'avenir que l'on appelle le génie — pour frapper juste, et violemment. On pouvait, à cette époque ambiguë et mouvante, être à la fois humoriste et révolutionnaire.

Aujourd'hui, les malentendus et abus de confiance ont singulièrement changé d'ampleur et de portée. Les valeurs, menacées en 1925, sont depuis longtemps dénoncées sinon officiellement enterrées, et les têtes de Turc d'il y a trente ans sont rangées au Musée Grévin. On peut le regretter, mais l'ère des jeux plus ou moins innocents est révolue : nous ne sommes plus les enfants terribles de personne. A un monde aussi perplexe que celui-ci, à une jeunesse aussi universellement trahie que celle de Paris, New-York et Moscou, les jeux de mots de nos poètes paraissent aussi périmés que les bavardages de M. Bergeret. Notre époque a le secret d'absorber, dans sa réalité historique, et de plus en plus vite, les anticipations littéraires qu'on lui présente. Les critiques du même nom ont abusé de cette évidence (voir Kafka). Seulement, il est bien probable que si Kafka avait connu Auschwitz, et survécu, il n'aurait pas écrit le même Procès.

De même, nul dîner de têtes, nulle crosse en l'air ne vaut aujourd'hui le spectacle des Actualités-Gaumont où défilent (on appelle ça rétrospective de l'année 50) le visage des enfants coréens libérés, libérés de père et mère et de tout et de tout, le visage quiet de Bao Daï, le visage byzantin du Pape et son corps raidi d'or et de symbole, hissé devant les visages de la foule consentante — fétiche vivant des tribus civilisées.

A une époque où le moindre chef d'État fait — aussi bien que M. Jourdain de la prose — de l'humour noir selon ses moyens, la tâche de l'humoriste est si facile qu'elle en devient presque impossible.

Vitia Hessel.



Échantillons de Civilisation, par *Ruth Benedict*, traduit par *Weill Raphaël* (Gallimard, édit.).

C'est d'abord dans un esprit très pratique et même utilitaire, que Ruth Benedict conçoit l'anthropologie : elle doit nous permettre de nous déprendre de la masse incroyable de préjugés qui nous portent à mettre au singulier le mot civilisation, en sous-entendant qu'il s'agit de la nôtre, par un aveuglement aussi absurde que celui qui fit s'indigner des conceptions de Copernic et de Darwin et dont la conséquence désastreuse est de nous laisser croire que l'homme est un être naturel alors qu'il est un produit historique. Comme Pascal l'avait soupçonné la nature n'est elle-même ici que coutume, et l'anthropologie est la science des comportements coutumiers des hommes. La première difficulté qu'elle rencontre vient de ce que « la coutume est le fondement même de la façon de penser du théoricien social et par cela même qu'elle est fondamentale elle a son existence en dehors du champ de l'attention consciente ». Il ne semble malheureusement pas que l'auteur soit lui-même suffisamment conscient de ce qu'il peut y avoir d'irréductible dans cette difficulté. C'est que pour lui la coutume n'est que convention. Cela lui semble suffisant pour rendre compte de la diversité des civilisations : « L'homme n'est pas obligé de par sa constitution biologique à une forme particulière de comportement. La grande diversité des solutions que l'homme a adoptées dans les différentes civilisations sont toutes également possibles sur la base de ses aptitudes originelles. Il en est de la vie culturelle comme du langage, la sélection y est de première nécessité. Le nombre de sons qui peuvent être émis par nos cordes vocales, nos cavités buccales et nasales est pratiquement illimité; les trois ou quatre douzaines de sons qui existent dans la langue anglaise, par exemple, sont le résultat d'une sélection qui ne coïncide même pas avec ceux de dialectes aussi proches d'elle que l'allemand et le français ». De là des images auxquelles l'auteur semble beaucoup tenir : la culture est « un grand éventail sur lequel se trouveraient rangées toutes les possibilités que nous réservent l'époque ou le milieu ou les diverses activités humaines », ou encore : « toute civilisation fait usage d'un certain segment du grand arc de cercle des buts et motifs humains en puissance. Le grand arc de cercle sur lequel tous les comportements humains possibles sont répartis est beaucoup trop vaste et abonde en trop de contradictions pour que n'importe quelle culture puisse en utiliser une portion considérable ».

Quoi qu'on puisse penser de cette imagerie elle a du moins l'avantage de conduire son auteur à présenter ses échantillons (branches de l'éventail ou segments du cercle) comme des totalités structurées. La constellation des coutumes Zuñi (Nouveau-Mexique) est toute apollinienne : au milieu de peuplades qui s'adonnent frénétiquement à des pratiques de visions obtenues par divers toxiques (peyote, alcool, etc.) ou d'horribles mutilations (doigts coupés, lanières de peau arrachées), les Pueblos se contentent de faire semblant; leurs danses pesantes et monotones ne visent qu'à procurer « le sommeil de la terre » et à appeler les pluies fécondantes; nulle trace chez eux d'autorité de chefs ni de prêtres; aucune compétition

pour la possession de biens; mariage, adultère et divorce sont affaires personnelles qui se traitent dans une calme indifférence; le tabou fondamental fait qu'on ne doit même pas être soupçonné d'être en colère; on fait le moins de cas possible de la mort et toutes les pratiques qui s'y rattachent visent à la faire oublier au plus vite; on s'arrange pour affirmer et croire que le suicide n'existe pas.

L'opposition est complète avec les formes sociales des Mélanaisiens Dobuans « qui accordent la prime à la malveillance et à la perfidie et en font les véritables valeurs de leur société ». Ici toute l'organisation sociale repose sur la haine et la méchanceté : l'unique préoccupation est de ravager la moisson du voisin. Faire pousser ses propres ignames c'est essayer de voler les formules d'incantations magiques de son voisin, voire de sa propre femme (car elle possède et cultive de son côté, puisque la lignée des ignames se poursuit en même temps que le sang dans les veines de ses possesseurs), au besoin en les tuant, car ces plantes elles-mêmes sont perfidement errantes et ne se laissent fixer au sol que par sorcellerie. Le mariage est l'occasion de déchaînements de haine et source d'innombrables exploitations réciproques; l'adultère est le passe-temps favori; le soupçon y est paranoïaque, ce ne sont que charmes et contre-charmes, la maladie et la mort sont posées sur tous les objets; le commerce, c'est par définition la lutte déloyale, le vol et le meurtre. « La jalousie, le soupçon, le farouche exclusivisme de la propriété sont la caractéristique de Dobu. L'honnête homme, celui qu a réussi, c'est celui qui a dépouillé un autre de ses prérogatives. » Celui qui ne prouve pas quotidiennement ce que nous appelons perfidie, haine, déloyauté, est tenu pour simple d'esprit et méprisé.

C'est encore d'une autre façon, apparemment plus symétrique peut-être, que les mœurs dyonisiaques des indiens Kwakiutl s'opposent à l'apollinisme des Zuñi : « Le type de civilisation qui leur était particulier était un tissù d'idées spéciales sur lá propriété et le maniement des richesses. Ce n'était pas dans la possession des moyens d'existence que la propriété s'exprimait principalement, mais dans les prérogatives concernant le bien-être matériel. La manipulation des richesses dans cette civilisation dépassait de beaucoup la réalité des besoins économiques et la satisfaction de ces besoins. Elle impliquait des idées de capital, d'intérêt et de grandes dépenses. Tout le système économique se concentrait autour de l'obsession de la gloire. Il existait deux moyens d'obtenir la victoire ambitionnée. L'un était de couvrir de honte son rival, en lui offrant plus de bien qu'il ne pourrait en rendre avec l'intérêt de rigueur. L'autre c'était de détruire une propriété. » Ainsi toutes les activités et coutumes de ces Indiens sont dominées par l'exigence de la transaction commerciale glorieuse, conçue sous le double signe du potlatch et de l'holocauste : l'homme ambitieux multiplie ses mariages à seule fin d'accumuler ses droits à des prérogatives de plus en plus précieuses et à recouvrer les paiements de retour pour le prix de l'épouse, allant jusqu'à épouser fictivement le pied gauche ou le bras droit ou quelque autre partie du corps de son beau-père s'il a le malheur de ne pas avoir suffisamment de filles; et un mariage sans potlatch n'est qu'un accouplement de chiens. Le meurtre et l'acquisition du scalp constituent un autre moyen d'acquérir des prérogatives. « La conduite sexuelle à observer, l'attitude religieuse et même le malheur avaient été

étudiés dans cette civilisation pour y trouver l'occasion de prouver sa supériorité en distribuant ou en détruisant des richesses. Les principales occasions qui pouvaient se présenter étaient l'investiture d'un héritier, le mariage, l'acquisition et la démonstration de pouvoirs religieux, le deuil, la guerre et l'accident. »

Ainsi c'est une « sociologie de la forme » que Bénédict cherche à constituer à l'image de la « psychologie de la forme ». Une culture c'est une structure qu'il ne s'agit que de décrire. On dépassera ainsi, en les intégrant, l'évidence organiciste, l'idée durkheimienne de la spécificité du collectif, la psychologie-sociologie, par un bilan tout objectif de la constellation des *situations* privilégiées dont la totalité organisée constitue l'originalité d'une civilisation, et où le sociologue peut légitimement espérer saisir sur le vif le passage de la nature à la culture dans la façon même dont les individus d'un groupe réagissent à la situation, interprètent l'événement naturel, en un mot lui donnent une signification humaine. Le Zuni tient en toute occasion à éviter la colère, le Dobuan voit partout maléfice et perfidie, le Kwakiutl ressent la honte à tout moment. En présence d'une mort naturelle le premier ne songe qu'à retrouver la sérénité en oubliant tristesse et deuil, le second qu'à tirer vengeance du consanguin, perfide auteur occulte de cette mort, le troisième qu'à effacer la honte dont l'événement le couvre soit par une distribution ou une destruction de richesses soit par une chasse aux têtes ou le suicide.

Nous accorderons volontiers à l'auteur la supériorité d'une anthropologie ainsi conçue sur « les discussions analytiques d'un Frazer où les pratiques à l'occasion du mariage ou de la mort se trouvent illustrées par des fragments de modalités d'action tirées sans discrimination de différentes civilisations, ce qui finit par constituer une sorte de monstre mécanique à la Frankenstein avec un œil droit des îles Fidji, un œil gauche d'Europe, une jambe de la Terre de Feu et une autre de Tahiti ». Nous craignons cependant de n'avoir affaire dans ces descriptions de structures qu'à une forme renouvelée et comme remise au goût du jour d'un empirisme qui se contente de bilans faute d'avoir trouvé des explications. Nous voulons bien croire qu'il n'est pas aisé de comprendre pourquoi des significations et des pratiques si diverses peuvent s'attacher à la puberté biologique : l'adolescent des peuples d'Amérique du Nord s'adonne à des rites magiques d'auto-mutilation, celui d'Australie apprend la chasteté la plus rigoureuse et s'initie à un culte réservé aux mâles, celui de Colombie britannique se livre à des jeux communs aux filles et aux garçons. Est-ce une raison suffisante pour affirmer qu'il faut accepter ces faits comme tels et se contenter de les enregistrer? Et faut-il prendre au sérieux le relativisme sceptique, fruit de cet empirisme, qui, tirant argument du caractère mouvant des frontières du normal et du pathologique, amènerait presque notre auteur à conseiller à nos militaires frénétiquement impatients de carnages et de « dégagements », et que la paix rend neurasthéniques, d'aller se réadapter chez quelque peuplade indienne avant qu'elle ne disparaisse — non sans leur avoir fait remarquer leur privilège sur les homosexuels, que la réprobation du groupe conduit à la névrose et qui n'ont d'autre recours que de déplorer la disparition des Grecs?

Louis GUILLERMIT.

Malatesta, pièce de *Henry de Montherlant*, au Théâtre Marigny.

« *Malatesta* fut commencé en mars 1943... et entièrement terminé en février 1944 », écrit Montherlant, dans une préface qu'il date de décembre 1947. Ainsi *Malatesta* semble s'inscrire dans le sillage de la *Reine morte*, jouée en 1942, c'est-à-dire dans l'esprit des grands sujets, inspirés à l'auteur par Jean-Louis Vaudoyer, qui lui a donné l'idée d'écrire pour le théâtre. Le nom de Jean-Louis Vaudoyer est cité dans la préface de *Malatesta* comme dans celle de la *Reine morte*, et il est permis de supposer que cette œuvre a été écrite, comme la première, pour la Comédie-Française. Dans un cas comme dans l'autre, Montherlant dessine avec un souci de vraisemblance historique, un luxe de silhouettes secondaires; enfin, il demande une mise en scène et un déploiement de costumes et de décors qui avaient effrayé jusqu'à présent ceux qui auraient voulu monter ces quatre actes assez longs.

Malatesta est donc resté plus de quatre ans (les premières éditions datant de décembre 1946) un succès de librairie incontestable. De nombreux critiques ont vu dans certaines pages le meilleur apport de Montherlant à l'art dramatique. Pour juger cette œuvre, il faut oublier les tragédies en veston, et en particulier *Demain il fera jour*, et *Celles qu'on prend dans ses bras*, assez fraîchement accueillies. Le style des dialogues est, la plupart du temps, extrêmement beau. Jamais peut-être Montherlant n'a mieux possédé sa langue. La tentative de Jean-Louis Barrault s'entourait donc d'un climat extrêmement favorable. L'auteur se plaint souvent de l'hostilité de la critique à son égard, avant même la première. Cette fois, on espérait beaucoup; peut-être espérait-on trop.

En ce qui concerne la mise en scène et le costume, le nombre et la qualité des figurants, il n'y a pas de déception. Le décor de *Rimini* est peut-être un peu trop sobre, mais les fastes d'un Vatican du XVe siècle sont parfaitement évoqués. Nous nous complaisons à noter la beauté des grandes robes fourrées de MM. les intellectuels, le déshabillé savant de la charmante Vanella, et la tenue des cardinaux, dont la soutane rouge s'ouvre sur un collant et sur des bottes, tandis qu'ils s'appuient fièrement sur la garde de leur épée. Enfin, le pape est entouré de toute la pompe nécessaire. Pourquoi évoquons-nous fort indûment le Châtelet, *Le Tour du Monde en quatre-vingt jours* et l'opérette à grand spectacle? Probablement parce que, hors le plaisir des yeux, nous ne voyons pas l'utilité de certains tableaux. Quelque soixante figurants en grande tenue circulent dans une

immense salle et se pressent sur un balcon d'où ils voient se dérouler une fête. Feux d'artifice, couronnement des athlètes nus par Paul II, tout cela pour nous montrer que les courtisans boudent Malatesta, qu'ils s'ennuient au Vatican, et pour amener un dialogue assez vain, avec un académicien disgracié comme lui. La moindre antichambre aurait suffi. Mais Montherlant a dû prendre un certain plaisir à présenter le pape, porté dans une sorte de seda gestatoria, s'intéresser à des coureurs à peu près nus, et leur poser des feuilles de laurier sur la tête. Il leur fait en même temps un discours édifiant sur le paradis. Nous soupçonnons l'écrivain de s'intéresser au tableau ou au contraste plus qu'aux caractères ou aux situations. Nous sommes devant un spectacle, non devant une pièce. Malatesta veut tuer le pape, pour un motif en définitive assez futile. Mais quelle jouissance de nous le montrer suppliant la Sainte Vierge, lui promettant une année entière sans péché, si elle protège un tel forfait. Il est entendu que la Renaissance italienne est riche en effets d'ombre et de lumière et en couleurs violentes où le rouge domine, comme le sang. Montherlant s'y est un peu trop grisé.

D'ailleurs, de quoi s'agit-il? D'une tragédie de l'aveuglement, à en croire les récentes *Notes de théâtre* de l'auteur. Aveuglement de Malatesta, qui fait confiance au pape, après avoir proclamé qu'il avait horreur des gens qui ont confiance. Aveuglement d'Isotta, qui provoque l'arrivée funeste de Porcellio, l'assassin de son mari. Aveuglement du pape, qui veut faire plaisir à Isotta, en permettant à Malatesta de regagner Rimini, et qui le condamne ainsi à mort. Aveuglement de Platina, qui croit n'être pas arrêté, dix minutes avant son arrestation. Mais dans ce royaume des aveugles, pas un seul borgne qui soit roi, ne serait-ce que pour nous faire sentir l'aveuglement des autres. Supposons un monde où tout est déformé; comment connaître cette déformation, sans un seul objet qui lui résiste? De même, sur le plan moral, Malatesta est fourbe; le pape l'est aussi. Malatesta est cruel et sournois, tout le monde est cruel et sournois en cette rude époque. Pas un seul personnage vertueux, pour nous donner la mesure de ces vices. Surtout, pas un seul caractère. *La Reine morte* n'était pas uniquement une image d'Épinal, parce que le roi Ferrante, dans sa cruauté sénile, restait un caractère, et parce que l'action avait une unité. On chercherait en vain l'unité de Malatesta. Il est tout d'abord question de tuer le pape, puis de le vénérer; ensuite, nous assistons au meurtre du héros, qui n'a qu'un rapport lointain avec sa querelle avec la papauté.

Du côté des acteurs, Jean-Louis Barrault accentue le malentendu. Il donne à Malatesta le pourpoint de Hamlet, et son collant accentue ses jambes de coq maigre. « Guerrier de fer », nous dit Montherlant de son héros; et il cite cette chronique du temps : « S'il s'était trouvé parmi cent seigneurs, sa prestance l'aurait toujours fait choisir comme supérieur à tous. Son aspect était indompté et inflexible; il était très cruel envers ses ennemis, sa taille supérieure à la taille commune; dans sa façon de parler, un autre Cicéron; doué à suffisance, de connaissances et de discernement naturels. » En tout cas, Jean-Louis Barrault n'a pas l'aspect physique du personnage, ni son âge. Lorsqu'il parle de culture, avec des spécialistes, il a l'air pédant ou présomptueux. Mais Montherlant est responsable de la scène où il demande à Porcellio de faire en sorte que la niche de son

chien soit déplacée. On imagine mal un érudit traitant comme un laquais un homme de lettres, fût-il à son service. Mais Jean-Louis Barrault danse son personnage, comme d'habitude, et celui-ci est très peu fait pour être dansé. Cette tragédie est en définitive un drame de l'ambiguïté, beaucoup plus que de l'aveuglement. Qui est Malatesta? — Nous ne le saurons jamais. Montherlant nous avertit dans sa préface qu'il fut calomnié à plaisir : « Les accusations, venant de si haut, ont été reprises de siècle en siècle, ne fût-ce que par des allusions, et je les ai reprises moi-même. Mais cela n'implique pas qu'elles reposent sur quoi que ce soit... Malatesta passe pour quatre fois assassin, et peut-être n'assassina-t-il jamais? »

Sans doute, mais il faudrait savoir. Lorsque le pape lui reproche d'avoir souillé le cadavre d'une femme, il répond : « Eh bien, les femmes sont faites pour être aimées. » Lorsqu'il est accusé d'avoir voulu posséder son fils, il répond : « La vie de famille elle-même ne peut-elle avoir ses moments de fantaisie? » Enfin, ce grand calomnié paraît prêter le flanc avec complaisance à la calomnie. Quant au pape, il est l'ambiguïté incarnée. Pas un de ses mouvements de générosité qui ne soit traduisible en calcul politique. Il reprend immédiatement ce qu'il a donné. Et il se plaint amèrement de passer pour un homme intéressé, en levant le regard vers Dieu.

L'action se déroule à une époque impitoyable et hypocrite, sans cesse les embrassades dissimulent un étranglement. Mais pourquoi diable ces requins (le terme est de Montherlant définissant Malatesta) se plaignent-ils d'être incompris ou sous-estimés? Nous avons peu de goût pour les larmes de crocodile. Nous quittons le spectacle sur notre faim. Ce meurtre étrange de Malatesta, qui mourut en réalité dans son lit, et que l'auteur a voulu nous peindre, trahi par un clerc qui se donne le plaisir de brûler devant le moribond le manuscrit unique qui relate les hauts faits du condottiere, n'est-il pas symbolique? L'histoire n'a pas brûlé la vie de Malatesta, puisque Montherlant la connaît. Cette fin d'un héros cruel qui meurt en même temps que sa légende est comme la clé de tous les personnages méprisants et féroces, dont l'écrivain fait des professeurs de mépris qui lui ressemblent et qui sont méconnus, et qui mourront sous les lâches attaques des confrères en littérature. Montherlant, homme de la Renaissance, n'a certes pas pour nous conter cette chronique italienne la légèreté féroce de Stendhal. On pense plutôt à l'orgueil de Chateaubriand — et à son style —, d'un Chateaubriand qui peindrait par erreur, un peu lourdement, le génie de l'antichristianisme.

J.-H. R.



La neige était sale, pièce de *Georges Simenon*, au Théâtre de l'Œuvre.

La neige était sale est d'abord un spectacle. Et un spectacle captivant. R. Rouleau a su, pour le monter, se souvenir des réalisations des metteurs en scène expressionnistes allemands. Il s'est préoccupé de trouver, à chaque scène, le « ton » juste, de conférer à chaque geste son maximum

d'efficacité. Négligeant tout parti pris plastique, il a voulu seulement mettre en valeur ce que la pièce de Simenon avait de proprement scénique, de direct, sans bavures. Aussi les décors sont-ils simples; mais, du rideau de scène, couleur de neige et de fumée où se profilent de hautes ruines, à la salle d'école en noir du dernier tableau, chaque lieu scénique offre à l'action son cadre idéal. Les accessoires sont à leur place : ils servent, ne décorent pas. La distribution est elle aussi remarquable : les acteurs jouent juste, sachant parler, mais encore se taire, écouter, de Daniel Gelin, dont tous les gestes, toutes les intonations sont maîtrisés, à L. Bogaert, étonnante avec sa voix monocorde aux inflexions multiples quoique à peine perceptibles, aux mouvements rares, exprimant à merveille cette profonde, étouffante angoisse qui l'étreint à mesure. Un seul reproche à cette présentation, touchant les trop fréquentes irruptions de complaintes susurrées, en coulisses, par quelque appareil à musique. Alors, nous commençons à ne plus croire à ce qui nous est montré. Les personnages se transforment instantanément en pantins.

Mais l'intérêt de *La neige était sale* ne tient pas seulement à cette perfection formelle du spectacle. Non qu'il s'agisse d'une bonne pièce; à la réflexion, cette pièce est sans doute médiocre, mais représentative en tout cas d'un état d'esprit fort répandu aujourd'hui : celui dont témoignent, en particulier, certains romans « noirs ». De plus, la transposition théâtrale de cet honorable roman de G. Simenon n'alla pas sans infléchir le sens du roman. Nous pouvons, par là, saisir sur le vif cette transformation qui aboutit à une œuvre quasi étrangère au roman, encore qu'elle lui emprunte toute sa substance et qu'elle ne modifie ni l'agencement, ni la contexture des épisodes romanesques.

Frank Friedmaier est le fils d'une tenancière de maison de passe. De là viennent tous ses malheurs. Nous sommes dans un pays occupé. Pour Frank et sa mère, la vie facile continue; autour d'eux, c'est la misère. Au reste, G. Simenon ne se préoccupe guère de mettre en valeur ce que pareille situation pourrait avoir de remarquable, négligeant les problèmes qu'elle conditionne; il en tire parti, comme d'un décor pittoresque à souhait. Seul son héros lui importe : Frank est assoiffé de « pureté ». Gâté dès son jeune plus âge, il va rechercher cette pureté non dans les bons, mais dans les mauvais sentiments. Se jouant de tout, trahissant surtout les valeurs sacrées — cet amour par exemple qu'il inspire à la fillette, sa voisine de palier —, il veut aller jusqu'au bout : consentant alors à son arrestation, puis à sa mort. Non sans s'être, toutefois, lors d'une suprême entrevue avec cette fillette et son père, conducteur de tramway, ex-critique d'art, réconcilié avec les hommes que ce père symbolise, et avoir ainsi célébré ce qu'il nomme ses « noces », dans le silence d'une salle d'école transformée en prétoire d'exécution.

On trouve là, réunis, tous les éléments d'une « mystique de la pureté » — pureté idéale et vaine, trouvant son accomplissement dans la destruction qui se transforme vite en une mystique de l'échec et de la mort : la mort seule, l'acceptation de cette mort, étant capable de donner à un être sa pureté. Au fond, peu importent ses actes — ils sont et ne peuvent être que gratuits — du moment qu'ils l'amènent à mourir, à « bien » mourir. Ces thèmes encombrent depuis quelque temps la litté-

rature contemporaine. Et dans cette fausse mystique, qui n'est qu'un détournement insidieux, comme honteux, d'une mystique proprement chrétienne, se rejoignent de façon douteuse le sentiment de l'absurde, l'attrait de l'acte gratuit et le goût de la mort. Il n'est que de songer au *Rocher de Brighton* de Graham Greene pour les y retrouver. Mais là du moins, la contexture du roman était susceptible, sinon de les justifier, du moins de nous les rendre plausibles. Dans *La neige était sale*, ils apparaissent en plein jour : sans alibis, à mesure que la pièce se déroule, ils versent de plus en plus dans l'arbitraire, jusqu'à la confrontation finale avec ce critique d'art-conducteur de tramway qui frôle d'assez près le ridicule.

Il est toutefois juste de noter que ces thèmes n'apparaissaient pas ainsi dans le roman de Simenon. Le flot de l'existence romanesque, en quelque sorte, les portait. Le roman une fois découpé en scènes théâtrales, la durée romanesque disparue, ne subsistent que les motivations les plus profondes des héros. Le squelette est à nu. Dans le roman, Frank Friedmaier était un personnage parmi d'autres; il agissait, mû par quelque résolution singulière, fruit du lieu et du moment (ce qu'excelle justement à nous faire sentir Simenon). Dans la pièce, il est devenu un héros; son destin est maintenant exemplaire. Un roman d'aventures s'est ainsi transformé en une pièce à thèse, ou presque. Ne nions pas qu'il y ait beaucoup perdu.

B. DORT.



« Le Château de verre », film de *P. Bost* et *R. Clément*.

Le château de verre est un film singulier. On ne saurait, en toute bonne foi, décider de sa réussite ou de son échec. Les mêmes raisons peuvent militer pour l'un comme pour l'autre. Ce qui tient, sans doute, à ce que Clément n'a pas su aller jusqu'au bout de ses intentions.

Sur une idée assez mince, d'une extrême banalité, l'ébauche d'une idylle entre un jeune homme qui s'était contenté jusque-là de jouir des femmes sans pouvoir s'attacher à aucune d'elles (Jean Marais), et la femme d'un juge, effrayée et captivée à la fois par le mirage d'un « grand amour » (Michèle Morgan), — Clément et Bost ont construit un scénario compliqué. L'intérêt y est sans cesse détourné sur des personnages secondaires. Sans doute, l'utilité de ces personnages est-elle de cerner les héros de l'histoire, de les limiter, de les situer : il n'empêche que notre intérêt, loin d'être ramené aux héros, est vite captivé par les personnages secondaires, en particulier par la maîtresse du héros (remarquablement interprétée par Elina Labourdette), figure assez inquiétante, dont on ne sait si ce qui la lie au héros est l'amour ou l'impossibilité d'aimer. Le propos de Clément et Bost fut sans doute de faire un film d'amour. Non de nous raconter une histoire d'amour et d'organiser autour d'elle un monde factice, mais de nous peindre la naissance, les dangers et les risques d'un véritable amour. Ils ont voulu, semble-t-il, marquer l'espèce de dédoublement que

l'amour introduit dans les êtres, nous figurant d'une part des personnages tels qu'ils sont dans le monde, limités et définis par les rapports qu'ils entretiennent avec leur milieu, d'autre part ces mêmes personnages, renaissant l'un pour l'autre dans un amour réciproque. D'où, j'imagine, le titre du film et l'allégorie légèrement puérile qu'on nous y propose : après leur nuit d'amour, les amants se blessent les pieds aux débris de ce château de verre que Michèle Morgan a brisé par inadvertance en faisant sa toilette.

A la projection, cependant, ces ambitions n'apparaissent pas de manière évidente. Le film oscille, sans parvenir à trouver son équilibre, entre une étude de mœurs assez superficielle et l'esquisse d'un roman d'amour.

De plus, divers épisodes, jouant en contrepoint de l'action centrale, accentuent sans cesse cette dispersion de l'intérêt — je songe, par exemple, au procès que juge, à Bâle, le mari. Une autre erreur, grave cette fois et qui suffit à détruire toute la fin de ce film : l'utilisation d'une sorte de « prospection », la vision de la fin tragique de l'héroïne s'intercalant dans l'action à la façon d'une mauvaise figure de rhétorique. Au reste, cette fin elle-même est déjà fort contestable : faute de pouvoir aller plus loin, Clément et Bost se sont contentés de tuer l'héroïne.

La réalisation de Clément n'est pas faite pour donner à ce scénario la cohésion qui lui manque. Soignée, mais monotone, elle donne à l'ensemble de ce film une extrême lenteur. Loin de faire valoir cette opposition entre les héros dans le monde et ces héros dans leur monde (on rêve alors d'un style cinématographique analogue à celui d'Hitchcock, dans *Notorious*), elle se contente d'une suite de plans compliqués, s'attarde sur des détails oiseux, s'acharne à esquisser de perpétuelles métaphores. Aussi ce film se décompose-t-il en une série de scènes entre lesquelles une véritable signification circule mal.

De plus, les visages trop connus de Michèle Morgan et de Jean Marais ne permettent de croire ni à ces personnages qu'ils sont censés être au début du film, ni à ces amoureux anonymes engagés dans leur épuisante passion. Ceci n'est pas une critique à l'adresse des acteurs : Jean Marais n'a jamais été aussi bon que dans ce rôle d' « homme à femmes » pris à son jeu, et le charme de Michèle Morgan a gardé tout son efficace. Les auteurs seuls sont responsables : ce qui dans ce film nous irrite étant justement ce qui, dans une œuvre plus conséquente, nous eût ravi.

B. D.

DOCUMENTATION FRANÇAISE

C'est dans le premier numéro de 1951 du *Bulletin quotidien de Presse étrangère* que le secrétariat général du Gouvernement auprès de la Présidence du Conseil (Direction de la Documentation), ayant tout à coup pris conscience de son incroyable témérité, a pour la première fois inséré cette mise au point — devenue si nécessaire : « *Le* Bulletin quotidien *reproduit objectivement les opinions et informations les plus variées de la presse étrangère. Ces textes, publiés avec mention de la source, ne sauraient engager la responsabilité de* La Documentation Française. »

Depuis lors, le même avis est quotidiennement reproduit. Et l'on frémit à l'idée qu'un jour quelque omission pourrait placer à nouveau notre Gouvernement dans la situation périlleuse à laquelle il vient de s'arracher.

F. J.



DIALOGUE SUR « LES CAVES »

P. — Du livre, je conserve un souvenir proche et admiratif. C'est parce que je n'y renonce pas que la pièce m'a tant déçu. Je n'ai, l'autre soir, rien retrouvé de ma lecture, bien que le spectacle soit si souvent littéralement fidèle au livre. Le pouvoir de choc du Lafcadio littéraire disparaît, le comique des situations m'a semblé souvent laborieux et l'ironie bien lourde.

Deux explications sont possibles : ou bien j'ai surestimé Lafcadio, j'ai trop prêté à Gide, mais c'est parce que dans le livre il s'y prêtait; l'épreuve du théâtre est cruelle; elle montre ce qu'est en fait celui qu'on imaginait, et c'est, somme toute, peu de choses. Ou bien Gide n'a pas retrouvé son inspiration ancienne, il a illustré de façon banale ce qui ne peut supporter la banalité. Dans le premier cas, je dois m'en prendre à moi-même, dans le second à Gide. De toutes façons, c'était bien ennuyeux.

S. — Je me suis, au contraire, beaucoup amusé, j'ai franchement ri où Gide souhaitait faire rire, ce qui est à son actif, à l'actif de sa pièce. J'ai ri à l'entretien entre Protos et la comtesse de Saint-Prix; j'ai ri au péché de Fleurissoire; j'ai ri à l'apparition de Protos en professeur de droit.

P. — Mais ne s'agit-il que de rire? Vous êtes peut-être plus sévère que moi pour Gide.

S. — Je ne suis pas déçu. Vous vous plaignez : n'était-ce donc que cela, Lafcadio? S'il vous apparaît si mince, et comme édulcoré, c'est que vous le connaissiez déjà. Il ne bénéficiait plus à vos yeux de l'effet de surprise, mais votre détachement à son égard, c'est encore à lui que vous le devez.

Vous aviez sans doute l'impression du déjà vu, du déjà entendu. Mais qui donc vous l'avait déjà fait voir et entendre? Si aujourd'hui, pour nous, l'acte gratuit n'est plus « que cela », c'est que nous avons été nourris de Gide. Nous sommes un peu blasés. Certes, le Lafcadio de la pièce est en retrait sur celui de la sotie; mais il ne me déplaît pas qu'il perde un peu de sa singularité pour rentrer dans le rang. Et quel rang! A côté de Valmont et de Fabrice.

P. — Il y était avant. Maintenant il rejoint le Fabrice du film ridicule qu'on a tiré de *La Chartreuse de Parme.* L'ennui, c'est que la trahison vienne de Gide lui-même.

S. — Ne mésestimez pas la puissance que conserve la pièce sur ceux qui ne connaissent pas le livre. La liste des « oncles », l'idée de la gratuité, la description par Lulius de sa réception par le pape, la phrase d'Armand Dubois (« et qui me dira si Fleurissoire, en arrivant au paradis, n'y découvre pas tout de même que son bon Dieu non plus n'est pas le vrai? »), la dernière proposition de Lafcadio à Geneviève, tout cela choque le public non averti. La « liberté » de Lafcadio reste subversive.

P. — A propos, Lafcadio et Geneviève ne couchent plus ensemble, aujourd'hui!

S. — C'est que Geneviève voudrait se faire épouser. Lafcadio la prévient qu'il n'en est pas question. Ainsi n'y a-t-il pas d'ambiguïté possible.

P. — Il me semble que vous défendez le livre, son actualité, non la pièce, dont la fidélité littérale m'ennuie et n'exclut pas la trahison. D'ailleurs, il y a, non pas une pièce, mais une simple série d'illustrations, et le rythme du livre disparait, l'arbitraire des situations devient criant. Gide n'a fait aucun effort pour retrouver l'esprit du livre. Car ce n'est pas le retrouver que reproduire tels quels les dialogues. Bien au contraire, pour dire la même chose, il fallait à la scène parler autrement. Le problème à résoudre était différent, mais Gide a-t-il vu qu'il y avait un problème? Et puis, quelle curieuse idée que ces monologues intérieurs prononcés d'une avant-scène. Dans le livre, il n'y a pas à proprement parler de monologues. Gide intervient constamment dans le récit, le commente, ironise. Au théâtre, ce n'est pas possible, et toute une dimension de l'œuvre, l'essentielle à mon avis, disparaît. C'était là, dans l'imagination de Gide, dans son attitude vis-à-vis de ses héros, que se trouvait l'humour. Reste maintenant une réalité sans grand intérêt par elle-même, à laquelle ces monologues ajoutent seulement ce dont a besoin pour comprendre un spectateur un peu lent. Il fallait trouver autre chose. Gide a-t-il seulement cherché?

S. — Certes, il aurait pu écrire une autre pièce. Mais je ne crois pas qu'il pût tirer des *Caves* autre chose. La pièce — et c'est bien le moins puisqu'elle est de Gide lui-même — est intelligemment fidèle.

P. — Qu'avait-il besoin, lui, d'être fidèle? C'est à l'adaptateur étranger qu'il appartient d'être modeste.

S. — Cet aspect de farce libertine est ce qui pouvait le mieux convenir à la sotie. A outrer Lafcadio, il l'eût faussé. Je ne déteste pas que notre personnage devienne plutôt le *témoin* de l'imbécilité des autres que le héros de l'acte gratuit.

P. — Le témoin est un peu complaisant.

J. P. et R. S.



ÉLOGE DE LA PRESSE

LA BROSSE

On ne dormait pas beaucoup chez de Lattre. Lui, rayonnant, solide comme un roc, dissimulant ses inquiétudes comme un trapéziste enrobe d'un sourire son angoisse de travailler sans filet, il « claquait » les uns après les autres ses collaborateurs — j'en connais qui demandèrent à remonter en ligne pour se reposer! — et il s'émerveillait volontiers de se trouver frais et dispos.

(*Carrefour*, 12 décembre.)

Dans le même article, il y a d'ailleurs un petit mystère : la devise qu'il a fait graver sur la carlingue de son avion de commandement le résume assez bien :

Suit un blanc; nous ne la connaîtrons pas.

L'ANTISÉMITISME

CHARLEMAGNE. — Comme à Henri-IV, où la cellule « Babœuf » se maintient (jusqu'ici) dans une sage obscurité, on ne s'y occupe qu'assez peu des affaires de la nation.

De laquelle, d'ailleurs?

On signale, dans une classe de 26 élèves, la présence de 6 Français contre 20 Israéliens (dont le petit André Wurmser, qui a l'air plutôt embêté d'être le fils à son papa).

On se croirait en plein pays légal.

(*Contre-Révolution.*)

Dans le même torchon, on trouve aussi : les racistes de la L.I.C.A., que l'antisémitisme inquiète à nouveau, du moment qu'il redevient français, mesuré, raisonnable, inattaquable, au lieu d'être le sombre fanatisme de brutes qu'en ont fait les Allemands.

M. Jean de la Robrie, dans son livre Exodes, transferts, esclavages *écrit :* « Si Israël a été traité tel le plus pourchassé et le plus malheureux des vaincus, si maintenant le monde arabe le dénonce comme un conquérant féroce, ces tribulations nous paraissent plus compréhensibles lorsque nous sont ouvertes les annales de ce peuple impatient... A partir du XIXe siècle, les enfants de David, dispersés çà et là sur le globe, ne se relient plus seulement entre eux par des rapports confessionnels, financiers ou commerciaux. Autant et plus que la religion, la politique les rassemble par-dessus les frontières. Ils ne sont plus les Juifs de telle république ou de tel souverain, mais les Juifs en général, que défendent en tous lieux des organismes à eux, tels l'Anglo-Jewish Association à Londres et l'Alliance israélite à Paris..., qui cherchent à généraliser l'égalité civile et politique considérée comme une conquête idéologique pour l'ensemble des hommes, entendue aussi comme un avantage particulier pour les leurs qui savent si bien en profiter... Dès lors, Israël va

glisser sur la triste pente que les nationalismes exaspérés font descendre à l'Europe... Si l'on ne savait depuis longtemps que le bon sens a une faible part à la conduite des hommes et que « Jupiter aveugle ceux qu'il veut perdre », il serait inouï de voir Israël sorti de ses épreuves plus nationaliste qu'il ne l'était auparavant. Et pourtant, tel il est, tel il se montre. Bien que mutilé par d'atroces plaies, il est toujours puissant et influent. Son centre maintenant, son principal point d'appui est dans la riche Amérique où de nombreux fils de David sont établis et occupent des postes importants. »

Le chapitre d'où sont tirées ces citations est intitulé : « Souffrances et responsabilités des Juifs dans les transferts de population. » M. *Michel Vivier fait un vif éloge de ce livre dans* Aspects de la France.

FORMULES

« Malgré ce que chevrotent les clignotants de l'abandon, je dis, moi, qu'il est possible de nous remettre sur pied. » (Général de Gaulle, discours de Lille). C'est le cas de dire comme Lénine (d'après M. Sadoul, dans *Action*) : « Ah! votre admirable concision! Et votre spirituelle clarté française. »

« Le chef de l'armée chinoise a répété par deux fois : « Nous espérons toujours que la paix peut être rapidement rétablie en Corée. » Pour un Chinois, surtout s'il est général, la menace peut se confondre avec une offre de paix. »

(*Combat*, 27 décembre.)

Sous le titre :

L'ISTIQLAL PROVOQUE DE GRAVES INCIDENTS A RABAT

Des notabilités musulmanes ont été molestées.

on trouve ceci, qui rappelle quelque chose : Les voies de fait contre des personnalités musulmanes très estimées ont provoqué une profonde émotion dans les milieux musulmans qui souhaitent voir leur liberté enfin protégée contre de telles méthodes.

(*Figaro*, 3 janvier.)

DES DANGERS DE LA PAIX

Ainsi que le soulignait M. Arthur Krock dans le *New York Times*, la mobilisation totale (aux États-Unis) signifierait l'enrôlement à bref délai de douze à quatorze millions de « civils ». Que faire de cette force au cas où l'agression attendue ne se produirait pas? Comment renvoyer à l'économie civile cette masse sans compromettre l'équilibre économique et social du pays? Et M. Krock conclut : « L'idée d'une guerre préventive pour résoudre le problème de cette vaste démobilisation pourrait gagner du terrain. »

(*Le Monde*, 4 janvier.)

UNE CATASTROPHE

M. Jules Romains a démissionné de la présidence du Comité du Bimillénaire de Paris (Journaux). Il a bien voulu commenter ainsi sa décision :

« Le bimillénaire de Paris ne peut plus être une « grande chose ». Il sera peut-être, avec un peu de chance, et si le programme actuel parvient tant bien que mal à se réaliser, une chose honorable et gentille. En tout cas, ma présence à la tête du comité n'a plus aucun sens. »

(*Combat*, 5 décembre.)

J. P.



SALACROU LE SAVAIT

En commençant la lecture des diverses critiques concernant une pièce récente, choisie un peu au hasard, j'étais animé de mauvais sentiments. J'escomptais de réjouissantes divergences, des contradictions si radicales qu'il faudrait douter du bon sens des témoins ou de l'identité du spectacle dont ils rendaient compte; j'espérais avec perversité que je n'arriverais pas même à déceler le sujet de la pièce, et il semblait d'ailleurs qu'en prenant pour objet de cette désobligeante expérience *Dieu le savait* de Salacrou, j'eusse fait un assez bon choix. Je fus d'abord déçu et un peu honteux — les critiques parlaient bien de la même pièce et permettaient de s'en faire une idée à peu près cohérente —, mais bientôt réconforté comme il convient de l'être quand on trouve chez autrui bon sens et impartialité. De fait, ces belles qualités sont le lot des critiques théâtraux.

Évidemment, on ne peut tout avoir, comme dirait M. Kemp, et elles ne vont pas sans certains défauts : leurs jugements ne sont guère motivés et le compte rendu qu'ils donnent de la pièce est le plus plat qu'ils peuvent imaginer. Mais c'est qu'ils sont scrupuleux; ils ne veulent pas éclairer la pièce d'appréciations peut-être mal fondées. C'est aussi qu'ils sont prudents; ils ne veulent pas se risquer à chercher la signification de leurs goûts. Enfin ils sont bien honnêtes et font confiance à l'auteur et au programme plus qu'à eux-mêmes; c'est une pièce sur le libre arbitre, leur a-t-on dit, eh bien, soit! nous ne voulons pas en savoir davantage. Refrénons bien vite les doutes qui pourront nous venir à ce sujet.

Bien entendu, les critiques ne sont pas toujours d'accord et les uns décrient ce que les autres portent aux nues. Mais c'est rigoureusement sans importance, puisqu'ils se gardent bien de fonder leur opinion et surtout de la rattacher à la pièce, qui, « riche », « attachante » ou même « foisonnante » pour les uns, est pour les autres « encombrée », d'une « extrême confusion », un véritable « tohu-bohu ». Dans tous les cas, on ne peut même pas les croire sur parole, puisque à proprement parler ils ne disent rien et que le récit, dont ils font suivre ces déclarations de principe, pourrait fort bien s'en passer et est banalement clair. C'est à croire que pour eux une pièce de théâtre est une chose venue on ne sait d'où, formant un bloc, et de laquelle il suffit de dire : c'est bien ou c'est mal. D'ailleurs, beaucoup n'osent même pas aller jusque-là, se disent « perplexes » et tempèrent par le contraire soit l'approbation, soit la critique. De toutes

façons, il s'agit de M. Salacrou, auteur honorablement connu sur la place de Paris, et il ne peut être question de le traiter comme aurait pu le faire M. Lemarchand. M. Frank « situe » ses réserves « sur le plan des grandes œuvres »; M. Kemp trouve la pièce « bizarre », mais rappelle aussitôt que M. Salacrou est un bon auteur. Quant à M. Paul Abram, une crainte le saisit : à suivre la thèse déterministe un long moment exposée par un personnage et suggérée par le titre, ne risque-t-on pas de réhabiliter Judas? Voilà en effet qui est inquiétant, mais comme, après tout, cela n'a pas grand rapport avec la pièce, il passe vite à son récit et s'en tient là. Le plus modeste est incontestablement M. Francis Ambrière, qui fait un discours en trois points : je ne dirai rien du fond, sinon que je ne suis pas d'accord; cependant quel grand homme que ce Salacrou, il parle de Dieu et de la mort; je ne raconterai pas la pièce qui d'ailleurs est diffuse, mais combien riche. Voilà, au moins, un critique agréable au directeur du théâtre : il ne dispensera personne par excès de précision d'aller voir *Dieu le savait.* Plus audacieux sont les critiques féminins, mais est-ce tout à fait à dessein? Mme Saurel écrit : « ayant — bien grossièrement — raconté la pièce, je n'ai plus de place pour analyser ses richesses »; et Mme Triolet, si elle trouve que *Dieu le savait* est peut-être « la meilleure pièce de Salacrou », demande un peu plus de lumière sur les intentions de l'auteur.

Il est une autre manière de ne rien dire de la pièce que d'en faire ces éloges embarrassés; c'est celle des critiques d'*Action* et de *Ce Soir.* Elle consiste à ignorer délibérément la pièce que les spectateurs entendent et à féliciter M. Salacrou pour la pièce qu'il aurait pu écrire mais qu'il n'a pas écrite. « Nous aurions aimé suivre », lit-on dans *Action*, « Thérèse, Maurice et Bonnet, partant à la découverte du monde et de la vie, conscients que l'homme tient son destin entre ses mains ». Ce n'est pas précisément le thème que développe Salacrou, mais sans doute peu importe. « Grâce à la présence de ces trois enfants, écrit M. Gaudrey-Rety, les forces vives surclassent, et de loin, la nécrose des autres. ». Ce doit être dans la coulisse qu'elles les surclassent. Pourtant c'est là ce qu'il y a de « plus valable » dans la pièce. Est-ce le pavé de l'ours? Mais après tout, pourquoi ne pas voir dans le caricatural Bonnet, « qui a encore beaucoup à apprendre sur l'art d'être sincère sans trop de dogmatisme dans ses propos » (*Ce Soir*), « un jeune communiste, dont l'espoir et la croyance au bonheur éclairent rapidement le morne abrutissement des autres » (*Action*), puisque M. Thierry Maulnier, auteur pourtant de la plus avisée de toutes les critiques, a bien vu dans trois ou quatre répliques secondaires de ce personnage une « profession de foi » communiste et que M. Favalelli voit dans ce Bonnet « un doctrinaire dont on peut redouter l'absolutisme »? Il paraît d'ailleurs qu'il s'agit d'un trotskyste! A qui se fier?

Mais si la plupart des critiques évitent ainsi de parler de la pièce, c'est peut-être qu'il n'y a plus grand-chose à en dire lorsqu'on en a souligné l'« encombrement » ou la « richesse » et qu'on s'est un instant étonné du caractère de l'héroïne, comme le fait par exemple M. Kemp, au contraire toutefois de Mme Saurel qui nous assure qu'il existe des femmes comme ça. L'auteur, en tout cas, ne peut leur reprocher ce silence bavard; la meilleure recette pour ne pas s'occuper de la pièce leur est en effet fournie par M. Salacrou lui-même : les citations insérées dans le programme, le titre,

l'ennuyeux laïus du second acte les invite à voir dans *Dieu le savait* une pièce sur la liberté, sur le déterminisme, sur la prédestination. Et ils donnent tête baissée dans le panneau! C'est de cela qu'ils parlent tous. Même s'ils ne vont pas jusqu'à dire comme M. André Alter que M. Salacrou ne se contente pas « des réponses toutes faites aux interrogations de l'homme moderne » — on se demande ce qu'est une réponse toute faite pour ce critique —, même si, comme M. Gabriel Marcel, jardinier jaloux de ses plates-bandes, ils décèlent chez l'auteur un « impetigo métaphysique », ou si, plus simplement, comme M. Thierry Maulnier, ils constatent que la discussion du deuxième acte est peu nécessaire à l'action et que l'on peut sans peine rendre compte de tous les incidents de l'action, définir tous les personnages « sans même en faire mention », tous admettent le thème de la prédestination et s'interrogent à ce propos sans voir qu'ils ont été astucieusement dupés. Ce thème, certes, est essentiel à la pièce, mais pour en masquer le vide et le peu d'invention de l'auteur. Qu'est-ce donc que sait Dieu? Tout simplement ce que M. Salacrou savait dès le début et que nous apprenons à la fin : Aziza était aimée de son mari, et chacun d'eux ignorait l'autre et agissait en aveugle. Nul besoin de supposer je ne sais quel destin peu à peu découvert. Mais pourquoi Aziza n'a-t-elle pas compris son mari? Pourquoi a-t-elle vécu murée en elle-même? Dieu ne le sait pas et nous non plus. C'est pourtant cela qui expliquerait la situation des deux premiers actes. Au troisième, elle s'aperçoit enfin de son échec, nous aussi. Rien de divin là-dedans. Nulle prescience d'un avenir déterminé, mais seulement la compréhension désolante d'un passé qui n'a pas été vécu dans sa vérité, et qui, d'ailleurs, n'est pas vraiment éclairé. Pourquoi donc parler de prédestination? Pour faire croire qu'il se passe quelque chose alors qu'il ne se passe rien. Tout s'est passé avant le début de la pièce; l'homme est mort et celui qui pourrait faire sortir Aziza d'elle-même ne le veut justement pas, car elle perdrait du même coup le peu de goût qui lui reste à vivre. Il n'y a pas de raison pour que l'équivoque subsiste ou soit levée. Elle ne l'est — par le hasard dont jouent les dramaturges — que pour qu'il y ait une pièce. Mais comme, aussitôt qu'elle est levée, le rideau peut tomber, il faut donc faire patienter les spectateurs jusqu'au dernier acte. Un maladroit aurait tout dit dès le début et se serait battu les flancs pour tenir jusqu'au bout; M. Salacrou, plus habile, révèle seulement à la fin que son héroïne est en fait morte avant que la pièce commence. Morte, il n'y avait donc plus rien à faire pour elle. Il n'était pas besoin d'être Dieu pour le savoir, mais il fallait être critique pour ne pas le soupçonner.

J. P.



JUSTICE DE CLASSE

Le *Télégramme de Brest et de l'Ouest*, quotidien du Finistère, publiait dans sa page locale, le 25 août 1950, l'entrefilet suivant : « Lorient, le 24 août. — Le cadavre décapité d'une jeune fille a été découvert mercredi

soir 23 août, vers 20 heures, sur la voie ferrée, à 200 mètres du viaduc d'Hennebont, en direction d'Auray. Transportée à l'hôpital d'Hennebont, la jeune fille fut vite identifiée. Il s'agissait de Mlle Anne Giquelay, qui venait de quitter ses patrons. Le premier examen du cadavre n'a pas permis de relever aucune trace permettant aux enquêteurs d'adopter la thèse du meurtre. »

France-Soir du 12 décembre 1950, sous la signature de son envoyé spécial à Lorient, Henry Pignolet, révélait comment Anne-Marie Giquelay — tel est son nom véritable —, petite bonne de moins de dix-sept ans, en vint un soir très doux d'été à gravir le remblai du chemin de fer et à poser son cou sur le dur acier du rail où le rapide devait la décapiter quelques moments plus tard. En dehors de l'entrefilet cité du *Télégramme* et du remarquable récit d'Henry Pignolet dans *France-Soir*, repris et généralement mutilé par quelques quotidiens de province, je n'ai rien trouvé dans la presse, même pas les « attendus » d'un jugement qui rend le responsable de cette mort à sa tranquille fonction de commerçant lorientais. C'est donc à Henry Pignolet que j'emprunterai les éléments principaux de cette affaire.

Anne-Marie Giquelay, que l'on appelait Annette, née d'une pauvre famille d'Hennebont, près de Lorient, fut confiée, à la mort de sa mère, à sa sœur Marie, qui la plaça chez un cultivateur. Annette venait d'avoir quatorze ans. « Souvent, dit aujourd'hui Marie, elle est venue se plaindre à moi que les travaux de la ferme étaient trop durs pour elle. Elle devait sortir par tous les temps. Mais je ne pouvais pas la garder, nous sommes trop pauvres. » Annette avait encore une sœur. Mais celle-ci s'est retirée au couvent de l'île d'Houat. Là, isolée sur son rocher sauvage, elle prie pour la sauvegarde des âmes en perdition.

Annette avait aussi une tante qui, alarmée par sa faiblesse, lui trouva une place « en ville », à Lorient, chez un commerçant radio-électricien, M. R..., marié et père d'un enfant en bas âge. Annette avait seize ans tout juste. Un portrait d'elle, environ à cette époque, en décembre 1949, la montre d'aspect assez fin, fragile, avec un visage agréable entouré de cheveux foncés. Ceux qui la connaissaient la disent timide, dévouée, attentive, nullement coquette.

M. R... reçut en Annette sa troisième bonne-à-tout-faire. Sa troisième victime. Car la première, Pierrette T..., avait dû s'échapper pour éviter d'être violée, et la seconde, Jeannine D..., était partie cacher à Paris une grossesse dont était responsable le patron, lequel devait avouer plus tard au tribunal l'avoir « séduite » alors qu'elle n'avait guère plus de quatorze ans.

Annette subit le sort des bonnes précédentes. Battue à coups de pied, elle se plaignit à sa sœur, sa tutrice, qui menaça de l'envoyer dans une maison de correction si elle quittait sa place. Annette demeura donc chez son commerçant, dans une « place » qui lui rapportait à peine deux mille francs par mois, sur lesquels elle devait rembourser régulièrement à sa sœur l'avance que celle-ci lui avait faite sur les frais d'inhumation de sa mère.

En mars dernier, pendant qu'elle dormait, M. R... la surprit et n'eut, semble-t-il, aucune peine à la violer. Annette, peu de temps après, disait

en pleurant à son amie Jeannine L... : « Si Mme R... savait ce qui s'est passé, elle que j'aime tant... Si elle devait l'apprendre, j'irais me jeter sous le train. » On voit comment Annette pensait au train, cet objet probable de ses peurs enfantines, et qui devenait pour elle la solution de la honte et de la douleur de vivre.

Deux fois encore, selon son aveu au tribunal, M. R... abusa d'Annette. En sorte qu'Annette, malgré les menaces de son patron, à bout de forces, courut, le 20 août dernier, chez sa tante et lui raconta tout. Il semble que la sœur, alertée, vint offrir à M. R... le silence complaisant de la famille en échange de quelque argent. Ce chantage, vertueusement repoussé par M. R..., contribua certainement par la suite à lui valoir la clémence du tribunal. On sait que le chantage est condamné par la Loi, et cet honnête commerçant apparaissait en quelque sorte comme une victime. Annette dut passer encore la nuit chez son patron. Le lendemain soir elle arriva chez sa sœur, à Hennebont. Des témoins virent celle-ci l'injurier, la chasser et ramasser une pierre pour la jeter dans sa direction. C'est ce soir-là qu'Annette se coucha devant le rapide de Quimper, accomplissant sa révolte contre sa famille et la société de la seule manière qui lui était laissée, dans le refus définitif de la situation, dans le suicide.

M. R... dut tout de même comparaître devant le Tribunal correctionnel, lequel, en raison de la « délicatesse » de l'affaire, prononça le huis-clos. M. R... reconnut avoir, à trois reprises, abusé de sa bonne, mais *sans violence, avec son consentement*. Le seul témoin à charge manquait, puisqu'il avait commis la folie de se jeter sous le train. C'est donc pour coups que le tribunal a condamné M. R... à un mois de prison avec sursis. Un nègre étranger qui passait récemment en correctionnelle pour coups sans blessures s'est vu condamné à trois mois de prison sans sursis, dix mille francs d'amende et cinq ans d'interdiction de séjour. Un « honnête » commerçant qui viole deux bonnes, l'une à l'âge de quatorze ans en la rendant grosse, responsable de la mort de l'autre, et convaincu de leur avoir donné des coups qui ne pouvaient lui être rendus, reçoit un blâme de *sa* justice, tout juste une invitation à ne pas recommencer.

Mais cet homme a une femme. Une femme qui est venue témoigner devant le tribunal en sa faveur. Henry Pignolet, dont je tiens ces détails, indique que le président et le procureur durent la prier de « renoncer à cette indécence ». Mais cette femme, qu'Annette estimait et que les témoignages montrent douce et réservée, a dû ne pas comprendre l'indignation de la justice. Ne faisait-elle pas, en apportant un témoignage de moralité sur son époux, son devoir d'épouse? Lui fallait-il renoncer à son bonheur conjugal, à sa sécurité? Car son sort, matériel et moral, est attaché à celui de son mari. Et c'est assurément un sort triste que celui de femme d'un condamné. Rassurons-nous, le ménage est toujours réuni. M. R... menace quelquefois de s'engager « dans un corps expéditionnaire d'Extrême-Orient ». On se demande bien pourquoi. *Sa* justice ne l'a-t-elle pas absous?

P. C.

Le Gérant : **Francis Jeanson.**

Imprimerie Chantenay, Paris-6e — Février 1951

Dépôt légal : 1er trim. 1951